



LIBRARY

1973

UN/DA COLLECTION

ORGANISATION DES NATIONS UNIES

RAPPORT FINANCIER ET COMPTES
de l'exercice terminé le 31 décembre 1972
et
RAPPORT DU COMITÉ
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DOCUMENTS OFFICIELS : VINGT-HUITIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 7 (A/9007)

NATIONS UNIES

ORGANISATION DES NATIONS UNIES

RAPPORT FINANCIER ET COMPTES
de l'exercice terminé le 31 décembre 1972
et
RAPPORT DU COMITÉ
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DOCUMENTS OFFICIELS : VINGT-HUITIÈME SESSION
SUPPLÉMENT N° 7 (A/9007)



NATIONS UNIES

New York, 1973

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
Lettres d'envoi	xiii - xv
I. RAPPORT FINANCIER POUR L'EXERCICE TERMINE LE 31 DECEMBRE 1972	1
II. OPINION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	51
III. COMPTES DE L'EXERCICE TERMINE LE 31 DECEMBRE 1972	53
A. Fonds général, Fonds de roulement et comptes spéciaux de l'Organisation des Nations Unies	54
<u>Etat I.</u> Etat des ouvertures de crédits, des dépenses engagées et des soldes inutilisés des ouvertures de crédits de l'exercice 1972 (complété par tableaux 1 et 2)	54
<u>Etat II.</u> Fonds général - Recettes, dépenses engagées et excédent budgétaire de l'exercice terminé le 31 décembre 1972 (complété par tableaux 3 et 4)	58
<u>Etat III.</u> Etat de l'actif et du passif au 31 décembre 1972 (complété par tableaux 5 à 11)	60
B. Compte spécial de la Force d'urgence des Nations Unies	64
<u>Etat IV.</u> Etat des fonds au 31 décembre 1972 (complété par tableau 12)	64
C. Compte " <u>ad hoc</u> " pour l'Opération des Nations Unies au Congo	66
<u>Etat V.</u> Etat des fonds au 31 décembre 1972 (complété par tableau 13)	66
D. Organisation des Nations Unies, Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement - Opérations d'assistance technique dont le coût est imputé sur le programme ordinaire de l'ONU, le Programme des Nations Unies pour le développement et des fonds d'affectation spéciale extra-budgétaires	68
<u>Etat VI.</u> Etat des fonds au 31 décembre 1972 (complété par tableaux 14 à 17)	68

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Pages</u>
E. Fonds d'affectation spéciale et autres comptes spéciaux	70
<u>Etat VII.</u> Etat récapitulatif de l'actif et du passif, des recettes, des dépenses engagées et des soldes disponibles au 31 décembre 1972 (complété par tableaux 18 à 36)	70
TABLEAUX RELATIFS AUX COMPTES	73
A. Fonds général, Fonds de roulement et comptes spéciaux de l'Organisation des Nations Unies	74
A l'appui de l'état I (Etat des ouvertures de crédits, des dépenses engagées et des soldes inutilisés des ouvertures de crédits de l'exercice 1972)	
1. Etat récapitulatif, par article, des totaux du chapitre 15 (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement), du chapitre 16 (Organisation des Nations Unies pour le développement industriel), du chapitre 18 (Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés) et du chapitre 19 (Cour internationale de Justice) pour l'exercice terminé le 31 décembre 1972	74
2. Etat récapitulatif, par chapitre, des totaux des dépenses engagées au titre de l'Office des Nations Unies à Genève, de la Commission économique pour l'Afrique, de la Commission économique pour l'Amérique latine et de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient pour l'exercice terminé le 31 décembre 1972	77
A l'appui de l'état II (Recettes, dépenses engagées et excédent budgétaire de l'exercice terminé le 31 décembre 1972)	
3. Etat récapitulatif des recettes au 31 décembre 1972	79
4. Activités productrices de recettes de l'Organisation des Nations Unies : recettes et dépenses de l'exercice terminé le 31 décembre 1972	81

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Pages</u>
A l'appui de l'état III (Fonds général, Fonds de roulement et comptes spéciaux de l'Organisation des Nations Unies : état de l'actif et du passif au 31 décembre 1972)	
5. Contributions mises en recouvrement non acquittées au 31 décembre 1972	82
6. Fonds de péréquation des impôts : situation au 31 décembre 1972	86
7. Fonds de roulement : avances destinées à couvrir divers achats et opérations amortissables pour l'exercice terminé le 31 décembre 1972	88
8. Fonds de roulement : avances des Etats Membres au 31 décembre 1972	89
9. Compte spécial de l'Organisation des Nations Unies : placements au 31 décembre 1972	92
10. Compte spécial "Produit de la vente des obligations de l'ONU" : obligations de l'ONU remboursées et remboursement du principal venu à échéance : situation au 31 décembre 1972 ...	93
11. Travaux de construction en cours au 31 décembre 1972	96
B. Compte spécial de la Force d'urgence des Nations Unies	98
12. Contributions mises en recouvrement non acquittées au 31 décembre 1972	98
C. Compte " <u>ad hoc</u> " pour l'Opération des Nations Unies au Congo	100
13. Contributions mises en recouvrement non acquittées au 31 décembre 1972	100
D. Organisation des Nations Unies, Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement - Opérations d'assistance technique dont le coût est imputé sur le programme ordinaire de l'ONU, le Programme des Nations Unies pour le développement et des fonds d'affectation spéciale extra-budgétaires	102

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Pages</u>
A l'appui de l'état VI (Etat des fonds au 31 décembre 1972)	
14. Engagements : coût des projets inscrits au programme ordinaire pour l'exercice terminé le 31 décembre 1972	102
15. Engagements : coût des projets du Programme des Nations Unies pour le développement pour l'exercice terminé le 31 décembre 1972	105
16. Etat, au 31 décembre 1972, des contributions de contrepartie (en espèces) des gouvernements	108
17. Projets financés à l'aide de fonds d'affectation spéciale : état des fonds au 31 décembre 1972 ...	109
E. Fonds d'affectation spéciale et autres comptes spéciaux	124
A l'appui de l'état VII (Etat récapitulatif de l'actif et du passif, des recettes, des dépenses engagées et des soldes disponibles au 31 décembre 1972)	
<u>Opérations de maintien de la paix</u>	
18. Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre : état des contributions annoncées non acquittées au 31 décembre 1972	124
19. Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre : engagements de l'exercice terminé le 31 décembre 1972	125
<u>Opérations de secours</u>	
20. Opération de secours des Nations Unies à Dacca : état des contributions annoncées non acquittées au 31 décembre 1972	126
21. Opération de secours des Nations Unies à Dacca : engagements de l'exercice terminé le 31 décembre 1972	127
22. Fonds des Nations Unies pour l'assistance humanitaire au Pakistan : état des contributions annoncées non acquittées au 31 décembre 1972 ...	129
23. Fonds des Nations Unies pour l'assistance humanitaire au Pakistan : engagements de l'exercice terminé le 31 décembre 1972	129

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Pages</u>
<u>Activités de développement industriel</u>	
24 A. Organisation des Nations Unies pour le développement industriel : état récapitulatif des ressources et des dépenses pour l'exercice terminé le 31 décembre 1972	130
24 B. Activités en matière de développement industriel : actif, passif et solde des fonds inutilisés au 31 décembre 1972	132
a) Fonds général d'affectation spéciale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel	132
b) Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour les Services industriels spéciaux	
c) Fonds d'affectation spéciale de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient pour le développement industriel	
d) Fonds d'affectation spéciale de l'ONUDI pour les données sur la programmation industrielle (don de la Suède)	
25. Fonds général d'affectation spéciale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel : état des contributions annoncées non acquittées au 31 décembre 1972	134
<u>Activités économiques et sociales</u>	
26. Activités économiques et sociales - A l'échelle mondiale	136
a) Fonds pour les activités en matière de population	136
b) Fonds d'équipement des Nations Unies	
c) Fonds d'affectation spéciale pour la planification et les projections relatives au développement	
d) Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues	
e) Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social	

TABLE DES MATIERES (suite)

Pages

f)	Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la défense sociale	
g)	Fonds d'affectation spéciale pour le développement social (Suède)	
h)	Programme des Volontaires des Nations Unies	
i)	Comité pour l'élimination de la discrimination raciale	
j)	Fonds d'affectation spéciale pour le dessalement de l'eau	
k)	Séminaire sur le droit international	
l)	Fonds pour la création d'une université internationale	
m)	Fonds pour la planification de l'assistance en cas de catastrophe	
n)	Programme d'assistance et d'échange des Nations Unies dans le domaine du droit international	
27.	Activités économiques et sociales - A l'échelle mondiale : état récapitulatif des contributions annoncées non acquittées au 31 décembre 1972 ...	137
28.	Activités économiques et sociales - A l'échelle régionale	144
a)	Fonds d'affectation spéciale du Centre de documentation et de recherche de la CEPAL ..	144
b)	Institut international de documentation en matière d'habitation, de construction et de planification (New Delhi)	
29.	Activités économiques et sociales - A l'échelle nationale : actif, passif et solde des fonds inutilisés au 31 décembre 1972	146
a)	Fonds des Nations Unies pour le développement de l'Irian occidental	146
b)	Programme relatif au Fonds d'affectation spéciale pour la République du Zaïre	
c)	Coût de l'appui administratif au Zaïre	
d)	Programme unique d'enseignement et de formation des Nations Unies à l'intention des habitants de l'Afrique australe	

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Pages</u>
e) Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud	
f) Fonds des Nations Unies pour la Namibie	
g) Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le programme concernant l'envoi de personnel d'exécution (OPEX) au Souaziland	
h) Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour les programmes opérationnels (Lesotho)	
30. Activités économiques et sociales - A l'échelle nationale : état récapitulatif des contributions annoncées non acquittées au 31 décembre 1972 ..	148
 <u>Frais généraux</u>	
31. Frais généraux : actif, passif et solde des fonds inutilisés au 31 décembre 1972	150
a) Organisation des Nations Unies, Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement : frais généraux au titre d'activités du Programme des Nations Unies pour le développement ...	150
b) Organisation des Nations Unies et Organisation des Nations Unies pour le développement industriel : frais généraux au titre de projets financés à l'aide de fonds d'affectation spéciale	
32. Organisation des Nations Unies, Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement : frais généraux au titre de projets du Programme des Nations Unies pour le développement : état des fonds au 31 décembre 1972	151
33. Organisation des Nations Unies et Organisation des Nations Unies pour le développement industriel : frais généraux au titre de projets financés au moyen de fonds d'affectation spéciale : état des fonds au 31 décembre 1972 .	152

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Pages</u>
<u>Autres fonds d'affectation spéciale</u>	
34. Autres fonds d'affectation spéciale : actif, passif et solde des fonds inutilisés au 31 décembre 1972	156
a) Fonds de dotation de la bibliothèque	156
b) Biens mobiliers et immobiliers légués à l'ONU	
c) Musée philatélique de l'ONU	
d) Fonds de réserve (assurance sur la vie des fonctionnaires)	
e) Fonds de stabilisation (taux des primes d'assurance soins médicaux des fonctionnaires)	
f) Société d'assurance mutuelle du personnel (assurance maladie-accidents)	
g) Caisse des pensions des employés à temps partiel de l'Office des Nations Unies à Genève	
h) Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le paiement d'indemnités	
i) Activités commerciales autonomes de l'ONUDI	
j) Agence des Nations Unies pour le relèvement de la Corée - reliquat des éléments d'actif	
k) Fonds de l'Ecole internationale	
l) URSS : Institut soviétique pour les relations internationales	
m) Redevance cafeteria	
n) Conférence commémorative de Gilberto Amado	
o) Projet "Oceana Publications" (Bibliothèque)	
p) Fonds Hamish Brown (bourses)	
q) Médaille du Congrès mondial de la jeunesse	
r) Congrès mondial de la jeunesse	
s) Bureau interorganisations pour les systèmes informatiques et les activités connexes	
t) Garage souterrain de l'ONU à Genève	
u) Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe	

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Pages</u>
<ul style="list-style-type: none"> v) Compte "Construction de l'Ecole internationale des Nations Unies" w) Compte spécial (Ralph Bunch) du Secrétaire général pour des activités en rapport avec la paix et la sécurité 	
35. Fonds de dotation de la Bibliothèque : état des fonds au 31 décembre 1972	158
36. Ecole internationale des Nations Unies - Compte "Construction" : état récapitulatif indiquant la source et l'utilisation des fonds pendant la période allant du 30 décembre 1965 au 31 décembre 1972	159
ANNEXE Notes explicatives sur les contributions mises en recouvrement qui demeurent à recevoir	160
IV. RAPPORT DU COMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	163

LETTRES D'ENVOI

Le 31 mars 1973

Monsieur le Président,

Conformément à l'article 11.4 du règlement financier, j'ai l'honneur de vous soumettre les comptes annuels de l'Organisation des Nations Unies, pour l'exercice terminé le 31 décembre 1972, que j'approuve par la présente lettre. Les états financiers ont été établis et certifiés exacts par le Chef par intérim du Bureau des services financiers.

Des copies de ces états financiers sont également transmises au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

Veillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

Le Secrétaire général,
(Signé) Kurt WALDHEIM

Monsieur le Président
du Comité des commissaires aux comptes
Organisation des Nations Unies
New York

Le 22 juin 1973

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint les états financiers de l'Organisation des Nations Unies présentés par le Secrétaire général pour l'exercice terminé le 31 décembre 1972. Le Comité des commissaires aux comptes les a examinés et certifiés exacts.

Je vous prie de bien vouloir trouver également ci-joint le rapport du Comité sur les comptes de l'Organisation des Nations Unies pour l'exercice 1972.

Veillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

Le Président du Comité des commissaires
aux comptes,

(Signé) J. E. ESCALLON O.

Monsieur le Président de l'Assemblée
générale des Nations Unies
New York

I. RAPPORT FINANCIER POUR L'EXERCICE TERMINE LE 31 DECEMBRE 1972

1. Le Secrétaire général a l'honneur de présenter ci-après son rapport financier sur les comptes de l'Organisation des Nations Unies, y compris tous ses fonds d'affectation spéciale et comptes spéciaux, pour l'exercice terminé le 31 décembre 1972, ainsi que les comptes vérifiés qui comprennent sept états (I à VII) ainsi que 36 tableaux et une annexe. En outre, conformément aux résolutions et dispositions financières mentionnées ci-après, des comptes et des rapports distincts seront présentés à l'Assemblée générale concernant les organismes et comptes dont la liste suit :

- a) Fonds des Nations Unies pour l'enfance /résolution 57 (I)/;
- b) Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient /résolution 302 (IV)/;
- c) Contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés /résolution 538 B (VI)/;
- d) Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies /résolution 248 (III)/;
- e) Comptes centraux du Programme des Nations Unies pour le développement, conformément à la décision de l'Assemblée générale relative à sa résolution 2196 (XXI), décision par laquelle elle a accepté la recommandation de la Cinquième Commission 1/, et conformément à l'article 15.1 du règlement financier et des règles de gestion financière du Programme des Nations Unies pour le développement, que le Conseil d'administration a approuvés à sa septième session;
- f) Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche /résolution 1934 (XVIII)/, pour lequel les comptes et un rapport financier seront présentés par le Directeur général de l'Institut à l'Assemblée générale, par l'entremise du Secrétaire général.

Situation financière et mouvement des fonds

2. Une analyse de l'actif et du passif tels qu'ils apparaissent dans les états III (Fonds général de l'Organisation des Nations Unies), IV /Force d'urgence des Nations Unies (FUNU)/ et V /Opération des Nations Unies au Congo (ONUC)/ montre que la situation de trésorerie de l'Organisation est demeurée précaire pendant tout l'exercice. Il ressort des tableaux 1, 2 et 3 ci-après qu'à la fin de l'exercice, le Fonds de roulement et le Compte "Produit de la vente des obligations de l'ONU" étaient pratiquement épuisés. D'une manière générale, ces tableaux indiquent que les dépenses courantes (y compris le paiement des traitements et salaires) ont été couvertes au moyen d'emprunts opérés sur les

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Annexes, point 78 de l'ordre du jour, document A/6596.

comptes intérieurs (Fonds de péréquation des impôts, comptes pour les travaux de construction et Compte spécial, par exemple). Il a encore fallu différer le paiement de marchandises livrées et de services fournis par des gouvernements pour s'acquitter de leurs obligations au titre de la FUNU et de l'ONUC. Les raisons de cette situation sont exposées dans l'annexe aux comptes.

Tableau 1

Situation financière au 31 décembre 1972

(En millions de dollars des Etats-Unis)

	Fonds général de l'Orga- nisation des Nations Unies	Force d'urgence des Nations Unies	Opération des Nations Unies au Congo	Totaux partiels	Fonds de roulement, Compte "Obli- gations de l'ONU" et Compte spécial	Totaux
<u>Actif</u>						
Disponibilités nettes <u>a/</u>	5,3	(23,4)	(12,8)	(30,9)	22,2	(8,7)
Contributions mises en recouvrement	48,1	44,2	75,4	167,7	-	167,7
Compte spécial des contributions mises en recouvrement	16,6 <u>b/</u>	5,3 <u>b/</u>	6,7 <u>b/</u>	28,6	-	28,6
Dépenses autorisées pour lesquelles il n'a pas été mis de quotes-parts en recouvrement	-	0,9	2,0	2,9	-	2,9
	<u>70,0</u>	<u>27,0</u>	<u>71,3</u>	<u>168,3</u>	<u>22,2</u>	<u>190,5</u>

Tableau 1 (suite)

	Fonds général de l'Orga- nisation des Nations Unies	Force d'urgence des Nations Unies	Opération des Nations Unies au Congo	Totaux partiels	Fonds de roulement, Compte "Obli- gations de l'ONU" et Compte spécial	Totaux
<u>Passif</u>						
Engagements non réglés	10,6	-	0,1	10,7	-	10,7
Comptes intérieurs et fonds d'affec- tation spéciale	12,2 <u>c/</u>	-	-	12,2	-	12,2
Contributions volon- taires remboursables	-	0,6 <u>d/</u>	1,6 <u>d/</u>	2,2	-	2,2
Compte spécial de l'ONU	0,7	3,4	0,2	4,3	21,7	26,0
Compte "Produit de la vente des obligations de l'ONU"	-	8,1	35,9	44,0	-	44,0
Fonds de roulement	39,5	-	-	39,5	0,5	40,0
Fonds de réserve	-	10,4	-	10,4	-	10,4
Excédents budgétaires	7,0 <u>e/</u>	4,5	33,5	45,0	-	45,0
	<u>70,0</u>	<u>27,0</u>	<u>71,3</u>	<u>168,3</u>	<u>22,2</u>	<u>190,5</u>
Les disponibilités nettes consistent en :						
Encaisse et dispo- nible en banque	6,0	-	-	6,0	-	6,0
Placements	-	-	-	-	21,5	21,5
Sommes à recevoir et soldes débiteurs divers	11,3	-	-	11,3	0,7	12,0
<u>A déduire</u>						
Sommes (court terme) à payer aux gouvernements	-	(28,9)	(11,9)	(34,8) <u>f/</u>	-	(34,8)
Autres sommes à payer	(12,0)	(0,5)	(0,9)	(13,4)	-	(13,4)
	<u>5,3</u>	<u>(23,4)</u>	<u>(12,8)</u>	<u>(30,9)</u>	<u>22,2</u>	<u>(8,7)</u>

Voir notes du tableau 1 page suivante.

Notes du tableau 1

a/ Les disponibilités nettes comprennent l'encaisse et les sommes à recevoir (convertibles en espèces) déduction faite des soldes créditeurs divers et des sommes à payer pour les marchandises livrées et services fournis facturés à l'Organisation.

b/ Montants transférés à un compte spécial pour contributions mises en recouvrement non acquittées, en application de la résolution 3049 C (XXVII) de l'Assemblée générale.

c/ Se décompose comme suit : 7,8 millions de dollars dus au Fonds de péréquation des impôts, 5 millions de dollars dus aux comptes spéciaux pour les travaux de construction, moins 0,6 million de dollars à recevoir de fonds d'affectation spéciale.

d/ Représente des contributions volontaires conditionnelles versées afin de couvrir les dépenses autorisées dépassant le montant total mis en recouvrement pour le deuxième semestre de 1963 et pour 1964.

e/ Comprend 3,9 millions de dollars représentant l'excédent budgétaire réalisé sur les opérations de 1972 qui est inscrit à un compte où il demeure comptabilisé temporairement en application de la résolution 2947 B (XXVII) de l'Assemblée générale.

f/ A la rubrique "Sommes (court terme) à payer aux gouvernements" figure un montant total de 34,8 millions de dollars se rapportant à la FUNU et à l'ONUC qui représente une accumulation de factures que des Etats Membres ont présentées pour des marchandises livrées et des services fournis et que l'Organisation a acceptées, mais dont le paiement est différé faute de fonds.

Tableau 2

Sommes empruntées et utilisées au 31 décembre

(En millions de dollars des Etats-Unis)

	Fonds général de l'Orga- nisation des Nations Unies		Force d'urgence des Nations Unies		Opération des Nations Unies au Congo		Total	
	1972	1971	1972	1971	1972	1971	1972	1971
Prélèvements remboursables opérés sur :								
Le Fonds de roulement	39,5	37,9	-	-	-	-	39,5	37,9
Les fonds d'affectation spéciales et les comptes intérieurs	12,2	14,3	0,6	0,6	1,6	1,6	14,4	16,5
Prélèvements opérés sur :								
Le Compte "Produit de la vente des obli- gations de l'ONU"	-	-	8,1	8,1	35,9	35,9	44,0	44,0
Le Compte spécial de l'ONU	0,7	6,7	3,4	3,4	0,2	0,2	4,3	10,3
	<u>52,4</u>	<u>58,9</u>	<u>12,1</u>	<u>12,1</u>	<u>37,7</u>	<u>37,7</u>	<u>102,2</u>	<u>108,7</u>

3. Comme il ressort du tableau 2 ci-dessus, à la fin de l'exercice 1972, 52,4 millions de dollars avaient été avancés au Fonds général et utilisés pour répondre aux besoins ci-après, contre 58,9 millions de dollars à la fin de l'exercice précédent :

	<u>1972</u>	<u>1971</u>
	(En millions de dollars des Etats-Unis)	
Pour couvrir les dépenses qui dépassaient le montant des contributions recouvrées durant l'année :		
Contributions mises en recouvrement non acquittées :	48,1	63,9
Soldes de contributions mises en recouvrement transférés à un compte spécial (résolution 3049 C (XXVII) de l'Assemblée générale)	16,6	-
<u>A déduire</u> : Engagements non réglés	(10,6)	(9,3)
Solde de l'excédent budgétaire	(7,0)	(3,1)
	<hr/> 47,1	<hr/> 51,5
Pour avoir au 31 décembre les disponibilités nettes nécessaires pour verser les traitements et salaires payables au début de l'exercice suivant et régler les factures à acquitter à cette date :	5,3	7,4
	<hr/> 52,4	<hr/> 58,9
	<hr/> <hr/>	<hr/> <hr/>

4. Le tableau 2 indique également qu'en ce qui concerne les fonds prélevés sur le Compte "Produit de la vente des obligations de l'ONU" et sur le Compte spécial de l'ONU pour les opérations de la FUNU et de l'ONUC, la situation est demeurée la même en 1972, à savoir respectivement 44 millions de dollars et 3,6 millions de dollars. Ces fonds ont été utilisés pour régler les dettes contractées pour la livraison de marchandises et la fourniture de services (FUNU - 11,5 millions de dollars; ONUC - 36,1 millions de dollars) pendant la période au cours de laquelle les ouvertures de crédit correspondantes ont fait l'objet du recouvrement de contributions. N'est pas indiquée dans ce tableau une somme de 129 millions de dollars qui a été prélevée sur le Compte "Produit de la vente des obligations de l'ONU" pour régler les dépenses autorisées pour la FUNU et l'ONUC pour la période allant du 1er juillet 1962 au 30 juin 1963 et pour lesquelles il n'a pas été mis de quotes-parts en recouvrement (voir l'actif de ce compte dans l'état III).

5. Le tableau 3 ci-après indique les mouvements des fonds en 1972 et montre leur incidence sur les disponibilités nettes de l'Organisation au titre du Fonds général, du Compte spécial de la Force d'urgence des Nations Unies et du Compte ad hoc pour l'Opération des Nations Unies au Congo. Il ressort de ce tableau qu'au 31 décembre 1972, l'Organisation n'avait pas les liquidités nécessaires pour régler les dettes exigibles correspondant pour l'essentiel à des factures présentées par des gouvernements pour des marchandises livrées et services fournis. Si l'on décidait de payer ces dettes, l'Organisation, après avoir complètement vidé sa caisse, serait encore à court de 8,7 millions de dollars, aurait épuisé toutes les ressources du Fonds de roulement (40 millions de dollars), du Compte "Produit de la vente des obligations de l'ONU" (44 millions de dollars) et du Compte spécial (26 millions de dollars), aurait utilisé 12,2 millions de dollars prélevés sur les comptes intérieurs et n'aurait plus d'argent pour faire face aux engagements non réglés d'un montant total de 10,7 millions de dollars indiqués dans le tableau 1.

Tableau 3

Mouvements des fonds en 1972

(En millions de dollars des Etats-Unis)

	Fonds général de l'Orga- nisation des Nations Unies	Force d'urgence des Nations Unies	Opération des Nations Unies au Congo	Totaux partiels	Fonds de roulement, Compte "Obli- gations de l'ONU" et Compte spécial	Totaux
<u>Encaissements</u>						
Contributions mises en recouvrement :						
Exercice considéré	140,6	-	-	140,6	-	140,6
Exercices antérieurs	41,4	-	-	41,4	-	41,4
Recettes accessoires et autres soldes créditeurs	10,1	-	-	10,1	2,3	12,4
	<u>192,1</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>192,1</u>	<u>2,3</u>	<u>194,4</u>
<u>Décaissements</u>						
Exercice considéré	180,2 a/	-	-	180,2	-	180,2
Exercice précédent	7,5	-	-	7,5	-	7,5
	<u>187,7</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>187,7</u>	<u>-</u>	<u>187,7</u>
<u>Excédent des recettes sur les dépenses</u>	4,4	-	-	4,4	2,3	6,7
Augmentation (diminution) des liquidités prélevées et utilisées :						
Comptes intérieurs et fonds d'affectation spéciale	(2,1)	-	-	(2,1)	-	(2,1)
Fonds de roulement	1,6	-	-	1,6	(1,6)	-
Compte spécial de l'ONU	(6,0)	-	-	(6,0)	6,0	-
<u>Augmentation (diminution) nette des ressources</u>	(2,1)	-	-	(2,1)	6,7	4,6

Tableau 3 (suite)

	Fonds général de l'Orga- nisation des Nations Unies	Force d'urgence des Nations Unies	Opération des Nations Unies au Congo	Totaux partiels	Fonds de roulement, Compte "Obli- gations de l'ONU" et Compte spécial	Totaux
<u>A ajouter :</u>						
Disponibilités nettes (ou découvert) au début de l'exercice	<u>7,4</u>	<u>(23,4) b/</u>	<u>(12,8) b/</u>	<u>(28,8)</u>	<u>15,5</u>	<u>(13,3)</u>
Disponibilités nettes (ou découvert) à la fin de l'exercice	<u>5,3</u>	<u>(23,4)</u>	<u>(12,8)</u>	<u>(30,9)</u>	<u>22,2</u>	<u>(8,7)</u>

a/ Non compris 17,6 millions de dollars de recettes provenant des contributions du personnel prélevées sur les traitements bruts en 1972.

b/ Comprend des ajustements relatifs à des exercices antérieurs concernant des sommes supplémentaires dues à certains gouvernements pour des marchandises livrées et des services fournis pour lesquels l'Organisation n'a pas encore reçu de factures (FUNU : 2 millions de dollars; ONUC : 1,8 million de dollars).

Analyse du déficit à court terme de l'Organisation des Nations Unies
au 31 décembre 1972

6. Dans son rapport sur les difficultés financières de l'Organisation, le Comité spécial chargé d'examiner la situation financière de l'Organisation des Nations Unies a, entre autres, analysé le déficit à court terme au 31 décembre 1972. Cette analyse est reproduite dans le tableau 4 ci-après; elle a été mise à jour pour tenir compte d'une somme de 0,5 million de dollars versée au Compte spécial après la publication du rapport du Comité 2/. On verra qu'au 31 décembre 1972, le déficit à court terme s'élevait à 69,2 millions de dollars, au minimum, et à 85,9 millions de dollars, au maximum.

2/ Ibid., vingt-septième session, Supplément No 29 (A/8729).

Tableau 4

(Montants estimatifs en millions de dollars des Etats-Unis)

	<u>Déficit "A"</u>	<u>Déficit "B"</u>
1. <u>Budget ordinaire et Fonds de roulement</u> Montants déduits par les Etats Membres qui, en raison de leurs positions de principe, ne participent pas au financement de certaines dépenses inscrites au budget ordinaire	<u>54,0 a/</u>	<u>54,0 a/</u>
2. <u>Force d'urgence des Nations Unies</u> Contributions volontaires conditionnelles reçues, remboursables aux gouvernements	0,6	0,6
Dépenses engagées en sus du montant des contributions mises en recouvrement, des contributions volontaires et des recettes accessoires disponibles	38,9	38,9
<u>A déduire</u> : Dépenses couvertes à l'aide des obligations émises par l'ONU	(8,1)	(8,1)
Dépenses couvertes par prélèvement sur le Compte spécial de l'ONU (résolution 2115 (XX) de l'Assemblée générale)	<u>(3,9)</u>	<u>(3,9)</u>
Montant net des dépenses engagées en sus des fonds disponibles	<u>27,5</u>	<u>27,5</u>
3. <u>Opération des Nations Unies au Congo</u> Contributions volontaires conditionnelles reçues, remboursables aux gouvernements	1,6	1,6
Dépenses engagées en sus du montant des contributions mises en recouvrement, des contributions volontaires et des recettes accessoires disponibles	48,4	48,4
<u>A déduire</u> : Dépenses couvertes à l'aide des obligations émises par l'ONU	<u>(35,9)</u>	<u>(35,9)</u>
Montant net des dépenses engagées en sus des fonds disponibles	<u>14,1</u>	<u>14,1</u>
4. <u>Total brut du déficit "A"</u>	95,6	95,6
5. <u>A déduire</u> : Contributions volontaires (reçues ou annoncées) au Compte spécial de l'Organisation des Nations Unies	<u>26,4</u>	<u>26,4</u>
6. <u>Montant net du déficit "A"</u>	<u>69,2</u>	<u>69,2</u>

Tableau 4 (suite)

	<u>Déficit "A"</u>	<u>Déficit "B"</u>
7. <u>A ajouter</u> : Montants à rembourser aux Etats Membres ou à porter à leur crédit, par prélèvement sur les excédents, pour leurs contributions :		
à la FUNU		1,1
à l'ONUC		15,6
		<hr/>
8. <u>Montant net du déficit "B"</u>		85,9
		<hr/> <hr/>

a/ Y compris un montant de 16,6 millions de dollars qui, aux termes de la résolution 3049 C (XXVII) de l'Assemblée générale, est à considérer comme un élément du déficit à court terme.

Situation financière, recettes et excédents budgétaires

7. L'Assemblée générale a, au titre du budget ordinaire de l'exercice 1972, approuvé des ouvertures de crédits initiales d'un montant de 213 124 410 dollars /résolution 2899 A (XXVI)/, qu'elle a ensuite diminuées de 4 474 210 dollars par sa résolution 2947 A (XXVII). Les recettes destinées à couvrir ces ouvertures de crédits se sont chiffrées à 212 592 131 dollars et ont dépassé de 4 196 977 dollars le total des dépenses engagées (208 395 154 dollars) pour 1972 (voir état II), comme il est indiqué ci-après :

Exécution du budget de 1972DollarsDollars

A l'aide des contributions mises en recouvrement :

Contributions initialement mises en recouvrement auprès des Etats

Membres

203 203 426

A déduire : Crédits ouverts

(2 478 500 dollars) et
ajustement au titre des
recettes accessoires
(158 500 dollars)
pour 1971

2 637 000

200 566 426

A l'aide d'autres ressources :

Contributions des nouveaux Etats

Membres pour 1970 et 1971 a/

75 951

Recettes accessoires prévues pour
1972 (autres que les contributions
du personnel)

10 608 000

Excédent de 1970 a/

1 874 033

12 557 984

213 124 410

Montant dont les recettes
accessoires effectives pour 1972
(10 075 721 dollars) ont été
inférieures aux prévisions
(10 608 000 dollars)

(532 279)

Total des fonds disponibles au titre
du budget ordinaire de 1972

212 592 131

Dépenses engagées pour 1972 (état I)

208 395 154

Excédent des recettes sur les dépenses
pour 1972

4 196 977

a/ Résolution 2899 C (XXVI) de l'Assemblée générale.

8. Conformément au paragraphe 6 de la résolution 2947 A (XXVII) et au paragraphe 4 de la résolution 2947 B (XXVII) de l'Assemblée générale, un montant de 3 937 960 dollars (4 474 210 dollars moins 536 250 dollars) a été prélevé sur le solde susmentionné de 4 196 977 dollars et viré à un compte distinct où il demeure comptabilisé temporairement. Les 259 017 dollars restants ont été virés à l'excédent budgétaire qui, comme il est indiqué à l'état II, faisait apparaître en fin d'exercice un solde cumulé de 3 102 600 dollars.

9. Sur le solde de l'excédent budgétaire, une somme de 1 238 198 dollars a été prévue par la résolution 3044 C (XXVII) (alin. b) du paragraphe 1) pour l'exécution d'une partie du budget ordinaire de 1973, ce qui laisse un excédent budgétaire de 1 864 402 dollars pour l'exécution du budget ordinaire de 1974. Le montant de 1 238 198 dollars correspondait aux économies réalisées en 1971 lors du règlement

d'engagements de l'exercice 1970 (1 337 206 dollars), déduction faite d'une somme de 99 008 dollars, représentant l'excédent des engagements sur les recettes pour l'exercice 1971. L'alinéa c) du paragraphe 1 de la résolution 3044 C (XXVII) prévoyait en outre que les dépenses inscrites au budget de 1973 seraient couvertes jusqu'à concurrence de 311 032 dollars par les contributions des nouveaux Etats Membres pour les exercices 1971 et 1972. Ces contributions seront inscrites dans les comptes de 1973 et deviendront utilisables durant cet exercice, comme on l'explique dans la note relative au tableau 5.

10. Conformément à la résolution 973 (X) de l'Assemblée générale, les recettes provenant de l'application du barème des contributions du personnel ne sont pas comptabilisées comme recettes de l'exercice considéré dans l'état II, mais sont portées au crédit des Etats Membres au Fonds de péréquation des impôts, dont le solde constitue un poste distinct du passif dans l'état de l'actif et du passif (état III), le détail étant donné au tableau 6. Les recettes provenant des contributions du personnel en 1972 se sont chiffrées à 25 739 931 dollars dans le cas du personnel dont les traitements et indemnités sont imputés sur le budget ordinaire de l'ONU, soit 426 281 dollars de plus que les prévisions initiales (25 313 650 dollars) que l'Assemblée générale avait approuvées par sa résolution 2899 C (XVI). Sur cet excédent, une somme de 292 025 dollars sera portée au crédit des Etats Membres (à l'exception des Etats-Unis d'Amérique), à valoir sur les contributions à mettre en recouvrement pour l'exercice 1974. Au 31 décembre 1972, le solde du Fonds comprenait un montant de 514 264 dollars, qui, conformément à la résolution 3044 C (XXVII), a été déduit des contributions dues par les Etats Membres au titre du budget de 1973, et qui représentait l'excédent des recettes effectives provenant des contributions du personnel sur les prévisions approuvées pour 1971.

11. Comme aucun versement n'a été effectué en 1972 par la Caisse spéciale d'indemnisation créée par l'Assemblée générale aux termes de sa résolution 888 C (IX), le montant des disponibilités de la Caisse demeure le même (242 605 dollars).

Ouvertures de crédits et dépenses engagées

12. Comme il ressort de l'état I, les engagements imputés sur les crédits ouverts pour 1972 se sont chiffrés au total à 208 395 154 dollars, contre 194 124 523 dollars pour l'exercice précédent. Les engagements sont récapitulés ci-après par grande catégorie de dépenses :

	1972		1971	
	Montant (Dollars)	Pourcen- tage	Montant (Dollars)	Pourcen- tage
Traitements, salaires et autres dépenses de personnel	147 775 409	70,91	135 798 536	69,95
Voyages et transports	8 442 434	4,05	8 220 841	4,23
Imprimerie	3 030 551	1,45	2 981 914	1,54
Location et entretien des locaux et installations	8 106 915	3,89	7 465 185	3,84
Programmes techniques	6 827 745	3,28	7 177 227	3,70
Immobilisations	7 830 000	3,76	6 000 000	3,09
Transformation et amélioration des locaux	1 718 678	0,83	2 972 325	1,53
Mobilier et matériel de bureau et autre matériel	1 921 937	0,92	1 622 672	0,84
Obligations émises par l'ONU - Annuités du principal venant à échéance et intérêts	8 592 734	4,12	8 556 176	4,41
Divers	12 449 770	5,97	11 833 649	6,10
	<u>206 696 173</u>	<u>99,18</u>	<u>192 628 525</u>	<u>99,23</u>
Cour internationale de Justice	<u>1 698 981</u>	<u>0,82</u>	<u>1 495 998</u>	<u>0,77</u>
	<u><u>208 395 154</u></u>	<u><u>100,00</u></u>	<u><u>194 124 523</u></u>	<u><u>100,00</u></u>

13. Conformément à l'article 10.3 du règlement financier, les versements à titre gracieux imputés sur les crédits budgétaires de 1972 sont indiqués ci après :

Dollars

- Indemnité versée à la mère d'un fonctionnaire décédé - deuxième versement (le premier versement a été effectué en 1971)	750
Règlement du solde de tous engagements au titre du Pavillon des Nations Unies à l'Exposition de 1967 (Montréal)	<u>27 637</u>
	<u><u>28 387</u></u>

Le détail de ces versements a été communiqué au Comité des commissaires aux comptes.

14. Aucun versement à titre gracieux n'a été effectué par prélèvement sur d'autres fonds ou comptes ouverts par le présent rapport.

Contributions des Etats Membres au budget ordinaire

15. Au 31 décembre 1972, la situation en ce qui concerne les contributions non acquittées des Etats Membres était la suivante (voir également les notes explicatives sur les contributions mises en recouvrement qui demeurent à recevoir, figurant en annexe aux comptes) :

	Contributions		
	Pour 1972 (Dollars)	Pour 1971 (Dollars)	Pour 1970 (Dollars)
Contributions mises en recouvrement au titre des crédits ouverts pour l'exercice considéré et des crédits additionnels ouverts pour l'exercice précédent	203 203 426	178 718 816	159 833 395
<u>A déduire :</u>			
Sommes portées au crédit des Etats Membres au titre du Fonds de péréquation des impôts et des ajustements des avances au Fonds de roulement (montant net)	17 871 776	15 938 161	12 987 123
Montant net des contributions à recevoir au 1er janvier de l'exercice	185 331 650	162 780 655	146 846 272
Contributions recouvrées	140 595 817	160 241 380	146 184 140
Solde à recevoir au 31 décembre 1972	44 735 833	2 539 275	662 132
Pourcentage du montant recouvré par rapport au montant net des contributions à recevoir	75,9 %	98,4 %	99,5 %

Le pourcentage des contributions recouvrées au 31 décembre 1972 est à rapprocher des pourcentages similaires des années précédentes : 70,2 pour 1971, 94,4 pour 1970 et 95,9 pour 1969. Le montant des contributions non acquittées pour l'ensemble de ces années se chiffrait à 48 074 197 dollars à la fin de 1972, contre 44 812 607 dollars à la fin de 1971, compte tenu de l'ajustement opéré au titre de la contribution mise en recouvrement non acquittée qui a été transférée à un compte spécial, conformément à la résolution 3049 C (XXVII) de l'Assemblée générale (16 613 395 dollars à la fin de 1972 et 16 607 518 dollars à la fin de 1971).

Immobilisations

16. Le terrain du Siège, à New York - qui a été donné à l'Organisation - est estimé à 9,6 millions de dollars, inscrits à l'actif du Fonds général dans l'état III, et un montant identique est contre-passé sous "Dons". Les frais de

construction des bâtiments du Siège (non compris la Bibliothèque Dag Hammarskjöld) et les frais connexes se sont chiffrés à 67 093 290 dollars. Ces frais ont été couverts au moyen de crédits ouverts par l'Assemblée générale (49 497 417 dollars), du solde (17 500 000 dollars) du prêt consenti par les Etats-Unis d'Amérique (65 millions de dollars) et de dons (95 873 dollars) pour aménagements spéciaux. Lorsque le bâtiment de l'ancienne bibliothèque, estimé à 1 650 285 dollars, a été démoli en 1960, le total net des immobilisations (au prix coûtant) a été ramené à 65 443 005 dollars. Les frais de construction de la Bibliothèque Dag Hammarskjöld, don fait à l'Organisation, se sont chiffrés à un total de 6 703 567 dollars.

17. Les immeubles de Genève comprennent le bâtiment du Secrétariat et de la Salle des assemblées, le bâtiment de la Bibliothèque et plusieurs villas, transférés de la Société des Nations à l'ONU et estimés à 11 054 540 dollars. Il convient également de signaler la construction d'un deuxième sous-sol avec galerie d'accès (82 000 dollars), des travaux d'agrandissement achevés en 1953 (1 024 482 dollars), l'aménagement, en 1962, de bureaux permanents supplémentaires (109 831 dollars) et la modernisation du Palais des Nations (2 080 960 dollars). Ces dépenses, qui représentent un total de 14 351 813 dollars, ont été en grande partie couvertes par les crédits ouverts par l'Assemblée générale (12 957 267 dollars) et le solde par des dons du Gouvernement suisse (1 394 546 dollars).

18. Les autres immobilisations comptabilisées se chiffrent au total à 4 650 842 dollars et se composent du terrain et des bâtiments de Mogadiscio qui ont été acquis en 1954 pour 23 000 dollars, d'un bâtiment construit en 1967 pour abriter un laboratoire de langues sur le site de la Maison de l'Afrique à Addis-Abeba (Ethiopie) et qui a coûté 10 000 dollars, du terrain du Cimetière de Pusan où sont ensevelis les morts des Nations Unies en Corée, qui est estimé à 138 277 dollars, de quatre bâtiments qui sont la propriété de l'ONU au Cimetière de Pusan et dont la construction a coûté 123 716 dollars, et de l'immeuble des Nations Unies à Santiago du Chili, dont la construction a coûté 4 355 849 dollars. L'Organisation a couvert le coût de ces acquisitions et travaux de construction grâce aux crédits ouverts par l'Assemblée générale, à l'exception d'une somme de 584 471 dollars, consistant en majeure partie en dons des gouvernements hôtes.

19. Outre les immobilisations susmentionnées, un certain nombre de projets de construction de l'Organisation des Nations Unies sont en cours d'exécution, comme il ressort de l'état III et du tableau II. Il s'agit de gros travaux continus d'amélioration des locaux et de la construction de nouvelles salles et installations de conférence au Palais des Nations à Genève, de la construction de nouveaux bâtiments aux sièges de commissions économiques régionales à Addis-Abeba et à Bangkok et de gros travaux d'amélioration des locaux au siège de la Commission économique pour l'Amérique latine à Santiago. Au 31 décembre 1972, le total des engagements s'établissait à 36 665 337 dollars.

Matériel courant

20. La valeur, au prix coûtant (date de l'acquisition), du matériel courant du Siège, qui n'est pas comptabilisée comme élément d'actif, se chiffrait à 9 905 004 dollars au 31 décembre 1972, contre 9 416 023 dollars, il y a un an.

Compte spécial de l'Organisation des Nations Unies

21. Ce compte a été constitué en septembre 1965 pour recevoir des contributions volontaires destinées à aider l'Organisation à sortir de ses difficultés financières. A la fin de 1972, 23 Etats Membres y avaient versé la somme totale de 26 193 224 dollars; compte tenu des contributions de sources privées (50 954 dollars), des recettes accessoires (28 257 dollars), des recettes non encore comptabilisées (370 000 dollars) et du revenu des placements (3 665 503 dollars), les sommes créditées à ce compte s'élevaient à 26 396 938 dollars. Un montant de 3 911 000 dollars a été prélevé conformément à la résolution 2115 (XX) au titre du crédit ouvert pour les opérations de la Force d'urgence des Nations Unies. Les sommes versées au Compte ne comprennent pas les contributions de cinq Etats Membres, d'un montant total de 724 845 dollars, qui ont été déduites des contributions mises en recouvrement auprès desdits Etats Membres pour le financement de la Force d'urgence. Un montant de 370 000 dollars représentant des contributions annoncées par trois Etats Membres mais non encore acquittées a été inscrit au Compte.

Prélèvements opérés à titre d'avances sur le Fonds de roulement

22. Conformément au paragraphe 1 de la résolution 2901 (XXVI) de l'Assemblée générale, le Fonds de roulement a été maintenu à 40 millions de dollars pour 1972. Le tableau 8 indique les sommes portées au crédit de chaque Etat Membre pour 1972.

Produit de la vente des obligations émises par l'ONU

23. Un compte spécial a été ouvert en 1962 pour comptabiliser les recettes provenant de la vente des obligations émises par l'ONU. L'Assemblée générale a autorisé l'émission de ces obligations par sa résolution 1739 (XVI) et a décidé "d'inscrire chaque année au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies ... une somme suffisante pour couvrir le service des intérêts afférents à ces obligations et le remboursement des annuités du principal venant à échéance". Par sa résolution 1989 (XVIII), l'Assemblée générale a prorogé la vente des obligations jusqu'au 31 décembre 1964. On trouvera ci-après le montant des obligations émises, les annuités du principal venu à échéance et les intérêts payés (au taux de 2 p. 100 par an) :

	<u>1962</u> (Dollars)	<u>1963</u> (Dollars)	<u>1964</u> (Dollars)	<u>1965</u> (Dollars)	<u>Total</u> (Dollars)
<u>Obligations émises :</u>					
Jusqu'au 15 janvier inclus		100 000			100 000
Du 16 janvier au 31 décembre	120 954 506	30 391 794	17 259 378	1 200 000 <u>a/</u>	169 805 678
	<u>120 954 506</u>	<u>30 491 794</u>	<u>17 259 378</u>	<u>1 200 000</u>	<u>169 905 678</u>
<u>A déduire :</u>					
<u>Annuités payées</u>					
<u>jusqu'à la fin</u> <u>de 1971</u>	36 515 088	8 165 185	4 004 174	235 200	48 919 647
Annuités payées le					
15 janvier 1972				43 200	43 200
Septième échéance	-	-	-	-	621 338
Huitième échéance	-	-	621 338	-	1 092 469
Neuvième échéance	-	1 092 469	-	-	4 437 570
Dixième échéance	4 433 870	3 700	-	-	
	<u>40 948 958</u>	<u>9 261 354</u>	<u>4 625 512</u>	<u>278 400</u>	<u>55 114 224</u>
Gain au change	1 636 099	69 272	-	-	1 705 371
Total	<u>42 585 057</u>	<u>9 330 626</u>	<u>4 625 512</u>	<u>278 400</u>	<u>56 819 595</u>
<u>Obligations non</u> <u>amorties au</u> <u>31 décembre 1972</u>	<u>78 369 449</u>	<u>21 161 168</u>	<u>12 633 866</u>	<u>921 600</u>	<u>113 086 083</u>
Intérêts payés jusqu'à la fin de 1971					23 270 087
Intérêts payés le 15 janvier 1972 .					2 398 157
					<u>25 668 244</u>

a/ L'annonce de cet achat a été faite en 1964.

24. A ses seizième et dix-septième sessions, l'Assemblée générale a autorisé certaines dépenses au titre de l'Opération des Nations Unies au Congo /résolutions 1732 (XVI) et 1865 (XVII)/ et de la Force d'urgence des Nations Unies /résolutions 1733 (XVI) et 1864 (XVII)/ pour la période du 1er juillet 1962 au 30 juin 1963, mais elle n'a pas mis de quotes-parts en recouvrement auprès des Etats Membres pour couvrir ces dépenses. Il a donc fallu, faute de contributions, opérer des prélèvements sur le Compte "Obligations de l'ONU" : 109 971 480 dollars en ce qui concerne le Compte ad hoc pour l'Opération des

Nations Unies au Congo et 19 074 592 dollars en ce qui concerne le Compte spécial de la Force d'urgence des Nations Unies, soit 129 046 072 dollars au total. En outre, l'Organisation a dû couvrir des dépenses autorisées (pour le financement desquelles des dispositions avaient été prises en vue de la mise en recouvrement de quotes-parts et du versement de contributions volontaires) en prélevant sur le Compte "Obligations de l'ONU" des avances qui, au 31 décembre 1972, se chiffraient à 35 931 462 dollars en ce qui concerne le Compte ad hoc pour l'Opération des Nations Unies au Congo et à 8 116 562 dollars en ce qui concerne le Compte spécial de la Force d'urgence des Nations Unies.

Fonds d'affectation spéciale et autres comptes spéciaux

25. Un état financier distinct (VII) a été établi pour la première fois en 1972 afin de regrouper dans une catégorie à part les données financières (sommes reçues et dépenses, actif et passif en fin d'exercice) relatives aux fonds d'affectation spéciale et aux divers comptes spéciaux de caractère fiduciaire dont la création a été autorisée par l'Assemblée générale. Cette mesure a été prise pour tenir compte de l'augmentation du nombre et de l'importance des comptes ouverts au titre d'activités financées au moyen de contributions volontaires annoncées par les Etats Membres et par divers organismes. Les activités qui sont récapitulées dans ces comptes (tableaux 18 à 36) sont distinctes de celles dont le coût est imputé sur les crédits ouverts au budget ordinaire (états I, II et III) comme les années précédentes ou sur les comptes de la FUNU et de l'ONUC (états IV et V) et qui sont financées principalement au moyen de contributions mises en recouvrement auprès de tous les Etats Membres en vertu du principe de leur responsabilité collective. Les nouveaux comptes de l'"état VII" sont également distincts d'une autre catégorie de comptes relatifs à des fonds d'affectation spéciale qui concernent les opérations d'assistance technique dont le financement est assuré en majeure partie par le Programme des Nations Unies pour le développement et au moyen de ressources "extra-budgétaires" que les gouvernements bénéficiaires, les gouvernements donateurs ou les organisations qui font exécuter les projets mettent directement à la disposition de l'ONU pour des projets déterminés (voir état VI et tableaux 16 et 17).

On verra que dans l'état VII les données financières sont regroupées par grandes catégories homogènes d'activités ou d'objectifs, à savoir, maintien de la paix, secours, développement industriel, activités économiques et sociales. Les autres fonds d'affectation spéciale, qui ne se prêtent pas à ce type de regroupement, autres que les fonds pour frais généraux (indiqués séparément), apparaissent sous la rubrique "Divers", une ventilation plus détaillée étant donnée dans le tableau 34. On trouvera ci-après des observations supplémentaires sur certains des fonds les plus importants ou de création récente.

Maintien de la paix

Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre (état VII et tableaux 18-19)

26. Le 4 mars 1964, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 186 (1964) par laquelle il a recommandé la création, avec l'assentiment du Gouvernement chypriote, d'une Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre. La Force

a été créée le 27 mars 1964, initialement pour une période de trois mois, mais ce délai a été prorogé en application de résolutions ultérieures dont la plus récente est la résolution 324 (1972) du 12 décembre 1972, par laquelle le Conseil de sécurité a prolongé le stationnement de la Force à Chypre jusqu'au 15 juin 1973. Comme il est indiqué dans le tableau 18, en 1972, 24 gouvernements ont annoncé des contributions d'un montant total de 10 999 292 dollars. Au titre des contributions "conditionnelles" non comptabilisées annoncées par le Gouvernement des Etats-Unis au cours d'exercices antérieurs, un montant de 6 792 444 dollars a été validé et comptabilisé pendant l'exercice en cours, ce qui a porté à 17 791 736 dollars le montant total des contributions effectivement versées en 1972.

27. En 1972, 21 gouvernements ont versé au total 19 308 183 dollars au titre de contributions qu'ils avaient annoncées au cours de l'exercice 1972 et d'exercices antérieurs. Comme il est indiqué dans le tableau 19, le montant des engagements comptabilisés a été de 4 106 127 dollars pour l'exercice 1972 et de 13 317 094 dollars pour des exercices antérieurs. Au 31 décembre 1972, le montant des engagements non encore réglés pour tous les exercices s'élevait à un total de 11 796 840 dollars. A la même date, l'encaisse du Compte spécial de la Force était de 4 956 554 dollars, dont 2 314 008 dollars devaient être affectés au paiement des dettes exigibles (sommes à payer).

28. Les engagements comptabilisés au Compte de la Force des Nations Unies à Chypre se limitent aux fonds dont le Secrétaire général dispose grâce aux contributions volontaires annoncées ou versées par les gouvernements pour faire face aux dépenses de la Force. Le montant estimatif des dépenses relatives à l'entretien de la Force qui sont à la charge de l'ONU s'élevait au total à 14 220 000 dollars en 1972, mais des engagements d'un montant total de 10 114 000 dollars n'ont toutefois pu être comptabilisés, faute des fonds nécessaires. Pour la même raison, des engagements d'un montant total de 5 820 000 dollars n'ont pas été comptabilisés en 1971, ce qui a porté à 15 934 000 dollars le montant total des engagements non comptabilisés au 31 décembre 1972.

29. Le montant cumulatif des dépenses supplémentaires et extraordinaires que les gouvernements qui fournissent des contingents ont pris ou prendront à leur charge, comme il est dit dans leurs rapports au Secrétaire général, a atteint un total estimatif de 43,1 millions de dollars pour la période allant du 27 mars 1964 au 15 décembre 1972. Ce chiffre ne comprend pas les dépenses assumées par le Gouvernement chypriote, en application du paragraphe 19 de l'Accord relatif au statut de la Force 3/; ni les dépenses relatives aux services de transport aérien assurés à titre gracieux, au début des opérations de la Force, par le Gouvernement italien et par les Gouvernements du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et des Etats-Unis d'Amérique.

3/ Echange de lettres daté du 31 mars 1964 constituant un accord entre l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement de la République de Chypre relatif au statut de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre (Documents officiels du Conseil de sécurité, dix-neuvième année, Supplément de janvier, février et mars 1964, document S/5634, annexe).

Opérations de secours

Opération de secours des Nations Unies à Dacca (état VII, tableaux 20-21)

30. L'Opération de secours des Nations Unies à Dacca, connue à l'origine sous le nom d'Opération de secours des Nations Unies au Pakistan oriental, a été instituée en juin 1971 comme suite à une initiative du Secrétaire général que l'Assemblée générale a approuvée par sa résolution 2790 (XXVI) du 6 décembre 1971. En 1972, 14 Etats Membres ont annoncé des contributions d'un montant total de 50 882 478 dollars (tableau 20), alors que les dépenses de l'exercice se sont chiffrées au total à 59 314 426 dollars. Compte tenu du solde de 1971 reporté sur l'exercice 1972 (12 469 573 dollars) et des recettes diverses reçues pendant l'exercice, dont une somme de 1 402 760 dollars représentant le revenu des placements, et déduction faite des sommes effectivement allouées (1 512 302 dollars), il restait au 31 décembre 1972 un solde de 4 851 942 dollars. (Le montant indiqué dans l'état VII comprend une somme de 362 024 dollars prélevée sur un autre fonds d'affectation spéciale décrit au paragraphe 31 ci-dessous.)

Fonds des Nations Unies pour l'assistance humanitaire au Pakistan (état VII, tableaux 22-23)

31. Ce fonds a été constitué pour aider à faire face à la nécessité urgente de fournir une assistance humanitaire aux personnes déplacées au Pakistan par suite des activités militaires dans les régions frontalières du Pakistan en décembre 1971. En réponse à l'appel lancé par le Secrétaire général, des contributions volontaires d'un montant total de 365 559 dollars ont été versées par cinq Etats Membres en 1972. Les engagements se sont chiffrés à 3 535 dollars, ce qui a laissé au 31 décembre 1972 un solde inutilisé de 362 024 dollars.

Développement industriel (état VII, tableaux 24 A, B, 25)

Fonds général d'affectation spéciale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel /tableau 24 B a)/

32. Par sa résolution 2152 (XXI) portant création de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), l'Assemblée générale demandait aux gouvernements de verser des contributions volontaires pour couvrir le coût des activités opérationnelles de l'Organisation conformément aux termes des articles 7.2 et 7.3 du règlement financier de l'Organisation des Nations Unies et prévoyait la convocation d'une conférence pour les annonces de contributions, sur recommandation du Conseil du développement industriel. Un solde de 3 757 304 dollars a été reporté sur l'exercice 1972. Le montant net des contributions annoncées (2 118 917 dollars) ainsi que d'autres recettes et ajustements (897 203 dollars) ont porté le total des ressources disponibles à 6 773 424 dollars pour 1972. Les dépenses se sont chiffrées au total à 2 081 716 dollars, ce qui a laissé en fin d'exercice un solde inutilisé de 4 691 708 dollars.

Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour les Services industriels spéciaux /tableau 24 B b)/

33. Comme il est indiqué dans ce tableau, le solde de 1 963 589 dollars reporté sur 1972, ajouté à d'autres sommes reçues en 1972 (198 070 dollars), a porté à 2 161 659 dollars le montant des fonds utilisables en 1972. Une somme de 365 953 dollars a été allouée pour couvrir les dépenses relatives à des projets et est comptabilisée dans le tableau 17. Des sommes d'un montant total de 63 279 dollars ont été allouées pour couvrir les frais généraux d'administration et sont comptabilisées dans le tableau 33. Au 31 décembre 1972, le solde du Fonds d'affectation spéciale était de 1 732 427 dollars.

ONUDI

34. Le tableau 24 A a été établi cette année afin d'indiquer sous une forme récapitulative toutes les sources de financement dont dispose l'ONUDI et les dépenses engagées par prélèvement sur ces fonds pour des projets exécutés sous sa direction dans le domaine du développement industriel.

Activités économiques et sociales - A l'échelle mondiale
(état VII, tableaux 26-27)

Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population /tableau 26 a)/

35. Ce fonds a été constitué en 1967 en application de la résolution 2211 (XXI) de l'Assemblée générale et de la résolution 1084 (XXXIX) du Conseil économique et social, par lesquelles ces organes demandaient l'intensification des activités de l'ONU dans le domaine de la population. En 1969, le Secrétaire général a délégué au Programme des Nations Unies pour le développement la responsabilité des opérations dépendant du Fonds. Le Fonds fournit une assistance systématique et continue aux pays qui désirent une aide pour évaluer leurs problèmes en matière de population et y faire face. Au 1er janvier 1972, le solde inutilisé s'élevait à 24 687 069 dollars. En 1972, de nouvelles contributions de gouvernements et d'autres recettes ont atteint le montant total de 30 617 660 dollars. Les engagements de l'exercice 1972 se sont élevés à 28 803 230 dollars; sur ce montant, 22 390 697 dollars ont été alloués à divers agents d'exécution et le solde, soit 6 412 533 dollars, a été affecté à l'octroi de subventions à des organisations non gouvernementales (4 644 264 dollars) ainsi qu'à la gestion du Fonds (1 768 269 dollars). Il restait en fin d'exercice un solde disponible de 26 535 299 dollars, dont 20 551 923 dollars représentaient des contributions annoncées à recevoir pour 1972 et des exercices antérieurs. En outre, les contributions annoncées pour des exercices à venir se sont élevées à 2 830 307 dollars, ce qui a porté à 23 382 230 dollars au 31 décembre 1972 le montant total des contributions annoncées à recevoir.

Fonds d'équipement des Nations Unies /tableau 26 b)/

36. Ce fonds a été constitué en application de la résolution 2186 (XXI) de l'Assemblée générale en tant qu'organisation autonome dans le cadre des Nations Unies. Le Fonds d'équipement a pour principal objet d'aider les pays en voie de développement à développer leur économie, en complétant les ressources existantes

en matière d'aide à l'équipement au moyen de dons et de prêts, en particulier de prêts à long terme sans intérêt ou à faible intérêt. Conformément aux résolutions 2321 (XXII) et 2410 (XXIII) de l'Assemblée générale, le Directeur du PNUD a accepté, sur l'invitation du Secrétaire général, de remplir les fonctions de Directeur général du Fonds, le Conseil d'administration du PNUD assumant temporairement les fonctions de Conseil d'administration du Fonds. Comme il est indiqué dans le tableau 26, au 1er janvier 1972, le solde inutilisé du Fonds se chiffrait à 4 601 219 dollars. En 1972, des gouvernements ont annoncé des contributions d'un montant de 819 646 dollars, les contributions de sources privées se sont élevées à 40 000 dollars et le revenu des placements à 162 482 dollars, ce qui a porté à 5 601 726 dollars le total net des ressources disponibles en fin d'exercice, compte tenu d'une perte au change d'un montant net de 21 621 dollars.

Fonds d'affectation spéciale pour la planification et les projections relatives au développement /tableau 26 c)/

37. Depuis sa constitution en 1965, ce fonds a reçu des Gouvernements néerlandais, canadien et suédois des contributions d'un montant total de 8 710 000 dollars aux fins du renforcement des activités de l'Organisation des Nations Unies et des organisations et institutions qui s'y rattachent dans le domaine de la planification du développement. Les ressources disponibles pour 1972 s'élevaient au total à 5 741 425 dollars. Déduction faite des dépenses engagées (947 210 dollars), des subventions versées à l'Institut latino-américain de planification économique et sociale (200 000 dollars) et des subventions versées au Centre de l'information économique et sociale (1 501 682 dollars), il restait en fin d'exercice un solde disponible de 3 092 533 dollars.

Fonds d'affectation spéciale pour la lutte contre l'abus des drogues /tableau 26 d)/

38. Ce fonds a été constitué en application de la résolution 2719 (XXV) de l'Assemblée générale. Il a pour principal objet de lutter contre l'abus des drogues et ses effets désastreux pour les individus et les nations. Au 1er janvier 1972, le solde inutilisé s'élevait à 2 285 828 dollars. En 1972, des gouvernements ont annoncé des contributions d'un montant total de 1 830 132 dollars, les dons de sources privées se sont élevés à 3 044 dollars, le revenu des placements à 39 059 dollars et les recettes accessoires et ajustements à 20 111 dollars, ce qui a porté à 4 178 174 dollars le montant des ressources disponibles pour 1972. Des dépenses d'un montant total de 828 359 dollars ont été engagées, de sorte que le solde disponible au 31 décembre 1972 s'établissait à 3 349 815 dollars.

Programme des Volontaires des Nations Unies /tableau 26 h)/

39. Par sa résolution 2659 (XXV) du 7 décembre 1970, l'Assemblée générale a créé, dans le cadre actuel des organismes des Nations Unies, à partir du 1er janvier 1971, un groupe international de volontaires dont les membres porteraient, collectivement et individuellement, le nom de Volontaires des Nations Unies. Le solde inutilisé reporté sur l'exercice 1972 s'élevait à 245 299 dollars. En 1972, les sommes reçues se sont élevées au total à 81 462 dollars et les ajustements à 3 562 dollars, ce qui a porté à 330 323 dollars le montant des ressources disponibles pour 1972. Des dépenses d'un montant total de 70 761 dollars ont été engagées, ce qui a laissé en fin d'exercice un solde de 259 562 dollars.

Comité pour l'élimination de la discrimination raciale /tableau 26 i)/

40. Le solde inutilisé reporté sur l'exercice 1972 s'élevait à 23 902 dollars. En 1972, un montant de 75 000 dollars a été mis en recouvrement auprès de divers gouvernements parties à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. Ce montant, majoré d'un ajustement de 1 051 dollars opéré sur les engagements de 1971, a porté à 99 953 le total des ressources disponibles. Des dépenses d'un montant de 70 761 dollars ont été engagées, ce qui a laissé en fin d'exercice un solde de 51 060 dollars. A cette même date, le montant des contributions non acquittées se chiffrait à 64 037 dollars.

Fonds d'affectation spéciale pour le dessalement de l'eau /tableau 26 j)/

41. Ce fonds a été constitué afin d'exécuter le programme de travail de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du dessalement de l'eau. Le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a offert les services d'experts du dessalement et a fourni des fonds correspondants pour aider à exécuter le programme de l'ONU. Le solde inutilisé reporté sur l'exercice 1972 s'élevait à 26 295 dollars. Ce montant, majoré du revenu des placements et d'un ajustement (917 dollars), a porté à 27 212 dollars le total des ressources disponibles. Des dépenses d'un montant de 9 543 dollars ont été engagées pour 1972, ce qui a laissé un solde de 17 669 dollars en fin d'exercice.

Fonds pour la création d'une université internationale /tableau 26 l)/

42. Ce fonds a été constitué en juin 1971, lorsque l'Association des Etats-Unis d'Amérique pour les Nations Unies a versé à l'ONU une subvention de 12 000 dollars pour faire faire une étude sur la possibilité de créer une université internationale. Le solde inutilisé reporté sur l'exercice 1972 s'élevait à 77 dollars. En 1972, une nouvelle subvention de 3 000 dollars a été versée par l'Association des Etats-Unis d'Amérique pour les Nations Unies, somme qui, ajoutée aux recettes accessoires (61 dollars), a porté à 3 138 dollars le montant des ressources disponibles pour 1972. Des dépenses d'un montant de 3 000 dollars ont été engagées, ce qui a laissé un solde de 138 dollars en fin d'exercice.

Fonds pour la planification de l'assistance en cas de catastrophe /tableau 26 m)/

43. Comme suite à des dispositions approuvées par l'Assemblée générale dans sa résolution 2717 (XXV), le Fonds a été créé lorsque l'Association pour les Nations Unies des Etats-Unis d'Amérique a versé 10 000 dollars aux fins de l'exécution d'une étude pour permettre aux organismes des Nations Unies d'élaborer des plans en vue de jouer un rôle plus efficace et plus significatif en réponse aux besoins des Etats, en particulier des pays en voie de développement, en cas de catastrophe naturelle, de famine et d'autres situations d'urgence analogues. Sur le solde inutilisé de 1971, à savoir 593 dollars, des dépenses s'élevant à 288 dollars ont été engagées en 1972, ce qui a laissé en fin d'exercice un solde de 305 dollars.

Activités de caractère économique et social - A l'échelle régionale
(état VII, tableau 28)

Fonds d'affectation spéciale pour le Centre de documentation et de recherche de la CEPAL (tableau 28)

44. Le Fonds a été constitué pour financer la construction d'un centre de documentation et de recherche sur les questions économiques et sociales en Amérique latine. Le total du solde inutilisé en 1971 (490 949 dollars) et du revenu des placements (8 940 dollars) a porté à 499 889 dollars le montant total des ressources utilisables pour 1972. Les dépenses engagées se sont chiffrées à 26 210 dollars, ce qui a laissé en fin d'exercice un solde de 473 679 dollars.

Activités de caractère économique et social - A l'échelle nationale
(état VII, tableaux 29 et 30)

Fonds des Nations Unies pour le développement de l'Irian occidental /tableau 29 a)/

45. Le Fonds des Nations Unies pour le développement de l'Irian occidental a été créé en 1963 par un accord entre les Gouvernements néerlandais et indonésien aux fins de développer l'économie de l'Irian occidental. Le Gouvernement néerlandais a annoncé et acquitté une contribution de 30 millions de dollars en devises, le Gouvernement indonésien s'est engagé à prendre à sa charge toutes les dépenses en monnaie locale et à fournir des fonds de contrepartie substantiels en nature. Toutes les institutions spécialisées de l'ONU (à l'exception de l'Union postale universelle) participent au développement de la région. Les sommes supplémentaires allouées au titre du coût des projets et des frais généraux ont atteint en 1972 un total de 390 580 dollars; un montant de 162 797 dollars a été dépensé pour un projet maintenant achevé et les dépenses d'administration se sont élevées à 311 334 dollars. Le montant total de ces dépenses (474 131 dollars) ne comprend pas une somme de 108 063 dollars représentant des dépenses préliminaires (effectuées avant l'allocation effective des fonds) qui ont été comptabilisées comme recettes accessoires et déduites des fonds alloués pour couvrir les dépenses engagées au même titre pendant les exercices antérieurs (293 095 dollars). Un solde inutilisé de 4 037 134 dollars est reporté sur l'exercice 1973.

Programme du Fonds d'affectation spéciale pour la République du Zaïre /tableau 29 b)/

46. Un accord signé le 22 avril 1970 par le représentant résident du PNUD et le Gouvernement de la République du Zaïre prévoyait que ce fonds d'affectation spéciale serait maintenu en 1970 et en 1971. En 1972, le fonctionnement du programme a été assuré sur la base d'accords distincts conclus entre le Gouvernement du Zaïre et les organisations participantes. L'affectation du solde inutilisé du Fonds (836 694 dollars) fait actuellement l'objet de négociations entre le gouvernement et le PNUD.

Coût de l'appui administratif au Zaïre /tableau 29 c)/

47. En consultation avec le PNUD, le solde inutilisé du Fonds, après une déduction opérée pour annuler une créance du Gouvernement de la République du Zaïre

s'élevant à 358 126 dollars à la fin de l'exercice 1972, a été reversé au PNUD en tant que recette accessoire; le Fonds d'affectation spéciale a été clôturé pour normaliser définitivement la situation du Bureau du PNUD à Kinshasa. Le matériel figurant à l'inventaire, évalué à 1 832 295 dollars au 31 décembre 1970, a été transféré au représentant résident du PNUD en même temps que tous les autres éléments de l'actif et du passif.

Fonds d'affectation spéciale pour l'Afrique du Sud (tableau 29 e))

48. Le Fonds d'affectation spéciale pour l'Afrique du Sud a été constitué en application de la résolution 2054 B (XX) de l'Assemblée générale. En 1972, les recettes se sont élevées à 421 696 dollars, dont 412 690 dollars représentaient des sommes annoncées par des gouvernements (voir tableau 30). Cette somme est venue s'ajouter au solde inutilisé en 1971 et reporté sur l'exercice 1972 (57 400 dollars). Un montant de 315 000 dollars a été alloué sous forme de dons à quatre organisations choisies par le Conseil d'administration du Fonds, ce qui laissait en fin d'exercice un solde de 164 096 dollars.

Fonds d'affectation spéciale pour les frais généraux
(état VII, tableaux 31 à 33)

Frais généraux de l'Organisation des Nations Unies, de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement au titre de projets du PNUD (tableau 32)

49. Par suite de modifications apportées aux procédures du Programme des Nations Unies pour le développement, les montants alloués aux organisations chargées de l'exécution pour leurs frais généraux au titre de l'élément Assistance technique et de l'élément Fonds spécial ont été regroupés et recalculés au 31 décembre 1971 de manière à correspondre aux frais généraux résultant de l'exécution effective du programme. En conséquence, il a fallu déduire du solde inutilisé de 6 459 351 dollars qui avait été reporté sur l'exercice 1972 une somme de 2 257 625 dollars correspondant à des montants versés au PNUD en remboursement de sommes reçues au titre des frais généraux en sus des montants autorisés, ainsi qu'une somme de 3 235 538 dollars reversée au PNUD et représentant le solde des allocations non utilisées au 31 décembre 1971. Un autre ajustement a été opéré pour augmenter le solde de 1971 de 365 400 dollars afin de tenir compte des allocations autorisées au titre des frais généraux pour des projets de caractère consultatif des Services industriels spéciaux. Compte tenu de ces modifications, le solde ajusté du Fonds au 1er janvier 1972 s'établissait à 1 331 588 dollars. En 1972, les recettes correspondant à un taux d'exécution des projets de 13 p. 100 (tableau 15), se sont élevées à 8 550 976 dollars, dont 1 874 400 dollars ont été virés au Programme ordinaire de l'ONU (tableau 3); le solde (6 676 576 dollars) a été porté au crédit du Fonds. Compte tenu des remboursements effectués au titre des dépenses d'exercices antérieurs (14 169 dollars), le total des fonds disponibles pour 1972 s'élevait à 8 022 333 dollars. Les dépenses engagées en 1972 ont atteint 5 578 903 dollars, ce qui laissait en fin d'exercice un solde de 2 443 430 dollars (détail au tableau 32).

ONU et ONUDI : frais généraux au titre de projets financés par des fonds d'affectation spéciale /tableaux 31 b) et 33/

50. Ce fonds d'affectation spéciale a été constitué pour financer le coût de l'appui administratif supplémentaire résultant de demandes d'assistance supplémentaire venant s'ajouter à l'assistance fournie au titre du Programme ordinaire d'assistance technique et de l'élément Assistance technique du PNUD. Le solde inutilisé reporté sur l'exercice 1972 s'est élevé à 830 045 dollars. En 1972, les recettes se sont élevées à 1 482 050 dollars, ce qui, compte tenu d'un ajustement de 13 933 dollars, a porté le montant total des ressources disponibles pour 1972 à 2 326 028 dollars. Des dépenses d'un montant de 1 104 061 dollars ont été engagées, laissant en fin d'exercice un solde de 1 221 967 dollars.

Autres fonds d'affectation spéciale (état VII, tableaux 34 à 36)

Fonds de dotation de la Bibliothèque /tableaux 34 a) et 35/

51. Comme suite à la résolution 79 (I) de l'Assemblée générale, en date du 7 décembre 1946, le Fonds de dotation de la Bibliothèque a été transféré de la Société des Nations à l'Organisation des Nations Unies. Le revenu du Fonds a continué à être utilisé exclusivement à des fins intéressant la Bibliothèque, pour l'achat de livres, cartes, publications périodiques, matériel et étagères, ainsi que pour couvrir des frais d'impression et autres dépenses connexes; il est prévu, en outre, que les dépenses directes d'administration et de gestion du fonds, ainsi que les autres dépenses connexes liées au placement des fonds, sont imputées sur les recettes.

Biens mobiliers et immobiliers légués à l'ONU /tableau 34 b)/

52. Beulah Edge, décédée le 3 juillet 1959, a nommé dans son testament l'Organisation des Nations Unies comme l'héritier appelé à recueillir sa succession après la mort de l'usufruitier désigné dans ledit testament. Celui-ci est décédé le 1er mars 1968 et l'actif héréditaire est devenu à cette date la propriété de l'Organisation. Le testament précisait que les fonds deviendraient la propriété de l'Organisation des Nations Unies et qu'ils devraient être utilisés pour promouvoir la paix. D'autre part, de son vivant, Beulah Edge s'était beaucoup intéressée à la protection de l'enfance. En conséquence, les fonds ont été alloués en partie à l'UNITAR pour un séminaire sur le règlement pacifique des conflits internationaux et à l'Ecole internationale de l'Organisation des Nations Unies pour des bourses d'études. La valeur des biens légués par Beulah Edge s'élevait à 432 313 dollars au 31 décembre 1972. A la même rubrique figurent également un legs d'Everett A. Meigs, reçu en novembre 1965 (28 614 dollars), et un legs de A. M. James (140 dollars) reçu la même année par l'intermédiaire du Centre d'information des Nations Unies à Londres.

Fonds pour l'entretien du musée philatélique de l'ONU à Genève /tableau 34 c)/

53. Les frais d'installation et les frais ultérieurs ont été couverts par les recettes provenant de la vente de timbres des PTT suisses portant une surcharge spéciale. Ces timbres surchargés ont été mis à la disposition de l'Office des Nations Unies à Genève. Les fonds dont on n'a pas eu besoin immédiatement ont

été déposés dans un compte d'épargne porteur d'intérêt. Le solde inutilisé du Fonds s'établissait à 331 285 dollars au 1er janvier 1972. A ce solde est venu s'ajouter pendant l'année un montant de 24 771 dollars représentant des recettes accessoires. Des dépenses d'un montant de 4 448 dollars ont été engagées, ce qui a laissé un solde de 351 608 dollars en fin d'exercice.

Caisse des pensions des employés à temps partiel /tableau 34 g)/

54. Ce fonds a été constitué le 1er janvier 1965 à l'intention des employés à temps partiel de l'Office des Nations Unies à Genève engagés comme nettoyeurs. Il a pour objet de permettre le versement à ces employés d'une somme en capital lors de leur départ à la retraite ou de leur cessation de service, ou en cas de décès ou d'invalidité. Le Fonds est financé par ses membres et par l'Organisation des Nations Unies au moyen de contributions mensuelles dont le montant représente un certain pourcentage de la rémunération nette des employés. Le solde inutilisé du Fonds disponible au 31 décembre 1972 s'élevait à 84 503 dollars.

Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le paiement d'indemnités /tableau 34 h)/

55. Ce fonds d'affectation spéciale a été constitué pour gérer les fonds mis de côté en prévision du paiement des indemnités accordées par le Comité consultatif pour les questions d'indemnités. Au 1er janvier 1972, le solde inutilisé du Fonds se chiffrait à 223 573 dollars. En 1972, les placements ont rapporté 14 744 dollars et un montant total de 60 700 dollars a été reçu pour le paiement d'indemnités à deux nouveaux bénéficiaires; les sommes à verser aux bénéficiaires se sont élevées au total à 31 449 dollars, laissant en fin d'exercice un solde de 267 568 dollars.

Ecole internationale, Genève /tableau 34 k)/

56. De 1967 à 1971, l'Assemblée générale a approuvé le versement d'une contribution annuelle de 30 000 dollars au Fonds d'équipement de l'Ecole internationale de Genève. Le montant de ces contributions a été porté au crédit du présent compte spécial en attendant d'être viré, conformément aux vœux du Conseil d'administration de l'Ecole, pour financer le programme de construction. Les sommes en question ont été converties en francs suisses et placées. Le revenu des placements et les bénéfices réalisés du fait de la réévaluation ont été portés au crédit du compte spécial. En outre, l'Organisation des Nations Unies a émis en 1971 un timbre reproduisant un tableau de Picasso. Conformément à la résolution 2612 (XXIV) de l'Assemblée générale, le Secrétaire général a été autorisé à allouer le produit net de la vente de ce timbre au Fonds de développement de l'Ecole internationale des Nations Unies et au Fonds d'équipement de l'Ecole internationale de Genève. En conséquence, un montant de 292 942 dollars a été porté au crédit du compte spécial en 1972 (tableau 4). Le Fonds d'équipement de l'Ecole est financé au moyen de prêts consentis par le Canton de Genève et de dons reçus de sociétés commerciales, d'institutions spécialisées et de l'Organisation des Nations Unies. Le solde inutilisé en 1971 et reporté sur l'exercice 1972 s'élevait à 94 957 dollars. En 1972, les recettes ont atteint 301 075 dollars (ce chiffre comprend une avance de 200 000 dollars au titre de la vente du timbre reproduisant le tableau de Picasso) et les dépenses engagées se sont chiffrées à 52 633 dollars, ce qui a laissé en fin d'exercice un solde de 343 399 dollars.

Compte "Construction de l'Ecole internationale des Nations Unies" /tableaux 34 v)
et 36/

57. Au 1er janvier 1972, le solde inutilisé du compte s'établissait à 2 572 744 dollars. En 1972, le revenu des placements, les recettes accessoires et les contributions de sources privées se sont chiffrés au total à 2 252 768 dollars, dont 2 millions ont été versés par la Fondation Ford. A ces sommes est venu s'ajouter un montant de 3 460 341 dollars représentant l'ajustement des engagements de l'année précédente, ce qui a porté le montant des fonds disponibles pour 1972 à 8 285 853 dollars; au 31 décembre 1972, ce montant était entièrement absorbé par les engagements de dépenses. On trouvera au tableau 36 des indications sur la source et l'utilisation de la totalité des fonds reçus pour la période allant du 30 décembre 1965 au 31 décembre 1972, soit au total 15 840 916 dollars. A la fin de 1972, les travaux de construction étaient pratiquement achevés et l'Ecole a ouvert ses portes le 22 janvier 1973. On estime qu'un montant supplémentaire de 1,7 million de dollars sera nécessaire en 1973 pour achever de couvrir le coût des travaux de construction du mobilier et du matériel.

Organisation des Nations Unies, Organisation des Nations Unies
pour le développement industriel et Conférence des Nations Unies
sur le commerce et le développement - Opérations d'assistance
technique dont le coût est imputé sur le Programme ordinaire de
l'ONU, le Programme des Nations Unies pour le développement et
des fonds d'affectation spéciale extra-budgétaires

58. L'état VI est un état récapitulatif des fonds réservés aux opérations d'assistance technique de l'ONU, de l'ONUDI et de la CNUCED.

59. Le total des ressources disponibles et des dépenses engagées en 1972 au titre du budget ordinaire de l'ONU s'est élevé à 7 842 085 dollars, répartis entre le titre V /Programmes techniques (7 533 085 dollars)/ et les rubriques suivantes du titre XI (Dépenses spéciales) : Programmes intégrés d'enseignement et de formation (100 000 dollars), Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international (27 000 dollars), Assistance en cas de catastrophe naturelle (179 000 dollars) et Plans de protection contre les catastrophes (3 000 dollars). Le total des dépenses est indiqué dans les colonnes respectives correspondant au programme ordinaire pour l'Organisation des Nations Unies (6 379 467 dollars) et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (1 462 618 dollars). Le tableau 14 donne la répartition de ces engagements par pays.

60. Le total des ressources provenant de fonds d'affectation spéciale extra-budgétaires dont disposaient l'Organisation des Nations Unies (18 234 365 dollars) et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (887 815 dollars) se chiffrait à 19 122 180 dollars, sur lesquels ont été imputés des engagements s'élevant à 12 091 892 dollars (tableau 17), pour couvrir le coût de certaines opérations d'assistance technique financées directement par les gouvernements bénéficiaires de l'assistance, les gouvernements donateurs ou les organisations sous les auspices desquelles les opérations sont effectuées.

61. Se fondant sur le rapport du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement relatif à la capacité du système des Nations Unies pour le développement, l'Assemblée générale, par sa résolution 2688 (XXV), a approuvé les principes qui sont à la base du Cycle de la coopération des Nations Unies pour le développement et les procédures prévues pour sa mise en oeuvre. La programmation par pays, première phase du cycle, est entrée en application le 1er janvier 1972. En conséquence, en 1972, l'assistance aux divers pays a été programmée à l'échelon de chaque pays et l'assistance à des groupes de pays a été programmée à l'échelle sous-régionale, régionale, interrégionale ou mondiale, dans le cadre des chiffres indicatifs de planification qui donnaient l'ordre de grandeur des ressources prévues au titre du Programme. En outre, le Conseil d'administration a délégué pour trois ans au Directeur du PNUD le pouvoir d'approuver les projets dans le cadre des programmes par pays et des programmes multinationaux. Tous les projets mondiaux ont continué d'être soumis à l'approbation expresse du Conseil d'administration.

62. En même temps, toute distinction entre les éléments Assistance technique et Fonds spécial a été supprimée et tous les projets en cours approuvés avant 1972 et les nouveaux projets dont l'exécution avait été approuvée à compter du 1er janvier 1972 ont été insérés dans le système de programmation par pays. De ce fait, le total des fonds disponibles s'établissait comme suit :

	<u>ONU</u> <u>Dollars</u>	<u>ONUDI</u> <u>Dollars</u>	<u>CNUCED</u> <u>Dollars</u>	<u>Total</u> <u>Dollars</u>
Solde inutilisé des allocations de 1971 reporté sur l'exercice 1972	48 336 218	16 393 211	1 352 451	66 081 880
Retour à la masse du montant des engagements prévisionnels non réglés	22 627 787	7 440 116	634 341	30 702 244
Ajustement entre l'ONU et la CNUCED	<u>27 709</u>	<u>-</u>	<u>(27 709)</u>	<u>-</u>
	70 991 714	23 833 327	1 959 083	96 784 124
A déduire : Recettes accessoires de l'exercice précédent reversées au PNUD	<u>164 749</u>	<u>61 511</u>	<u>-</u>	<u>226 260</u>
	<u>70 826 965</u>	<u>23 771 816</u>	<u>1 959 083</u>	<u>96 557 864</u>
Allocations faites en 1972 : Chiffres indicatifs de planification	62 734 593	26 513 427	8 439 885	97 687 905
Contributions de contre-partie en espèces	3 124 174	-	4 000	3 128 174
Réserves du Programme	1 447 393	4 026 392	25 000	5 498 785
Allocations pour frais généraux	<u>5 486 000</u>	<u>2 301 000</u>	<u>550 000</u>	<u>8 337 000</u>
	<u>72 792 160</u>	<u>32 840 819</u>	<u>9 018 885</u>	<u>114 651 864</u>
Total des fonds disponibles	<u><u>143 619 125</u></u>	<u><u>56 612 635</u></u>	<u><u>10 977 968</u></u>	<u><u>211 209 728</u></u>

63. Comme 1972 a été l'année au cours de laquelle le PNUD a pour la première fois utilisé le système de programmation par pays, il est probable que les allocations faites en 1972 qui sont comptabilisées dans l'état VI n'ont pas un caractère définitif et qu'elles devront peut-être être légèrement modifiées en 1973, avec effet rétroactif.

64. Toujours pour se conformer aux règles suivies par le PNUD pour rendre compte des opérations, on a indiqué les dépenses effectives imputées sur les budgets des projets, au lieu des engagements. Le tableau 15 présente le détail des dépenses effectives au titre de l'exécution des projets, dont le total s'élève à 67 092 755 dollars, ainsi que les frais généraux, qui se chiffrent à 8 550 976 dollars.

65. Pour récapituler, sur les 211 209 728 dollars qui représentaient le total des fonds disponibles, les dépenses effectuées se sont élevées à 75 643 731 dollars et, compte tenu de 540 088 dollars de recettes accessoires, le solde des fonds disponibles au 31 décembre 1972 s'établissait à 136 106 085 dollars.

66. En 1972, aucun gouvernement bénéficiaire n'a versé directement à l'Organisation de contributions de contrepartie en espèces. Ainsi, la situation présentée dans l'état VI et le tableau 16 peut encore se récapituler comme suit :

	<u>ONU</u> <u>Dollars</u>	<u>ONUDI</u> <u>Dollars</u>	<u>Total</u> <u>Dollars</u>
Contributions de contrepartie des gouvernements disponibles en 1972	78 209	247 903	326 112
Engagements	<u>32 163</u>	<u>201 553</u>	<u>233 716</u>
Solde au 31 décembre 1972	<u>46 046</u>	<u>46 350</u>	<u>92 396</u>

Compte spécial de la Force d'urgence des Nations Unies

67. La situation de ce compte est indiquée dans l'état IV. Dans le tableau 12 et dans les notes explicatives qui figurent dans l'annexe au présent Supplément, on trouvera des précisions sur le solde non acquitté des contributions mises en recouvrement qui, au 31 décembre 1972, s'établissait à 44 242 137 dollars. En outre, en application de la résolution 3049 C (XXVII), un montant de 5 247 570 dollars correspondant à des contributions mises en recouvrement non acquittées a été transféré à un compte spécial.

68. Les sommes dues par l'Organisation pour des marchandises livrées et des services fournis par des gouvernements et pour lesquels l'Organisation n'a pas encore reçu ni accepté de factures ont été estimées à 1 440 842 dollars et inscrites à ce compte pour l'exercice 1972. Ce montant comprend une somme de 425 987 dollars qui représente la valeur estimative de demandes de remboursement attendues des gouvernements. Compte tenu de ces exigibilités supplémentaires, et après ajustement pour tenir compte des économies réalisées lors du règlement d'engagements de 1967 (95 523 dollars) et de recettes accessoires (8 431 dollars), le solde du compte en fin d'exercice s'établissait à 4 470 838 dollars, contre 5 807 726 dollars au 31 décembre 1971.

Compte ad hoc pour l'Opération des Nations Unies au Congo

69. La situation de ce compte est indiquée dans l'état V. Le tableau 13 et l'annexe au présent Supplément donnent des précisions sur le solde non acquitté des contributions mises en recouvrement qui, au 31 décembre 1972, se chiffrait à 75 404 823 dollars. En outre, en application de la résolution 3049 C (XXVII) de l'Assemblée générale, un montant de 6 687 206 dollars correspondant à des contributions mises en recouvrement non acquittées a été transféré à un compte spécial.

70. Les sommes dues à des gouvernements pour des marchandises livrées et des services fournis pour lesquels l'Organisation n'a pas reçu ni accepté de factures ont été estimées à 1 767 270 dollars et inscrites à ce compte pour l'exercice 1972. De ce fait, le solde du compte au 31 décembre 1972 se trouvait ramené à 33 472 973 dollars.

Mesures prises comme suite aux observations et recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes dans son rapport à l'Assemblée générale sur les comptes de l'Organisation des Nations Unies pour l'exercice terminé le 31 décembre 1971

71. Dans la présente section du rapport financier de l'Organisation pour l'exercice terminé le 31 décembre 1972, le Secrétaire général indique les mesures qui ont été prises ou que l'on envisage de prendre comme suite aux observations formulées dans les paragraphes 15 à 89 du rapport du Comité des commissaires aux comptes pour l'exercice 1971 4/. Pour que l'on puisse s'y reporter plus facilement, les numéros des paragraphes correspondants du rapport du Comité sont indiqués et les différentes rubriques sont reprises telles qu'elles apparaissaient dans ce rapport.

(Paragraphe 15) Application des recommandations faites par le Comité des commissaires aux comptes en 1970

72. Le Comité des commissaires aux comptes avait pris note des observations du Secrétaire général et déclaré que, bien que certaines mesures aient été prises, un grand nombre des questions sur lesquelles il avait appelé l'attention en 1970 demeuraient en suspens et que les systèmes et procédures comptables, ainsi que les contrôles de gestion, présentaient toujours de graves défauts. Les défauts notés par le Comité ne concernaient apparemment que les travaux d'agrandissement des salles et installations de conférence du Palais des Nations. Le Secrétaire général reviendra donc sur ces observations à la rubrique "Office des Nations Unies à Genève, agrandissement des salles et installations de conférence du Palais des Nations" (voir plus loin, par. 117).

73. Il convient de noter que le membre du Comité des commissaires aux comptes chargé de vérifier les comptes du Siège de l'Organisation a fait savoir à l'Administration qu'à l'issue de l'examen et de l'évaluation auxquels il avait procédé, il estimait qu'en général il existe à l'Organisation des procédures et contrôles intérieurs bien établis en matière financière.

(Paragraphe 16) Date de parution du rapport du Secrétaire général

74. Le Comité des commissaires aux comptes avait exprimé l'espoir que le rapport du Secrétaire général concernant l'application des recommandations du Comité pourrait être publié avant la mi-juin. Le rapport qui rendait compte de l'application des recommandations découlant de la vérification des comptes de 1970 était le premier rapport de ce genre qui ait été inclus dans le rapport financier du Secrétaire général pour l'année suivante. Comme on pouvait s'y attendre, il a été extrêmement difficile, du point de vue administratif, de rassembler et de vérifier en temps voulu les données provenant des différents bureaux extérieurs. D'autre part, avant de rédiger le rapport, il faut nécessairement attendre que les observations du Comité aient été évaluées et, dans certains cas, mises à l'essai. Toutefois, le Secrétaire général s'est engagé à soumettre cette section de son rapport financier au Comité avant le 31 mars de chaque année, en suivant l'ordre dans lequel les paragraphes correspondants apparaissaient dans le rapport

4/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-septième session, Supplément No 7 (A/8707), chap. II, par. 15 à 89.

du Comité, en attendant l'issue définitive des consultations avec les commissaires aux comptes. Ceux-ci ont approuvé la date et la procédure proposées.

(Paragraphe 17) Etats financiers

75. Le Comité des commissaires aux comptes avait constaté que les états financiers actuels de l'Organisation "regroupaient les comptes des différentes unités administratives comptables de fonds". De l'avis du Comité, du fait qu'elles sont financièrement responsables, chacune de ces unités administratives devrait en premier lieu, en tant qu'entité distincte et responsable, présenter des états financiers distincts, et l'on pourrait ensuite, si on le souhaite, regrouper ces états financiers. Le Secrétaire général reconnaît les mérites de la suggestion du Comité tendant à inclure dans les états présentés en fin d'exercice des renseignements financiers distincts qui donnent un tableau complet de la situation des recettes et des dépenses de certaines des unités administratives les plus aisément identifiables qui font partie de l'Organisation.

76. A cette fin, la présentation des états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 1972 a été modifiée de manière à fournir au lecteur des renseignements financiers sur des unités administratives comptables de fonds telles que la CNUCED, l'ONUDI, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et la Cour internationale de Justice. On a également ajouté un nouveau tableau qui récapitule les dépenses engagées par l'Office des Nations Unies à Genève et par chacune des commissions économiques régionales, ou pour leur compte. De même, pour la première fois, la Division de la comptabilité a regroupé dans un état général l'actif et le passif et les recettes et les dépenses en ce qui concerne toutes les ressources disponibles pour les activités d'assistance technique entreprises par l'Organisation des Nations Unies (en tant qu'organisation participante et chargée de l'exécution), la CNUCED et l'ONUDI, les chiffres étant ventilés selon l'origine des fonds. On a également inclus un nouveau tableau, qui récapitule le montant total des ressources mises à la disposition de l'ONUDI, en précisant dans chaque cas l'origine des fonds et les montants dépensés en 1972, ainsi que l'état, en fin d'exercice, des différents fonds relevant du contrôle de l'ONUDI. En outre, compte tenu du rôle accru des fonds d'affectation spéciale dans les finances de l'Organisation, ces fonds font l'objet d'un nouvel état financier distinct qui récapitule, au 31 décembre 1972, les éléments d'actif et de passif comptabilisés pour tous les fonds d'affectation spéciale, ainsi que les recettes et les dépenses de l'exercice, ventilés par grande catégorie ou par objet, et qui est suivi de tableaux explicatifs contenant des données analogues pour chaque fonds d'affectation spéciale. On compte que, pour les exercices à venir, l'adoption de la budgétisation par programme et le mode de présentation de rapports qui en découlera permettront d'améliorer encore la présentation des activités de ces différentes unités comptables de fonds.

77. Les modifications, additions et innovations qui apparaissent dans les états financiers pour l'exercice 1972 et qui sont exposées ci-dessus ont été examinées avec des représentants du Comité, et ceux-ci les ont acceptées. Toutefois, l'opinion mûrement réfléchie du Secrétaire général est que le rapport financier et les comptes de l'Organisation des Nations Unies devraient continuer à être présentés comme un tout. Cela permet d'établir des comparaisons directes avec le projet de budget tel qu'il est examiné par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et approuvé par l'Assemblée générale. En outre, cette méthode de présentation des comptes offre l'avantage de ne pas affaiblir le contrôle que le Secrétaire général, en sa qualité de plus haut fonctionnaire

de l'Organisation des Nations Unies, est tenu d'exercer sur les diverses grandes unités administratives qui doivent fonctionner comme un tout cohérent.

78. La recommandation des commissaires aux comptes a également été examinée compte tenu du fait que l'on a besoin de rapports financiers courants à des fins de gestion. Ce qu'il faut, manifestement, c'est fournir régulièrement aux principaux responsables de la gestion, en temps opportun, des données fiables et très simplifiées. Dans la plupart des cas, pour être utiles, ces données doivent être présentées de manière à faire ressortir clairement les écarts ou les anomalies pour une période financière donnée et pour l'exercice considéré, à une date déterminée. On désigne parfois cette méthode sous le nom de "signalisation des écarts". En règle générale, ces renseignements diffèrent de ceux qui découleraient des états financiers distincts établis pour chaque organisme subsidiaire, lesquels seraient essentiellement chronologiques. C'est sur cet aspect des rapports financiers intéressant la gestion qu'on a insisté et que l'on continuera d'insister dans le cadre du système de budgétisation par programme et du cycle budgétaire biennal qui ont récemment été adoptés. Il importe maintenant de perfectionner le système actuel de présentation des comptes et des rapports financiers de manière à fournir aux responsables de la gestion, ainsi qu'à l'Assemblée générale, des données encore plus utiles et plus significatives.

(Paragraphe 18) Actif et passif

79. Le Comité des commissaires aux comptes avait noté que l'état de l'actif et du passif de l'Organisation (état III) comprenait certains fonds qui, de l'avis du Comité, ne constituaient pas véritablement des éléments de l'actif ou du passif, et il avait recommandé que ces fonds soient réexaminés afin d'en définir plus clairement la nature et l'objet dans les états financiers. Le Comité revenait sur ce point au paragraphe 25 de son rapport.

80. Le rapport du Comité ne contenait pas suffisamment de détails pour permettre à l'Administration d'évaluer cette recommandation et des éclaircissements ont donc été demandés au Comité. Celui-ci a précisé que ses observations concernaient les contributions mises en recouvrement non acquittées au 31 décembre 1971, dont une partie consiste en montants que certains Etats Membres ont retranchés de leurs contributions "pour des raisons de principe". Etant donné l'avis rendu par la Cour internationale de Justice et la résolution 3049 (XXVII) adoptée par l'Assemblée générale, le Secrétaire général est d'avis que les contributions mises en recouvrement non acquittées doivent continuer à être comptabilisées comme des éléments d'actif de l'Organisation jusqu'à ce que l'Assemblée générale en décide autrement. La résolution susmentionnée prévoit, dans le cas d'un Etat Membre, le transfert à un compte spécial des soldes des contributions mises en recouvrement auprès dudit Etat et non acquittées par lui mais, de l'avis du Secrétaire général, c'est à l'Assemblée générale qu'il incombe de procéder à tout nouvel ajustement ou de prendre toute mesure concernant les contributions mises en recouvrement non acquittées. Les Etats Membres et le Comité se rappelleront que le Comité spécial chargé d'examiner la situation financière de l'Organisation des Nations Unies a été créé pour s'occuper de ce problème et que, dans sa résolution 3049 (XXVII), l'Assemblée générale a demandé que l'on continue à étudier les moyens de trouver une solution aux difficultés financières de l'Organisation des Nations Unies, lesquelles sont en partie imputables aux contributions mises en recouvrement non acquittées.

81. Comme il ressortait du rapport du Comité spécial chargé d'examiner la situation financière de l'Organisation des Nations Unies 5/, l'Administration connaît parfaitement, pour chaque Etat Membre et pour chaque catégorie, les montants que des Etats retranchent de leur contribution pour des raisons de principe (voir plus loin par. 91).

(Paragraphe 19) Vérification intérieure des comptes et contrôle financier

82. Le Comité avait estimé qu'il faudrait "réexaminer la situation du Service de vérification intérieure des comptes et le réorganiser" et que l'on pourrait ainsi mieux tirer parti de ses possibilités en tant qu'instrument de gestion. A cet égard, le Comité avait recommandé que le Service de vérification intérieure des comptes fasse rapport directement au Secrétaire général adjoint à l'administration et à la gestion et qu'il soit chargé d'examiner les états financiers et d'en vérifier l'exactitude avant leur présentation au Comité des commissaires aux comptes. Le Comité avait également recommandé que les instructions financières et comptables soient mises à jour et regroupées dans un manuel de comptabilité.

83. Comme il est indiqué dans la circulaire ST/SGB/131/Amend.31, qui a pris effet le 12 septembre 1972, le Service de vérification intérieure des comptes rend compte directement au Secrétaire général adjoint à l'administration et à la gestion. La nécessité d'élaborer un manuel de procédures comptables a été reconnue et des mesures seront prises pour donner suite à la recommandation du Comité.

84. Comme suite à la recommandation du Comité des commissaires aux comptes tendant à ce que le Service de vérification intérieure des comptes vérifie l'exactitude des états financiers, des consultations ont eu lieu entre l'administration et les commissaires aux comptes et il a été convenu de modifier la recommandation du Comité. Cette modification a eu pour effet de limiter le caractère des travaux de vérification qui devraient être entrepris par le Service de vérification intérieure des comptes. Le programme de ce service prévoit désormais des procédures pour vérifier les balances de vérification à l'aide des pièces comptables et faire en sorte que les écritures rectificatives soient passées dans les comptes et états financiers; le Service a appliqué ces procédures pour l'exercice terminé le 31 décembre 1972. Le Service de vérification intérieure des comptes a également examiné les méthodes utilisées pour faire apparaître les comptes et les balances de vérification des bureaux extérieurs dans les comptes et états financiers du Siège, et il a passé en revue les documents présentés à l'appui des états financiers. Il s'est également tenu à la disposition des vérificateurs extérieurs des comptes pour examiner les aspects techniques desdits documents et états financiers. Compte tenu de l'expérience acquise lors de l'examen initial des états financiers de l'Organisation par le Service de vérification intérieure des comptes, il est prévu de tenir de nouvelles consultations avec le Comité des commissaires aux comptes pour évaluer dans quelle mesure il est utile que les vérificateurs intérieurs des comptes procèdent à des examens de ce genre.

(Paragraphe 21-23) Vérification des comptes bancaires

85. Le Comité des commissaires aux comptes s'était déclaré préoccupé par le fait que de nombreux dépositaires ne lui avaient pas confirmé directement les soldes

5/ Ibid., Supplément No 28 (A/8728).

des comptes bancaires au 31 décembre 1971. C'est là un problème qui se pose périodiquement, du fait que l'Organisation utilise 210 dépositaires disséminés dans le monde entier. Un certain nombre de procédures ont été appliquées au cours des années afin d'y remédier. La dernière innovation a consisté à envoyer à tous les dépositaires, dans le monde entier, des instructions permanentes pour qu'ils confirment les soldes des comptes bancaires en fin d'exercice, comme l'avait recommandé le Comité des commissaires aux comptes. Ces instructions ont été envoyées le 18 décembre 1970. De ce fait, il n'a pas été envoyé de lettre spéciale aux dépositaires l'année suivante en ce qui concerne les soldes au 31 décembre 1971. Cela a amené les commissaires aux comptes à conclure, lorsqu'ils ont examiné les comptes en fin d'exercice, que l'envoi d'instructions permanentes n'avait pas produit les résultats souhaités; par conséquent le Trésorier, le 8 mars 1972, a adressé aux dépositaires de l'ONU des demandes de confirmation individuelles. Le cas échant, ces demandes ont été renouvelées à deux ou trois reprises, dans certains cas par télégramme. Comme suite à ces différentes mesures, la situation telle qu'elle se présentait au moment de l'établissement du présent rapport témoignait d'une nette amélioration. Toutefois, 15 dépositaires, détenant environ 376 000 dollars, n'ont pas encore répondu. On a fait appel aux représentants résidents du PNUD pour qu'ils obtiennent les confirmations manquantes.

86. En ce qui concerne la procédure à suivre à l'avenir pour obtenir auprès des banques, au nom du Comité des commissaires aux comptes, les confirmations nécessaires, il a été convenu que le Trésorier reviendrait à l'ancienne pratique consistant à demander tous les ans à tous les dépositaires de confirmer les soldes en dépôt et, si besoin est, à leur envoyer des notes de rappel.

87. Le Comité des commissaires aux comptes avait également constaté que plusieurs comptes bancaires n'avaient pas été apurés mensuellement, comme le prévoit la règle de gestion financière 111.11, et qu'en fin d'exercice il apparaissait dans les comptes du PNUD - et non pas de l'ONU - un total de 3,1 millions de dollars de dépôts non identifiés dont l'origine et la destination n'avaient pas encore été précisées.

88. Du point de vue du contrôle intérieur, il convient de noter que, jusqu'à présent, un retard dans l'apurement d'un compte bancaire n'a jamais entraîné de perte de fonds. Tous les comptes sont apurés périodiquement durant l'année, la vérification pouvant porter sur les transactions de plusieurs mois dans le cas des comptes de faible importance, tandis que les comptes plus importants sont tous apurés mensuellement. Le retard avec lequel les comptes sont apurés est fréquemment imputable au fait que certaines banques étrangères envoient les relevés de compte en retard, parfois même ne les envoient pas du tout. Ce n'est qu'en renforçant le personnel affecté à la comptabilité que l'on pourrait apurer mensuellement tous les comptes bancaires de l'Organisation (210). Dans de nombreux cas, les opérations faites sur un compte sont très peu nombreuses, voire inexistantes, pendant une période donnée. De l'avis du Secrétaire général, il serait coûteux d'apurer mensuellement tous les comptes de moindre importance, et le contrôle ne s'en trouverait pas amélioré. Naturellement, à la clôture de l'exercice, tous les comptes bancaires sont apurés de manière à constituer une base sûre aux fins de l'établissement des états financiers et des opérations de vérification ultérieures.

89. Dans son rapport sur les comptes du Siège de l'Organisation des Nations Unies, le Comité des commissaires aux comptes indiquait que des dépôts représentant environ 3,1 millions de dollars n'avaient pas encore été identifiés. Cette remarque n'est pas véritablement à sa place dans le présent rapport. Les dépôts en question sont tous comptabilisés dans les comptes du PNUD, qui sont présentés séparément et que le Comité a certifiés exacts sans faire de réserve. L'identification des fonds déposés dans les comptes bancaires du PNUD et de l'Organisation des Nations Unies dans le monde entier implique un long travail, dans la mesure où il faut obtenir des précisions auprès des gouvernements, des banques, des représentants résidents, etc., lorsque le déposant n'indique pas la destination ou le bénéficiaire des fonds déposés, ce qui est fréquemment le cas. Entre-temps, tous les fonds versés à des comptes bancaires sont comptabilisés et placés en tant qu'éléments d'actif de l'Organisation. Ceux qui n'ont pas encore été identifiés sont déposés dans un compte d'attente dûment contrôlé jusqu'à ce qu'on ait reçu les renseignements nécessaires pour pouvoir les déposer aux comptes correspondants. En fait, étant donné le volume et la diversité des contributions reçues, il est tout à fait normal que les dépôts en suspens représentent un montant considérable; cela ne signifie pas que les techniques comptables soient défectueuses ou que l'on ne fasse pas toutes les recherches nécessaires. On peut noter qu'au 20 mars 1973, comme suite à ces recherches, le montant des dépôts non identifiés avait été ramené à environ 0,2 million de dollars.

(Paragraphe 24) Placements

90. Le Comité des commissaires aux comptes ayant signalé qu'il n'avait pas reçu confirmation des sommes prêtées à l'UNESCO, et non remboursées, qui représentaient un montant de 1 125 000 dollars et correspondaient à un placement à 5 p. 100 du Programme des Nations Unies pour le développement, le Trésorier de l'Organisation a pris les dispositions nécessaires et obtenu la confirmation requise. Des mesures ont été prises pour éviter que cela ne se reproduise.

(Paragraphe 25-26) Contributions mises en recouvrement non acquittées

91. Le Comité des commissaires aux comptes avait de nouveau fait des observations sur le fait que des Etats Membres continuaient à déduire certains montants de leur contribution au budget ordinaire, pour des raisons de principe, et il avait noté qu'à la fin de 1971 les montants ainsi retranchés représentaient environ 34 millions de dollars. A cet égard, le Comité suggérerait qu'on fasse le nécessaire pour vérifier dans quelle mesure ces contributions non acquittées étaient recouvrables et qu'on l'indique dans les états financiers. Les observations du Comité dont il est question à la présente rubrique doivent être lues en même temps que celles qui sont examinées plus haut sous la rubrique "Actif et passif" (par. 79 à 81). L'Organisation a toujours su dans quelle mesure les contributions non acquittées, dont on trouve chaque année le détail dans le rapport financier et les comptes de l'Organisation (tableaux 3, 41 et 42 des comptes pour l'exercice 1971 et Annexe) 6/, n'étaient pas recouvrables. Les montants que des Etats Membres retranchent de leur contribution ont été portés à l'attention du Comité des commissaires aux comptes, de différents comités et commissions de l'Organisation et des divers Etats Membres. Ces montants ont également été publiés par le Comité ad hoc d'experts chargé d'examiner les finances de l'Organisation

6/ Ibid., Supplément No 7 (A/8707).

des Nations Unies et des institutions spécialisées dans son rapport de 1966, ainsi que par le Comité spécial chargé d'examiner la situation financière de l'Organisation des Nations Unies dans son rapport de 1972.

92. Quant à la recommandation du Comité tendant à ce que l'on indique dans les états financiers la non-recouvrabilité de certains montants, il convient de noter que le règlement financier ne prévoit pas l'établissement d'un compte pour les sommes non recouvrables et que le Secrétaire général ne pourrait appliquer les recommandations du Comité que si l'Assemblée générale lui donnait des instructions à cet effet et modifiait en conséquence le règlement financier. Toutefois, et c'est là le plus important, les montants en question ont été dépensés au titre des crédits approuvés par l'Assemblée générale et, s'ils devaient être comptabilisés comme sommes non recouvrables, il faudrait simultanément prendre des mesures pour trouver des fonds d'un montant égal provenant d'une autre source. De plus, il pourrait être imprudent de faire apparaître le caractère non recouvrable de contributions non acquittées au moment où l'on recherche des solutions politiques, étant donné qu'il s'agit d'une question névralgique pour de nombreux gouvernements.

(Paragraphe 27) Recouvrement de sommes à recevoir de deux délégations

93. Les observations du Comité des commissaires aux comptes concernaient des montants représentant au total 571 437 dollars dus par deux Etats Membres depuis 1965. Le Comité avait indiqué que les dossiers examinés ne contenaient aucune pièce par laquelle les délégations en question auraient reconnu ou contesté une dette envers l'Organisation des Nations Unies et que, malgré les efforts déployés par l'Administration, le recouvrement de ces sommes n'avait fait aucun progrès. Le Comité recommandait que l'on indique dans les états financiers dans quelle mesure ces deux créances étaient recouvrables. Du point de vue comptable, il pourrait sembler logique de suivre la recommandation du Comité, mais le Secrétaire général ne pense pas que cela soit souhaitable. Les efforts se poursuivent pour recouvrer ces créances de longue date, avec l'entière coopération des missions intéressées. Malheureusement, aucun résultat productif n'a encore été obtenu. Mais il ressort de toutes les pièces justificatives dont on dispose que les réclamations de l'ONU sont juridiquement fondées. En conséquence, ce serait avec beaucoup de réticence que l'Organisation envisagerait de passer ces créances par profits et pertes ou consentirait à un compromis, en particulier du fait que les deux Etats Membres sont de leur côté titulaires de créances sur l'Organisation au titre de leur participation à la FUNU et à l'ONUC, et qu'une compensation demeure donc possible.

(Paragraphe 28) Assurance des bâtiments du Siège à New York

94. L'Administration a approuvé les observations du Comité des commissaires aux comptes selon lesquelles il semblerait que les bâtiments du Siège de l'ONU et leur ameublement soient insuffisamment assurés. En fait, cette question extrêmement difficile était à l'étude depuis un certain temps. Une décision a été prise et des mesures adoptées avec effet du 1er juillet 1972, avec l'assentiment du Comité des marchés. Le montant de l'assurance des bâtiments et de ce qu'ils contiennent a été augmenté et les conditions minimums de coassurance ont été remplies. Plus précisément, le Comité des marchés a approuvé la demande du Contrôleur par intérim tendant à augmenter le montant de l'assurance pour le porter à une somme représentant 80 p. 100 de la valeur actuelle des bâtiments du Secrétariat et de ce qu'ils contiennent, telle qu'elle a été estimée. Cette question est donc considérée comme réglée.

(Paragraphe 29) Détournements de fonds

95. Le Comité des commissaires aux comptes avait dit qu'il croyait comprendre qu'une somme de 5 693 dollars, correspondant au solde non recouvré au 31 décembre 1971 de fonds détournés en 1961 serait passée par profits et pertes, les efforts déployés pendant l'année pour recouvrer les fonds manquants n'ayant pas abouti. Depuis 1961, une très grande partie des sommes avait pu être recouvrée (à l'origine, le montant des fonds détournés se chiffrait à environ 20 000 dollars), mais aucun nouveau remboursement n'avait été effectué depuis 1970 malgré les efforts répétés qui avaient été déployés. En consultation avec le Service juridique, l'Administration a évalué les difficultés auxquelles elle se heurterait si elle cherchait à recouvrer les fonds manquants en intentant une action en justice. Il a été reconnu qu'il était fort douteux que l'Organisation puisse recouvrer de nouvelles sommes. En conséquence, ce solde a été passé par profits et pertes conformément à la règle de gestion financière 110.14.

(Paragraphe 31) Recettes provenant de services et installations fournis par l'Organisation des Nations Unies

96. Le Comité des commissaires aux comptes avait recommandé que l'on étudie la question des recettes provenant des services et installations fournis par l'Organisation des Nations Unies, en vue de déterminer si le prix demandé aux utilisateurs de ces services et installations était suffisant et raisonnable. Le Comité avait suggéré qu'il faudrait attacher une attention particulière aux recettes provenant de l'exploitation du garage de l'ONU et des visites guidées.

97. En ce qui concerne le garage de l'ONU, le Bureau des services généraux et le Bureau des services financiers ont fait une étude qui a abouti à la révision des tarifs prévus pour la location de places dans le garage. Les nouveaux tarifs sont entrés en vigueur le 1er janvier 1973. Quant au tarif des visites guidées, il a été porté de 2,50 à 3,50 francs suisses par personne à Genève, à compter du 1er juillet 1973. De même, le tarif des visites guidées au Siège, à New York, a été porté de 1,50 dollar et 0,50 dollar à 2 dollars et 0,75 dollar respectivement, le 1er janvier 1973. Toutefois, le montant des recettes provenant des visites guidées devrait demeurer un souci d'importance secondaire. A sa vingt-septième session, l'Assemblée générale s'est déclarée préoccupée par le fléchissement de l'intérêt du public à l'égard de l'Organisation des Nations Unies et par la baisse constante du nombre des visiteurs à l'ONU. Dans sa résolution 3047 (XXVII), l'Assemblée générale a souscrit à l'opinion du Secrétaire général selon laquelle les visites guidées sont conçues essentiellement comme un moyen de faire connaître aux visiteurs les buts et les activités de l'Organisation des Nations Unies. Il reste à voir si les augmentations récentes du tarif des visites guidées seront, à long terme, dans l'intérêt de l'Organisation.

(Paragraphe 32) Activités productrices de recettes

98. Le Comité avait indiqué dans son rapport à l'Assemblée générale qu'il avait fait d'importantes recommandations à l'Administration au sujet du renforcement des contrôles intérieurs, en particulier en ce qui concerne l'augmentation des recettes provenant de certaines activités productrices de recettes.

99. Il est ressorti d'entretiens ultérieurs sur la question avec des représentants du Comité que les observations de ce dernier concernaient les opérations de l'Administration postale. Une étude des contrôles intérieurs exercés sur ces opérations a été effectuée et plusieurs mesures administratives ont été prises pour renforcer le système actuel.

(Paragraphe 33) Comptabilité matières

100. Le Comité avait recommandé que le système actuel de comptabilité matières soit amélioré pour permettre d'atteindre un plus grand degré d'exactitude et de fiabilité. Le Comité n'était pas convaincu, par exemple, que le système actuel de Kardex soit une source d'information sûre en ce qui concerne les stocks. Comme les indications sont reportées à la main sur les cartes, on ne peut certes pas exclure les risques d'erreurs dans le report de données détaillées. A la suite d'une étude effectuée récemment par le Service de gestion administrative, on estime qu'il serait possible d'adopter un système automatisé de comptabilité matières, encore que l'adoption d'un tel système serait coûteux et qu'elle ait un rang de priorité relativement faible, eu égard aux avantages que l'on pourrait en tirer et aux nombreuses autres tâches qui doivent être automatisées et qui, elles, doivent l'être d'urgence. En conséquence, la comptabilité matières n'a pas été automatisée, mais le Sous-Secrétaire général aux services généraux est disposé à faire faire une étude de faisabilité sur la question; il estime toutefois qu'il faudra peut-être engager un consultant de l'extérieur à cet effet. En attendant, aucun effort ne sera épargné pour conserver un degré d'exactitude élevé avec le système de reports faits à la main.

(Paragraphe 34 à 38) Fonds d'affectation spéciale, missions spéciales et dépenses spéciales

101. Au cours de la vérification des comptes, le Comité des commissaires aux comptes avait constaté que les fonds d'affectation spéciale et comptes spéciaux sur lesquels portent les états financiers de l'ONU étaient de plus en plus nombreux. Le Comité avait appuyé la recommandation du Corps commun d'inspection qui souhaitait voir clarifier les définitions des fonds d'affectation spéciale et des comptes spéciaux, aux fins de leur normalisation. Après avoir examiné les états, le Comité avait conclu que l'on n'avait pas de critères pour inclure tels ou tels fonds d'affectation spéciale dans les états financiers de l'ONU ou pour les en exclure et qu'il y avait un manque de concordance dans les données dont on rendait compte et dans la manière dont elles étaient présentées.

102. Comme il ressort des observations du Secrétaire général (A/CN.1/L.28; voir A/8840/Add.1) sur le rapport du Corps commun d'inspection relatif aux fonds d'affectation spéciale (JIU/REP/72/1; voir A/8840), il est reconnu qu'il est nécessaire d'examiner à fond les principes sur lesquels on se fonde pour accepter des fonds d'affectation spéciale et des comptes spéciaux et les utiliser. Le Secrétaire général approuve aussi l'idée de demander au Comité consultatif pour les questions administratives de mettre au point des définitions qui permettent de faire la distinction entre les fonds d'affectation spéciale et les comptes spéciaux. Le Secrétaire général a pris note avec satisfaction des observations et des recommandations du Comité des commissaires aux comptes relatives à l'amélioration de la présentation des états financiers et des tableaux connexes et à l'augmentation du nombre des données qui y sont consignées, et il en a tenu compte pour faire établir les états de l'exercice 1972.

103. En ce qui concerne la nécessité de divulguer encore plus de données financières sur les fonds d'affectation spéciale de l'ONU, la place accordée aux opérations des fonds d'affectation spéciale dans le rapport financier pour 1971 représentait 40 p. 100 de l'ensemble du document. Augmenter encore cette proportion équivaldrait à déséquilibrer le rapport financier annuel du fait de l'importance excessive accordée aux activités des fonds d'affectation spéciale.

104. Au cours de sa session de mars 1973, le Comité consultatif pour les questions administratives a examiné divers aspects de la prolifération des fonds d'affectation spéciale. Les discussions ont porté essentiellement sur les rapports établis par le Corps commun d'inspection et le Comité des commissaires aux comptes. En substance, le Comité consultatif pour les questions administratives a décidé qu'il faudrait beaucoup étudier la question avant de pouvoir modifier les classifications ou les règles de gestion financière. Il a inscrit l'étude de ce problème à son programme de travail. En attendant, le Bureau des services financiers examine les aspects pratiques de l'acceptation et du contrôle des fonds d'affectation spéciale en vue de mettre au point une instruction administrative qui les régirait et permettrait d'assurer une plus grande uniformité.

(Paragraphe 39) Contributions des gouvernements

105. Le Comité des commissaires aux comptes avait suggéré qu'il serait utile que les gouvernements indiquent, lors des conférences pour les annonces de contributions, la date à laquelle ils verseraient leurs contributions. Le Secrétaire général approuve l'objet de cette observation. Il a été tenu compte de cette recommandation dans l'établissement des formules d'annonce de contributions qui sont envoyées aux gouvernements pour qu'ils confirment les contributions qu'ils ont annoncées.

106. Lorsque des gouvernements annoncent des contributions, en réponse à des appels spéciaux ou à l'occasion de conférences pour les annonces de contributions, ils le font souvent sous réserve de l'approbation du parlement. C'est pourquoi leurs représentants ne peuvent pas toujours indiquer la date à laquelle les contributions seront versées. L'annonce de contributions est souvent l'expression de la volonté du chef du pouvoir exécutif d'un pays d'essayer d'obtenir des fonds pour l'ONU. Les procédures de coordination interne et interministérielle retardent souvent aussi le versement effectif de ces contributions. C'est seulement lorsqu'un fonds d'affectation spéciale existe depuis un certain temps que l'on voit apparaître une certaine régularité dans les paiements. Même en ce cas, il subsiste un grand degré d'incertitude. On essaie malgré tout de donner suite à la suggestion du Comité qui ne manque pas de mérite.

(Paragraphe 40) Placements

107. Le Comité des commissaires aux comptes avait constaté que certaines valeurs achetées avec des fonds d'affectation spéciale et détenues par un dépositaire étranger étaient mêlées à d'autres valeurs appartenant à d'autres organismes des Nations Unies. Il avait recommandé que des documents comptables auxiliaires appropriés soient établis et tenus à jour afin qu'il soit possible d'identifier les valeurs déposées pour le compte de chaque organisme des Nations Unies. Cette recommandation a été suivie et des fiches du grand livre des placements sont désormais tenues à jour à la Caisse.

(Paragraphe 41 et 42) Soldes dus au Fonds général de l'ONU

108. Le Comité des commissaires aux comptes avait constaté que certains fonds d'affectation spéciale disposaient d'un actif suffisant pour que les sommes dues au Fonds général de l'ONU puissent être remboursées, et il avait recommandé que la situation soit réexaminée et que les sommes dues soient remboursées tous les trois mois. En outre, le Comité avait recommandé que de nouveaux efforts soient déployés pour recouvrer les sommes à recevoir de gouvernements qui avaient annoncé des contributions.

109. Dans de nombreux cas, des paiements sont faits par prélèvement sur le Fonds général pour le compte de divers fonds d'affectation spéciale. Le virement d'espèces nécessaire pour rembourser au Fonds général les dépenses du mois précédent est effectué normalement le mois suivant, afin de simplifier la comptabilité et de faciliter la clôture des comptes. Cette procédure de remboursement mensuel est maintenant appliquée systématiquement.

110. Des efforts suivis sont déployés pour recouvrer les sommes à recevoir de gouvernements qui avaient annoncé des contributions. Le fonctionnaire chargé des contributions fait un excellent travail mais il est évident que pour voir ses efforts aboutir il lui faut le concours de divers administrateurs. En outre, le recouvrement de ces sommes pose parfois des problèmes délicats et il est malheureusement difficile de les recouvrer dans leur totalité.

(Paragraphe 43 à 45) Sommes à recevoir de gouvernements et recettes comptabilisées d'avance

111. L'examen auquel le Comité avait procédé avait fait ressortir que des contributions annoncées à l'avance pour des années à venir figuraient à la rubrique "Sommes à recevoir" mais n'étaient pas inscrites dans les tableaux relatifs aux fonds d'affectation spéciale comme recettes comptabilisées d'avance, conformément aux procédures comptables suggérées. De ce fait, les recettes de ces fonds pour 1971 avaient quelque peu été surestimées.

112. Le Secrétaire général approuve la recommandation du Comité des commissaires aux comptes et ces recettes seront inscrites comme il convient dans les comptes relatifs aux fonds d'affectation spéciale pour 1972.

Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre

(Paragraphe 46) Mode de financement non satisfaisant

113. Le Comité des commissaires aux comptes avait constaté que la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre, qui est financée au moyen de contributions volontaires, avait un déficit de trésorerie de 28,8 millions de dollars au 31 décembre 1971. Le Comité avait constaté, en outre, que le montant des contributions annoncées non acquittées s'élevait à 11,8 millions de dollars. Au milieu de 1971, le Secrétaire général avait commencé à rechercher avec les gouvernements les moyens d'améliorer la situation. Au 31 décembre 1972, sur les contributions annoncées que le Comité avait mentionnées, avaient été versés 10 millions de dollars. Néanmoins, le financement de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre repose encore sur une base assez

incertaine et le Secrétaire général partage entièrement les préoccupations du Comité des commissaires aux comptes à cet égard. Ce n'est pas faute d'efforts de la part du Secrétariat que le déséquilibre financier persiste.

(Paragraphe 49) Responsabilité du Gouvernement chypriote

114. Dans son rapport, le Comité des commissaires aux comptes avait présenté des observations sur les arrangements conclus avec le Gouvernement chypriote au sujet des frais remboursables de location de tentes, qui s'élèvent au total à 588 000 dollars, et de la possibilité d'inviter le Gouvernement chypriote à augmenter le montant de ses contributions volontaires annuelles. En août 1972, le Gouvernement chypriote a informé le représentant spécial du Secrétaire général à Chypre qu'il avait approuvé le versement d'une contribution de 500 000 dollars à la Force des Nations Unies, somme dont la moitié pourrait être utilisée immédiatement pour améliorer le logement des contingents autrichiens et irlandais, et dont le reste serait versé en 1973 pour rembourser une partie des dépenses engagées par l'Organisation des Nations Unies pour la location de tentes ainsi que d'autres frais. L'Administration a constaté avec satisfaction que le Comité avait pris note des efforts qu'elle avait faits pour obtenir le remboursement des frais de location de tentes.

Office des Nations Unies à Genève

(Paragraphe 51, 52 et 54) Comptes et états financiers

115. Examinant les mesures prises comme suite aux observations qu'il avait présentées les années précédentes, le Comité avait constaté que, si la Division des finances à Genève avait établi à intervalles réguliers des données financières récapitulatives qui étaient utiles au Directeur général en matière de gestion, ces données n'étaient pas assorties d'analyses ni d'explications sur les variations des coûts. Le Directeur général et ses collaborateurs trouvent que les nouvelles observations des Commissaires aux comptes à cet égard ne manquent pas d'intérêt, dans la mesure où il est toujours possible d'améliorer la nature et la qualité de l'information en matière de gestion. Au cours de l'année écoulée, outre que des informations supplémentaires précises en matière de gestion ont été fournies, les études sur la possibilité d'automatiser le système de comptabilité, en recourant à l'ordinateur du Centre de calcul international ont progressé. L'Office de Genève a également participé à l'établissement du système de mesure des coûts institué sous les auspices du Comité consultatif pour les questions administratives. On espère en outre que les modifications du système de comptabilité qu'exige la budgétisation par programme permettront d'augmenter encore la valeur des informations fournies aux fonctionnaires supérieurs chargés de la gestion.

(Paragraphe 53) Contrôles financiers intérieurs et comptes

116. Le Comité avait déclaré qu'un bon nombre des défauts des contrôles financiers intérieurs et des comptes qu'avaient révélés les vérifications par sondage qu'il avait effectuées en 1971 pourraient être considérablement réduits ou corrigés si l'on établissait des états financiers appropriés. Des entretiens ont eu lieu avec les vérificateurs intérieurs des comptes comme suite aux observations du Comité. Ces entretiens ont révélé que les vérificateurs des comptes étaient préoccupés par les procédures de contrôle intérieur relatives à la délivrance de "fiches de paie"

aux fonctionnaires engagés pour des périodes de courte durée, lesdits fonctionnaires étant alors autorisés à toucher leur traitement en présentant leur fiche de paie à la banque. A cet égard, les vérificateurs des comptes ont recommandé que les responsabilités soient réparties de telle sorte que ce soit une personne autre que celle qui signe les états de paie qui procède à l'apurement. Un certain nombre de mesures ont été prises pour donner suite aux recommandations du Comité : révision de la répartition des responsabilités, amélioration des procédures de paiement des fonctionnaires engagés pour des périodes de courte durée par la Section de pré-vérification, apurement mensuel des états de paie par comparaison avec les comptes de la banque, et réalisation de nouvelles études en vue d'améliorer le contrôle des états de paie relatifs aux fonctionnaires engagés pour des périodes de courte durée. Il a évidemment fallu affecter un personnel plus nombreux à l'exécution de ces tâches et le système de mesures des coûts fera certainement apparaître cette augmentation.

(Paragrapes 55 à 57) Agrandissement des salles et installations de conférences du palais des Nations

117. Le Comité s'était référé à son rapport de l'année précédente, dans lequel il avait appelé l'attention sur certaines insuffisances sur le plan administratif, en matière de contrôle intérieur et de comptabilité, et, notant que certaines mesures correctives avaient été adoptées dans les comptes de 1971, avait recommandé que l'on fasse de nouveaux efforts pour appliquer ses recommandations. Au cours d'entretiens ultérieurs, les Commissaires aux comptes et les vérificateurs intérieurs des comptes sont tombés d'accord sur l'ampleur des insuffisances notées précédemment et sur l'efficacité des contrôles et des procédures administratives en vigueur à l'Office de Genève. Des mesures ont aussi été prises pour accélérer la certification et l'enregistrement de factures soumises par les entrepreneurs au fur et à mesure des travaux. Une autre recommandation tendant à intégrer le grand livre des marchés à la structure de la comptabilité générale n'a pas été suivie. Ce grand livre des marchés a pour objet principal de permettre le contrôle de l'attribution des marchés aux entrepreneurs. Outre les difficultés techniques que cela présenterait, il n'est pas nécessaire, de l'avis du Secrétaire général, que ce grand livre des marchés corrobore le grand livre général et le coût des travaux à faire à cette fin serait disproportionné par rapport à la valeur des résultats. La question fait l'objet d'un nouvel examen avec les vérificateurs intérieurs des comptes et l'on pense qu'il sera possible d'aboutir à un accord à ce sujet.

Bureau de la coopération technique

(Paragrapes 58 à 61) Comptes et états financiers

118. L'examen des comptes du Bureau de la coopération technique par le Comité des commissaires aux comptes avait amené le Comité à faire des observations semblables à celles qui figuraient dans le paragraphe 17 de son rapport dont il est question plus haut. Etant donné la croissance considérable du volume et de la valeur des programmes, le Comité avait estimé que les comptes et les états financiers seraient plus significatifs et plus utiles si des états complets et distincts étaient établis. En outre, le Comité n'avait pas trouvé que les états financiers établis actuellement pour le Bureau de la coopération technique présentaient les données financières disponibles d'une façon qui aide à interpréter utilement et en connaissance de cause l'ensemble des résultats financiers des opérations.

Les observations relatives à la présentation des états financiers sont à l'étude depuis un certain temps et, en fait, certaines modifications ont été apportées à la présentation des états financiers pour 1971. D'autres modifications sont envisagées pour 1972. Il convient également de se reporter aux observations qui figurent plus haut, dans les paragraphes 5 à 8, et qui s'appliquent au cas considéré ici.

(Paragraphes 62 à 64) Lacunes dans la réalisation des programmes

119. Dans son rapport détaillé au Secrétaire général, le Comité avait indiqué les principaux facteurs auxquels sont imputables des lacunes importantes dans la réalisation des programmes par rapport aux objectifs fixés. Le Comité avait constaté que les difficultés rencontrées entraînaient des retards dans l'exécution des programmes et influaient en outre sur le coût de certains projets.

120. Le Bureau de la coopération technique a reconnu la pertinence des observations susmentionnées des Commissaires aux comptes. Le principal problème à cet égard tient au fait que, comme les frais généraux sont désormais étroitement liés aux dépenses effectives, les tâches administratives ont de plus en plus tendance à s'accumuler pendant les années qui suivent celles au cours desquelles des décalages ont été enregistrés dans l'exécution des projets. Il s'écoulera toujours un certain délai entre le moment où les besoins réels apparaissent et le moment où l'ONU fournit le personnel d'exécution nécessaire, mais les décalages dans l'exécution accentueront inévitablement cette tendance. Pour lutter contre cet état de choses, le Bureau de la coopération technique examine désormais de très près les documents relatifs aux projets pour s'assurer que les délais d'exécution prévus pour tous les éléments du programme, en particulier le recrutement, sont fixés de manière réaliste et que les gouvernements, de leur côté, fournissent sans tarder leurs contributions de contrepartie aux projets. Bien qu'il soit toujours difficile de prévoir toutes les éventualités à cet égard et que les délais plus longs actuellement prévus dans le cas de certains projets pour mettre à leur disposition les ressources fournies par l'ONU aient été désapprouvés sur le plan local, un tel examen devrait permettre d'atténuer à l'avenir les effets mentionnés au présent paragraphe.

121. D'autres mesures sont prises actuellement pour accélérer et contrôler l'exécution des projets. L'utilisation accrue de l'assistance préparatoire pour définir les projets, l'établissement d'états mécanographiques périodiques indiquant l'état d'exécution des projets et, dans le cas de certains grands projets, l'utilisation de "réseaux" en tant qu'instruments de gestion sont autant de mesures qui devraient contribuer à ce processus. En outre, la réorganisation du Bureau devrait permettre d'assurer une liaison plus étroite entre la Direction et les services organiques du Département et contribuer ainsi à accélérer le processus de prise des décisions.

122. En fait, les recommandations figurant au paragraphe 64 du rapport du Comité sont actuellement appliquées dans le contexte de la réorganisation du Bureau. Un examen détaillé des procédures est également en cours; son objectif est d'assurer une efficacité maximum dans tous les aspects du processus d'exécution, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Département des affaires économiques et sociales.

(Paragrapbes 65 à 69) Comptes et états financiers

123. Dans ses trois derniers rapports, le Comité des commissaires aux comptes a souligné l'importance du rôle que peuvent jouer des états financiers détaillés et complets pour faciliter le contrôle financier exercé par la Direction et aider à calculer exactement le coût des opérations d'assistance technique de l'Organisation. En ce qui concerne l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), le Comité a exprimé l'opinion que les renseignements concernant l'ensemble des opérations financières de l'Organisation, tels qu'ils sont officiellement soumis à l'Assemblée générale, sont actuellement trop fragmentés et qu'il faudrait les améliorer en présentant à l'Assemblée générale et au Conseil du développement industriel des états financiers récapitulatifs plus significatifs et plus complets. Le Comité a suggéré que ces états financiers soient établis avec le souci de rendre compte des réalisations, des fonds dont l'ONUDI est comptable et de la bonne utilisation desdits fonds.

124. En ce qui concerne la présentation d'états financiers au Conseil du développement industriel ou à son Comité permanent, l'ONUDI a eu pour pratique ces dernières années d'inclure dans les rapports annuels au Conseil des données statistiques et financières complètes visant à donner une vue d'ensemble de toutes les opérations, ainsi que des renseignements financiers détaillés sur chaque projet. L'Administration de l'ONUDI continuera à avoir pour principe de chercher à améliorer le mode de présentation des renseignements statistiques et financiers et de répondre aux vœux qui pourront être exprimés à cet égard par le Conseil ou par son Comité permanent. Le Directeur exécutif a porté à l'attention du Comité permanent du Conseil du développement industriel, lors de sa première session, tenue du 14 au 20 décembre 1972, les recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes.

(Paragrapbes 70 à 72) Lacunes dans la réalisation des programmes

125. Le Comité des commissaires aux comptes avait indiqué les principaux facteurs auxquels sont imputables des lacunes importantes dans la réalisation des programmes par rapport aux objectifs fixés. Le Comité avait noté que les rapports financiers sur l'exécution des programmes que l'Administration reçoit maintenant devraient l'aider à évaluer le degré de réalisation des programmes et il avait recommandé que l'ONUDI prenne des mesures efficaces pour mettre au point des solutions en vue de résoudre les problèmes que posent les lacunes dans la réalisation des programmes.

126. Les lacunes apparentes dans la réalisation des programmes mentionnées dans le rapport des commissaires aux comptes doivent être interprétées dans le contexte du développement de la remarquable expansion des programmes de l'ONUDI depuis la création de l'Organisation en 1967. Malgré des difficultés d'ordre budgétaire et d'autres contraintes de caractère administratif qui n'ont pas permis de développer les services d'appui du Siège en proportion des besoins du programme opérationnel en expansion, l'ONUDI a pu atteindre un taux d'accroissement annuel moyen de plus de 30 p. 100 en ce qui concerne la réalisation des programmes. Les dépenses comptabilisées au titre des projets au cours des quatre dernières années ont été respectivement de 9,7 millions de dollars pour 1969, 12,4 millions

de dollars pour 1970, 16,8 millions de dollars pour 1971 et 21,1 millions de dollars pour 1972.

127. Les retards relevés par les Commissaires aux comptes ne peuvent être constatés que si l'on considère chaque projet isolément et si l'on compare, dans chaque cas, le calendrier prévu pour la réalisation du projet et son exécution effective. La planification de l'exécution d'un projet repose sur des hypothèses quant au temps minimum nécessaire pour fournir les éléments du projet (désignation d'un expert, affectation d'un boursier, achèvement d'un contrat, etc.). Dans certains cas, les délais d'exécution sont pous courts qu'il n'avait été prévu; dans d'autres, les délais fixés sont dépassés. Les retards sont dus à des facteurs tant extérieurs qu'intérieurs, souvent indépendants de la volonté du Secrétariat. Certains retards ont été inévitables et continueront de l'être, dans la mesure où ils sont liés au recrutement et à l'affectation du personnel et où ces opérations se déroulent rarement aussi bien que prévu. Dans d'autres cas, un changement d'orientation de la part de gouvernements ou l'évolution de la situation économique peuvent constituer des causes de retard inévitables. Quoi qu'il en soit, l'ONUDI entend continuer à améliorer la planification et l'exécution de ses programmes. Les mesures que l'Administration a déjà prises et qui sont mentionnées dans le rapport des Commissaires aux comptes témoignent des efforts déployés dans ce sens. D'autres efforts visant à améliorer l'exécution des programmes par l'Organisation ont également été portés à l'attention des Commissaires aux comptes.

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

(Paragraphe 73) Etats financiers

128. Ces trois dernières années, le Comité des commissaires aux comptes a recommandé que les états financiers de la CNUCED indiquent l'utilisation des fonds dont celle-ci est comptable ainsi que le coût effectif des départements, activités et services, de préférence par rapport aux coûts correspondants pour les périodes antérieures. On s'accorde à juger essentiel que l'Administration de la CNUCED dispose d'états à jour relatifs aux allocations de crédits et aux dépenses, de manière à pouvoir contrôler le budget. Cependant la CNUCED elle-même ne tient pas à ce que soient établis des états financiers distincts indiquant, par exemple, les sommes à recevoir et à payer, et le Secrétaire général ne pense pas, pour sa part, que de tels états seraient véritablement utiles à l'Administration. Ils tendraient inévitablement à faire double emploi avec des renseignements qui doivent être présentés antérieurement sous d'autres formes - moyennant un coût considérable - et ils seraient établis à des dates bien trop tardives pour pouvoir être utiles à des fins de gestion. Si l'Office de Genève devait établir des états financiers distincts, cette tâche entraînerait un surcroît de travail considérable sans toutefois comporter d'avantages appréciables pour la CNUCED.

129. La proposition des Commissaires aux comptes tendant à transférer à Genève toute la comptabilité de la CNUCED, y compris les dépenses faites à New York, n'a pas été appliquée du fait que l'on attendait les résultats de l'application d'une procédure moins radicale et moins compliquée, convenue antérieurement. Selon cette dernière procédure, appliquée depuis le début de 1972, l'Office de Genève doit rendre compte de toutes les dépenses faites à Genève, tandis que les services du Siège doivent uniquement rendre compte des dépenses faites par le Bureau de

la CNUCED à New York. Cette nouvelle procédure a donné des résultats encourageants et devrait permettre de résoudre les principales difficultés rencontrées précédemment, sans que l'on ait à recourir à la méthode plus compliquée suggérée par le Comité des commissaires aux comptes.

(Paragraphe 74) Administration du Centre du commerce international

130. Dans son rapport sur les états financiers de 1970, le Comité des commissaires aux comptes avait recommandé de revoir officiellement les arrangements provisoires touchant l'Administration du Centre du commerce international qui avaient été conclus entre la CNUCED et le GATT et approuvés par l'Assemblée générale dans sa résolution 2397 (XXII) du 12 décembre 1967.

131. Les arrangements provisoires conclus entre la CNUCED et le GATT touchant l'administration du Centre du commerce international ont été révisés. Des modifications radicales ont été décidées et leur mise en application est bien avancée - notamment les travaux de comptabilité - mais certains points de détail doivent encore être réglés.

Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient

(Paragraphe 75) Réduction éventuelle des frais d'impression

132. Le Comité des commissaires aux comptes avait recommandé que l'administration de la CEAEFO exerce un contrôle plus étroit et fasse appliquer plus strictement les directives publiées par le Siège et par le Secrétaire exécutif concernant l'impression des publications. Le Comité avait relevé des retards excessifs dans la présentation des manuscrits et constaté qu'apparemment rien ne limitait le nombre et la longueur des documents, ce qui entraînait des dépenses inutiles et un nombre excessif d'heures supplémentaires.

133. Il convient de noter que la période pendant laquelle les Commissaires aux comptes ont observé les travaux d'impression se trouvait être la période de pointe à la CEAEFO, pendant laquelle aucun effort n'est épargné pour respecter le délai de six semaines relatif à la documentation de séance. Toutefois, il existe à la CEAEFO, depuis l'an dernier, un groupe de contrôle des réunions et des documents, qui est chargé d'appliquer les règles définies par le Secrétaire général pour réduire la documentation, conformément à la résolution pertinente de l'Assemblée générale. Des quotas ont été attribués aux divisions pour la documentation, aussi bien en ce qui concerne les publications que les documents de séance. Les règles visant à réduire la documentation sont rigoureusement appliquées aux documents qui font l'objet de ces quotas. En outre, comme suite à une instruction du Secrétaire général visant à réduire provisoirement les dépenses au titre des travaux d'impression et des fournitures pour la reproduction des documents par les soins du Secrétariat, la CEAEFO a réduit les quotas attribués aux divisions en matière de documentation pour la période allant de mai 1973 à avril 1974.

(Paragraphe 76) Dépenses excessives dues au fait que les réunions ne sont pas réparties également sur toute l'année

134. Le Comité avait constaté que les réunions et conférences de la Commission n'étaient pas réparties également sur toute l'année et avait suggéré que l'élimination des déséquilibres dans le volume de travail permettrait de réduire les dépenses.

135. Il y a lieu de noter que les dates des réunions sont fixées comme suite aux demandes formulées officiellement par les organes directeurs de la Commission, dans le cadre des responsabilités qu'assume cette dernière en vertu du mandat qui lui a été confié. En ce qui concerne la concentration des réunions durant certaines périodes de l'année, il convient de noter que les activités consécutives inscrites au programme de travail de la CEAEO sont entreprises une fois qu'elles ont été approuvées par les comités ou autres organes délibérants compétents, puis par la Commission. Compte tenu du calendrier des travaux du Conseil économique et social, auquel la Commission fait rapport, il est inévitable que certaines périodes soient plus chargées que d'autres. Cependant, aucun effort n'est épargné pour espacer les réunions de manière à respecter rigoureusement les règles en matière de contrôle des documents. Certaines réunions présentant un caractère ad hoc ne peuvent être prévues à l'avance et dépendent de l'état d'avancement des travaux dans le domaine considéré. On peut citer comme exemple récent les travaux importants en cours concernant la Banque asiatique de réserve, l'Union asiatique de compensation et l'expansion du commerce en Asie.

Commission économique pour l'Amérique latine

(Paragraphe 77 à 79) Structure organique - Vérification de gestion

136. Le Comité des commissaires aux comptes avait noté que plusieurs recommandations qu'il avait formulées à la suite d'une vérification des opérations effectuée en 1970 n'avaient pas été appliquées parce que le nouveau Secrétaire exécutif n'avait pas encore eu la possibilité de les évaluer et d'y donner suite. Il a été noté que le principal souci du Comité était d'améliorer les opérations de planification et d'établissement du budget qui sont effectuées par le personnel du secrétariat de la Commission et, en particulier, l'efficacité de la planification à l'intérieur de chaque division et les procédures de contrôle.

137. Lorsqu'ils se sont récemment rendus au siège de la Commission, les représentants du Comité ont participé à des entretiens au cours desquels le Secrétaire exécutif leur a donné des précisions sur les ajustements qu'il avait apportés au programme de travail et au budget de la CEPAL et les a informés des mesures prises comme suite aux recommandations du Comité dans les domaines de la recherche, de l'information et des projets opérationnels. Ces mesures comprenaient notamment le renforcement du Bureau des programmes, qui fait partie du Cabinet du Secrétaire exécutif, et l'élargissement de ses pouvoirs en ce qui concerne la préparation et la supervision de l'exécution des programmes et des projets et de leurs budgets respectifs. En outre, l'Assistant du Secrétaire exécutif a assumé

certaines fonctions dans le domaine des activités consécutives aux programmes et de la coordination. Bien que, dans le passé, les activités des divers services de la Commission aient été périodiquement définies en fonction des divers programmes et projets, on compte que, grâce au système récemment mis en application, il sera possible d'améliorer la gestion des ressources en personnel et autres, en les affectant préalablement à des projets bien déterminés, et que l'Administration pourra suivre et contrôler de plus près les dépenses. Le Secrétaire exécutif est également en train de revoir l'organisation du secrétariat de la Commission, ce qui pourrait l'amener à modifier dans une certaine mesure la répartition des ressources dans le cadre du programme de travail actuel de la Commission ou des nouvelles attributions qui pourraient lui être confiées. On prévoit que cette réorganisation sera achevée d'ici la fin de 1973.

II. OPINION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Nous avons examiné les états financiers ci-après numérotés de I à VIII, dûment identifiés, ainsi que les tableaux y relatifs de l'Organisation des Nations Unies pour l'exercice terminé le 31 décembre 1972. Nous avons notamment effectué un examen général des procédures comptables et procédé aux vérifications par sondage des écritures comptables et autres pièces justificatives que nous avons jugées nécessaires en l'occurrence. A la suite de cet examen, notre opinion est que les états financiers rendent bien compte des opérations financières comptabilisées pour l'exercice, lesquelles opérations étaient conformes au règlement financier et aux autorisations des organes délibérants, et qu'ils représentent bien la situation financière au 31 décembre 1972.

Le Contrôleur général des comptes de Colombie,

(Signé) J. S. ESCALLON O.

Le Vérificateur général des comptes du Pakistan,

(Signé) A. I. OSMANY

L'Auditeur général par intérim du Canada,

(Signé) G. R. LONG

Le 22 juin 1973

III. COMPTES DE L'EXERCICE TERMINE LE 31 DECEMBRE 1972

A. FONDS GENERAL, FONDS DE ROULEMENT ET COMPTES

Etat des ouvertures de crédits, des
des ouvertures de crédits

Chapitres	Objet des allocations de crédits	Ouvertures de crédits initiales a/ Dollars	Ouvertures de crédits addition- nels b/ Dollars
<u>Titre premier.</u>	<u>Sessions de l'Assemblée générale, des conseils, commissions et comités; réunions et conférences spéciales</u>		
1.	Frais de voyage et autres frais des représentants et des membres des commissions, comités et autres organes subsidiaires	1 449 900	(49 500)
2.	Réunions et conférences spéciales	2 846 600	(23 600)
	TOTAL, TITRE PREMIER	4 296 500	(73 100)
<u>Titre II.</u>	<u>Dépenses de personnel et dépenses connexes</u>		
3.	Traitements et salaires	95 676 160	(3 003 160)
4.	Dépenses communes de personnel	21 857 100	(686 100)
5.	Frais de voyage du personnel	2 656 100	166 100
6.	Versements prévus aux paragraphes 2 et 5 de l'annexe I du Statut du personnel; dépenses de représentation	159 000	(10 000)
	TOTAL, TITRE II	120 348 360	(3 533 160)
<u>Titre III.</u>	<u>Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien</u>		
7.	Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien	9 614 000	(44 600)
	TOTAL, TITRE III	9 614 000	(44 600)
<u>Titre IV.</u>	<u>Matériel, fournitures et services</u>		
8.	Matériel et installations	1 413 300	(100 300)
9.	Entretien, location et utilisation des locaux	6 897 900	451 300
10.	Frais généraux	6 037 000	474 200
11.	Imprimerie	3 039 700	-
	TOTAL, TITRE IV	17 387 900	825 200
<u>Titre V.</u>	<u>Programmes techniques</u>		
12.	Services consultatifs régionaux et sous-régionaux	1 825 000	(306 000)
13.	Développement économique, développement social, administration publique, services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme, contrôle des stupéfiants	5 408 000	(822 000)
14.	Développement industriel	1 500 000	(107 500)
	TOTAL, TITRE V	8 733 000	(1 235 500)
<u>Titre VI.</u>	<u>Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement</u>		
15.	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	12 362 900	(183 200)
	TOTAL, TITRE VI	12 362 900	(183 200)
<u>Titre VII.</u>	<u>Organisation des Nations Unies pour le développement industriel</u>		
16.	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel	14 332 100	(232 200)
	TOTAL, TITRE VII	14 332 100	(232 200)

Dépenses engagées et des soldes inutilisés
de l'exercice 1972

1972							1971	
Virements ultérieurs entre chapitres c/	Crédits révisés	Soldes inutilisés des ouvertures de crédits	Engagements				Engagements	
			Réglés	Non réglés	Total d/	Pourcentage	Total	Pourcentage
<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>		<u>Dollars</u>	
-	1 400 400	48 067	949 575	402 758	1 352 333	0,65	1 333 230	0,69
6 455	2 829 455	-	2 674 065	155 390	2 829 455	1,36	3 278 292	1,69
6 455	4 229 855	48 067	3 623 640	558 148	4 181 788	2,01	4 611 522	2,38
(314 950)	92 358 050	-	91 909 883	448 167	92 358 050	44,32	86 364 581	44,49
54 459	21 225 459	-	20 684 604	540 855	21 225 459	10,19	19 730 769	10,16
(60 741)	2 761 459	47 202	2 467 375	246 882	2 714 257	1,30	2 672 610	1,38
-	149 000	2 117	141 834	5 049	146 883	0,07	139 928	0,07
(321 232)	116 493 968	49 319	115 203 696	1 240 953	116 444 649	55,88	108 907 888	56,10
-	9 569 400	20 723	9 500 812	47 865	9 548 677	4,58	8 972 325	4,62
-	9 569 400	20 723	9 500 812	47 865	9 548 677	4,58	8 972 325	4,62
-	1 313 000	21 597	1 021 934	269 469	1 291 403	0,62	905 191	0,47
-	7 349 200	59 312	6 329 010	960 878	7 289 888	3,50	6 676 401	3,44
61 643	6 572 843	-	5 867 832	705 011	6 572 843	3,15	6 375 536	3,29
80 017	3 119 717	-	1 814 694	1 305 023	3 119 717	1,50	3 132 773	1,61
141 660	18 354 760	80 909	15 033 470	3 240 381	18 273 851	8,77	17 089 901	8,81
-	1 519 000	24 230	1 341 936	152 834	1 494 770	0,72	-	-
-	4 586 000	10 303	1 804 726	2 770 971	4 575 697	2,20	5 407 417	2,79
70 118	1 462 618	-	1 027 296	435 322	1 462 618	0,70	1 498 597	0,77
70 118	7 567 618	34 533	4 173 958	3 359 127	7 533 085	3,62	6 906 014	3,56
-	12 179 700	19 824	11 716 206	443 670	12 159 876	5,83	10 322 755	5,32
-	12 179 700	19 824	11 716 206	443 670	12 159 876	5,83	10 322 755	5,32
3 229	14 103 129	-	13 503 618	599 511	14 103 129	6,77	12 310 620	6,34
3 229	14 103 129	-	13 503 618	599 511	14 103 129	6,77	12 310 620	6,34

Chapitres	Objet des allocations de crédits	Ouvertures de crédits initiales a/	Ouvertures de crédits addition- nels b/
		<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
<u>Titre VIII. Missions spéciales</u>			
17.	Missions spéciales	8 370 700	(66 300)
	TOTAL, TITRE VIII	8 370 700	(66 300)
<u>Titre IX. Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés</u>			
18.	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	5 398 500	-
	TOTAL, TITRE IX	5 398 500	-
<u>Titre X. Cour internationale de Justice</u>			
19.	Cour internationale de Justice	1 706 150	(6 250)
	TOTAL, TITRE X	1 706 150	(6 250)
<u>Titre XI. Dépenses spéciales</u>			
20.	Dépenses spéciales	10 574 300	74 900
	TOTAL, TITRE XI	10 574 300	74 900
	TOTAL GENERAL	213 124 410	(4 474 210)

a/ Crédits ouverts par l'Assemblée générale en vertu de sa résolution 2899 (XXVI) du 22 décembre 1971.

b/ Crédits ouverts par l'Assemblée générale en vertu de sa résolution 2947 A (XXVII) du 8 décembre 1972.

c/ Dont 375 691 dollars virés avec l'assentiment du Comité consultatif pour les questions administratives et

d/ Dont 309 000 dollars au titre XI (Dépenses spéciales) en ce qui concerne le programme intégré d'enseignement et diffusion et d'une compréhension plus large du droit international [résolution 2204 (XXI)], l'assistance en cas de catastrophes naturelles [résolution 2435 (XXIII)] et le montant intégral de 7 533 085 dollars au titre V pour les "Affectations imputées sur les crédits ouverts par l'Organisation des Nations Unies".

CERTIFIE EXACT

Le Chef par intérim du Bureau des services financiers,

(Signé) W. H. ZIEHL

New York, le 31 mars 1973

1972

1971

Virements ultérieurs entre chapitres c/	Crédits révisés	Soldes inutilisés des ouvertures de crédits	Engagements				Engagements	
			Réglés	Non réglés	Total d/	Pourcentage	Total	Pourcentage
<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>		<u>Dollars</u>	
20 647	8 325 047	-	7 778 899	546 148	8 325 047	3,99	8 143 134	4,19
20 647	8 325 047	-	7 778 899	546 148	8 325 047	3,99	8 143 134	4,19
-	5 398 500	752	5 272 167	125 581	5 397 748	2,59	4 779 615	2,46
-	5 398 500	752	5 272 167	125 581	5 397 748	2,59	4 779 615	2,46
-	1 699 900	919	1 698 981	-	1 698 981	0,82	1 495 998	0,77
-	1 699 900	919	1 698 981	-	1 698 981	0,82	1 495 998	0,77
79 123	10 728 323	-	10 324 253	404 070	10 728 323	5,14	10 584 751	5,45
79 123	10 728 323	-	10 324 253	404 070	10 728 323	5,14	10 584 751	5,45
-	208 650 200	255 046	197 829 700	10 565 454	208 395 154	100,00	194 124 523	100,00

budgétaires.

de formation [résolution 2349 (XXII)], le Programme d'assistance aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la catastrophe naturelle [résolution 2034 (XX)], et l'assistance relative aux plans de protection contre les programmes techniques, soit un montant total de 7 842 085 dollars, qui figure à l'état VI sous la rubrique

A. FONDS GENERAL, FONDS DE ROULEMENT ET COMPTES SPECIAUX DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Fonds général - Recettes, dépenses engagées et excédent budgétaire de l'exercice
terminé le 31 décembre 1972

	Estimations initiales	Estimations révisées approuvées	Montants effectifs pour 1972	Pourcen- tage	Montants effectifs pour 1971	Pourcen- tage
	Dollars	Dollars	Dollars		Dollars	
Recettes autres que les contributions du personnel (tableau 3) :						
Recettes provenant de fonds extra-budgétaires	2 499 400	2 491 500	2 471 522	1,16	2 514 446	1,30
Recettes générales	4 910 000	4 761 500	4 932 175	2,33	4 584 909	2,37
Vente de timbres-poste de l'ONU (tableau 4)	2 635 000	2 874 000	2 136 028	1,00	1 935 730	0,99
Vente de publications (tableau 4)	85 200	20 000	173 546	0,08	177 888	0,09
Visites guidées (tableau 4)	(120 000)	(270 000)	(310 971)	(0,15)	(167 192)	(0,08)
Magasin de souvenirs, comptoir d'articles pour cadeaux, restaurants et services annexes (tableau 4) ..	398 400	278 400	156 941	0,11	425 934	0,22
Bénéfices - médailles commémoratives	200 000	320 000	516 480	0,21	40 000	0,02
Total	10 608 000	10 475 400	10 075 721	4,74	9 511 715	4,91
Contributions des Etats Membres :						
Contributions initialement mises en recouvrement pour 1972 (tableau 5)						
Montants à recevoir du fait des ouvertures de crédits révisés			202 516 410	95,26	182 035 300	93,82
Montants supplémentaires nécessaires pour compenser la diminution du montant estimatif des recettes autres que les contributions du personnel en 1971			-	-	2 478 500	1,27
Total			212 592 131	100,00	194 025 515	100,00
A déduire :						
Engagements de 1972 (état I)			208 395 154	98,00	194 124 523	100,05
Excédent des recettes sur les engagements			4 196 977	2,00	(99 008)	(0,05)
A déduire :						
Diminution des crédits ouverts pour 1972 (par rapport au montant révisé des crédits ouverts pour ledit exercice) qui a été approuvée au paragraphe 1 de la résolution 2947 A (XXVII) et dont le montant est inscrit à un compte distinct où il demeurera comptabilisé temporairement			4 474 210			
Moins :						
Diminution (132 600 dollars) du chiffre estimatif des recettes accessoires et diminution (403 650 dollars) du chiffre estimatif des recettes provenant des contributions du personnel que l'Assemblée avait approuvées pour 1972, par rapport aux chiffres estimatifs révisés des recettes provenant de ces sources, les montants étant inscrits à un compte distinct où ils demeureront comptabilisés temporairement conformément au paragraphe 4 de la résolution 2947 B (XXVII) de l'Assemblée générale			536 250		-	
Excédent des recettes sur les engagements et montants des ajustements, virés à l'excédent budgétaire			259 017		(99 008)	

Excédent budgétaire

Solde au 1er janvier 1972 3 112 231 5 727 467

A ajouter :

Contributions versées par les nouveaux Etats Membres [Résolution 2762 (XXVI), par. a)] :

Pour 1970 :

Fidji 6 251 dollars

Pour 1971 :

Bhoutan 6 970 dollars

Fidji 62 730 dollars

Moins :

Somme venant en déduction des contributions pour 1972 [Résolution 2899 C (XXVI), par. 1 b)] 5 727 467

Moins :

Sommes utilisées pour l'exécution du budget de 1972 (par. 1 c) de la résolution 2899 C (XXVI) de l'Assemblée générale) 3 853 434

1 874 033

A ajouter :

Ajustement du montant estimatif des recettes autres que les contributions du personnel pour 1971, (par. 1 de la résolution 2899 C (XXVI) de l'Assemblée générale) 158 500

A ajouter :

Economies réalisées lors du règlement d'engagements de l'exercice précédent 1 446 885

Excédent des recettes sur les engagements et ajustements pour l'exercice terminé le 31 décembre 1972 . 259 017

3 102 600

CERTIFIE EXACT

Le Chef par intérim du Bureau des services financiers,

(Signé) W. H. ZIEHL

New York, le 31 mars 1973

Etat de l'actif et du

ACTIF

	<u>Dollars</u>	<u>Fonds</u> <u>Dollars</u>
Disponibilités à court terme :		
Encaisse et disponible en banque ou en transit		6 030 213
Contributions mises en recouvrement non acquittées (tableau 5)		48 074 197
Sommes à recevoir, avances, dépôts, etc.		11 292 963
A recevoir des comptes pour les travaux de construction en cours (tableau 11)		1 719 728
A recevoir des fonds d'affectation spéciale (état VII)		4 419 595
Compte spécial pour des contributions mises en recouvrement non acquittées (résolution 3049 C (XXVII) de l'Assemblée générale)		16 613 395
		<hr/>
		88 150 091
Immobilisations :		
Bâtiment du Siège de l'ONU, New York, coût initial	67 093 290	
A déduire :		
Coût du bâtiment de la bibliothèque démolie en 1960	1 650 285	65 443 005
Bâtiment de la Bibliothèque Dag Hammarskjöld (don de la fondation Ford), New York		6 703 567
Terrain du Siège, New York		9 600 000
Bâtiment du Secrétariat et Salle des assemblées, bâtiment de la bibliothèque et villas, Genève	12 270 853	
Modernisation du Palais des Nations, Genève	2 080 960	14 351 813
Terrains et bâtiments, Addis-Abeba, Mogadiscio et Pusan		294 993
Immeuble des Nations Unies à Santiago		1 355 849
		<hr/>
		100 749 227
		<hr/>
		188 899 318
		<hr/>
		<u>Compte spécial</u>
Placements (tableau 9)		21 504 857
Intérêts échus des placements		175 677
Contributions annoncées non acquittées par les Etats Membres		370 000
Avances au Fonds général aux fins de l'exécution du budget		737 542
Avances au Compte spécial de la Force d'urgence des Nations Unies		3 424 441
Avances au Compte <u>ad hoc</u> pour l'Opération des Nations Unies au Congo		184 421

26 396 938

SPECIAUX DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

passif au 31 décembre 1972

PASSIF

général

	Dollars	Dollars
Exigibilités à court terme :		
Engagements non réglés (état I)	10 565 454	
Fonds de péréquation des impôts (tableau 6)	7 838 787	
Sommes à payer et soldes créditeurs divers	11 978 918	
Dû au Compte spécial de l'ONU	737 542	
Dû au Fonds de roulement	39 526 958	
Dû aux comptes pour les travaux de construction en cours (tableau 11) .	6 683 341	
Dû aux fonds d'affectation spéciale (état VII)	3 778 532	
Excédent budgétaire non alloué et comptabilisé temporairement, en		
application de la résolution 2947 B (XXVII) de l'Assemblée générale .	3 937 960	
Excédent disponible, à porter au crédit des Etats Membres (état II) ...	3 102 599	
		88 150 091
Immobilisations :		
Investissements sous formes d'immobilisations, financés par :		
Dette à long terme :		
Solde non remboursé du prêt de 65 millions de dollars consenti par		
le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, en vertu de l'Accord		
du 11 août 1948, pour la construction du bâtiment du Siège		
de l'ONU	17 500 000	
Dons	18 378 457	
Crédits ouverts au budget ordinaire	64 870 770	
		100 749 227
		188 899 318
de l'ONU		
Contributions volontaires :		
Canada	3 871 769	
Danemark	987 766	
Egypte	50 000	
Finlande	507 865	
France	3 900 000	
Grèce	50 000	
Islande	80 000	
Italie	1 499 755	
Jamaïque	10 000	
Japon	2 500 000	
Koweït	250 000	
Libéria	8 000	
Mali	4 990	
Malte	9 000	
Nigéria	20 000	
Norvège	678 136	
Ouganda	19 000	
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	9 527 943	
Suède	2 000 000	
Tunisie	5 000	
Yougoslavie	100 000	
Zaire	100 000	
Zambie	14 000	
		26 193 224
A déduire :		
Montant du crédit ouvert pour l'Opération de la Force d'urgence des		
Nations Unies en application de la partie II de la résolution		
2115 II (XX) de l'Assemblée générale		3 911 000
		22 282 224
A ajouter :		
Contributions de sources privées	50 954	
Recettes diverses	28 257	
Revenus des placements :		
Jusqu'au 31 décembre 1971	2 949 413	
En 1972	716 090	
Recettes comptabilisées d'avance	3 665 503	
		3 744 714
		370 000
		26 396 938

ACTIF

	<u>Dollars</u>	<u>Fonds de</u> <u>Dollars</u>
Avances au Fonds général pour l'exécution du budget		39 526 958
Avances pour divers achats et opérations amortissables (tableau 7)		505 042
		<u>40 032 000</u>
		<u>Compte spécial "Produit de la</u>
Dépenses autorisées pour la période 1er juillet 1962-30 juin 1963 pour lesquelles il n'a pas été mis de contributions en recouvrement :		
Compte ad hoc pour l'Opération des Nations Unies au Congo :		
Dépenses autorisées	110 725 800	
A déduire :		
Recettes provenant des contributions du personnel	754 320	109 971 480
Compte spécial de la Force d'urgence des Nations Unies :		
Dépenses autorisées	19 206 880	
A déduire :		
Recettes provenant des contributions du personnel	132 288	19 074 592
		<u>129 046 072</u>
Avances au Compte ad hoc pour l'Opération des Nations Unies au Congo (état V)		35 933 532
Avances au Compte spécial de la Force d'urgence des Nations Unies (état IV)		8 114 492
		<u>173 094 096</u>
		<u>Travaux de</u>
Disponible en banque (tableau 11)		1 661 645
Sommes à recevoir et soldes débiteurs divers		628 987
A recevoir du Fonds général de l'ONU		6 683 341
Engagements (tableau 11) :		
Réglés par décaissements	30 911 518	
Non réglés	5 753 819	36 665 337
		<u>45 639 310</u>

CERTIFIÉ EXACT

Le Chef par intérim du Bureau des services financiers,

(Signé) W. H. ZIEHL

New York, le 31 mars 1973

PASSIF

roulement

	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
Montant du Fonds de roulement		40 032 000
		<u>40 032 000</u>

vente des obligations de l'ONU"

Total des obligations vendues		169 905 678
<u>A déduire :</u>		
Principal remboursé au 31 décembre 1972 (tableau 10)	55 114 224	
Gain net au change (tableau 10)	1 705 371	56 819 595
Obligations de l'ONU non remboursées		<u>113 086 083</u>
<u>A ajouter :</u>		
Compte d'amortissement	55 114 224	
Gain net au change	1 705 371	56 819 595
Total des obligations vendues		169 905 678
Intérêts échus des placements :		
Jusqu'au 31 décembre 1965, 3 188 418 dollars, et ensuite, néant		<u>3 188 418</u>
		<u>173 094 096</u>

construction en cours

Sommes à payer et soldes créditeurs divers		2 863 168
Engagements non réglés		5 753 819
Dû au Fonds général de l'ONU		1 719 728
Prêt du Gouvernement suisse		14 539 474
Crédits ouverts pour les travaux de construction		19 737 300
Dons de gouvernements		985 000
Gain au change		346
Intérêts échus		40 475
		<u>45 639 310</u>

B. COMPTE SPECIAL DE LA FORCE D'URGENCE DES NATIONS UNIES

Etat des fonds au 31 décembre 1972

	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
Solde au 1er janvier 1972			5 807 726
<u>A ajouter :</u>			
Recettes accessoires		8 431	
Economies réalisées lors du règlement d'engagements de 1967		<u>95 523</u>	<u>103 954</u>
			5 911 680
<u>Moins :</u>			
Ajustement résultant de la réévaluation des sommes à rembourser aux gouvernements			<u>1 440 842</u>
Solde au 31 décembre 1972			<u><u>4 470 838</u></u>
Ce solde se décompose comme suit :			
Contributions mises en recouvrement non acquittées (tableau 12)			44 242 137
Compte spécial pour des contributions mises en recouvrement non acquittées /résolution 3049 C (XXVII)/			5 274 570
Excédent des dépenses autorisées sur les quotes-parts mises en recouvrement et les cotisations volontaires portées en recettes :			
Pour le second semestre de 1963		105 048	
Pour 1964		<u>771 303</u>	<u>876 351</u>
Sommes à recevoir, avances, etc.			<u>54 073 a/</u>
			50 447 131
<u>A déduire :</u>			
Sommes à payer aux gouvernements		22 943 194	
Montants portés au crédit des Etats Membres au titre des recettes provenant des contributions du personnel dont on estime qu'elles ne seront pas nécessaires pour faire face au remboursement des impôts sur le revenu (Etats autres que les Etats-Unis d'Amérique)		465 138	
Compte spécial des contributions volontaires reçues en vue de couvrir les dépenses autorisées pour lesquelles il n'a pas été mis de quotes-parts en recouvrement - à rétrocéder aux Etats Membres qui ont versé les contributions volontaires :			
Pour le second semestre de 1963	108 587		
Pour 1964	<u>505 441</u>	<u>614 028</u>	
Dû au Compte spécial "Produit de la vente des obligations de l'ONU"	8 114 492		
Dû au Compte spécial de l'ONU	<u>3 424 441</u>	<u>11 538 933</u>	
Somme mise en recouvrement auprès des pays économiquement développés en vue de constituer une réserve :			
Pour 1965, conformément à la résolution 2115 (XX), partie II	3 550 000		
Pour 1966, conformément à la résolution 2115 (XX), partie III	3 550 000		
Pour 1967, conformément à la résolution 2194 B (XXI),	<u>3 315 000</u>	<u>10 415 000</u>	<u>45 976 293</u>
			<u><u>4 470 838</u></u>

B. COMPTE SPECIAL DE LA FORCE D'URGENCE DES NATIONS UNIES (suite)

Etat des fonds au 31 décembre 1972

	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
Le solde de 4 470 838 dollars se décompose comme suit :			
<u>Excédent budgétaire :</u>			
Soldes inutilisés des crédits ouverts :			
Crédits ouverts pour 1967		3 674 111	
Crédits ouverts pour 1966		765 207	
Crédits ouverts pour 1965		257 180	
Crédits ouverts pour 1964		408 505	
Crédits ouverts pour 1963		1 074	
		<hr/>	
		5 106 077	
<u>A ajouter</u> : Economies réalisées en 1972		95 523	5 201 600
		<hr/>	
Recettes accessoires accumulées :			
Solde au 1er janvier 1972	1 091 289		
<u>A ajouter</u> :			
Recettes accessoires de 1972	8 431	1 099 720	
	<hr/>		
<u>Moins</u> :			
Virement effectué, conformément à la résolution 2304 B (XXII) de l'Assemblée générale, pour couvrir le coût de la liquidation de l'opération		389 640	710 080
		<hr/>	<hr/>
			5 911 680
<u>A déduire</u> :			
Ajustement résultant de la réévaluation des sommes à rembourser aux gouvernements			1 440 842
			<hr/>
			4 470 838
			<hr/>

a/ Le montant (2 686 635 dollars) des demandes d'indemnisation présentées par l'ONU à certains gouvernements pour des pertes en fournitures et matériel subies par la Force d'urgence des Nations Unies du fait des hostilités de juin 1967, n'apparaît pas dans le présent état car les sommes en question doivent faire l'objet d'ajustements d'un montant raisonnable, compte tenu de la dépréciation de certains objets.

Note : Les dépenses autorisées pour lesquelles il n'a pas été mis de quotes-parts en recouvrement, qui se chiffrent à 9 460 000 dollars pour le premier semestre de 1963 et à 9 746 880 dollars pour le second semestre de 1962, soit au total 19 206 880 dollars, moins les recettes (contributions du personnel) d'un montant de 132 288 dollars auxquelles ces dépenses ont donné lieu, figurent pour un montant net de 19 074 592 dollars dans l'état III, sous la rubrique "Compte spécial : Produit de la vente des obligations de l'ONU".

CERTIFIE EXACT

Le chef par intérim du Bureau des services financiers,

(Signé) W. H. ZHIEL

New York, le 31 mars 1973

C. COMPTE "AD HOC" POUR L'OPERATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO

Etat des fonds au 31 décembre 1972

	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
Solde au 1er janvier 1972		35 240 243
<u>A déduire :</u>		
Ajustement résultant de la réévaluation des sommes à rembourser aux gouvernements		1 767 270
Solde au 31 décembre 1972		<u>33 472 973</u>
Ce solde se décompose comme suit :		
Quotes-parts mises en recouvrement non acquittées (tableau 13)		75 404 823
Compte spécial pour des contributions mises en recouvrement non acquittées /résolution 3049 C (XXVII)/		6 687 206
Excédent des dépenses autorisées sur les quotes-parts et les contributions volontaires portées en recettes :		
Pour 1961		268 455
Pour le second semestre de 1963		1 118 712
Pour le premier semestre de 1964		585 899
		<u>84 065 095</u>
<u>A déduire :</u>		
Réserve pour les engagements non réglés de 1970	1 388	
Réserve pour les engagements non réglés de 1971	<u>119 760</u>	121 148
Sommes à payer aux gouvernements		11 937 544
Montants portés au crédit des Etats Membres au titre des recettes provenant des contributions du personnel dont on estime qu'elles ne seront pas nécessaires pour faire face au remboursement des impôts sur le revenu (Etats autres que les Etats-Unis d'Amérique)		855 163
Compte spécial des contributions volontaires reçues pour couvrir les dépenses autorisées pour lesquelles il n'a pas été mis de quotes-parts en recouvrement, à rétrocéder aux Etats Membres qui ont versé les contributions volontaires :		
Pour le second semestre de 1963		1 017 844
Pour le premier semestre de 1964		542 470
Dû au Compte spécial "Produit de la vente des obligations de l'ONU"		35 933 532
Dû au Compte spécial de l'ONU		184 421
		<u>50 592 122</u>
Solde au 31 décembre 1972		<u>33 472 973</u>
Cette somme de 33 472 973 dollars se décompose comme suit :		
<u>Excédent budgétaire :</u>		
Soldes inutilisés des crédits ouverts		
Solde inutilisé des crédits ouverts pour 1964	1 903 450	
Solde inutilisé des crédits ouverts pour 1963	5 520 828	
Solde inutilisé des crédits ouverts pour 1962	14 662 346	
Solde inutilisé des crédits ouverts pour 1961	5 639 267	
Solde inutilisé des crédits ouverts pour 1960	4 507 785	
	<u>32 233 676</u>	
Soldes inutilisés des allocations		
Solde inutilisé de l'allocation pour 1969	1 474	
Solde inutilisé de l'allocation pour 1968	215	
Solde inutilisé de l'allocation pour 1967	11 088	
Solde inutilisé de l'allocation pour 1966	5 801	
Solde inutilisé de l'allocation pour 1965	14 936	
	<u>33 514</u>	32 267 190
Recettes accessoires accumulées :		
Solde au 1er janvier 1972	7 386 603	

C. COMPTE "AD HOC" POUR L'OPERATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO (suite)

Etat des fonds au 31 décembre 1972

	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
<u>A déduire :</u>		
Virements effectués conformément au paragraphe 3 de la résolution 1885 (XVIII) de l'Assemblée générale pour couvrir le coût de la liquidation de l'Opération des Nations Unies au Congo	<u>4 413 550</u>	<u>2 973 053</u>
		35 240 243
<u>A déduire :</u>		
Ajustement résultant de la réévaluation des sommes à rembourser aux gouvernements		<u>1 767 270</u>
		<u>33 472 973</u>

Note : Les dépenses autorisées pour lesquelles il n'a pas été mis de quotes-parts en recouvrement, qui se chiffrent à 50 745 000 dollars pour le premier semestre de 1963, et à 59 980 800 dollars pour le second semestre de 1962, soit au total 110 725 800 dollars, moins les recettes (contributions du personnel) d'un montant de 754 320 dollars auxquelles ces dépenses ont donné lieu, figurent pour un montant net de 109 971 480 dollars dans l'état III, sous la rubrique "Compte spécial : Produit de la vente des obligations de l'ONU".

CERTIFIE EXACT

Le chef par intérim du Bureau des services financiers,

(Signé) W. H. ZHIEL

New York, le 31 mars 1973

D. ORGANISATION DES NATIONS UNIES, ORGANISATION
ET CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COM-
TECHNIQUE DONT LE COUT EST IMPUTE SUR LE
NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT ET DES

Etat des fonds au

	Organisation des		
	Programme ordinaire	Fonds d'affec- tation spéciale	Compte PNUD
	Dollars	Dollars	Dollars
Solde au 31 décembre 1971	-	994 345 ^{a/}	48 336 218
<u>A ajouter</u> : Retour à la masse du montant des engagements prévisionnels non réglés au 31 décembre 1971	-	-	22 627 787
Ajustement pour les projets terminés de la CNUCED considérés comme projets de l'ONU	-	-	27 709
Solde inutilisé au 31 décembre 1971 des allocations faites au titre de fonds d'affectation spéciale <u>c/</u>	-	5 525 097	-
	-	6 519 442	70 991 714
<u>A déduire</u> : Recettes accessoires de l'exercice précédent reversées au PNUD	-	-	164 749
Solde ajusté au 1er janvier 1972	-	6 519 442	70 826 965
<u>A ajouter</u> : Fonds alloués en 1972	6 379 467	11 714 923	72 792 160
	6 379 467	18 234 365	143 619 125
Engagements de 1972 (tableaux 14, 17; 15 et 16)	6 379 467	11 300 015	53 152 194 ^{b/}
Solde inutilisé des allocations	-	6 934 350	90 466 931
<u>A ajouter</u> : Recettes accessoires et ajustements de change (net)	-	-	460 905
Solde au 31 décembre 1972	-	6 934 350	90 927 836
Ce solde se décompose comme suit :			
Encaisse et disponible en banque ou en transit	-	-	4 667 002
Solde inutilisé des allocations	-	8 722 912	82 668 388
Sommes à recevoir et soldes débiteurs divers	-	-	1 507 400
Sommes dues à une organisation par les autres	-	-	9 388 759
Soldes à recevoir (virements inter-fonds)	370 377	3 156 229	-
	370 377	11 879 141	98 231 549
<u>A déduire</u> : Engagements non réglés	370 377	4 944 791	-
Sommes à payer et soldes créditeurs divers	-	-	3 731 061
Soldes à payer (virements inter-fonds)	-	-	3 572 652
	370 377	4 944 791	7 303 713
	-	6 934 350	90 927 836

(tableau 17)

^{a/} Y compris un montant de 143 919 dollars, géré par l'Office de Genève, qui était antérieurement inscrit au compte des "sommes à payer" du Fonds général.

^{b/} Conformément aux règles suivies par le PNUD pour la présentation des comptes, seules les dépenses (à l'exclusion des engagements non réglés) sont indiquées.

^{c/} Cette rubrique ne figurait auparavant que pour mémoire.

CERTIFIE EXACT

Le chef par intérim du Bureau des services financiers,

(Signé) W. H. ZHIEL

New York, le 31 mars 1973

DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL
MERCE ET LE DEVELOPPEMENT - OPERATIONS D'ASSISTANCE
PROGRAMME ORDINAIRE DE L'ONU, LE PROGRAMME DES
FONDS D'AFFECTATION SPECIALE EXTRA-BUDGETAIRES

ETAT VI

31 décembre 1972

Nations Unies		Organisation des Nations Unies pour le développement industriel					CNUCED	TOTAL
Contributions ¹ de contre- partie (en espèces) des gouvernements	Total	Programme ordinaire	Fonds d'af- fec- tion spéciale	Compte PNUD	Contributions de contre- partie (en espèces) des gouvernements	Total	Compte PNUD	ONU, ONUDI et CNUCED
Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars
78 209	49 408 772	-	59 870	16 393 211	247 903	16 700 984	1 352 451	67 462 207
-	22 627 787	-	-	7 440 116	-	7 440 116	634 341	30 702 244
-	27 709	-	-	-	-	-	(27 709)	-
-	5 525 097	-	-	-	-	-	-	5 525 097
78 209	77 589 365	-	59 870	23 833 327	247 903	24 141 100	1 959 083	103 689 548
-	164 749	-	-	61 511	-	61 511	-	226 260
78 209	77 424 616	-	59 870	23 771 816	247 903	24 079 589	1 959 083	103 463 288
-	90 886 550	1 462 618	827 945	32 840 819	-	35 131 382	9 018 885	135 036 817
78 209	168 311 166	1 462 618	887 815	56 612 635	247 903	59 210 971	10 977 968	238 500 105
32 163	70 863 839	1 462 618	791 877	19 226 928 ^{b/}	201 553	21 682 976	3 264 609 ^{b/}	95 811 424
46 046	97 447 327	-	95 938	37 385 707	46 350	37 527 995	7 713 359	142 688 681
-	460 905	-	-	79 183	-	79 183	-	540 088
46 046	97 908 232	-	95 938	37 464 890	46 350	37 607 178	7 713 359	143 228 769
-	4 667 002	-	-	2 295 904	-	2 295 904	-	6 962 906
-	91 391 300	-	265 993	44 920 193	-	45 186 186	7 847 946	144 425 432
-	1 507 400	-	-	1 319 657	-	1 319 657	-	2 827 057
-	9 388 759	-	-	(9 254 172)	-	(9 254 172)	(134 587)	-
46 046	3 572 652	316 316	-	-	46 350	362 666	-	3 935 318
46 046	110 527 113	316 316	265 993	39 281 582	46 350	39 910 241	7 713 359	158 150 713
-	5 315 168	316 316	153 862	1 800	-	471 978	-	5 787 146
-	3 731 061	-	-	1 468 419	-	1 468 419	-	5 199 480
-	3 572 652	-	16 193	346 473	-	362 666	-	3 935 318
-	12 618 881	316 316	170 055	1 816 692	-	2 303 063	-	14 921 944
46 046	97 908 232	-	95 938	37 464 890	46 350	37 607 178	7 713 359	143 228 769

(tableau 16)

(tableau 17)

(tableau 16)

E. FONDS D'AFFECTATION SPECIALE ET AUTRES COMPTES SPECIAUX

Etat récapitulatif de l'actif et du passif, des recettes, des dépenses engagées
et des soldes disponibles au 31 décembre 1972

I. Etat de l'actif et du passif et solde des fonds inutilisés

Actif :	
Encaisse et disponible en banque	212 611
Compte bancaire porteur d'intérêts	-
Lettres de crédit	4 743 943
Placements	10 322 575
Contributions annoncées à recevoir des gouvernements	586 663
Sommes à recevoir	17 959
Intérêts échus des placements	198 927
Sommes versées à des organisations chargées de l'exécution	1 512 302
Dépenses payées d'avance et autres éléments d'actif	-
A recevoir du Fonds général de l'ONU (état III)	31 452
Total	15 915 210
Passif et réserves :	
Sommes à payer	2 314 008
Engagements non réglés	11 796 840
Provision pour primes de rapatriement, demandes d'indemnisation, etc.	-
Contributions et recettes comptabilisées d'avance ..	-
Réserve pour allocations	-
Dû au Fonds général de l'ONU (état III)	-
Total	14 110 848
Solde des fonds inutilisés :	
Solde disponible au 31 décembre 1971	1 055 546
A ajouter : Ajustements	-
Solde disponible au 1er janvier 1972	748 816
A ajouter : Ajustement	-
Excédent des recettes sur les dépenses (voir ci-après)	-
A déduire : Allocations au titre de programmes	-
Solde disponible au 31 décembre 1972	1 804 362
Total passif, réserves et fonds inutilisés	15 915 210

	Maintien de la paix		Opération de secours		Développement industriel	Activités économiques et sociales				Frais généraux		Divers		Total	
	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	A l'échelle mondiale	A l'échelle régionale	A l'échelle nationale	Total	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars
						1 364 479	-	593 578	1 958 057	-	1 211 650	223 555	538 836	13 335 827	
						4 589 506	171 311	3 371 778	8 132 595					24 052 306	
						17 641 698	-	6 498 423	24 140 121	-	-	-	-	14 140 121	
						17 546 673	-	861 007	18 407 680	-	-	2 866 423		45 966 565	
						26 608 083	300 000	638 351	27 546 434	-	-	4 130		40 362 494	
						3 600	-	85 071	88 671	-	-	737 975		2 430 874	
						430 747	2 487	16 928	450 162	8 230		64 693		742 523	
						21 785 143	-	5 113 868	26 899 011	-	-	25 230		28 436 543	
						3 026	-	1 227 832	1 230 858	-	-	467 108		2 071 440	
						90 720	-	7 955	98 675	2 527 936		466 464		3 778 532	
Total						90 063 675	473 798	18 414 791	108 952 264	3 747 816		5 394 414		175 217 225	
						518 609	-	334 562	853 171	-	-	856 123		5 846 839	
						347 957	-	5 331	353 288	82 419		541 587		35 801 152	
						92 053	-	-	92 053	-	-	64 694		157 833	
						4 141 907	-	253 037	4 394 944	-	-	15 709		6 906 256	
						42 119 559	-	11 805 632	53 925 191	-	-	43 007		55 480 500	
						3 026 626	-	701 277	3 727 903	-	-	30 788		4 419 595	
Total						50 246 711	-	13 099 839	63 346 550	82 419		1 551 908		108 612 175	
						36 439 331	491 068	6 838 965	43 769 364	7 289 396		5 840 982		75 832 381	
						274 508	-	(358 126)	(83 818)	(5 062 749)		3 491 767		520 696 a/	
						25 509 544	(17 270)	433 609	25 925 883	1 438 750		(5 476 999)		16 851 154	
						22 406 219	-	1 599 496	24 005 715	-		13 244		25 531 261	
						39 816 964	473 798	5 314 952	45 605 714	3 665 397		3 842 506		66 705 050	
						90 063 675	473 798	18 414 791	108 952 264	3 747 816		5 394 414		175 217 225	

II. Etat des recettes et des dépenses

Recettes :

Contributions de gouvernements
Dons de sources privées
Subventions
Revenu des placements
Recette : accessoires, économies réalisées lors du règlement d'engagements et ajustements

Total

A déduire : Dépenses

Personnel
Matériel et fournitures
Frais généraux d'administration
Divers

Total

Excédent des recettes sur les dépenses

Activités économiques et sociales

Maintien de la paix	Opération de secours	Dévelop- pement industriel	A l'échelle mondiale			A l'échelle régionale			A l'échelle nationale			Frais généraux	Divers	Total
			Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars
17 791 736	51 248 037	2 191 348	34 997 599	-	1 210 154	36 207 753	-	98 202	107 537 077					
10	143 175	11 000	162 111	-	5 270	167 381	-	2 012 046	2 533 612					
-	-	-	-	-	155 710	155 710	-	-	155 710					
270 871	1 403 760	176 847	1 143 928	8 940	157 846	1 310 714	13 042	374 308	3 549 542					
109 420	854 419	83 932	233 341	-	233 814	467 152	8 159 753	2 965 747	12 640 426					
18 172 037	53 649 391	2 463 127	36 536 979	8 940	1 762 794	38 308 713	8 172 795	5 450 304	126 216 367					
1 208 394	1 224 873	59 619	3 613 068	-	352 399	3 965 467	6 707 869	16 949	13 183 171					
16 214 827	1 354 961	1 238	85 599	-	5 000	90 599	8 695	242 577	17 912 897					
-	-	63 279	-	-	-	-	-	-	63 279					
17 423 221	56 738 127	2 452 717	7 328 768	26 210	971 786	8 326 764	17 481	10 667 777	78 205 866					
748 816	59 317 961	2 579 853	11 027 435	26 210	1 329 185	12 382 830	6 734 045	10 927 303	109 365 213					
(tableaux 18 et 19)	(5 668 570)	(116 726)	25 509 544	(17 270)	433 609	25 925 883	1 438 750	(5 476 999)	16 851 154					
	(tableaux 20 à 23)	(tableaux 24 et 25)	(tableaux 26 et 27)	(tableau 28)	(tableaux 29 et 30)		(tableaux 31 à 33)	(tableaux 34 et 35)						

a/ Les fonds d'affectation spéciale relatifs au Représentant spécial du Secrétaire général en République khmère et en Thaïlande et au Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Acte de libre option dans l'Irian occidental ont été transférés au compte des "sommes à recevoir" du Fonds général

Montants ajoutés

Séminaire de droit international
Société d'assurance mutuelle du personnel (assurance maladie-accident)
Fonds de l'Ecole internationale
Institut soviétique pour les relations internationales
Redevance cafeteria
Projet "Oceana Publications" (Bibliothèque)

CERTIFIÉ EXACT

Le chef par intérim du Bureau des services financiers,

(Signé) W. H. ZHIEU

New York, le 31 mars 1973

TABLEAUX RELATIFS AUX COMPTES

A. FONDS GENERAL, FONDS DE ROULEMENT ET COMPTES SPECIAUX DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Tableau 1

Etat récapitulatif, par article, des totaux du chapitre 15 (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement), du chapitre 16 (Organisation des Nations Unies pour le développement industriel), du chapitre 18 (Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés) et du chapitre 19 (Cour internationale de Justice) pour l'exercice terminé le 31 décembre 1972

		1972				1971			
		Ouvertures de crédits				Engagements			
		Virements ultérieurs		Soldes inutilisés		Engagements		Engagements	
		Ouvertures de crédits initiales	Ouvertures de crédits additionnels	Crédits révisés	Réglés par décaissements	Non réglés	Total	Total	Pourcentage
		Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	
Chapitre 15. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement									
Article I. Troisième session de la Conférence	1 116 000	29 274	1 145 274	-	980 242	165 032	1 145 274	152 709	1,48
Article II. Session des groupes d'experts et des organes consultatifs	73 000	(4 130)	25 870	-	22 345	3 525	25 870	79 003	0,77
Article III. Traitements et salaires - secrétariat de la CNUCED	5 061 470	(28 463)	4 808 037	-	4 711 047	96 990	4 808 037	4 434 276	42,96
Article IV. Dépenses communes de personnel	1 193 230	(65 430)	1 115 727	-	1 080 619	35 108	1 115 727	1 021 698	9,90
Article V. Frais de voyage du personnel	200 000	25 000	231 165	-	192 027	39 138	231 165	228 623	2,21
Article VI. Dépenses de représentation	10 000	(500)	8 136	-	6 536	1 600	8 136	8 982	0,09
Article VII. Matériel et installations	16 000	(800)	15 191	-	13 417	1 774	15 191	17 085	0,17
Article VIII. Frais généraux	358 500	(17 900)	334 766	-	297 236	37 530	334 766	363 251	3,52
Article IX. Imprimerie	131 400	(20 400)	83 637	8 700	28 768	46 169	74 937	106 373	1,03
Article X. Traitements et salaires - Services fournis par d'autres unités administratives de l'ONU	2 806 300	81 700	2 931 787	-	2 931 787	-	2 931 787	2 744 790	26,59
Article XI. Dépenses communes de personnel correspondant aux services visés à l'article précédent	416 900	83 100	500 000	11 124	472 072	16 804	488 876	442 565	4,27
Article XII. Centre du commerce international	980 100	10	980 110	-	980 110	-	980 110	723 400	7,01
Total, chapitre 15	12 362 900	(183 200)	12 179 700	19 824	11 716 206	143 670	12 159 876	10 322 755	100,00

		1972				1971			
		Ouvertures de crédits				Engagements			
		Virements ultérieurs		Soldes inutilisés		Engagements		Engagements	
		Ouvertures de crédits initiales	Ouvertures de crédits additionnels	Ouvertures de crédits entre articles et chapitres	Crédits révisés	Réglés par décaissements	Non réglés	Total	Pourcentage
		Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	
Chapitre 16. Organisation des Nations Unies pour le développement industriel									
Article I. Sixième session du Conseil du développement industriel et réunions de ses organes subsidiaires									
Article II. Réunions des groupes d'experts et des organes consultatifs		297 300	77 200	(29 623)	344 877	-	6 368	291 268	2,37
Article III. Traitements et salaires ..		171 500	4 200	(26 530)	149 170	-	143 527	114 273	0,93
Article IV. Dépenses communes de personnel		9 440 300	(362 800)	103 909	9 181 409	-	9 065 352	7 950 762	64,58
Article V. Frais de voyage du personnel		2 405 800	(65 100)	(9 411)	2 331 289	-	2 268 952	1 954 538	15,88
Article VI. Dépenses de représentation		400 000	40 000	1 423	441 423	-	365 297	385 428	3,13
Article VII. Matériel et installations		12 000	(600)	(37)	11 363	-	10 176	12 489	0,10
Article VIII. Entretien, utilisation et location des locaux		111 500	(5 600)	4 317	110 217	-	55 563	133 751	1,09
Article IX. Frais généraux		265 500	23 000	(3 184)	285 316	-	223 452	251 833	2,04
Article X. Programme de publications et services contractuels pour la reproduction des documents		668 000	77 000	10 613	755 613	-	612 551	681 732	5,54
Article XI. Organisation et gestion administrative du siège ..		295 200	-	(2 740)	292 460	-	232 377	308 012	2,50
Total, chapitre 16		265 000	(19 500)	(45 508)	199 992	-	187 862	226 534	1,84
		14 332 100	(232 200)	3 229	14 103 129	-	13 503 618	12 310 620	100,00
Chapitre 18. Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés									
Article I. Traitements et salaires ..		3 687 000	-	(4 180)	3 682 820	-	3 680 481	3 335 468	69,79
Article II. Dépenses communes de personnel		1 034 500	(3 000)	(18 110)	1 013 390	-	970 007	895 638	18,74
Article III. Frais de voyage du personnel		196 000	-	2 370	198 370	-	163 449	182 459	3,82
Article IV. Information		38 000	-	630	38 630	-	29 697	32 738	0,68
Article V. Dépenses de représentation		11 000	-	-	11 000	-	6 538	9 500	0,19
Article VI. Matériel et installations		38 000	2 000	5	40 005	-	38 839	43 290	0,91
Article VII. Frais généraux		268 000	8 000	18 805	294 805	-	267 747	262 875	5,50
Article VIII. Travaux contractuels d'imprimerie		19 000	-	2 691	21 691	-	18 467	17 847	0,37
Article IX. Postes provisoires		107 000	(7 000)	(2 211)	97 789	752	96 942	-	-
Total, chapitre 18		5 398 500	-	-	5 398 500	752	5 272 167	4 779 615	100,00

Tableau 1 (suite)

		1972										1971
		Ouvertures de crédits					Engagements					Engagements
		Virements ultérieurs entre articles et chapitres		Soldes inutilisés des ouvertures de crédits		Régulés par décaissements		Non réglés		Pourcentage		Total
		Ouvertures de crédits additionnels	Dollars	Crédits révisés	Dollars	Crédits révisés	Dollars	Dollars	Dollars	Total	Dollars	
		Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars
Chapitre 19.	Cour internationale de Justice											
Article I.	Traitements et indemnités des membres de la Cour ..	884 850	(28 400)	(3 750)	852 700	-	852 700	-	852 700	50,19	735 584	49,17
Article II.	Traitements, salaires et indemnités du personnel du Greffe	676 000	10 100	(2 812)	683 288	-	683 288	-	683 288	10,22	635 109	42,45
Article III.	Charges communes	128 000	15 150	9 016	152 166	-	152 166	-	152 166	8,95	106 528	7,12
Article IV.	Matériel et installations	17 300	(3 100)	(2 454)	11 746	919	10 827	-	10 827	0,64	18 777	1,26
	Total, chapitre 19	1 706 150	(6 250)	-	1 699 900	919	1 698 981	-	1 698 981	100,00	1 495 998	100,00

Tableau 2

Etat récapitulatif, par chapitre, des totaux des dépenses engagées au titre de l'Office des Nations Unies à Genève, de la Commission économique pour l'Afrique, de la Commission économique pour l'Amérique latine et de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient pour l'exercice terminé le 31 décembre 1972

		1972 : Engagements				1971 : Engagements			
		Allocations	Soldes inutilisés des allocations	Réglés par décaissements	Non réglés	Total	Pourcentage	Total	Pourcentage
		Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars		Dollars	
Office des Nations Unies à Genève									
Chapitre 1.	Frais de voyage des membres des commissions, comités et autres organes subsidiaires	65 400	8 014	53 094	4 292	57 386	0,22	63 474	0,27
Chapitre 2.	Réunions et conférences spéciales	2 158 750	(40 405)	2 197 574	1 581	2 199 155	8,49	2 413 079	10,10
Chapitre 3.	Traitements et salaires	15 777 600	(18 189)	15 765 585	30 204	15 795 789	61,03	13 831 238	57,90
Chapitre 4.	Dépenses communes de personnel	3 412 300	20 028	3 351 829	40 443	3 392 272	13,11	3 187 768	13,34
Chapitre 5.	Frais de voyage du personnel	232 400	3 453	196 474	32 473	228 947	0,88	213 071	0,89
Chapitre 6.	Dépenses de représentation	4 100	437	3 563	100	3 663	0,01	3 061	0,01
Chapitre 7.	Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien	1 746 000	8 000	1 738 000	-	1 738 000	6,72	2 136 950	8,95
Chapitre 8.	Matériel et installations	372 200	305	277 335	94 560	371 895	1,44	265 340	1,11
Chapitre 9.	Entretien, utilisation et location des locaux	850 600	38 031	620 251	192 318	812 569	3,14	646 995	2,71
Chapitre 10.	Frais généraux	951 500	(5 674)	881 636	75 538	957 174	3,70	787 759	3,30
Chapitre 11.	Imprimerie	343 300	16 867	194 909	131 524	326 433	1,26	339 538	1,42
	Total, Office des Nations Unies à Genève	25 914 150	30 867	25 280 250	603 032	25 883 282	100,00	23 888 273	100,00
Commission économique pour l'Afrique									
Chapitre 2.	Réunions et conférences spéciales	15 500	1 912	11 731	1 857	13 588	0,17	91 865	1,41
Chapitre 3.	Traitements et salaires	3 928 100	30 851	3 855 190	42 059	3 897 249	49,78	3 663 141	56,34
Chapitre 4.	Dépenses communes de personnel	1 211 800	25 376	1 137 865	48 559	1 186 424	15,16	1 129 210	17,37
Chapitre 5.	Frais de voyage du personnel	323 200	18 138	264 913	40 149	305 062	3,90	232 197	3,57
Chapitre 6.	Dépenses de représentation	1 800	(115)	993	922	1 915	0,02	1 766	0,03
Chapitre 7.	Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien	1 930 000	-	1 930 000	-	1 930 000	24,65	900 000	13,84
Chapitre 8.	Matériel et installations	46 100	11 525	17 163	17 412	34 575	0,44	42 450	0,65
Chapitre 9.	Entretien, utilisation et location des locaux	79 000	5 623	67 106	6 271	73 377	0,94	77 964	1,20
Chapitre 10.	Frais généraux	311 000	(19 690)	316 350	14 340	330 690	4,22	313 204	4,82
Chapitre 11.	Imprimerie	55 000	(1 671)	43 723	12 954	56 677	0,72	50 000	0,77
	Total, Commission économique pour l'Afrique	7 901 500	71 943	7 645 034	184 523	7 829 557	100,00	6 501 797	100,00
Commission économique pour l'Amérique latine									
Chapitre 3.	Traitements et salaires	3 843 300	(154 824)	3 956 988	41 136	3 998 124	63,19	3 885 798	68,64
Chapitre 4.	Dépenses communes de personnel	1 087 000	(77 591)	1 060 809	103 782	1 164 591	18,41	1 149 526	20,31
Chapitre 5.	Frais de voyage du personnel	166 540	6 231	140 376	19 933	160 309	2,53	176 432	3,12
Chapitre 6.	Dépenses de représentation	1 800	(213)	2 013	-	2 013	0,03	1 788	0,03
Chapitre 7.	Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien	500 000	-	500 000	-	500 000	7,90	-	-
Chapitre 8.	Matériel et installations	86 400	357	47 981	38 062	86 043	1,36	44 944	0,79
Chapitre 9.	Entretien, utilisation et location des locaux	125 000	17 968	92 632	14 400	107 032	1,69	118 140	2,09

Tableau 2 (suite)

	1972 : Engagements					1971 : Engagements				
	Allocations		Soldes inutilisés des allocations		Régles par décaissements		Non réglés		Total	
	Dollars		Dollars		Dollars		Dollars		Dollars	Pourcentage
Commission économique pour l'Amérique latine (suite)										
Chapitre 10. Frais généraux	251 900		(10 130)		209 690		52 340		253 994	4,49
Chapitre 11. Imprimerie	27 000		(19 920)		40 939		5 981		30 152	0,52
Total, Commission économique pour l'Amérique latine	6 088 940		(238 122)		6 051 428		275 624		5 660 777	100,00
Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient										
Chapitre 2. Réunions et conférences spéciales	108 200		25 833		79 090		3 277		31 473	0,52
Chapitre 3. Traitements et salaires	3 457 800		7 328		3 436 226		14 246		3 482 399	56,98
Chapitre 4. Dépenses communes de personnel	1 081 200		76 116		958 249		46 835		1 002 290	16,40
Chapitre 5. Frais de voyage du personnel	190 400		33 084		136 459		20 857		181 563	2,97
Chapitre 6. Dépenses de représentation	1 800		-		1 793		7		1 600	0,03
Chapitre 7. Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien	2 400 000		-		2 400 000		-		1 100 000	18,00
Chapitre 8. Matériel et installations	18 800		207		11 744		6 849		31 731	0,52
Chapitre 9. Entretien, utilisation et location des locaux	102 900		943		101 771		186		98 141	1,61
Chapitre 10. Frais généraux	160 000		-		156 331		3 669		149 933	2,45
Chapitre 11. Imprimerie	29 200		8		28 193		999		31 960	0,52
Total, Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient	7 550 300		143 519		7 309 856		96 925		6 111 090	100,00

Tableau 3

Etat récapitulatif des recettes au 31 décembre 1972

Chapitres des recettes		Prévisions initiales approuvées	Prévisions révisées approuvées	Montants effectifs
		<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
2	Fonds extra-budgétaires			
	Elément Assistance technique ...	1 874 400	1 874 400	1 874 400
	Haut Commissariat des Nations			
	Unies pour les réfugiés	580 000	580 100	580 164
	Caisse commune des pensions du			
	personnel des Nations Unies ..	45 000	37 000	16 958
		<u>2 499 400</u>	<u>2 491 500</u>	<u>2 471 522</u>
3	Recettes générales :			
	Loyers	262 000	287 000	292 212
	Remboursements au titre du			
	personnel et des services	882 000	800 000	778 207
	Intérêts bancaires	67 000	45 000	48 935
	Vente de matériel usagé	60 000	60 000	52 298
	Remboursement de dépenses			
	d'exercices précédents	235 000	235 000	308 425
	Contributions d'Etats non			
	membres	2 392 000	2 442 500	2 442 541
	Services de télévision et			
	services analogues	400 000	300 000	286 903
	Remboursement d'une partie des			
	frais de construction de			
	l'immeuble des Nations Unies			
	à Santiago du Chili	120 000	120 000	117 347
	Remboursement, à l'occasion du			
	retrait de participants, de la			
	cotisation versée par l'Orga-			
	nisation à la Caisse commune			
	des pensions du personnel	372 000	372 000	504 579
	Recettes accessoires	120 000	100 000	100 728
		<u>4 910 000</u>	<u>4 761 500</u>	<u>4 932 175</u>
4	Activités productrices de recettes			
	Vente de timbres-poste de l'ONU	2 635 000	2 874 000	2 136 028
	Vente des publications et			
	Librairie de l'ONU	85 200	20 000	173 546
	Services destinés aux visiteurs			
	et visites guidées	(120 000)	(270 000)	(310 971)

Tableau 3 (suite)

<u>Chapitres des recettes</u>	<u>Prévisions initiales approuvées</u> <u>Dollars</u>	<u>Prévisions révisées approuvées</u> <u>Dollars</u>	<u>Montants effectifs</u> <u>Dollars</u>
4 Activités productrices de recettes (<u>suite</u>)			
Magasin de souvenirs, comptoir d'articles pour cadeaux, restaurants et services annexes	398 400	278 400	156 941
Bénéfices - médailles commémoratives	<u>200 000</u> <u>3 198 600</u>	<u>320 000</u> <u>3 222 400</u>	<u>516 480</u> a/ <u>2 672 024</u>
TOTAL GENERAL	<u>10 608 000</u>	<u>10 475 400</u>	<u>10 075 721</u>

a/ Comprend les recettes et les dépenses relatives aux médailles vendues au personnel du Secrétariat, aux membres des délégations et au public.

Tableau 4

Activités productrices de recettes de l'Organisation des Nations Unies

Recettes et dépenses de l'exercice terminé le 31 décembre 1972

	Visites guidées					Autres activités												
Vente de timbres-poste de l'ONU	Vente de publications		New York		Genève		Total		Vente de médailles		Magasin de souvenirs		Comptoir d'articles pour cadeaux		Restaurants et services annexes		Total	
	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	
4 384 785	1 621 344	681 952	84 660	766 612	564 592 a/	454 476	440 115	1 395 894	2 290 485									
Recettes brutes																		
Dépenses imputées sur les recettes																		
Personnel	1 642 235	638 513	956 537	107 314	1 063 851	39 886	178 175	186 542	1 293 552	1 658 269								
Dépenses de publicité	241 317	96 803	55	-	55	7 334	-	3 666	-	3 666								
Autres frais d'exploitation	330 433	709 274	13 376	301	13 677	-	10 922	44 242	177 895	233 059								
Mobilier et matériel	7 135	208	-	-	-	895	-	-	41 401	41 401								
Commission du concessionnaire	-	3 000	-	-	-	-	2 000	16 728	18 000	36 728								
	2 221 120	1 447 798	969 968	107 615	1 077 583	48 115	191 097	251 178	1 530 848	1 973 123								
A ajouter :																		
Produit net de la vente du timbre commémoratif Picasso au profit de l'Ecole internationale des Nations Unies autorisée par la résolution 2612 (XXIV) de l'Assemblée générale	737 352																	
	2 901 020																	
A déduire :																		
Allocations approuvées :																		
Fonds de développement de l'Ecole internationale des Nations Unies ...	(442 413)																	
Fonds d'équipement de l'Ecole internationale de Genève	(294 942)																	
	2 163 665																	
A déduire :																		
Versement à titre gracieux au titre des dépenses d'exploitation du Pavillon des Nations Unies à l'Expo-67	(27 637)																	
A déduire :																		
Traitements des fonctionnaires du Service de gestion commerciale directement chargés de la supervision et de l'exécution des activités visées au présent chapitre, et dépenses communes de personnel correspondantes										(160 421) b/								
Sommes portées au crédit (débit) du compte des recettes	2 136 028	173 546	(288 016)	(22 958)	(310 971)	516 480	263 379	188 937	(134 954)	156 941								
Montant estimatif révisé des recettes (ou déficit)	2 874 000	20 000	(254 500)	(15 500)	(270 000)	320 000	272 000	168 000	-	278 400								

a/ Dont 441 306 dollars de bénéfices provenant de la vente de médailles.

b/ Le coût estimatif des travaux de supervision effectués par le Service de gestion commerciale se chiffre à 161 600 dollars.

Organisation des Nations Unies

Organisation des Nations Unies

Contributions mises en recouvrement non acquittées au 31 décembre 1972

Sommes portées au crédit des Etats Membres au titre du montant estimatif des recettes provenant des contributions du personnel pour 1972 et des ajus- tements des avances au Fonds de roulement										Recouvrées en 1972		Soldes à recevoir sur les contri- butions de 1972	Soldes à recevoir sur les contri- butions de 1971	Soldes à recevoir sur les contri- butions de 1970	Soldes à recevoir sur les contri- butions de 1969	Contributions mises en recouvrement non acquittées au 31 décembre 1971
Mises en recouvre- ment pour 1972 a/		Etats Membres		Dollars	Pour 1972	Pour des exercices antérieurs	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars
81 216	Afghanistan			10 428	52 980	-	17 808	-	-	-	-	-	-	17 808	-	-
1 096 422	Afrique du Sud			140 780	493 874	407 005	461 768	-	-	-	-	-	-	461 768	407 005	-
81 216	Albanie			10 428	-	61 559	70 788	8 823	-	-	-	-	-	79 611	70 382	-
182 737	Algérie			23 463	159 274	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
142 129	Arabie Saoudite			18 249	123 880	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1 725 849	Argentine			221 598	1 504 251	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2 984 703	Australie			383 234	2 601 469	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1 116 726	Autriche			143 387	973 339	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
81 216	Barbade			10 428	70 788	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2 131 931	Belgique			273 738	1 858 193	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
81 216	Bhoutan			10 428	70 788	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
101 521	Birmanie			13 035	88 486	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
81 216	Bolivie			10 428	-	47 671	70 788	62 730	-	-	-	-	-	-	-	-
81 216	Botswana			10 428	70 788	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1 624 328	Brésil			208 563	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
365 474	Bulgarie			46 927	-	1 200 000	1 415 765	18 594	-	-	-	-	-	1 434 359	1 218 594	-
81 216	Burundi			10 428	-	368 147	318 547	254 026	-	-	-	-	-	572 573	622 173	-
81 216	Cameroon			10 428	-	139 641	70 788	32 659	-	-	-	-	-	103 447	172 300	-
81 216	Canada			10 428	-	60 561	70 788	2 169	-	-	-	-	-	72 957	62 730	-
6 253 663	Canada			802 966	5 450 697	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
406 082	Chili			52 141	-	301 648	353 941	-	-	-	-	-	-	353 941	301 648	-
8 121 640	Chine			42 812	6 597 667	1 568 663	481 161	-	-	-	-	-	-	481 161	-	-
81 216	Chypre			10 428	70 788	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
385 778	Colombie			49 534	-	294 111	336 244	294 111	-	-	-	-	-	642 013	599 880	-
81 216	Congo			10 428	-	-	70 788	16 649	-	-	-	-	-	87 437	16 649	-
81 216	Congo			10 428	-	49 791	70 788	1 634	-	-	-	-	-	72 422	51 425	-
81 216	Costa Rica			10 428	70 788	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
81 216	Côte d'Ivoire			10 428	-	288 044	283 153	187 514	-	-	-	-	-	470 667	475 558	-
324 866	Cuba			41 713	-	35 394	70 788	49 664	-	-	-	-	-	120 452	85 058	-
81 216	Dahomey			10 428	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1 258 855	Danemark			161 636	1 097 219	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
365 474	Egypte			46 927	318 547	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
81 216	El Salvador			10 428	-	56 256	70 788	62 730	-	-	-	-	-	133 518	118 986	-
81 216	Equateur			10 428	-	20 097	70 788	62 730	-	-	-	-	-	206 107	155 416	-
81 216	Espagne			271 131	1 840 496	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2 111 627	Etats-Unis d'Amérique			-	63 998 521	200 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
63 998 521	Ethiopie			10 428	70 788	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
81 216	Fidji			10 428	70 788	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
913 685	Finlande			117 317	796 368	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
12 182 460	France			1 564 219	6 165 734	4 567 507	4 452 507	-	-	-	-	-	-	4 452 507	4 567 507	-
81 216	Gabon			10 428	18 650	-	52 138	-	-	-	-	-	-	52 138	-	-
81 216	Gambie			10 428	-	54 709	70 788	13 633	-	-	-	-	-	84 421	68 342	-
142 129	Ghana			18 249	-	68 068	123 880	-	-	-	-	-	-	123 880	68 068	-
588 819	Grèce			75 604	513 215	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
101 521	Guatemala			13 035	88 486	8 091	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Sommes portées au crédit
des Etats Membres au
titre du montant estimatif
des recettes provenant des
contributions du personnel
pour 1972 et des ajus-
tements des avances au
Fonds de roulement

Mises en
recouvre-
ment pour
1972 a/

Etats Membres	1972 a/	Fonds de roulement	Pour 1972	antérieurs	de 1972	de 1971	de 1970	de 1969	1972 b/	1971
	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars
Guinée	81 216	10 428	-	12 105	70 788	62 730	56 256	16 332	206 106	147 423
Guinée équatoriale	81 216	10 428	-	-	70 788	62 730	-	-	133 518	62 730
Guyane	81 216	10 428	164	-	70 624	-	-	-	70 624	-
Haïti	81 216	10 428	-	47 635	70 788	62 730	56 256	16 312	206 086	182 933
Haute-Volta	81 216	10 428	-	72 374	70 788	19 433	-	-	90 221	91 807
Honduras	81 216	10 428	-	61 377	70 788	26 759	-	-	97 547	88 136
Hongrie	974 597	125 138	-	876 256	849 459	308 396	-	-	1 157 855	1 184 652
Inde	3 147 136	404 090	-	187 545	187 545	-	-	-	187 545	187 545
Indonésie	568 515	72 997	2 555 501	415 107	-	-	-	-	-	415 107
Irak	142 129	18 249	495 518	109 777	-	-	-	-	-	109 777
Iran	446 691	57 355	123 880	-	-	-	-	-	-	-
Irlande	304 562	39 106	389 336	-	-	-	-	-	-	-
Islande	81 216	10 428	265 456	-	-	-	-	-	-	-
Israël	406 082	52 141	70 788	-	-	-	-	-	-	-
Italie	7 187 652	922 889	238 096	170 791	115 845	-	-	-	115 845	170 791
Jamaïque	81 216	10 428	6 027 528	1 150 476	237 235	-	-	-	237 235	1 150 476
Japon	10 964 214	1 407 797	70 788	2 364	-	-	-	-	-	2 364
Jordanie	81 216	10 428	-	-	-	-	-	-	-	-
Kenya	81 216	10 428	-	-	70 788	-	-	-	70 788	-
Koweït	162 433	20 856	-	-	70 788	-	-	-	70 788	-
Laos	81 216	10 428	141 577	-	-	-	-	-	-	-
Lesotho	81 216	10 428	70 788	-	-	-	-	-	-	-
Liban	101 521	13 035	88 486	78 412	-	-	-	-	-	78 412
Libéria	81 216	10 428	70 788	-	-	-	-	-	-	-
Luxembourg	101 521	13 035	88 486	-	-	-	-	-	-	-
Madagascar	81 216	10 049 b/	71 167	-	-	-	-	-	-	-
Malaisie	203 041	26 070	176 971	-	-	-	-	-	-	-
Malawi	81 216	10 428	65 943	4 180	4 845	-	-	-	4 845	4 180
Maldives	81 216	10 428	70 788	-	-	-	-	-	-	-
Mali	81 216	10 428	-	-	70 788	62 730	11 170	-	144 688	73 900
Malte	81 216	10 428	70 788	-	-	-	-	-	-	-
Maroc	182 737	23 463	159 274	160	-	-	-	-	-	160
Maurice	81 216	10 428	70 788	-	-	-	-	-	-	-
Mauritanie	81 216	10 428	-	31 037	70 788	29 967	-	-	100 755	61 004
Mexique	1 786 761	229 419	1 557 342	160 476	-	-	-	-	-	160 476
Mongolie	81 216	10 428	31 331	35 885	39 457	-	-	-	39 457	35 885
Népal	81 216	10 428	70 788	62 730	-	-	-	-	-	62 730
Nicaragua	81 216	10 428	-	65 856	70 788	62 730	51 810	-	185 328	180 396
Niger	81 216	16 428	-	37 592	36 852	-	-	-	36 852	37 592
Nigéria	243 650	31 285	33 936	-	-	-	-	-	-	-
Norvège	873 077	112 103	212 365	-	-	-	-	-	-	-
Nouvelle-Zélande	649 732	83 473	760 974	-	-	-	-	-	-	-
Ouganda	81 216	10 406 b/	566 307	56 000	70 810	7 124	-	-	77 934	63 124
Pakistan	690 340	88 639	317 629	140 000	284 072	-	-	-	284 072	140 000
Panama	81 216	10 428	50 000	68 986	20 788	-	-	-	20 788	68 986
Paraguay	81 216	10 428	-	35 000	70 788	62 730	56 256	14 948	204 722	168 934
Pays-Bas	2 395 884	307 630	2 088 254	-	-	-	-	-	-	-

Tableau 5 (suite)

Sommes portées au crédit des Etats Membres au titre du montant estimatif des recettes provenant des contributions du personnel pour 1972 et des ajustements des avances au Fonds de roulement													
Etats Membres	Mises en recouvrement pour 1972 a/	Recouvrées en 1972			Soldes à recevoir sur les contributions de 1972	Soldes à recevoir sur les contributions de 1971	Soldes à recevoir sur les contributions de 1970	Soldes à recevoir sur les contributions de 1969	Contributions mises en recouvrement non acquittées au 31 décembre 1972 b/				
		Dollars	Dollars	Pour des exercices antérieurs									
Pérou	203 041	26 070	321 970	176 971	122 678	-	-	299 649	444 649				
Philippines	629 428	80 818	-	-	-	-	-	-	-				
Pologne	2 862 879	357 592	1 303 511	1 428 821	-	-	-	1 428 821	1 303 511				
Portugal	324 866	41 713	-	283 153	115 603	-	-	398 756	115 603				
République arabe libyenne	142 129	18 249	-	-	-	-	-	-	-				
République arabe syrienne	81 216	10 428	-	70 788	62 730	56 256	-	189 774	118 986				
République centrafricaine	81 216	10 428	-	70 788	62 730	48 817	-	182 335	111 547				
République Dominicaine ..	81 216	10 428	48 537	70 788	62 730	56 256	16 332	206 106	183 855				
République kényane	81 216	10 428	112 726	9 456	-	-	-	9 456	112 726				
République socialiste soviétique de Biélorussie	1 015 205	130 352	775 419	863 630	-	-	-	863 630	775 419				
République socialiste soviétique d'Ukraine ..	3 796 867	487 515	2 055 684	2 385 599	-	-	-	2 385 599	2 055 684				
République-Unie de Tanzanie	81 216	9 732 b/	-	9 780	-	-	-	9 780	-				
Roumanie	730 948	93 853	604 969	504 402	-	-	-	504 402	604 969				
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	11 979 419	1 538 148	-	-	-	-	-	-	-				
Rwanda	81 216	10 428	5 510	-	-	-	-	-	5 510				
Sénégal	81 216	10 428	-	70 788	39 643	-	-	110 431	39 643				
Sierra Leone	81 216	10 428	67 958	70 788	29 621	-	-	100 409	97 579				
Singapour	101 521	13 035	-	-	-	-	-	-	-				
Somalie	81 216	10 428	138	138	-	-	-	138	138				
Soudan	81 216	10 428	-	70 788	-	-	-	70 788	-				
Sri Lanka	101 521	13 035	-	-	-	-	-	-	-				
Suède	2 538 013	325 879	-	-	-	-	-	-	-				
Tchad	81 216	10 428	-	-	-	-	-	-	-				
Tchécoslovaquie	1 827 369	234 633	41 240	70 788	62 730	18 307	-	151 825	122 277				
Thailande	263 954	33 892	936 654	1 016 827	-	-	-	1 016 827	936 654				
Togo	81 216	10 428	-	70 788	5 613	-	-	76 401	5 613				
Trinité-et-Tobago	81 216	10 428	-	-	-	-	-	-	-				
Tunisie	81 216	10 428	-	-	-	-	-	-	-				
Turquie	710 644	90 619 b/	101	-	-	-	-	-	101				
Union des Républiques socialistes soviétiques	28 791 213	3 696 770	22 225 302	24 726 935	-	-	-	24 726 935	22 225 302				
Uruguay	142 129	18 249	56 352	123 880	101 777	126 578	40 368	392 603	325 075				
Venezuela	832 469	106 888	626 979	725 581	-	-	-	725 581	626 979				
Yémen	81 216	10 428	70 785	70 788	37 695	-	-	108 483	108 480				
Yémen démocratique	81 216	10 428	108 986	70 788	-	-	-	70 788	108 986				
Yougoslavie	771 556	99 067	-	-	-	-	-	-	-				
Zaire	81 216	10 124 b/	1 000	1 000	-	-	-	1 000	1 000				
Zambie	81 216	10 428	-	-	-	-	-	-	-				
Montant inscrit à un compte spécial		17 871 776	43 042 906	44 735 833	2 539 275	662 132	136 957	48 074 587	44 812 607				
		203 203 426											
Total													
Total													
Total													
Total													
Total													
Total													
Total													
Total													
Total													
Total													
Total													
Total													
Total													
Total													
Total													
Total													
Total													
Total													
Total													
Total													
Total													
Total													
Total													
Total													
Total													
Total													
Total													
Total													
Total													
Total													
Total													
Total													
Total													
Total													
Total													
Total													
Total													
Total													
Total													
Total													
Total													
Total													
Total													
Total													
Total													
Total													
Total													
Total													

Notes du tableau 5 :

a/ La somme de 203 203 426 dollars mise en recouvrement pour 1972 se décompose comme suit :

	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
Contributions des Etats Membres :		
Initialement mises en recouvrement pour 1972		213 124 410
A déduire : Montant estimatif des recettes accessoires pour 1972		10 608 000
	Total (état II)	<u>202 516 410</u>
A ajouter :		2 478 500
Contributions mises en recouvrement au titre des ouvertures de crédits additionnels pour 1971		
Montant nécessaire pour compenser la diminution du montant estimatif des recettes autres que les contributions du personnel pour 1971		<u>158 500</u>
		205 153 410
A déduire :		
Sommes portées au crédit des Etats Membres au titre du solde disponible de l'excédent budgétaire pour 1970	1 874 033	
Contributions des nouveaux Etats Membres pour 1970 et 1971	<u>75 951</u>	
		1 949 984
Somme mise en recouvrement pour 1972		<u>203 203 426</u>

b/ Montants déduits des sommes portées au crédit des Etats Membres suivants pour 1972 : Madagascar, 379 dollars; Ouganda, 22 dollars; République-Unie de Tanzanie, 696 dollars; Turquie, 627 dollars; Zaïre, 304 dollars.

Note : Les contributions des nouveaux Membres pour l'année où ils sont devenus Membres ont été mises en recouvrement en même temps que leurs contributions pour l'exercice 1973. En conséquence, ces contributions, dont le montant est indiqué ci-après, seront inscrites dans les comptes pour 1973 comme étant dues et exigibles en 1973, conformément à l'article 5.4 du règlement financier.

	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
Pour 1972 :		
Bahrein	70 788	
Emirats arabes unis	70 788	
Oman	70 788	
Qatar	<u>70 788</u>	283 152
Pour 1971 :		
Bahrein	6 970	
Emirats arabes unis	6 970	
Oman	6 970	
Qatar	<u>6 970</u>	27 880
		<u>311 032</u>

c/ Conformément à la résolution 3049 C (XXVII) de l'Assemblée générale, en date du 19 décembre 1972, un montant de 16 613 395 dollars représentant des contributions mises en recouvrement non acquittées a été inscrit à un compte spécial (état III). Le solde de fin d'exercice de 1971 (16 607 518 dollars) a été ajusté en 1972 compte tenu des avances au Fonds de roulement, des contributions mises en recouvrement ainsi que de l'amortissement et des intérêts.

Tableau 6

Organisation des Nations Unies

Fonds de péréquation des impôts : situation au 31 décembre 1972

	Etats-Unis d'Amérique	Autres Etats Membres	Total
	Dollars	Dollars	Dollars
Solde créditeur (net) au 1er janvier 1972	5 765 708	873 695	6 639 403
<u>A ajouter :</u>			
Avances non réglées au titre des impôts à la fin de la période précédente	5 841 782	-	5 841 782
Solde créditeur (brut) au 1er janvier 1972	11 607 490	873 695	12 481 185
<u>A déduire :</u>			
Montant des recettes provenant des contributions du personnel au titre du budget ordinaire de l'ONU pour 1972			
Prévisions initiales	7 972 484	17 341 166	25 313 650
Excédent des recettes effectives sur les prévisions	134 256	292 025	426 281
Montant effectif des recettes provenant des contributions du personnel .	8 106 740	17 633 191	25 739 931
Montant estimatif des recettes provenant des contributions du personnel qui ne sont pas requises aux fins du remboursement des impôts, à porter au crédit des Etats Membres en déduction de leurs quotes-parts au budget ordinaire de 1972 :			
Montant estimatif des recettes provenant des contributions du personnel pour 1972	-	17 341 166	17 341 166
<u>Moins :</u>			
Remboursement de sommes versées à des fonctionnaires au titre des remboursements d'impôts autres que ceux des Etats-Unis d'Amérique	-	(2 028)	(2 028)
Augmentation du montant estimatif révisé pour 1971 (augmentation totale : 637 000 dollars)	-	436 378	436 378
Excédent des recettes effectives sur les prévisions révisées pour 1970 (excédent total : 140 515 dollars)	-	96 260	96 260
Remboursement aux fonctionnaires d'impôts nationaux sur le revenu perçus :			
Par les Etats-Unis d'Amérique :			
Pour l'exercice 1971 - impôts fédéraux	4 465 250	-	4 465 250
- impôts d'Etat	1 073 879	-	1 073 879
- impôts municipaux	253 047	-	253 047
- sécurité sociale	226 809	-	226 809
Pour des exercices antérieurs (net, après abattements)	58 482	-	58 482
Par d'autres Etats Membres	-	8 173	8 173
Avances non réglées au titre du montant estimatif des impôts	6 077 467	17 879 949	23 957 416
	6 424 913	-	6 424 913
	12 502 380	17 879 949	30 382 329
Solde (net) au 31 décembre 1972	7 211 850	626 937	7 838 787

Tableau 6 (suite)

Le solde net de 7 838 787 dollars se décompose comme suit :

1.) Sommes destinées à couvrir le remboursement des impôts perçus par les Etats-Unis d'Amérique :

	Recettes provenant des contributions du personnel				A déduire		
	Budget ordinaire	FUNU	ONUC	Total	Remboursements au titre des impôts nationaux sur le revenu	Avances non réglées au titre des impôts	Solde disponible
	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars
1972	8 106 740	-	-	8 106 740	-	6 295 720	1 811 020
1971	7 191 091	-	-	7 191 091	6 018 985	90 312	1 081 794
1970	83 373	-	-	83 373	-	18 373	65 000
1969	430 595	-	-	430 595	-	12 304	418 291
1968	714 862	-	-	714 862	-	728	714 134
1967	772 184	44 567	-	816 751	-	7 476	809 275
1966/56 (solde) .	1 248 806	451 019	612 511	2 312 336	-	-	2 312 336
	<u>18 547 651</u>	<u>495 586</u>	<u>612 511</u>	<u>19 655 748</u>	<u>6 018 985</u>	<u>6 424 913</u>	<u>7 211 850</u>

2) Soldes disponibles qui ne sont pas requis aux fins du remboursement d'autres impôts nationaux sur le revenu :

1972	292 025	-	-	292 025	8 173	-	283 852
1971	351 973	-	-	351 973	8 888	-	343 085
	<u>643 998</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>643 998</u>	<u>17 061 a/</u>	<u>-</u>	<u>626 937</u>
TOTAL, 1 et 2 ...	<u>19 191 649</u>	<u>495 586 b/</u>	<u>612 511</u>	<u>20 299 746</u>	<u>6 036 046</u>	<u>6 424 913</u>	<u>7 838 787</u>

a/ Le montant de 17 061 dollars sera imputé sur les sommes à porter au crédit des Etats Membres suivants :

	Remboursement d'impôts à imputer sur les sommes à porter au crédit des Etats Membres		
	Pour 1973	Pour 1974	Total
	Dollars	Dollars	Dollars
Espagne	-	497	497
Madagascar	362	-	362
Ouganda	5 522	2 690	8 212
Tanzanie	1 862	3 250	5 112
Turquie	763	1 301	2 064
Zaire	379	435	814
	<u>8 888</u>	<u>8 173</u>	<u>17 061</u>

b/ Ces chiffres ne comprennent pas la part des recettes provenant des contributions du personnel de la FUNU pour les exercices 1961 à 1967 (465 138 dollars) et de l'ONUC pour les exercices 1961 à 1964 (855 163 dollars) qui n'a pas été portée au crédit des Etats-Unis d'Amérique et qui apparaît dans les comptes respectifs de ces deux opérations.

Tableau 7

Fonds de roulement

Avances destinées à couvrir divers achats et opérations amortissables
pour l'exercice terminé le 31 décembre 1972

	<u>Allo-</u> <u>cations</u> <u>faites</u>	<u>Solde au</u> <u>1er janvier</u> <u>1972</u>	<u>Avancé</u> <u>en cours</u> <u>d'exercice</u>	<u>Remboursé</u> <u>en cours</u> <u>d'exercice</u>	<u>Solde au</u> <u>31 décem-</u> <u>bre 1972</u>
<u>Avec l'assentiment</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
<u>préalable du Comité</u>					
<u>consultatif pour les</u>					
<u>questions adminis-</u>					
<u>tratives et</u>					
<u>budgétaires :</u>					
Assurance du bâtiment					
du Secrétariat	59 150	79 504	19 270	39 880	58 894
Achats de papier	150 000	135 159	81 303	41 914	174 548
Restaurants et					
services annexes					
(capital d'exploit-					
tation)	75 000	50 000	308 697	283 697	75 000
Comptoir d'articles					
pour cadeaux					
(capital d'exploit-					
tation)	125 000	125 000	-	-	125 000
	<u>409 150</u>	<u>389 663</u>	<u>409 270</u>	<u>365 491</u>	<u>433 442</u>
Autres achats et opé-					
rations amortissables,					
compte tenu du plafond					
de 150 000 dollars					
fixé pour le fonds					
d'avances rembour-					
sables	153 900	69 160	196 502	194 062	71 600
	<u>563 050</u>	<u>458 823</u>	<u>605 772</u>	<u>559 553</u>	<u>505 042</u>

Tableau 8

Fonds de roulement

Avances des Etats Membres au 31 décembre 1972

<u>Etats Membres</u>	<u>Total des avances</u>	<u>A porter au crédit des Etats Membres en raison d'un vi- rement d'excédents</u>	<u>Montants recouvrés</u>	<u>Solde à recevoir</u>
	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
Afghanistan	16 000	648	15 352	-
Afrique du Sud	216 000	6 044	209 956	-
Albanie	16 000	431	15 569	-
Algérie	36 000	-	36 000	-
Arabie Saoudite	28 000	648	27 352	-
Argentine	340 000	11 979	328 021	-
Australie	588 000	19 317	568 683	-
Autriche	220 000	4 640	215 360	-
Barbade	16 000	-	16 000	-
Belgique	420 000	14 029	405 971	-
Bhoutan	16 000	-	16 000	-
Birmanie	20 000	863	19 137	-
Bolivie	16 000	431	15 569	-
Botswana	16 000	-	16 000	-
Brésil	320 000	11 007	308 993	-
Bulgarie	72 000	1 727	70 273	-
Burundi	16 000	-	16 000	-
Cameroun	16 000	-	16 000	-
Canada	1 232 000	33 561	1 198 439	-
Chili	80 000	2 914	77 086	-
Chine	1 600 000	-	1 600 000	-
Chypre	16 000	-	16 000	-
Colombie	76 000	3 346	72 654	-
Congo	16 000	-	16 000	-
Costa Rica	16 000	431	15 569	-
Côte d'Ivoire	16 000	-	16 000	-
Cuba	64 000	2 698	61 302	-
Dahomey	16 000	-	16 000	-
Danemark	248 000	6 475	241 525	-
Egypte	72 000	2 878	69 122	-
El Salvador	16 000	540	15 460	-
Equateur	16 000	648	15 352	-
Espagne	416 000	10 036	405 964	-
Etats-Unis d'Amérique	12 608 000	350 834	12 257 166	-
Ethiopie	16 000	648	15 352	-
Fidji	16 000	-	16 000	-
Finlande	180 000	3 885	176 115	-
France	2 400 000	69 066	2 330 934	-
Gabon	16 000	-	16 000	-
Gambie	16 000	-	16 000	-

Tableau 8 (suite)

<u>Etats Membres</u>	<u>Total des avances</u>	A porter au crédit des Etats Membres en raison d'un vi- rement d'excédents	<u>Montants recouvrés</u>	<u>Solde à recevoir</u>
	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
Ghana	28 000	756	27 244	-
Grèce	116 000	2 482	113 518	-
Guatemala	20 000	540	19 460	-
Guinée	16 000	-	16 000	-
Guinée équatoriale	16 000	-	16 000	-
Guyane	16 000	-	16 000	-
Haïti	16 000	431	15 569	-
Haute-Volta	16 000	-	16 000	-
Honduras	16 000	431	15 569	-
Hongrie	192 000	4 533	187 467	-
Inde	620 000	26 547	593 453	-
Indonésie	112 000	5 073	106 927	-
Irak	28 000	971	27 029	-
Iran	88 000	2 267	85 733	-
Irlande	60 000	1 727	58 273	-
Islande	16 000	431	15 569	-
Israël	80 000	1 511	78 489	-
Italie	1 416 000	24 281	1 391 719	-
Jamaïque	16 000	-	16 000	-
Japon	2 160 000	23 634	2 136 366	-
Jordanie	16 000	431	15 569	-
Kenya	16 000	-	16 000	-
Koweït	32 000	-	32 000	-
Laos	16 000	431	15 569	-
Lesotho	16 000	-	16 000	-
Liban	20 000	540	19 460	-
Libéria	16 000	431	15 569	-
Luxembourg	20 000	648	19 352	-
Madagascar	16 000	-	16 000	-
Malaisie	40 000	1 835	38 165	-
Malawi	16 000	-	16 000	-
Maldives	16 000	-	16 000	-
Mali	16 000	-	16 000	-
Malte	16 000	-	16 000	-
Maroc	36 000	1 511	34 489	-
Maurice	16 000	-	16 000	-
Mauritanie	16 000	-	16 000	-
Mexique	352 000	7 662	344 338	-
Mongolie	16 000	-	16 000	-
Népal	16 000	431	15 569	-
Nicaragua	16 000	431	15 569	-
Niger	16 000	-	16 000	-
Nigéria	48 000	-	48 000	-
Norvège	172 000	5 288	166 712	-
Nouvelle-Zélande	128 000	4 533	123 467	-

Tableau 8 (suite)

<u>Etats Membres</u>	<u>Total des avances</u>	A porter au crédit des Etats Membres en raison d'un vi- rement d'excédents		<u>Montants recouvrés</u>	<u>Solde à recevoir</u>
	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>		<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
Ouganda	16 000	-		16 000	-
Pakistan	136 000	4 317		131 683	-
Panama	16 000	431		15 569	-
Paraguay	16 000	431		15 569	-
Pays-Bas	472 000	10 900		461 100	-
Pérou	40 000	1 187		38 813	-
Philippines	124 000	4 640		119 360	-
Pologne	564 000	14 784		549 216	-
Portugal	64 000	2 158		61 842	-
République arabe libyenne	28 000	431		27 569	-
République arabe syrienne	16 000	576		15 424	-
République centrafricaine	16 000	-		16 000	-
République Dominicaine	16 000	540		15 460	-
République khmère	16 000	431		15 569	-
République socialiste soviétique de Biélorussie ..	200 000	5 073		194 927	-
République socialiste soviétique d'Ukraine	748 000	19 425		728 575	-
République-Unie de Tanzanie ..	16 000	-		16 000	-
Roumanie	144 000	3 669		140 331	-
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	2 360 000	83 958		2 276 042	-
Rwanda	16 000	-		16 000	-
Sénégal	16 000	-		16 000	-
Sierra Leone	16 000	-		16 000	-
Singapour	20 000	-		20 000	-
Somalie	16 000	-		16 000	-
Souaziland	16 000	-		16 000	-
Soudan	16 000	648		15 352	-
Sri Lanka	20 000	1 079		18 921	-
Suède	500 000	15 000		485 000	-
Tchad	16 000	-		16 000	-
Tchécoslovaquie	360 000	9 388		350 612	-
Thaïlande	52 000	1 727		50 273	-
Togo	16 000	-		16 000	-
Trinité-et-Tobago	16 000	-		16 000	-
Tunisie	16 000	540		15 460	-
Turquie	140 000	6 367		133 633	-
Union des Républiques socialistes soviétiques	5 672 000	146 981		5 525 019	-
Uruguay	28 000	1 296		26 704	-
Venezuela	164 000	5 396		158 604	-
Yémen	16 000	431		15 569	-
Yémen démocratique	16 000	-		16 000	-
Yougoslavie	152 000	3 777		148 223	-
Zaïre	16 000	-		16 000	-
Zambie	16 000	-		16 000	-
	<u>40 032 000</u>	<u>1 025 092</u>		<u>39 006 908</u>	<u>-</u>

Tableau 9

Compte spécial de l'Organisation des Nations Unies

Placements au 31 décembre 1972

	<u>Valeur en bourse</u>	<u>Valeur comptable</u>
	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
Chemical Bank, Bahamas, 5 p. 100 -		
Dépôt remboursable sur demande au bout de sept jours	7 500 000	7 500 000
Irving Trust Company -		
Compte d'épargne de l'Organisation des Nations Unies, 4,50 p. 100	13 539 640	13 539 640
Midland Bank Finance Corporation, Ltd. -		
Sept pour cent, dépôt remboursable sur demande (198 182,64 livres sterling)	465 217	465 217
	<u>21 504 857</u>	<u>21 504 857</u>

Tableau 10

Compte spécial "Produit de la vente des obligations de l'ONU"

Obligations de l'ONU non remboursées et remboursement du principal
venu à échéance : situation au 31 décembre 1972

<u>Etats Membres</u>	<u>Obligation No</u>	<u>Obligations</u>	<u>Remboursement</u>	<u>Total des</u>
		<u>non</u> <u>remboursées</u> <u>Dollars</u>	<u>du principal</u> <u>Dollars</u>	<u>obligations</u> <u>vendues</u> <u>Dollars</u>
Afghanistan	26	16 475	8 525	25 000
Arabie Saoudite	65	13 920	6 080	20 000
Australie	11	2 636 000	1 364 000	4 000 000
Autriche	60	626 400	273 600	900 000
Belgique	99	921 600	278 400	1 200 000
Birmanie	38	65 900	34 100	100 000
Cameroun	34	6 306	3 263	9 569
Canada	27	4 112 160	2 127 840	6 240 000
Chine	41	329 500	170 500	500 000
Chypre	69	18 218	7 957	26 175
Côte d'Ivoire	24	39 540	20 460	60 000
Danemark	3	1 647 500	852 500	2 500 000
Danemark	94	2 452 200	897 800	3 350 000
Egypte (75 652 416 livres égyptiennes)	84	173 993	75 997	249 990
Etats-Unis d'Amérique ..	33	29 063 877	15 039 123	44 103 000
Etats-Unis d'Amérique ..	43	10 260 525	5 309 315	15 569 840
Etats-Unis d'Amérique ..	53	3 857 928	1 685 072	5 543 000
Etats-Unis d'Amérique ..	64	4 770 441	2 083 641	6 854 082
Etats-Unis d'Amérique ..	82	2 383 087	1 040 888	3 423 975
Etats-Unis d'Amérique ..	88	563 185	206 194	769 379
Ethiopie	96	139 200	60 800	200 000
Finlande	2	975 320	504 680	1 480 000
Ghana	74	69 600	30 400	100 000
Grèce	22	6 590	3 410	10 000
Honduras	45	6 590	3 410	10 000
Inde	49	1 392 000	608 000	2 000 000
Indonésie	21	131 800	68 200	200 000
Irak	75	69 600	30 400	100 000
Iran	55	174 000	76 000	250 000
Iran	86	183 000	67 000	250 000
Irlande	12	197 700	102 300	300 000
Islande	4	52 720	27 280	80 000
Israël	5	131 800	68 200	200 000
Italie	6	5 904 640	3 055 360	8 960 000
Jamaïque	68	13 920	6 080	20 000
Japon	52	3 480 000	1 520 000	5 000 000
Jordanie	15	16 475	8 525	25 000
Jordanie	70	34 800	15 200	50 000

Tableau 10 (suite)

Etats Membres	Obligation No	Obligations non remboursées	Remboursement du principal	Total des obligations vendues
		Dollars	Dollars	Dollars
Koweït	19	659 000	341 000	1 000 000
Liban	37	5 451	2 820	8 271
Libéria	87	40 720	14 909	55 629
Libéria	90	105 680	38 691	144 371
Luxembourg	44	65 900	34 100	100 000
Malaisie	100	224 060	115 940	340 000
Mali	66	13 920	6 080	20 000
Maroc	39	184 520	95 480	280 000
Maroc	91	87 840	32 160	120 000
Mauritanie (659 000 francs CFA)	51	2 636	1 348	3 984
Nigéria	42	659 000	341 000	1 000 000
Norvège	1	1 186 200	613 800	1 800 000
Norvège	93	2 854 800	1 045 200	3 900 000
Nouvelle-Zélande (117 301,53 livres sterling)	13	275 356	158 208	433 564
Nouvelle-Zélande (49 714,29 livres sterling)	54	116 700	56 161	172 861
Nouvelle-Zélande (24 844,73 livres sterling)	58	58 321	28 066	86 387
Nouvelle-Zélande (24 857,14 livres sterling)	62	58 350	28 081	86 431
Nouvelle-Zélande (24 857,14 livres sterling)	63	58 350	28 080	86 430
Ouganda (2 484,52 livres sterling)	76	5 832	2 807	8 639
Pakistan	50	348 000	152 000	500 000
Pays-Bas	29	452 733	234 267	687 000
Pays-Bas	48	927 768	405 232	1 333 000
Philippines	71	522 000	228 000	750 000
République arabe libyenne	67	17 400	7 600	25 000
République khmère	80	3 480	1 520	5 000
République-Unie de Tanzanie	72	1 949	851	2 800
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (2 823 025,44 livres sterling)	32	6 626 820	3 807 507	10 434 327
Sierra Leone (6 590,00 livres sterling)	23	15 469	8 888	24 357
Soudan	8	32 950	17 050	50 000
Sri Lanka /79 080 roupies (de Sri Lanka)/	30	11 803	7 693	19 496
Suède	7	3 822 200	1 977 800	5 800 000
Suède	92	6 346 440	2 323 560	8 670 000
Thaïlande	57	105 440	54 560	160 000
Togo	9	6 590	3 410	10 000
Trinité-et-Tobago	79	6 090	2 660	8 750
Tunisie	14	319 615	165 385	485 000
Turquie	78	69 600	30 400	100 000

Tableau 10 (suite)

<u>Etats Membres</u>	<u>Obligation No</u>	<u>Obligations non remboursées</u>	<u>Remboursement du principal</u>	<u>Total des obligations vendues</u>
		<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
Venezuela	59	208 800	91 200	300 000
Yougoslavie	47	65 900	34 100	100 000
Yougoslavie	56	69 600	30 400	100 000
		<hr/>	<hr/>	<hr/>
Total		103 581 793	50 308 514	153 890 307
		<hr/>	<hr/>	<hr/>

Etats non membres

Allemagne (République fédérale d')	28	6 590 000	3 410 000	10 000 000
Allemagne (République fédérale d')	77	1 392 000	608 000	2 000 000
République de Corée	40	263 600	136 400	400 000
République du Viet-Nam ..	18	6 590	3 410	10 000
Suisse	36	1 252 100	647 900	1 900 000
		<hr/>	<hr/>	<hr/>
		113 086 083	55 114 224	168 200 307
		<hr/>	<hr/>	<hr/>

A ajouter :

Gain au change sur le principal non amorti
d'obligations remboursables dans des
monnaies dévaluées en novembre 1967 et
en août 1969 :

Obligations remboursables en livres sterling	1 564 549
Obligations remboursables en roupies (de Sri Lanka)	4 216
Obligations remboursables en francs CFA	372

Gain (ou perte) au change sur le principal
non amorti d'obligations remboursables dans
des monnaies réévaluées en 1972 ;

Obligations remboursables en livres sterling	135 020
Obligations remboursables en roupies (de Sri Lanka)	1 488
Obligations remboursables en francs CFA	(274)

Total général	<hr/> 169 905 678 <hr/>
---------------	-------------------------

Note : Le montant du principal non amorti à rembourser dans des monnaies autres que le dollar des Etats-Unis est indiqué ci-dessus entre parenthèses.

ACTIF

	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
<u>Compte "Gros travaux d'amélioration de l'immeuble des Nations Unies à Santiago"</u>		
A recevoir du Fonds général de l'ONU		125 438
Engagements		
Réglés par décaissements	983 862	
Non réglés	<u>11 056</u>	994 918
		<u>1 120 356</u>
<u>Compte spécial "Gros travaux d'entretien et d'amélioration au Palais des Nations (Genève)"</u>		
Sommes à recevoir et soldes débiteurs divers		105 802
A recevoir du Fonds général de l'ONU		775 825
Engagements		
Réglés par décaissements	4 670 741	
Non réglés	<u>765 151</u>	5 435 892
		<u>6 317 519</u>
<u>Agrandissement des salles et installations de conférence au Palais des Nations (Genève)</u>		
Disponibles en banque		1 661 645
Sommes à recevoir et soldes débiteurs divers		523 185
Engagements		
Réglés par décaissements	24 685 423	
Non réglés	<u>4 779 391</u>	29 464 814
		<u>31 649 644</u>
<u>Compte "Construction de l'immeuble des Nations Unies à Addis-Abeba"</u>		
A recevoir du Fonds général de l'ONU		2 591 174
Engagements		
Réglés par décaissements	238 826	
Non réglés	<u>71 289</u>	<u>310 115</u>
		<u>2 901 289</u>
<u>Compte "Construction de l'immeuble des Nations Unies à Bangkok"</u>		
A recevoir du Fonds général de l'ONU		3 190 904
Engagements		
Réglés par décaissements	332 666	
Non réglés	<u>126 932</u>	459 598
		<u>3 650 502</u>

ruction en cours

embre 1972

PASSIF

	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
Engagements non réglés		11 056
Crédits ouverts pour les travaux de construction :		
Pour 1969	659 000	
Pour 1970	<u>409 300</u>	1 068 300
Crédit ouvert pour l'établissement de plans détaillés, de spécifications et de devis pour la construction d'un bâtiment annexe		<u>41 000</u>
		<u>1 120 356</u>
 Sommes à payer et soldes créditeurs divers		132 551
Engagements non réglés		765 151
Prêt du Gouvernement suisse		1 118 421
Crédits ouverts pour les travaux de construction :		
Pour 1967	612 000	
Pour 1968	612 000	
Pour 1969	612 000	
Pour 1970	612 000	
Pour 1971	612 000	
Pour 1972	<u>1 238 000</u>	4 298 000
Intérêts échus		<u>3 396</u>
		<u>6 317 519</u>
 Sommes à payer et soldes créditeurs divers		2 712 393
Dû au Fonds général de l'ONU		1 719 728
Engagements non réglés		4 779 391
Prêt du Gouvernement suisse		1 421 053
Dons du Gouvernement suisse		980 000
Crédits ouverts pour les travaux de construction :		
Pour 1967	1 000 000	
Pour 1968	1 000 000	
Pour 1969	1 000 000	
Pour 1970	1 000 000	
Pour 1971	1 500 000	
Pour 1972	<u>2 500 000</u>	8 000 000
Intérêts échus		<u>37 079</u>
		<u>31 649 644</u>
 Engagements non réglés		71 289
Crédits ouverts pour les travaux de construction :		
Pour 1971		900 000
Pour 1972		<u>1 930 000</u>
		<u>2 901 289</u>
 Sommes à payer et soldes créditeurs divers		18 224
Engagements non réglés		126 932
Contributions en espèces - Indonésie		5 000
Crédits ouverts pour les travaux de construction :		
Pour 1971		1 100 000
Pour 1972		2 400 000
Gain au change		<u>346</u>
		<u>3 650 502</u>

Tableau 12

B. COMPTE SPECIAL DE LA FORCE D'URGENCE DES NATIONS UNIES

Contributions mises en recouvrement non acquittées au 31 décembre 1972

A. Arriérés restant à acquitter	Solde à recevoir pour 1967 Dollars	Solde à recevoir pour 1966 Dollars	Solde à recevoir pour 1965 Dollars	Solde à recevoir pour 1964 Dollars	Solde à recevoir pour 1963 Dollars	Solde à recevoir pour 1962 Dollars	Solde à recevoir pour 1961 Dollars	Solde à recevoir pour 1960 Dollars	Solde à recevoir pour 1959 Dollars	Solde à recevoir pour 1958 Dollars	Solde à recevoir pour 1956/57 Dollars	Total des contributions mises en recouvrement non acquittées Dollars
Afghanistan	2 110	2 355	2 368	4 333	2 821	907	5 584	5 926	3 095	-	-	29 499
Afrique du Sud	15 485	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	15 485
Algérie	4 221	4 711	-	-	-	-	-	-	-	-	-	8 932
Bolivie	1 689	1 885	1 895	3 466	2 256	735	7 484	3 939	6 056	12 500	-	41 905
Cameroon	1 689	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 689
Chili	11 397	12 720	12 788	22 529	14 667	4 765	25 125	26 643	35 269	-	-	165 903
Congo	1 689	1 885	1 895	3 466	314	-	-	-	-	-	-	9 249
Côte d'Ivoire	1 689	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 689
Dahomey	1 689	1 885	1 895	61	-	-	-	-	-	-	-	5 530
El Salvador	1 689	1 885	1 895	1 942	-	-	-	-	-	-	-	7 411
Equateur	2 110	2 355	2 368	3 296	-	-	-	-	-	-	-	10 129
Guinée	1 689	1 885	1 895	3 466	2 256	735	7 484	-	-	-	-	19 410
Haïti	1 689	1 885	1 895	3 466	2 256	735	3 722	3 951	6 062	-	-	25 661
Irak	3 376	3 769	3 789	7 798	5 077	1 654	16 840	8 854	13 623	30 000	5 627	100 407
Liban	2 110	2 355	2 368	4 333	2 821	919	4 653	291	-	-	-	19 850
Mali	1 689	1 885	1 895	-	-	-	-	-	-	-	-	5 469
Mexique	34 192	38 162	38 365	64 121	41 744	13 629	132 849	70 158	107 564	138 707	-	679 491
Niger	1 689	217	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 906
Ouganda	1 689	1 885	1 895	3 466	2 256	-	-	-	-	-	-	9 589
Panama	1 689	1 885	1 895	3 466	2 256	735	3 722	-	-	-	-	15 648
Paraguay	1 689	1 885	1 895	3 466	2 256	735	3 722	3 951	6 062	6 000	-	31 661
Pérou	3 799	4 240	4 262	8 665	5 641	1 826	20 582	10 817	16 649	960	-	77 441
Philippines	14 774	857	-	-	-	-	-	-	-	-	-	15 631
République arabe libyenne	1 689	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 689
République centrafricaine	1 689	567	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2 256
République Dominicaine	1 689	1 885	1 895	4 333	2 821	919	9 356	-	-	-	-	22 898
République khmère	1 689	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 689
Sénégal	1 689	1 885	1 895	4 333	12	-	-	-	-	-	-	9 814
Sierra Leone	1 689	780	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2 469
Somalie	1 689	1 885	1 895	3 466	2 256	-	-	-	-	-	-	11 191
Tchad	1 689	1 885	1 895	2 917	-	-	-	-	-	-	-	8 386
Thaïlande	5 909	3 117	-	-	-	-	-	-	-	-	-	9 026
Uruguay	4 221	4 711	4 736	9 532	6 205	2 010	11 167	11 806	-	-	-	54 388
Venezuela	21 106	11 192	-	-	-	-	-	-	-	-	-	32 298
Yugoslavie	7 598	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7 598
TOTAL, A	167 877	118 498	97 574	165 921	96 313	30 304	252 290	146 336	194 380	188 167	5 627	1 463 287
B. Membres qui n'ont fait aucun versement												
Burundi	1 689	1 885	1 895	3 466	2 256	87	-	-	-	-	-	11 278
Egypte	9 709	10 836	10 894	21 663	14 102	4 574	59 876	31 477	48 432	87 500	52 883	351 946
Espagne	30 815	34 393	34 576	74 521	48 512	15 720	174 013	91 643	140 826	277 500	167 462	1 089 981
Haute-Volta	1 689	1 885	1 895	3 466	2 256	777	7 524	444	-	-	-	19 936
République arabe syrienne	2 110	2 355	2 368	4 333	2 821	915	-	-	-	20 000	11 752	46 654
Rwanda	1 689	1 885	1 895	3 466	2 256	87	-	-	-	-	-	11 278
Soudan	2 532	2 826	2 841	6 066	3 949	1 297	11 227	5 868	9 067	27 500	16 159	89 332
Togo	1 689	1 885	1 895	3 466	2 256	777	3 762	444	-	-	-	16 174
Yémen	1 689	1 885	1 895	3 466	2 256	735	7 484	3 951	6 062	10 000	5 876	45 299
TOTAL, B	53 611	59 835	60 154	123 913	80 664	24 969	263 886	133 827	204 387	422 500	254 132	1 681 878

	<u>Solde à recevoir pour 1967 Dollars</u>	<u>Solde à recevoir pour 1966 Dollars</u>	<u>Solde à recevoir pour 1965 Dollars</u>	<u>Solde à recevoir pour 1964 Dollars</u>	<u>Solde à recevoir pour 1963 Dollars</u>	<u>Solde à recevoir pour 1962 Dollars</u>	<u>Solde à recevoir pour 1961 Dollars</u>	<u>Solde à recevoir pour 1960 Dollars</u>	<u>Solde à recevoir pour 1959 Dollars</u>	<u>Solde à recevoir pour 1958 Dollars</u>	<u>Solde à recevoir pour 1956/57 Dollars</u>	<u>Total des contributions mises en recouvrement non acquittées Dollars</u>
C. Membres qui n'ont pas acquitté la contribution supplémentaire de 25 p. 100 qui leur a été demandée pour constituer une réserve												
Afrique du Sud	65 377	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	65 377
Australie	63 227	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	63 227
Belgique	46 019	49 282	-	-	-	-	-	-	-	-	-	144 583
France	243 703	260 976	260 976	-	-	-	-	-	-	-	-	765 655
TOTAL, C	418 326	310 258	310 258	-	-	-	-	-	-	-	-	1 038 842

D. Membres qui n'ont pas acquitté les montants correspondant à la différence entre la contribu- tion mise en recouvrement et la contribution calculée d'après les prévisions de dépenses révisées pour l'exercice 1967 /résolution 2304 (XXII) de l'Assemblée générale/ Etats-Unis d'Amérique	1 188 096	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 188 096
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	283 299	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	283 299
TOTAL, D	1 471 395	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 471 395

E. Membres qui ont indiqué qu'ils ne verseraient pas de contri- butions												
Albanie	689	1 885	1 895	3 466	2 256	735	7 484	3 951	6 062	10 000	5 876	45 299
Arabie Saoudite	954	3 297	3 315	6 066	3 949	1 297	11 227	5 915	9 087	17 500	10 283	74 890
Bulgarie	176	8 009	8 032	17 330	11 282	3 720	29 938	15 836	24 257	35 000	20 565	181 155
Cuba	8 442	9 422	9 473	19 063	12 410	4 008	46 778	24 679	37 874	65 000	12 662	249 811
Hongrie	112 047	119 990	119 990	90 228	53 115	54 126	78 587	41 516	63 627	97 500	67 572	898 298
Jordanie	1 689	1 885	1 895	3 466	2 256	735	7 484	3 951	6 062	10 000	5 876	45 299
Mongolie	1 689	1 885	1 895	3 466	2 256	780	416	-	-	-	-	12 387
Pologne	290 123	310 689	310 689	226 453	121 406	60 854	256 343	135 134	207 514	380 000	229 159	2 528 364
République socialiste sovié- tique de Biélorussie	104 044	111 420	111 420	91 997	49 322	50 170	87 943	46 419	71 219	117 500	70 510	911 964
République socialiste sovié- tique d'Ukraine	394 166	422 108	422 108	350 294	187 800	191 019	336 801	177 778	272 747	450 000	271 759	3 476 580
Roumanie	70 030	74 994	74 994	56 613	30 351	30 816	63 618	33 406	51 442	122 500	73 448	682 212
Tchécoslovaquie	222 094	237 837	237 837	183 993	110 972	113 093	162 787	85 983	131 856	205 000	123 393	1 814 845
Union des Républiques socia- listes soviétiques	2 985 260	3 196 885	3 196 885	2 648 435	1 419 878	1 444 204	2 548 457	2 706 146	2 063 805	3 405 000	2 050 676	27 665 631
TOTAL, E	4 201 403	4 500 306	4 500 448	3 700 870	2 007 253	1 953 557	3 637 863	3 280 704	2 945 552	4 915 000	2 941 772	38 586 735
TOTAL, A à E	6 312 612	4 988 897	4 968 434	3 990 704	2 184 230	2 010 830	4 154 039	3 560 867	3 344 319	5 525 667	3 201 538	44 242 137

C. COMPTE "AD HOC" POUR L'OPERATION DES NATIONS UNIES AU CONGO

Tableau 13

Contributions mises en recouvrement non acquittées au 31 décembre 1972

	Solde à recevoir				Solde à recevoir				Total des contri-	
	pour 1964		pour 1962		pour 1961		pour 1960		butions mises en recouvrement non acquittées	
	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars
A. Arriérés restant à acquitter										
Afghanistan	4 186	8 238	7 949	11 887			5 343	37 603		
Bolivie	3 349	6 589	6 366	7 925			10 604	34 833		
Brésil	-	169 679	79 159	-			-	248 838		
Congo	3 349	6 589	-	-			-	9 938		
Dahomey	3 349	3 645	-	-			-	6 994		
Egypte	20 931	27 456	-	-			-	48 387		
El Salvador	3 349	-	-	-			-	3 349		
Equateur	4 120	-	-	-			-	4 120		
Guatemala	4 186	8 238	7 958	9 905			7 922	38 209		
Guinée	3 349	6 589	-	-			-	9 938		
Haute-Volta	3 349	6 589	4 207	-			-	14 145		
Honduras	3 349	2 328	-	-			-	5 677		
Irak	7 535	14 827	-	-			-	22 362		
Liban	4 186	7 922	-	-			-	12 108		
Mali	3 349	6 589	6 396	7 925			-	24 259		
Paraguay	3 349	6 589	6 366	7 925			-	24 229		
République centrafricaine	3 349	3 240	-	-			-	6 589		
Sénégal	4 186	8 238	7 994	-			-	20 418		
Somalie	3 349	6 589	6 396	1 111			-	17 445		
Soudan	5 860	-	-	-			-	5 860		
Tchad	3 349	6 483	-	-			-	9 832		
Yougoslavie	31 816	62 600	60 505	69 341			109 007	333 269		
TOTAL, A	127 194	369 017	193 296	116 019			132 876	938 402		
B. Membres qui n'ont fait aucun versement										
Afrique du Sud	79 239	174 621	423 528	554 730			271 219	1 503 337		
Arabie Saoudite	5 860	11 532	11 149	11 887			29 059	69 487		
Burundi	3 349	6 589	533	-			-	10 471		
Chili	21 769	42 831	41 372	53 492			65 383	224 847		
Espagne	72 002	141 674	136 816	184 250			450 417	985 159		
Haïti	3 349	6 589	6 366	7 925			9 687	33 916		
Mauritanie	3 349	6 589	6 400	877			-	17 215		
Mexique	61 956	121 906	117 801	140 664			343 866	786 193		
Nicaragua	3 349	6 589	6 366	7 925			9 687	33 916		
Ouganda	3 349	6 589	533	-			-	10 471		
Panama	3 349	6 589	6 366	7 925			9 687	33 916		
Pérou	8 372	16 474	15 907	21 793			26 637	89 183		
Portugal	13 396	26 358	25 431	39 624			96 864	201 673		
République arabe syrienne	4 186	8 238	7 955	-			-	20 379		
République Dominicaine	4 186	8 238	7 958	9 905			24 216	54 503		
Rwanda	3 349	6 589	533	-			-	10 471		
Togo	3 349	6 589	6 396	7 925			1 065	25 324		
Uruguay	9 209	18 121	17 499	23 774			29 059	97 662		
Yémen	3 349	6 589	6 366	7 925			19 373	43 602		
TOTAL, B	310 316	629 294	845 275	1 080 621			1 386 219	4 251 725		

	Solde à recevoir Solde à recevoir Solde à recevoir Solde à recevoir Solde à recevoir					Total des contri-	
	pour 1964	pour 1963	pour 1962	pour 1961	pour 1960	butions mises en	recouvrement non
	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	acquittées	Dollars
C. Membres qui ont indiqué qu'ils ne verseraient pas de contributions							
Albanie	3 349	6 589	6 366	7 925	19 373	43 602	
Bulgarie	16 744	32 947	31 865	31 699	77 491	190 746	
Cuba	18 419	36 242	34 989	49 529	121 080	260 259	
France	888 069	1 957 068	4 746 601	6 339 772	3 099 642	17 031 152	
Hongrie	76 249	184 505	447 646	83 210	203 414	995 024	
Jordanie	3 349	6 589	6 366	7 925	19 373	43 602	
Mongolie	3 349	6 589	6 400	877	-	17 215	
Pologne	191 369	421 726	510 845	678 553	663 517	2 466 010	
République socialiste soviétique de Biélorussie	77 744	171 326	415 604	465 577	227 630	1 357 881	
République socialiste soviétique d'Ukraine	296 024	652 356	1 582 482	1 783 061	871 774	5 185 697	
Roumanie	47 842	105 432	255 713	67 360	164 668	641 015	
Tchécoslovaquie	155 488	385 483	935 266	861 813	421 358	2 759 408	
Union des Républiques socialistes soviétiques	2 238 114	4 932 209	11 964 509	13 491 828	6 596 425	39 223 085	
TOTAL, C	4 016 109	8 899 061	20 944 652	23 869 129	12 485 745	70 214 696	
TOTAL, A, B ET C	4 453 619	9 897 372	21 983 223	25 065 769	14 004 840	75 404 823	

D. ORGANISATION DES NATIONS UNIES, ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT - OPERATIONS D'ASSISTANCE TECHNIQUE DONT LE COUT EST IMPUTE SUR LE PROGRAMME ORDINAIRE DE L'ONU, LE PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT ET DES FOND D'AFFECTATION SPECIALE EXTRA-BUDGETAIRE

Tableau 14

Engagements : coût des projets inscrits au Programme ordinaire pour l'exercice terminé le 31 décembre 1972

Pays ou territoire	Régles par décaissements		Non réglés		Total	
	ONU Dollars	ONUDI Dollars	ONU Dollars	ONUDI Dollars	ONU Dollars	ONUDI Dollars
Afghanistan	11 966	5 075	14 236	24 555	26 202	29 630
Afrique du Sud	25 000	-	-	-	25 000	-
Arabie Saoudite	-	(272)	-	3 400	-	3 128
Autriche	-	-	3 200	-	3 200	-
Belgique	-	-	1 000	-	1 000	-
Birmanie	-	3 953	-	2 670	-	6 623
Bolivie	-	(160)	1 350	2 000	1 350	1 840
Botswana	357	-	3 750	-	4 107	-
Brésil	1 385	(880)	2 000	11 000	3 385	10 120
Bulgarie	-	-	3 400	-	3 400	-
Burundi	1 957	-	384	3 400	2 341	3 400
Cameroon	1 375	13 787	-	-	1 375	13 787
Canada	-	-	2 800	-	2 800	-
Chili	-	2 673	-	-	-	2 673
Colombie	1 332	14 146	1 665	5 482	2 997	19 628
Congo	1 062	(272)	-	3 400	1 062	3 128
Costa Rica	-	(470)	-	5 875	-	5 405
Côte d'Ivoire	-	174	-	2 954	-	3 128
Cuba	-	6 846	-	3 700	-	10 546
Dahomey	3 639	2 309	42 278	2 000	45 917	4 309
Egypte	-	30 585	1 750	7 334	1 750	38 523
El Salvador	-	(40)	-	500	-	460
Emirats arabes unis	767	-	409	-	1 176	-
Equateur	-	2 526	-	6 600	-	9 126
Espagne	-	7 368	-	6 300	-	13 668
Ethiopie	3 719	-	1 000	-	4 719	-
Fidji	20 000	-	-	-	20 000	-
Gabon	685	-	951	-	1 636	-
Gambie	-	2 617	-	1 800	-	4 417
Ghana	2 562	-	2 558	-	5 120	-
Grèce	-	(112)	-	1 400	-	1 288
Guatemala	-	(264)	-	3 300	-	3 036
Haïti	65 789	-	77 369	6 800	143 158	6 800
Haute-Volta	1 897	2 687	21 612	5 995	23 509	8 682
Honduras	19 217	4 179	81 891	-	101 108	4 179
Hongrie	-	-	1 100	-	1 100	-
Iles Gilbert et Ellice	-	-	20 000	-	20 000	-
Inde	-	2 639	5 000	30 162	5 000	32 801
Indonésie	-	2 340	4 850	-	4 850	2 340
Irak	2 100	4 060	9 850	9 372	11 950	13 432
Iran	-	-	5 800	-	5 800	-
Islande	618	-	2 382	-	3 000	-
Israël	-	436	1 300	3 335	1 300	3 771

Pays ou territoire	Réglés par décaissements		Non réglés		Total	
	ONU Dollars	ONUDI Dollars	ONU Dollars	ONUDI Dollars	ONU Dollars	ONUDI Dollars
Jamaïque	1 000	-	-	-	1 000	-
Jordanie	-	10 710	-	1 640	-	12 350
Koweït	2 000	(176)	-	2 200	2 000	2 024
Laos	11 534	2 583	35 305	3 115	46 839	5 698
Libéria	-	-	2 850	-	2 850	-
Madagascar	4 660	-	2 840	-	7 500	-
Malaisie	2 064	(138)	1 779	6 210	3 843	6 072
Mali	-	3 304	57 000	2 563	57 000	5 867
Malte	-	4 972	-	1 200	-	6 172
Maurice	4 000	-	-	-	4 000	-
Mongolie	-	(880)	3 600	10 998	3 600	10 118
Namibie	25 000	-	-	-	25 000	-
Népal	103 825	7 546	79 191	7 418	183 016	14 964
Nicaragua	-	-	20 000	-	20 000	-
Niger	94 095	-	246 835	-	340 930	-
Nigéria	1 237	(1 488)	2 499	18 600	3 736	17 112
Nouvelle-Zélande	-	-	2 950	-	2 950	-
Ouganda	33 389	-	36 080	-	69 469	-
Pakistan'	20 000	1 794	-	-	20 000	1 794
Panama	-	1 696	-	1 164	-	2 860
Paraguay	-	(88)	1 700	1 100	1 700	1 012
Pérou	20 000	(1 248)	-	15 600	20 000	14 352
Philippines	-	1 600	33 950	10 524	33 950	12 124
Pologne	-	250	4 950	10 500	4 950	10 750
République arabe libyenne	766	-	35	-	801	-
République arabe syrienne	-	(840)	1 800	10 500	1 800	9 660
République centrafricaine	101 496	-	68 330	-	169 826	-
République de Corée	-	(366)	-	4 570	-	4 204
République Dominicaine	2 026	-	1 000	-	3 026	-
République khmère	-	(592)	4 700	7 400	4 700	6 808
République-Unie de Tanzanie	4 519	-	1 660	-	6 179	-
Rhodesie	25 000	-	-	-	25 000	-
Roumanie	-	5 748	3 450	9 519	3 450	15 267
Rwanda	47 400	-	191 002	-	238 402	-
Samoa-Occidental	25 803	-	14 698	-	40 501	-
Sénégal	-	(272)	-	3 400	-	3 128
Sierra Leone	-	-	4 900	-	4 900	-
Singapour	-	5 234	-	8 000	-	13 234
Soudan	-	-	1 400	14 800	1 400	14 800
Sri Lanka	2 607	-	15	-	2 622	-
Tchécoslovaquie	-	-	1 000	-	1 000	-
Territoires portugais	25 000	-	-	-	25 000	-
Territoires sous tutelle des Iles du Pacifique	-	-	2 900	-	2 900	-
Thaïlande	-	-	2 000	-	2 000	-
Togo	-	2 292	1 900	2 200	1 900	4 492
Tunisie	-	2 105	-	1 609	-	3 714
Turquie	-	756	4 200	5 050	4 200	5 806
Uruguay	-	1 907	-	234	-	2 141
Yémen	39 989	1 773	130 098	11 054	170 087	12 827

Tableau 14 (suite)

Pays ou territoire	Régles par décaissements		Non réglés		Total	
	ONU Dollars	ONUDI Dollars	ONU Dollars	ONUDI Dollars	ONU Dollars	ONUDI Dollars
Yémen démocratique	20 029	1 818	220 652	7 750	240 681	9 568
Yougoslavie	-	274	-	3 774	-	4 048
Zaïre	-	(736)	-	9 200	-	8 464
Total partiel ...	782 866	155 472	1 501 154	345 826	2 284 020	501 298
PROJETS REGIONAUX						
Afrique	602 971	73 037	362 294	25 617	965 265	98 654
Amérique latine et Caraïbes	296 430	81 746	132 592	6 977	429 022	88 723
Asie et Extrême-Orient	533 076	106 920	89 313	5 329	622 389	112 249
Europe, Méditerranée et Moyen-Orient.	69 353	30 017	105 553	2 256	174 906	32 273
PROJETS INTERREGIONAUX	1 084 479	580 104	819 386	49 317	1 503 865	629 421
Total partiel ...	2 586 309	871 824	1 509 138	89 496	4 095 447	961 320
TOTAL	3 369 175	1 027 296	3 010 292	435 322	6 379 467	1 462 618

Engagements : Coût des projets du Programme des Nations Unies pour le développement pour l'exercice terminé le 31 décembre 1972

Projets par pays	ONU			ONUDI			CNUCED		
	Chiffres de planifi- cation	Contributions de espèces) des gouvernements	Réserve du Programme	Chiffres de planifi- cation	Contributions de espèces) des gouvernements	Réserve du Programme	Chiffres de planifi- cation	Contributions de espèces) des gouvernements	Réserve du Programme
	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars
Afghanistan	623 632	-	-	-	-	45 937	-	-	-
Albanie	-	-	-	2 679	-	-	-	-	-
Algérie	121 159	-	-	299 093	-	31 500	216 915	-	-
Arabie Saoudite	175 035	-	-	161 035	-	35 750	-	-	-
Argentine	837 877	152 778	-	280 341	-	52 613	-	-	-
Bahamas	111 993	-	-	7 500	-	37 250	-	-	-
Bangladesh	11 119	-	-	-	-	-	-	-	-
Barbade	47 950	-	-	31 903	-	-	-	-	-
Birmanie	1 473 546	34 295	-	14 880	-	5 000	-	-	-
Bolivie	923 405	-	-	432 130	-	8 500	2 629	-	-
Botswana	112 840	-	-	8 000	-	-	-	-	-
Bresil	108 800	-	-	241 227	-	80 412	-	-	-
Bulgarie	58 762	-	-	166 343	-	-	8 928	-	-
Burundi	737 771	26 666	-	31 529	-	5 250	5 414	-	-
Cameroon	597 872	-	-	140 243	-	-	-	-	-
Chili	922 060	18 597	-	340 571	-	10 000	28 750	-	-
Chypre	52 750	-	-	54 500	-	25 652	11 058	-	-
Colombie	285 335	-	-	71 446	-	-	17 500	-	-
Congo	126 637	-	-	10 702	-	-	88 765	-	-
Costa Rica	206 154	9 052	-	13 750	-	53 610	-	-	-
Côte d'Ivoire	750 340	21 651	-	134 299	-	40 500	60 542	-	-
Cuba	5 268	-	-	123 198	-	35 500	7 226	-	-
Dahomey	260 668	-	-	43 209	-	-	36 173	-	-
Dominiq	88 729	-	-	-	-	-	-	-	-
Egypte	602 554	47 103	-	558 159	-	196 866	-	-	-
El Salvador	181 669	-	-	69 177	-	50 977	6 750	-	-
Equateur	153 902	9 994	-	27 299	-	64 500	5 000	-	-
Espagne	11 545	-	-	160 855	-	-	-	-	-
Ethiopie	294 718	474	-	88 500	-	94 570	16 250	-	-
Fidji	101 305	-	-	58 800	-	-	-	-	-
Gabon	270 663	10 631	-	42 500	-	-	-	-	-
Gambie	63 869	-	-	60 000	-	35 250	-	-	-
Ghana	127 849	-	-	220 904	-	36 250	1 006	-	-
Grèce	84 922	-	-	131 021	-	-	-	-	-
Guatemala	63 977	-	-	-	-	-	-	-	-
Guyane	159 782	91 383	-	35	-	17 500	-	-	-
Guinée équatoriale	127 510	-	-	-	-	-	-	-	-
Haïti	110 848	-	-	16 750	-	34 562	-	-	-
Haute-Volta	561 807	51 244	-	22 928	-	25 683	-	-	-
Honduras	286 178	-	-	30 300	-	-	-	-	-
Honduras britannique	9 065	-	-	5 000	-	-	-	-	-
Hongrie	58 472	-	-	19 984	-	-	-	-	-
Iles Caïmanes	20 160	-	-	-	-	-	-	-	-
Iles Cook	30 431	-	-	-	-	-	-	-	-
Iles Gilbert et Ellice	19 883	-	-	-	-	-	-	-	-
Iles Salomon	23 812	-	-	-	-	-	-	-	-
Iles Vierges britanniques	5 500	-	-	-	-	-	-	-	-
Inde	1 140 211	12 814	-	350 960	-	36 945	83 748	-	-
Indonésie	617 758	3 273	-	189 497	-	275 269	31 000	-	-
Irak	467 168	-	-	7 500	-	67 815	-	-	-
Iran	415 329	18 900	-	847 919	-	75 074	41 480	-	-
Islande	62 653	-	-	96 250	-	-	46 736	-	-
Israël	112 331	-	-	182 137	-	13 759	-	-	-
Jamaïque	166 605	-	-	64 331	-	45 118	9 860	-	-
Jordanie	579 841	-	-	161 937	-	17 500	-	-	-
Kenya	375 028	-	-	240 531	-	-	-	-	-

Tableau 15 (suite)

Projets par pays	ONU			ONUDI			CNUCED			
	Chiffres indicatifs de planifi- cation	Contributions de contrepartie (en espèces) des gouvernements	Réserve du Programme	Total Dollars	Chiffres indicatifs de planifi- cation	Contributions de contrepartie (en espèces) des gouvernements	Réserve du Programme	Total Dollars	Total général Dollars	
										Dollars
Koweït	183 376	-	-	183 376	4 507	-	5 762	9 769	-	193 145
Laos	75 654	-	-	75 654	60 000	-	11 750	71 750	-	147 404
Lesotho	359 741	-	-	359 741	48 000	-	-	48 000	-	407 741
Liban	50 430	-	-	50 430	-	-	29 178	29 178	-	79 608
Libéria	544 188	24 885	-	569 073	15 500	-	54 000	69 500	31 134	669 707
Madagascar	407 237	-	-	407 237	25 750	-	32 263	58 013	5 500	470 750
Malaisie	194 187	-	-	194 187	153 372	-	43 750	197 122	-	391 309
Malawi	286 490	-	-	286 490	33 988	-	8 750	42 738	-	329 228
Mali	552 176	8 423	-	560 599	17 750	-	96 118	113 868	-	674 467
Malte	127 723	-	-	127 723	-	-	-	-	-	127 723
Maroc	681 856	31 339	-	713 195	77 523	-	83 931	161 454	12 625	887 274
Maurice	34 815	-	-	34 815	67 110	-	12 750	79 860	-	114 675
Mauritanie	450 727	43 499	-	494 226	-	-	28 992	28 992	-	556 074
Mexique	460 462	-	-	460 462	39 099	-	101 750	140 849	13 323	614 634
Mongolie	35 052	-	-	35 052	183 658	-	-	183 658	-	218 710
Montserrat	2 500	-	-	2 500	-	-	-	-	-	2 500
Népal	496 855	24 102	-	520 957	33 461	-	16 500	49 961	-	570 918
Nicaragua	238 128	772	-	238 900	344	-	39 080	39 424	-	278 324
Niger	1 040 672	125 537	-	1 166 209	33 249	-	64 336	97 585	-	1 263 794
Nigéria	401 263	-	-	401 263	90 058	-	87 899	177 957	3 250	582 470
Ouganda	351 698	-	-	351 698	69 123	-	93 251	162 374	32 927	546 999
Pakistan	482 608	-	-	482 608	130 152	-	27 103	157 255	4 946	644 809
Panama	212 775	9 200	-	221 975	-	-	17 500	17 500	3 985	215 460
Papua- Nouvelle-Guinée	4 914	-	-	4 914	30 000	-	-	30 000	-	34 914
Paraguay	236 940	-	-	236 940	172 915	-	7 500	180 415	-	417 355
Pérou	400 511	-	1 176 707	1 577 218	26 500	-	130 326	156 826	63 885	1 797 929
Philippines	358 741	-	-	358 741	185 055	-	170 107	355 162	14 813	728 716
Pologne	201 045	-	-	201 045	71 872	-	-	71 872	80	272 997
Qatar	-	-	-	-	3 018	-	-	3 018	-	3 018
République arabe libyenne	225 195	-	-	225 195	53 338	-	10 000	63 338	-	288 533
République arabe syrienne	360 191	-	-	360 191	83 890	-	63 250	147 140	-	507 331
République centrafricaine	137 685	3 372	-	141 057	-	-	25 000	25 000	-	166 057
République de Corée	205 687	-	-	205 687	5 092	-	4 200	9 292	-	214 979
République du Viet-Nam	22 500	-	-	22 500	8 250	-	-	8 250	14 000	44 750
République Dominicaine	324 224	-	-	324 224	63 950	-	-	63 950	19 561	407 735
République khmère	201 435	-	-	201 435	59 787	-	-	59 787	-	261 222
République-Unie de Tanzanie	180 417	-	-	180 417	251 044	-	40 445	291 489	-	471 906
Rhodésie	-	-	9 605	9 605	-	-	-	-	-	9 605
Roumanie	23 265	-	-	23 265	25 243	-	120 362	145 605	6 511	175 381
Rwanda	301 019	-	-	301 019	549 875	-	-	549 875	-	850 894
Saint-Christophe- et-Nièves et Anguilla	2 500	-	-	2 500	-	-	-	-	-	2 500
Sainte-Lucie	2 500	-	-	2 500	-	-	-	-	-	2 500
Samoa-Occidental	89 825	-	-	89 825	17 298	-	-	17 298	-	107 123
Sénégal	547 507	13 985	-	561 492	256 429	-	32 750	289 179	8 250	858 921
Sierra Leone	392 554	-	-	392 554	3 000	-	-	3 000	48 248	443 802
Singapour	145 715	-	-	145 715	25 837	-	38 000	63 837	-	209 552
Somalie	868 994	245 446	-	1 114 440	33 048	-	9 500	42 548	7 500	1 164 488
Souaziland	177 671	-	-	177 671	42 188	-	59 720	101 908	2 500	282 079
Soudan	454 636	43 517	-	498 153	276 433	-	34 000	310 433	9 585	818 171
Sri Lanka	560 404	-	-	560 404	72 688	-	63 672	136 360	6 776	703 540
Suriname	48 254	-	-	48 254	-	-	17 309	17 309	-	65 563
Tchad	128 657	-	-	128 657	27 856	-	6 455	34 311	-	162 968

Projets par pays	ONU			ONUDI			CNUCED			Total général Dollars
	Chiffres indicatifs de planification Dollars	Contributions de contrepartie (en espèces) des gouvernements Dollars	Réserve du Programme Dollars	Total Dollars	Chiffres indicatifs de planification Dollars	Contributions de contrepartie (en espèces) des gouvernements Dollars	Réserve du Programme Dollars	Total Dollars		
Tchécoslovaquie	146 224	-	-	146 224	9 194	-	-	9 194	-	155 418
Thailande	170 071	-	-	170 071	677 633	-	123 802	801 435	37 033	1 008 539
Togo	427 688	-	-	427 688	163 328	-	28 108	191 436	4 250	623 374
Tonga	1 250	-	-	1 250	-	-	-	-	-	1 250
Trinité-et-Tobago	144 760	-	-	144 760	217 581	-	-	217 581	-	362 341
Tunisie	186 426	-	-	186 426	570 800	-	35 465	606 265	-	792 691
Turquie	602 235	-	-	602 235	377 529	-	75 123	452 652	30 590	1 085 477
Uruguay	313 929	-	-	313 929	28 048	-	20 173	48 221	-	362 150
Venezuela	692 528	-	-	692 528	60 000	-	39 400	99 400	8 000	799 928
Yémen	167 816	-	-	167 816	32 260	-	-	32 260	-	200 076
Yémen démocratique	601 945	-	-	601 945	16 723	-	23 410	40 133	-	642 078
Yougoslavie	198 796	-	38 468	237 264	228 264	-	89 994	318 258	-	555 522
Zaïre	129 619	16 389	-	145 408	101 828	-	6 500	108 328	-	253 736
Zambie	453 759	913	-	459 672	168 684	-	30 000	198 684	32 154	690 510
Divers	198 347	-	-	198 347	-	-	19 750	19 750	-	218 097
Total partiel	34 807 654	1 100 234	1 224 780	37 132 668	12 341 812	-	3 544 092	15 885 911	1 180 012	54 212 591
Projets multinationaux										
Régionaux										
Afrique	3 033 924	48 843	-	3 082 767	103 583	-	107 486	211 069	121 658	3 415 494
Amérique latine et Caraïbes	3 049 217	127 686	-	3 176 903	106 382	-	73 510	179 892	278 545	3 635 340
Asie et Extrême-Orient	3 009 065	39 248	-	3 048 313	60 000	-	25 323	85 383	52 542	3 186 238
Europe, Méditerranée et Moyen-Orient	287 491	-	-	287 491	217 197	-	-	217 197	86 918	591 606
Interrégionaux	297 456	-	-	297 456	419 719	-	15 750	435 529	1 146 610	1 879 595
Mondiaux	163 141	-	-	163 141	-	-	-	-	8 750	171 891
Total partiel	9 840 294	215 777	-	10 056 071	906 941	-	222 129	1 129 070	1 695 023	12 880 164
Total des dépenses au titre des projets										
Frais généraux	44 647 948	1 316 011	1 224 780	47 188 739	13 248 753	-	3 766 228	17 014 981	2 875 035	67 092 755
Total des dépenses	50 452 181	1 316 011	1 382 002	53 152 194	14 971 091	-	4 255 837	19 226 928	3 248 789	75 643 731

Note : Conformément aux règles suivies par le PNUD pour la présentation des comptes, seules les dépenses (à l'exclusion des engagements non réglés) sont indiquées.

Tableau 16

Etat, au 31 décembre 1972, des contributions de contrepartie (en espèces) des gouvernements

	Contributions à recevoir		Contributions reçues		Ajustements de change et recettes accessoires			Décaissements			Solde disponible au 31 décembre 1972 Dollars
	Total Dollars	Au 31 décembre 1972 Dollars	Exercices antérieurs Dollars	Exercice considéré Dollars	Total Dollars	Exercices antérieurs Dollars	Exercice considéré Dollars	Total Dollars	Exercices antérieurs Dollars	Exercice considéré Dollars	
Projets en cours d'exécution											
* Colombie - Institut de recherche technologique (Bogota) (deuxième phase)	20 000	20 000	20 000	-	20 000	-	-	-	16 219	792	2 989
* Israël - Centre de recherche industrielle	1 025 245	1 025 245	920 245	-	920 245	(62)	-	(62)	740 611	136 338	43 358
Nicaragua - Prospection des eaux souterraines dans la région centrale de la côte du Pacifique	132 000	132 000	132 000	-	132 000	-	-	-	105 024	32 163	(5 187)
Pakistan - Etudes des ressources minérales	657 986	657 986	658 127	-	658 127	(4)	-	(4)	606 715	-	51 416
Philippines - Etudes des ressources de Mindanao	101 700	101 700	101 700	-	101 700	-	-	-	101 883	-	(183)
Pologne - Prospection souterraine des sels de potassium	10 600	10 600	10 600	-	10 600	-	-	-	10 600	-	-
* Rwanda - Usine pilote d'industrialisation et de production de pyréthre (Mkingo)	- ^{a/}	-	111 900 ^{a/}	-	111 900	-	-	-	47 474	64 423	3
Total, projets en cours d'exécution	1 947 531	1 947 531	1 954 572	-	1 954 572	(66)	-	(66)	1 628 526	233 716	92 396

* Projets gérés par l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel.

^{a/} Le document modifiant le plan d'opérations compte tenu de cette contribution n'avait pas encore été signé le 31 décembre 1972.

Note : La CNUCED n'a pas reçu de fonds au titre des contributions de contrepartie (en espèces) des gouvernements.

Tableau 17

Projets financés à l'aide de fonds d'affectation spéciale : Etat des fonds au 31 décembre 1972

1. Projets gérés par l'ONU			Engagements									
Origine des fonds	Objet	Solde inu-tilisé au 1er janvier 1972	Recettes		Total a/ des fonds disponibles en 1972	Réglés par décaissements		Non réglés au 31 décembre 1972		Non réglés au 31 décembre 1971		Solde inu-tilisé au 31 décembre 1972
			Dollars	(438) 9 345		Dollars	(1 452) 4 793	Dollars	(1 452) 4 793	Dollars	(1 452) 4 793	
Projets financés par les gouvernements bénéficiaires												
Arabie Saoudite	Economiste	438	(9 345)	9 345	3 200	-	-	-	-	-	-	-
Arabie Saoudite	Petite industrie	4 652	(4 793)	4 793	241 420	153 823	138 862	(45 324)	247 361	-	3 200	-
Arabie Saoudite	Mise en valeur des ressources naturelles et énergie	(23 435)	(7 207)	264 855	7 207	-	-	-	-	-	-	-
Arabie Saoudite	Finances publiques	1 284	(1 284)	(1 284)	-	-	-	-	-	-	-	-
Arabie Saoudite	Construction routière	1 310	(2 914)	32 933	30 019	-	-	-	-	-	-	-
Arabie Saoudite	Administration publique	(2 914)	(31)	56 701	56 670	-	96	(1 774)	30 227	(747)	57 417	(208)
Arabie Saoudite	Aménagement du territoire	30 043	(919)	(30 043)	-	4 975	-	-	4 975	-	(4 975)	-
Arabie Saoudite	Bourses de perfectionnement en matière de développement	11 025	(170)	(11 025)	-	-	-	-	-	-	-	-
Arabie Saoudite	Statistiques											
Arabie Saoudite	Conseiller juridique											
Arabie Saoudite	Promotion commerciale et commercialisation											
Arabie Saoudite	Transports et communications											
Bahamas	Statistiques											
Brunéi	Etudes économiques											
Cameroun	Séminaire sur la promotion de relations harmonieuses entre les races											
Danemark	Séminaire sur le financement de l'habitation et le développement urbain en Asie et en Extrême-Orient (Copenhague, 28 août-9 septembre 1972)	(4 854)	-	-	(4 854)	2 176	6 684	(8 715)	145	-	(4 999)	-
Equateur	Finances publiques											
France	Séminaire international sur les droits de l'homme relatif aux risques de recrudescence de l'intolérance sous toutes ses formes et sur la recherche des moyens propres à les prévenir et à les combattre (Nice, 24 août-6 septembre 1971)	(886)	61 404	-	61 404	41 411	27 000	-	68 411	-	(7 007)	(886)
Gabon	Séminaire régional sur les droits de l'homme relatif à la participation des femmes à la vie économique de leur pays (Gabon, 27 juillet-9 août 1971)	(1 346)	-	-	(1 346)	-	1 799	(1 799)	-	-	(1 346)	-
Haïti	Production de sucre	277	(1 740)	-	277	1 580	1 139	(2 719)	-	-	277	(1 740)
Honduras	Mise en valeur des ressources naturelles et énergie	17	(17)	-	(4 691)	-	-	-	-	-	-	-
Irak	Planification industrielle	(4 691)	(6 641)	-	-	-	-	-	-	-	(4 691)	-
Iran	Développement économique	6 641	(6 054)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Iran	Appareils de prothèse	(6 054)	(265)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Iran	Expert asiatique en foires commerciales	(265)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Iran	Institut asiatique de statistique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Israël	Conseiller en appareils de prothèse	3 277	-	-	3 277	-	5 000	(5 000)	(203)	-	-	3 480

Tableau 17 (suite)

1. Projets gérés par l'ONU (suite)												
Origine des fonds	Objet	Solde inu-tilisé au 1er janvier 1972	Total a/des fonds dispo-nibles en 1972		Engagements				Solde inu-tilisé au 31 décem-bre 1972			
			Recettes	Dollars	Régls par décais-ments	Dollars	Non réglés au 31 dé-cembre 1972	Dollars		Non réglés au 31 dé-cembre 1971	Dollars	Total
Japon	Programme de recherche et de formation en matière de dévelop-pement régional (Nations Unies) (Nagoya, Japon)	205 334	518 298	723 632	341 713	76 107	(26 660)	391 160	332 472			
Koweït	Population	-	1 319	1 319	-	-	-	-	1 319			
Koweït	Urbanisme et évacuation des eaux usées	2 677	2 253	4 930	18 033	366	(15 636)	2 763	2 167			
Koweït	Gestion des stocks et des entrepôts	24 000	-	24 000	25 348	6 288	-	31 636	(7 636)			
Koweït	Statisticien	-	-	-	211	-	-	211	(211)			
Panama	Etude des ressources minérales	-	10 860	10 860	10 860	-	-	10 860	-			
Pays-Bas	Octroi à des ressortissants néerlandais de bourses de perfectionnement en matière de protection sociale	(8 823)	1 872	(6 951)	9 080	969	(1 812)	8 237	(15 188)			
République arabe libyenne	Statistiques	(47 748)	5 021	(42 727)	8 833	-	(2 468)	6 365	(49 092)			
République arabe libyenne	Développement social	(1 030)	-	(1 030)	-	-	-	-	(1 030)			
République arabe libyenne	Administration publique	(16 683)	5 151	(11 532)	-	1 613	(3 395)	(1 782)	(9 750)			
République arabe libyenne	Economiste	1 276	-	1 276	-	-	-	-	1 276			
République arabe libyenne	Equipe chargée de l'aménagement des zones municipales	40 103	-	40 103	-	-	-	-	40 103			
République arabe libyenne	Etablissement de cartes et levés	4 889	-	4 889	-	-	-	-	4 889			
République arabe libyenne	Planification économique	2 288	3 495	5 783	592	-	-	592	5 191			
République arabe libyenne	Services sociaux	11 570	-	11 570	-	-	-	-	11 570			
République arabe libyenne	Lois en matière de pensions et administration publique	(652)	-	(652)	-	-	-	-	(652)			
République arabe libyenne	Tourisme	8 276	-	8 276	-	-	-	-	8 276			
Trinité-et-Tobago	Mise en valeur des ressources naturelles et énergie	29 174	(1 459)	27 715	17 164	1 978	(4 200)	14 942	12 773			
Trinité-et-Tobago	Finances publiques	(391)	-	(391)	-	-	-	-	(391)			
Trinité-et-Tobago	Séminaire interrégional sur la mise en valeur des ressources minérales du plateau continental (Port-of-Spain, 5-16 avril 1971)	-	-	-	-	20 010	(20 010)	-	-			
Trinité-et-Tobago	Conseiller en matière de droit fiscal	855	-	855	-	-	-	-	855			
Trinité-et-Tobago	Planification sociale	717	-	717	-	-	(263)	(263)	980			
Turquie	Séminaire des Nations Unies sur la condition de la femme et la plani-fication de la famille (Turquie, 11-24 juillet 1972)	-	17 600	17 600	12 961	4 790	-	17 751	(151)			

1. Projets gérés par l'ONU (suite)

Origine des fonds	Objet	Solde inutilisé au 1er janvier 1972	Recettes	Total a/ des fonds disponibles en 1972	Engagements				Solde inutilisé au 31 décembre 1972
					Régliés par décaissements	Non réglés au 31 décembre 1972	Non réglés au 31 décembre 1971	Total	
Dollars		Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars
Venezuela	Etudes économiques	1 165	(1 165)	-	-	-	-	-	-
Venezuela	Développement industriel et productivité	986	(986)	-	-	-	-	-	-
Venezuela	Développement de l'administration municipale	(658)	658	-	-	-	-	-	-
Venezuela	Administration publique	(210)	210	-	-	-	-	-	-
Venezuela	Programmation et projections économiques	4 264	(4 264)	-	-	-	-	-	-
Venezuela	Finances publiques	(2 568)	2 568	-	8 613	2 447	(12 666)	(1 606)	1 606
Venezuela	Défense sociale	(1 551)	4 456	2 905	-	-	-	-	2 905
	Total partiel	247 574	958 323	1 205 897	687 504	296 175	(152 644)	831 035	374 862
Experts associés : Projets financés par les gouvernements donateurs									
Origine des fonds	Objet								
Allemagne, République fédérale d'	Envoi de divers experts dans divers pays	62 367	279 160	341 527	375 338	100 930	(122 198)	354 070	(12 543)
Allemagne, République fédérale d'	Fonds dont l'affectation n'a pas encore été arrêtée par le gouvernement	971	18 092	19 063	-	-	-	-	19 063
Autriche	Projet de développement au Népal	1 196	(1 196)	-	-	-	-	-	-
Belgique	Envoi de divers experts dans divers pays	(30 676)	139 802	109 126	184 067	49 446	(68 875)	164 638	(55 512)
Belgique	Fonds dont l'affectation n'a pas encore été arrêtée par le gouvernement	20 686	-	20 686	-	-	-	-	20 686
Danemark	Envoi de divers experts dans divers pays	15 175	59 350	74 525	96 182	9 405	(20 206)	85 381	(10 856)
Finlande	Envoi de divers experts dans divers pays	-	129 690	129 690	77 026	44 776	-	121 802	7 888
Pays-Bas	Envoi de divers experts dans divers pays	(251 311)	589 190	337 879	513 065	247 200	(139 014)	621 251	(283 372)
Pays-Bas	Fonds dont l'affectation n'a pas encore été arrêtée par le gouvernement	438	24 711	25 149	-	-	-	-	25 149
Suède	Envoi de divers experts dans divers pays	21 790	208 239	230 079	212 615	135 463	(92 870)	255 208	(25 129)
Suède	Fonds dont l'affectation n'a pas encore été arrêtée par le gouvernement	35 161	-	35 161	-	-	-	-	35 161
	Total partiel	(124 203)	1 447 088	1 322 385	1 458 293	587 220	(443 163)	1 602 350	(279 465)

Tableau 17 (suite)

1. Projets gérés par l'ONU (suite)		Engagements						
Origine des fonds	Objet	Solde inutilisé au 1er janvier 1972	Recettes		Total a/ des fonds disponibles en 1972		Engagements	
		Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars
Autres projets financés par les gouvernements donateurs				Réglés par décaissements	Non réglés au 31 décembre 1972	Non réglés au 31 décembre 1971	Total	Solde inutilisé au 31 décembre 1972
Allemagne, République fédérale d'	Chargé de cours pour l'Institut asiatique de formation et de recherche dans le domaine de la statistique	(15 180)	14 474	13 533	(706)	2 353	1 672	(2 378)
Allemagne, République fédérale d'	Assistance dans le domaine de l'aménagement du territoire dans la région des Antilles orientales	-	-	7 895	-	7 300	15 195	(15 195)
Arabie Saoudite	Frais de voyage de conseillers et de membres du personnel du BESNUB envoyés en Arabie Saoudite	(32)	-	-	(32)	-	-	(32)
Autriche	Séminaire interrégional sur la vérification des comptes des gouvernements (Baden, Autriche, 3-14 mai 1971)	1 541	(1 541)	-	-	937	-	-
Chypre	Séminaire sur les problèmes spéciaux relatifs aux droits de l'homme dans les pays en voie de développement	1 689	-	-	1 689	-	-	1 689
Danemark	Cours interrégional de formation d'instructeurs en matière de prothèse (Rungsted, Danemark, 30 août-25 septembre 1971)	(3 211)	3 211	31 351	-	12 348	127	(127)
Danemark	Séminaire sur l'administration de l'habitation en Afrique (19 septembre-2 octobre 1971)	6 151	(6 151)	18 291	-	2 760	4	(4)
Danemark	Cycle d'études régional sur la préfabrication dans la construction pour la région de l'Amérique latine, 1967	(280)	280	1 845	-	4 463	1 045	(1 045)
Danemark	Bourse de perfectionnement dans le domaine des statistiques - Afrique	2 415	-	-	2 415	-	-	2 415
Danemark	Cours de formation de groupe en matière de développement communautaire dans les zones rurales	839	-	-	839	-	-	839
Danemark	Séminaire régional en Afrique sur les politiques nationales relatives à la jeunesse (Nations Unies)	803	-	12 756	803	903	11 188	(10 385)
Danemark	Mission régionale préparatoire en Asie et en Extrême-Orient sur la coordination moderne	1 454	(1 454)	-	-	-	-	-
Danemark	Deuxième séminaire itinérant sur la coordination modulaire dans l'industrie du bâtiment	-	33 886	18 811	33 886	-	18 811	15 075
Danemark	Séminaire interrégional sur la recherche utilisée comme base de l'élaboration des politiques et des programmes de défense sociale	-	-	650	-	136	786	(786)

1. Projets gérés par l'ONU (suite)

Origine des fonds	Objet	Solde im- tilisé au 1er janvier 1972	Recettes	Total a/ des fonds dispo- nibles en 1972	Engagements				Solde im- tilisé au 31 décem- bre 1972
					Réglés par décais- sements	Non réglés au 31 dé- cembre 1972	Non réglés au 31 dé- cembre 1971	Total	
		Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars
Pays-Bas	Programme de formation pour le personnel des services sociaux, Saïgon (République du Viet-Nam)	10 471	4 449	14 920	32 117	272	(9 214)	23 175	(8 255)
Pays-Bas	Cours interrégional de formation à la planification sociale, Amsterdam	1 449	(1 449)	-	-	-	-	-	-
Pays-Bas	Bourses d'étude (Institut asiatique de statistique)	4 371	7 800	12 171	724	-	-	724	11 447
Pays-Bas	Protection sociale	(2 102)	-	(2 102)	6 322	-	(5 206)	1 116	(3 218)
Pays-Bas	Cours de formation au système de comptabilité nationale à l'Institut de statistique et d'économie appliquée	(500)	500	-	-	-	-	-	-
Pays-Bas	Equipe consultative des Nations Unies pour le développement (UNDP)	-	-	-	-	2 790	-	2 790	(2 790)
Suède	Conseillers interrégionaux en matière de défense sociale	(28 925)	41 357	12 432	31 546	1 781	(22 299)	11 028	1 404
Union des Républiques socialistes soviétiques	Interprètes accompagnant divers experts de l'URSS	(508 538)	364 818	(143 720)	133 248	55 244	(83 162)	105 330	(249 050)
- Technopromexport	Fonds virés à un compte d'attente qui serviront à couvrir les déficits des projets ci-dessus une fois que des instructions expressees quant à leur affectation auront été reçues	7 406	-	7 406	-	-	-	-	7 406
Union des Républiques socialistes soviétiques	Séminaire sur les droits de l'homme relatif à l'exercice des droits économiques et sociaux	(60)	-	(60)	-	-	(4 780)	(4 780)	4 720
Autres fonds d'affectation spéciale	Total partiel	(520 239)	460 180	(60 059)	309 089	91 287	(212 165)	188 211	(248 270)

Origine des fonds

Objet									
Programme relatif au Fonds d'affectation spéciale pour le Zaïre	Projets divers	388 400	325 600	714 000	615 023	61 142	(49 215)	626 950	87 050
Fonds des Nations Unies pour le développement de l'Iran occidental	Projets divers	2 323 092 c/	(26 320)	2 296 772	1 367 570	1 071 397	(808 589)	1 630 378	666 394

1. Projets gérés par l'ONU (suite)

Origine des fonds	Objet	Solde inutilisé au 1er janvier 1972	Recettes	Total a/ des fonds disponibles en 1972	Engagements				Solde inutilisé au 31 décembre 1972
					Réglés par décaissements	Non réglés au 31 décembre 1972	Non réglés au 31 décembre 1971	Total	
		Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars
Autres fonds d'affectation spéciale (suite)									
Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population	Activités diverses en matière de population	2 775 550 c/	5 968 972	8 744 522	3 469 996	2 175 340	(1 460 822)	4 184 514	4 560 008
Fonds suédois d'affectation spéciale pour les programmes opérationnels d'assistance (Lesotho et Souaziland)	Projets divers	436 475 c/	-	436 475	190 725	27 984	(84 309)	134 400	302 075
Fondation Ford	Centre latino-américain de démographie (CELADE)	-	151 200	151 200	4 309	-	-	4 309	146 891
Fonds d'affectation spéciale pour la planification et les projections relatives au développement	Equipes consultatives pluridisciplinaires	(2 107)	-	(2 107)	821	-	(3 817)	(2 996)	889
Fonds d'affectation spéciale pour la planification et les projections relatives au développement	Mission d'étude sur l'alimentation en eau	-	-	-	2 218	160	-	2 378	(2 378)
Banque internationale pour le développement	Bourse de perfectionnement (construction de routes)	10 602	-	10 602	-	-	-	-	10 602
The Population Council, Inc.	Programme d'appui concernant les études sur la fécondité dans les zones rurales (décembre 1971)	22 264	-	22 264	13 905	533	-	14 438	7 826
The Population Council, Inc.	Centre de formation démographique (République arabe unie)	49 883	-	49 883	18 821	-	(18 198)	623	49 260
The Population Council, Inc.	Analyse et publication d'études comparatives sur la fécondité dans les zones rurales (Amérique latine) (CELADE)	806	-	806	13 134	-	(10 762)	2 372	(1 566)
The Population Council, Inc.	Etude de la fréquence et des conditions de l'avortement provoqué dans plusieurs pays d'Amérique latine (CELADE)	9 613	-	9 613	4 993	1 061	-	6 054	3 559
Etats-Unis d'Amérique	CELADE (United States Agency for international development) (juillet 1971-juin 1972)	82 827	-	82 827	275 985	16 991	(191 981)	100 995	(18 168)

1. Projets gérés par l'ONU (suite)

Autres fonds d'affectation spéciale (suite)		Solde inu-tilisé au 1er janvier 1972	Recettes	Total a/ des fonds dispo-nibles en 1972	Réglés par décais-sements	Non réglés au 31 dé-cembre 1972	Non réglés au 31 dé-cembre 1971	Total	Solde inu-tilisé au 31 décem-bre 1972
Origine des fonds	Objet	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars
Fonds des Nations Unies pour l'enfance	Bourses de perfectionnement en matière de service social et de développement communautaire	1 950	-	1 950	14 229	-	(8 050)	6 179	(4 229)
Fonds des Nations Unies pour l'enfance	Formation de personnel inter-national (Ghana)	(3 731)	1 065	(2 666)	-	-	-	-	(2 666)
Fonds des Nations Unies pour l'enfance	Services sociaux	(5 100)	-	(5 100)	3 131	-	(2 056)	1 075	(6 175)
Fonds des Nations Unies pour l'enfance	Cours de formation en matière de planification sociale	(2 741)	-	(2 741)	36	1 651	(1 687)	-	(2 741)
Agence des Nations Unies pour le relèvement de la Corée	Projets divers	(12 692)	25 025	12 333	7 989	8 600	(8 600)	7 989	4 344
Programme intégré d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe	Contribution au titre du Programme (résolution 191 (1964) du Conseil de sécurité)	87 265	900 000 b/	987 265	500 666	454 496	(418 804)	536 358	450 907
Fonds des Nations Unies pour la Namibie	Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe	2 765	-	2 765	19 801	4 403	(19 717)	4 487	(1 722)
Fonds des Nations Unies pour la Namibie	Programme spécial d'enseignement et de formation	-	5 710	5 710	2 923	2 793	-	5 716	(6)
Programme des Nations Unies en matière d'assis-tance et d'échange dans le domaine du droit international	Contribution au titre d'un programme destiné à favoriser l'enseignement, l'étude, la diffusion et une compréhension plus large du droit international	2 000	15 522	17 522	17 522	-	-	17 522	-
Divers	Contribution pour l'installation d'une machine Xerox à l'Institut de planification nationale au Caire	22	-	22	-	-	-	-	22
Divers	Contributions au programme d'assis-tance technique destiné au Burundi et au Rwanda (Tunisie : 2 000 dollars et Chypre : 279,70 dollars) versées en application de la réso-lution 1836 (XVII) de l'Assemblée générale	2 280	-	2 280	-	-	-	-	2 280
Total partiel		6 169 423	7 366 774	13 536 197	6 543 797	3 826 551	(3 086 607)	7 283 741	6 252 456

Tableau 17 (suite)

1. Projets gérés par l'ONU (suite)													
Origine des fonds		Objet	Solde inu-tilisé au 1er janvier 1972	Total a/ des fonds disponibles en 1972		Engagements						Solde inu-tilisé au 31 décembre 1972	
				Recettes	Dollars	Réglés par décaissements	Non réglés au 31 décembre 1972	Non réglés au 31 décembre 1971	Total	Dollars			
Dons gérés par les commissions économiques régionales													
Allemagne, République fédérale d'	Nomination d'un expert auprès de la Direction technique des transports pour la route d'Asie	438	-	438	-	-	-	-	-	-	-	438	
Allemagne, République fédérale d'	Arrangement administratif dans le cadre d'un projet relatif au réseau de chemin de fer transasiatique	5 572 15 507	- 2 243	5 572 17 750	9 912 24 651	-	-	(4 340) (7 323)	5 572 17 328	-	422		
Allemagne, République fédérale d'	Nomination d'un hydrogéologue	16 442	-	16 442	28 666	1 141	(22 665)		7 142		9 300		
Allemagne, République fédérale d'	Nomination d'un expert auprès de l'Institut asiatique des Nations Unies	29 688	9 200	38 888	31 604	935	(933)		32 606		7 282		
Allemagne, République fédérale d'	Nomination d'un expert chargé du projet relatif au réseau de chemin de fer transasiatique	31 365	9 302	40 667	25 014	5 372	(6 037)		24 349		16 318		
Allemagne, République fédérale d'	Nomination d'un expert auprès de la Direction technique des transports pour la route d'Asie	(775)	4 804	4 029	7 083	344	(5 432)		1 995		2 034		
Allemagne, République fédérale d'	Nomination d'un expert en matière de taux de fret maritime et océanique	16 500	-	16 500	16 500	-	-		16 500		-		
Allemagne, République fédérale d'	Nomination d'un expert en matière de taux de fret maritime et océanique	-	47 426 47 500	47 426 47 500	32 924 21 772	7 803 19 829	-	-	40 727 41 601		6 699 5 899		
Allemagne, République fédérale d'	Nomination d'un hydrogéologue	19 455	4 500	24 045	19 971	-	-		19 971		4 074		
Commissions de l'électricité pour l'Amérique centrale	Normalisation de l'équipement et des fournitures électriques	9 506	-	9 506	4 401	600	(477)		4 524		4 982		
Etats-Unis d'Amérique	Renforcement des effectifs du Comité de coordination de la Direction technique des transports pour la route d'Asie	99	-	99	99	-	-		99		-		
Etats-Unis d'Amérique	Nomination d'un expert auprès du Comité du Mékong	(10 681)	68 443	57 762	55 706	1 869	(1 569)		56 006		1 756		
Etats-Unis d'Amérique	Nomination d'un conseiller auprès du Directeur de la Division des services d'ingénieurs (Mekong)	-	12 000	12 000	-	8 212	-		8 212		3 788		
Etats-Unis d'Amérique	Séminaire sur les techniques de télédétection												

1. Projets gérés par l'ONU (suite)

Origine des fonds	Objet	Solde inutilisé au 1er janvier 1972	Recettes	Total a/des fonds disponibles en 1972	Engagements				Solde inutilisé au 31 décembre 1972
					Régulés par décaissements	Non réglés au 31 décembre 1972	Non réglés au 31 décembre 1971	Total	
		Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars
Dons gérés par les commissions économiques régionales (suite)									
Etats-Unis d'Amérique	Coopération et échanges intra-régionaux dans le domaine de l'agriculture	5 749	-	5 749	-	-	-	-	5 749
Etats-Unis d'Amérique	Planification d'un réseau hydrologique dans un pays d'Afrique	3 371	-	3 371	-	-	-	-	3 371
Etats-Unis d'Amérique	Etude des moyens de promotion industrielle dans des pays non africains	(3 815)	-	(3 815)	-	-	-	-	(3 815)
Etats-Unis d'Amérique	Consultant en matière de coopération et d'échanges intra-régionaux dans le domaine de l'agriculture	(1 175)	12 930	11 755	34 567	4 014	(13 166)	25 415	(13 660)
Etats-Unis d'Amérique	Consultant pour des cours supérieurs sur les méthodes et techniques de la planification de la main-d'œuvre et de la programmation de la formation	11 818	-	11 818	-	-	-	-	11 818
Etats-Unis d'Amérique	Centre africain du commerce	10 723	-	10 723	15 306	-	(4 583)	10 723	-
Etats-Unis d'Amérique	Consultant pour la réunion sous-régionale de l'Afrique de l'Est sur certains aspects du financement de l'habitation	4 000	-	4 000	-	-	-	-	4 000
Etats-Unis d'Amérique	Association pour le développement de la riziculture en Afrique de l'Ouest	27 508	-	27 508	28 078	-	-	28 078	(570)
Etats-Unis d'Amérique	Programmes de stage de la CEA	17 144	-	17 144	9 803	141	(12 581)	(2 637)	19 781
Etats-Unis d'Amérique	Etude commune CEA/FAO sur le bétail	(1 582)	-	(1 582)	90 771	2 204	(74 524)	18 451	(20 033)
Etats-Unis d'Amérique	Etude des moyens de promotion industrielle dans les pays en dehors de la région	15 902	-	15 902	22 732	4 462	(15 653)	11 541	4 361
Etats-Unis d'Amérique	Consultant en matière de transports	-	-	-	1 889	-	-	1 889	(1 889)
Etats-Unis d'Amérique	Formation en cours d'emploi d'une durée d'un an pour quatre boursiers africains au titre du deuxième programme international de la CEA pour l'Afrique	-	50 000	50 000	17 529	13 334	-	30 863	19 137
Etats-Unis d'Amérique	Prorogation pour une deuxième année des services de l'expert des Etats-Unis affecté au Centre africain du commerce	-	16 500	16 500	7 039	8 414	-	15 453	1 047
Etats-Unis d'Amérique	Octroi de fonds supplémentaires pour couvrir le coût estimatif des services de l'expert des Etats-Unis affecté à l'étude commune CEA/FAO sur le bétail	-	4 000	4 000	-	-	-	-	4 000

Tableau 17 (suite)

1. Projets gérés par l'ONU (suite)		Engagements							
Origine des fonds	Objet	Solde inu-tilisé au 1er janvier 1972	Recettes	Total a/ des fonds disponibles en 1972	Réglés par décaissements	Non réglés au 31 décembre 1972	Non réglés au 31 décembre 1971	Total	Solde inu-tilisé au 31 décembre 1972
		Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars
Dons gérés par les Commissions économiques régionales (suite)	Fondation Ford								
Fondation Ford									
Norvège									
Pays-Bas									
Pays-Bas									
Pays-Bas									
Pays-Bas									
Press Foundation									
Suède									
Suède									
Suède									
Allemagne, République fédérale d'									
Allemagne, République fédérale d'									
Belgique									

1. Projets gérés par l'ONU (suite)									
Origine des fonds	Objet	Solde inu- tilisé au 1er janvier 1972	Recettes	Total a/ des fonds		Engagements			
				Dollars	Dollars	Réglés par décais- sements	Non réglés au 31 dé- cembre 1972	Non réglés au 31 dé- cembre 1971	Solde inu- tilisé au 31 décem- bre 1972
		Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars
Dons gérés par les commissions économiques régionales (suite)									
Finlande	Expert principal spécialiste de la promotion commerciale chargé d'aider le Centre régional de promotion des exportations de la CEA à résoudre les problèmes relatifs à la promotion des exportations et aux politiques commerciales	11 480	35 835	47 315	26 545	13 803	(6 777)	33 571	13 744
Fondation Dag Hammarhjöld	Conférence régionale africaine sur la conception intégrée du développement rural (Moshi, 13-24 octobre 1969)	2 511	-	2 511	1 227	-	-	1 227	1 284
Fondation Ford	Journées d'études régionales sur le matériel pédagogique pour la formation et l'enseignement (13-21 septembre 1969)	432	-	432	-	1 847	(1 847)	-	432
Pays-Bas	Contribution au financement du Colloque Institut d'études sociales/CEA sur les méthodes d'enseignement nouvelles	9 394	-	9 394	5 066	3 078	(965)	7 179	2 215
Suède	Deux experts du progrès économique et social des femmes en Afrique	53 263	-	53 263	37 335	484	(71)	37 748	15 515
Suède	Don en vue du financement d'un séminaire Office suédois du développement international/CEA sur l'enseignement par corres- pondance en Afrique (Abidjan, 5-15 avril 1971)	517	-	517	517	-	-	517	-
Zambie	Contribution au titre des dépenses locales du Bureau sous-régional de la CEA	(2 800)	-	(2 800)	3 482	-	-	3 482	(6 282)
Allemagne, Répu- blique fédérale d'	Contribution au titre de l'organi- sation de cours sur la planifi- cation de l'enseignement et des ressources humaines	139	-	139	139	-	-	139	-
Allemagne, Répu- blique fédérale d'	Collaboration technique avec la CEPAL en vue de stimuler le développement économique et social des régions de l'Amérique latine	-	43 630	43 630	13 597	-	-	13 597	30 033
Banque inter- américaine de développement	Activités d'intérêt commun	1 956	-	1 956	1 956	-	-	1 956	-
Banque inter- américaine de développement	Etude des installations portuaires de Puerto Busch	4 575	-	4 575	-	-	-	-	4 575

Tableau 17 (suite)

1. Projets gérés par l'ONU (suite)										
Origine des fonds	Objet	Solde inutilisé au 1er janvier 1972	Recettes		Total a/ des fonds disponibles en 1972	Engagements				Solde inutilisé au 31 décembre 1972
			Dollars	Dollars		Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	
Dons gérés par les commissions économiques régionales (suite)										
Banque interaméricaine de développement	Etude sur le transfert des connaissances techniques entre les entreprises brésiliennes et les entreprises étrangères	2 493	-	-	2 493	-	-	-	-	2 493
Banque interaméricaine de développement	Inventaire des projets relatifs à l'infrastructure des transports dans la région des Antilles	1 397	-	-	1 397	1 355	-	-	1 355	42
Brésil	Contribution au titre des dépenses du Bureau de la CEPAL à Rio de Janeiro	3 126	50 248		53 374	51 936	-	-	51 936	1 438
Conseil fédéral d'investissements (Argentine)	Contribution au titre de la mise au point d'un manuel sur les projets	5 000	-	-	5 000	5 000	-	-	5 000	-
Corporación de Fomento de la Producción (Chili)	Elaboration et analyse de projets en Amérique latine	2 976	-	-	2 976	2 976	-	-	2 976	-
Corporación de los Andes (Venezuela)	Programme de préinvestissement pour la mise en valeur de la sous-région de Motatan	14 475	-	-	14 475	14 475	-	-	14 475	-
Corporación de los Andes (Venezuela)	Programme de préinvestissement pour la mise en valeur de la sous-région Grita/Tobes	-	87 032		87 032	54 284	-	-	54 284	32 748
Corporación de los Andes (Venezuela)	Formulation d'un programme de pré-investissement et de mise en valeur pour Chamc/Mocoties	-	25 336		25 336	10 878	-	-	10 878	14 458
Fondation Ford	Appui à l'étude des théories et des idéologies relatives au développement de l'Amérique latine	-	73 500		73 500	59 930	-	-	59 930	13 570
Gouvernement canadien	Contribution au financement d'études générales sur la planification de l'agriculture en Amérique latine	-	135 296		135 296	27 611	-	-	27 611	107 685
Jamaïque	Contribution au titre des dépenses du Bureau de la CEPAL pour les Antilles à Port-of-Spain	6 500	11 765		18 265	-	-	-	-	18 265
Nacional Financiera Mexico	Collaboration avec la CEPAL à une étude sur la politique industrielle du Mexique	110	-		110	110	-	-	110	-
Organisation de coopération et de développement économiques	Contribution à la traduction en espagnol d'une liste de descripteurs normalisés	1 087	-		1 087	1 087	-	-	1 087	-
Organisation panaméricaine de la santé	Contribution à des cours de planification sanitaire organisés en commun par l'Institut et l'Organisation panaméricaine de la santé	(16)	-		(16)	(1 687)	-	-	(1 687)	1 671
Pays-Bas	Planification et projections relatives au développement	80 540	-		80 540	43 498	-	-	43 498	37 042

1. Projets gérés par l'ONU (suite)

Origine des fonds	Objet	Solde inutilisé au 1er janvier 1972	Recettes		Total a/ des fonds disponibles en 1972	Engagements				Solde inutilisé au 31 décembre 1972
			Dollars	Dollars		Réglés par décaissements	Non réglés au 31 décembre 1972	Non réglés au 31 décembre 1971	Dollars	
		Dollars			Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars
Dons gérés par les commissions économiques régionales (suite)										
Pays-Bas	Enquête sur les installations portuaires dans les pays de la CARIFTA	16 307	5 000	21 307	21 746	21 746	-	-	21 746	(439)
Pays-Bas	Financement d'une étude de faisabilité sur un centre automatisé de documentation	108	-	108	108	108	-	-	108	-
Pays-Bas	Contribution à la formulation d'une stratégie et d'un plan de développement agricoles	-	200 000	200 000	56 801	56 801	-	-	56 801	143 199
Pays-Bas	Contribution au programme de bourses	-	7 500	7 500	7 480	7 480	-	-	7 480	20
Pays-Bas	Fonds d'affectation spéciale pour les études relatives aux sociétés multinationales (CNUCED)	-	10 000	10 000	-	-	-	-	-	10 000
Sources diverses	Don à la bibliothèque de la CEPAL	-	1 496	1 496	716	716	-	-	716	780
Sources diverses	Fonds d'affectation spéciale pour les projets portuaires (CNUCED)	127 472	71 427	198 899	114 186	114 186	-	-	114 186	84 713
Suède	Cours de formation CNUCED/Office suédois du développement international en matière d'installations portuaires	16 447	104 429	120 876	98 823	98 823	-	-	98 823	22 053
Trinité-et-Tobago	Contribution au titre des dépenses du Bureau de la CEPAL pour les Antilles à Port-of-Spain	1 582	13 954	15 536	21 076	21 076	-	-	21 076	(5 540)
Union inter-nationale des villes et pouvoirs locaux	Séminaire sur les services centraux à l'intention des autorités locales	2 469	(2 469)	-	-	-	-	-	-	-
Université des Andes (Venezuela)	Elaboration d'une stratégie pour l'extension de l'Université des Andes	-	13 436	13 436	9 538	9 538	-	-	9 538	3 898
Venezuela	Mise au point d'un manuel pour la formulation et l'élaboration des projets	1 102	-	1 102	1 102	1 102	-	-	1 102	-
	Total partiel	746 887	1 482 558	2 229 445	1 448 587	1 448 587	143 555	(197 464)	1 394 678	834 767
	Total, projets gérés par l'ONU	6 519 442	11 714 923	18 234 365	10 447 270	10 447 270	4 944 788	(4 092 043)	11 300 015	6 934 350

Tableau 17 (suite)

2. Projets gérés par l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel		Objet	Solde inutilisé au 1er janvier 1972	Recettes	Total a/ des fonds disponibles en 1972	Engagements				Solde inutilisé au 31 décembre 1972
Origine des fonds						Réglés par décaissements	Non réglés au 31 décembre 1972	Non réglés au 31 décembre 1971	Total	
			Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars
Jamaïque	Fabrication de chaussures		5 870	-	5 870	4 370	-	(600)	3 770	2 100
Koweït	Normalisation et contrôle de la qualité		(2 962)	-	(2 962)	15 357	-	(17 025)	(1 668)	(1 294)
Qatar	Production d'aluminium		(453)	-	(453)	85	-	(108)	(23)	(430)
Qatar	Utilisation du gaz naturel		9 405	-	9 405	12 975	-	-	12 975	(3 570)
Qatar	Génie industriel		9 446	-	9 446	11 157	121	-	11 278	(1 852)
Qatar	Sel produit par évaporation		(477)	-	(477)	(6)	-	-	(6)	(471)
Qatar	Laminerie d'acier		(1 897)	-	(1 897)	3 932	-	(5 974)	(2 042)	145
République arabe libyenne	Exploitation pétrolière et installations industrielles		2 079	(2 079)	-	-	-	-	-	-
République arabe libyenne	Industries pétrochimiques		8 204	(8 204)	-	-	-	-	-	-
	Total partiel		29 215	(10 283)	18 932	47 870	121	(23 707)	24 284	(5 352)
Experts associés : projets financés par les gouvernements donateurs										
Allemagne, République fédérale d'	Institut national des techniques et des normes (propriétés du bois), Paraguay		15 662	20 276	35 938	25 543	16 295	(1 105)	40 733	(4 795)
Belgique	Envoi de divers experts dans divers pays		11 513	9 791	21 304	25 204	1 510	(18 935)	7 779	13 525
Danemark	Envoi de divers experts dans divers pays		4 844	59 218	64 062	44 801	34 820	(20 525)	59 096	4 966
Pays-Bas	Développement industriel et productivité (Equateur)		(16 677)	-	(16 677)	-	-	(200)	(200)	(16 477)
Suède	Développement industriel et productivité (Laos)		-	17 124	17 124	-	-	-	-	17 124
	Total partiel		15 342	106 409	121 751	95 548	52 625	(40 765)	107 408	14 343
Autres projets financés par les gouvernements donateurs										
Union des Républiques socialistes soviétiques	Interprètes accompagnant divers experts de l'URSS		(29 828)	20 179	(9 649)	25 843	7 438	(1 429)	31 852	(41 501)
- Technopromexport			(29 828)	20 179	(9 649)	25 843	7 438	(1 429)	31 852	(41 501)
	Total partiel		(29 828)	20 179	(9 649)	25 843	7 438	(1 429)	31 852	(41 501)

2. Projets gérés par l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (suite)		Engagements						
Origine des fonds	Objet	Solde inutilisé au 1er janvier 1972	Recettes	Total a/ des fonds disponibles en 1972	Régles par décaissements	Non réglés au 31 décembre 1972	Non réglés au 31 décembre 1971	Solde inutilisé au 31 décembre 1972
		Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars
Fonds central d'affectation spéciale pour la République du Zaïre	Développement industriel	-	82 307	82 307	81 511	6 507	(5 711)	82 307
Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population	Réunion du Groupe d'experts sur la production de contraceptifs dans les pays peu développés	25 461	-	25 461	1 218	-	(1 012)	25 255
Programme relatif au Fonds d'affectation spéciale suédois pour le Swaziland	Création d'une société de développement industriel et commercial	(5 700)	43 700	38 000	24 162	-	(4 938)	18 776
Fonds d'affectation spéciale ONUDI/PNUD	Services industriels spéciaux	-	365 953	365 953	524 388	87 171	(245 606)	-
Centre de développement industriel pour les Etats arabes	Information et documentation industrielles	25 281	-	25 281	69 201	-	(55 891)	11 971
Venezuela	Evaluation de la capacité d'exportation de l'industrie	99	-	99	13 600	-	(13 600)	99
Allemagne, République fédérale d'	Coopération entre les institutions de financement du développement industriel	-	44 455	44 455	-	-	-	44 455
Port of New York Authority	Réunion de consultation sur l'adaptation des produits aux fins de l'exportation	-	5 120	5 120	-	-	-	5 120
Office danois du développement international	Séminaire interrégional sur les industries du ciment et du béton	-	28 000	28 000	28 000	-	-	-
Office suédois du développement international	Organisation et gestion des services d'entretien du programme de formation de groupes dans les usines	-	122 105	122 105	119 333	-	-	2 772
Banque internationale pour la reconstruction et le développement	Programme de coopération entre l'ONUDI et la BIRD	-	20 000	20 000	-	-	-	20 000
Total partiel		45 141	711 640	756 781	861 413	93 678	(326 758)	128 448
Total, projets gérés par l'ONUDI		59 870	827 945	887 815	1 030 674	153 862	(392 659)	95 938
Total, tous projets		6 579 312	12 542 868	19 122 180	11 477 944	5 098 650	(4 484 702)	7 030 288

a/ A l'exclusion des sommes versées au titre des frais généraux d'administration, qui sont comptabilisées dans le tableau 33.

b/ A l'exclusion d'une somme de 100 000 dollars virée du chapitre 12 du budget de l'ONU.

c/ Y compris des allocations inutilisées au 31 décembre 1971 (2 323 092 dollars pour le Fonds des Nations Unies pour le développement de l'Iran occidental, 2 744 268 dollars pour le Fonds des Nations Unies en matière de population et 45 737 dollars pour le Lesotho et le Swaziland).

E. FONDS D'AFFECTATION SPECIALE ET AUTRES COMPTES SPECIAUX

Tableau 18

Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre

Etat des contributions annoncées non acquittées au 31 décembre 1972

	Contributions annoncées				
	Solde demeurant à recevoir au titre de l'exercice précédent	Contributions annoncées pendant l'exercice	Total	Contributions reçues pendant l'exercice	Solde à recevoir
	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars
Allemagne, République fédérale d'	-	1 000 000	1 000 000	1 000 000	-
Australie	100 000	100 000	200 000	100 000	100 000
Autriche	-	160 000	160 000	160 000	-
Belgique	54 230	59 558	113 788	113 788	-
Chypre	-	250 000	250 000	-	250 000
Danemark	600 000	360 000	960 000	360 000	600 000 ^{a/}
Etats-Unis d'Amérique	16 800 000	4 800 000	21 600 000	12 700 000	8 900 000 ^{a/}
Finlande	200 000	75 000	275 000	150 000	125 000 ^{a/}
Ghana	-	10 000	10 000	10 000	-
Grèce	-	400 000	400 000	400 000	-
Iran	-	4 000	4 000	4 000	-
Islande	-	4 000	4 000	4 000	-
Italie	720 000	399 618	1 119 618	578 258	541 360
Jamaïque	-	2 167	2 167	2 167	-
Japon	-	100 000	100 000	100 000	-
Liban	300	-	300	-	300
Libéria	1 500	-	1 500	-	1 500
Mauritanie	-	2 000	2 000	-	2 000
Népal	400	-	400	-	400
Norvège	-	260 911	260 911	260 911	-
Pakistan	-	6 000	6 000	6 000	-
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	2 243 859	2 404 604	4 648 463	2 758 625	1 889 838 ^{a/}
Sierra Leone	-	16 250	16 250	16 250	-
Singapour	-	500	500	500	-
Somalie	-	1 000	1 000	-	1 000
Suède	1 080 000	360 000	1 440 000	360 000	1 080 000 ^{a/}
Suisse	-	223 684	223 684	223 684	-
Zambie	10 000	-	10 000	-	10 000
	21 810 289	10 999 292	32 809 581	19 308 183	13 501 398
<u>A déduire :</u>					
Etats-Unis d'Amérique	9 971 267	(6 792 444)	3 178 823	-	3 178 823 ^{b/}
	11 839 022	17 791 736	29 630 758	19 308 183	10 322 575

^{a/} Le paiement des contributions annoncées sera effectué en tout ou en partie par imputation sur les remboursements que les gouvernements auront demandés au titre des dépenses faites par eux pour la Force.

^{b/} La contribution de 3 178 823 dollars annoncée mais non versée par les Etats-Unis n'a pas été comptabilisée comme un avoir du compte spécial "Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre" car il n'est pas certain que le Gouvernement des Etats-Unis la versera.

Tableau 19

Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre

Engagements de l'exercice terminé le 31 décembre 1972

	<u>Allocations</u> <u>Dollars</u>	<u>Engagements</u>		
		<u>Réglés^{a/}</u> <u>Dollars</u>	<u>Non réglés</u> <u>Dollars</u>	<u>Total^{a/}</u> <u>Dollars</u>
A. Pour 1972 :				
Traitements et salaires	425 811	425 811	-	425 811
Paie du personnel local	436 952	136 462	300 490	436 952
Dépenses communes de personnel	163 870	158 182	5 688	163 870
Frais de voyage et indemnité de subsistance	181 761	167 243	14 518	181 761
Location des locaux	182 484	119 353	63 131	182 484
Utilisation du matériel de transport	557 590	210 496	347 094	557 590
Communications	120 073	88 592	31 481	120 073
Transport de marchandises ...	18 694	16 055	2 639	18 694
Fournitures et services divers	772 530	292 979	479 551	772 530
Relève des contingents	342 524	339 841	2 683	342 524
Rations	875 099	295 180	579 919	875 099
Affranchissement du courrier personnel	3 893	3 561	332	3 893
Papeterie et fournitures de bureau	14 362	12 220	2 142	14 362
Matériel divers	10 484	5 600	4 884	10 484
Total	4 106 127	2 271 575	1 834 552	4 106 127
B. Pour des exercices antérieurs :				
Matériel et fournitures (1969)	345 852			345 852
Matériel et fournitures (1970)	9 570 000			9 570 000
Matériel et fournitures (1971)	3 401 242			3 401 242
Total	13 317 094			13 317 094
TOTAL GENERAL	17 423 221			17 423 221

a/ Les engagements comptabilisés au compte de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre se limitent aux fonds dont le Secrétaire général dispose grâce aux contributions volontaires annoncées ou versées au compte pour faire face aux dépenses de la Force qui sont à la charge de l'Organisation. En 1972, le montant estimatif des dépenses relatives à l'entretien de la Force qui sont à la charge de l'Organisation s'est chiffré à 14 220 000 dollars, mais une somme de 10 114 000 dollars n'a pas été comptabilisée dans les livres, faute des fonds nécessaires. En outre, des engagements non réglés d'un montant total de 5 820 000 dollars n'ont pas été comptabilisés dans les livres en 1971, ce qui a porté le total des engagements non comptabilisés à 15 934 000 dollars.

Tableau 20

Opération de secours des Nations Unies à Dacca

Etat des contributions annoncées non acquittées au 31 décembre 1972

Contributions annoncées pour 1972 et des exercices antérieurs

Contributions reçues en 1972

Solde demeurant à recevoir au titre d'exercices antérieurs			Contributions annoncées pour 1972	Total	Au titre d'exercices antérieurs			Solde à recevoir
	Ajustements					Pour 1972		
Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars
<u>Contributions en devises</u>								
Allemagne, République fédérale d'	-	-	1 037 735	1 037 735	-	1 037 735	-	-
Australie	115 337	(115 337)	-	-	-	-	-	-
Autriche	35 000	-	65 000	100 000	35 000	-	65 000	-
Canada	-	-	1 000 000	1 000 000	-	1 000 000	-	-
Chili	3 000	-	-	3 000	3 000	-	-	-
Danemark	-	-	1 003 872	1 003 872	-	1 003 872	-	-
Etats-Unis d'Amérique	-	-	31 300 000	31 300 000	-	31 300 000	-	-
Fidji	-	-	5 000	5 000	-	5 000	-	-
Irlande	-	-	91 384	91 384	-	91 384	-	-
Japon	-	-	9 519 737	9 519 737	-	9 519 737	-	-
Liechtenstein	-	-	2 632	2 632	-	2 632	-	-
Norvège	-	-	2 850 002	2 850 002	-	2 850 002	-	-
Philippines	-	-	2 239	2 239	-	2 239	-	-
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ..	2 475 247	(1 237 624)	37 377	1 275 000	1 237 623	37 377	-	-
Suède	-	-	3 217 500	3 217 500	-	3 217 500	-	-
Suisse	-	-	750 000	750 000	-	750 000	-	-
	<u>2 628 584</u>	<u>(1 352 961)</u>	<u>50 882 478</u>	<u>52 158 101</u>	<u>1 275 623</u>	<u>50 817 478</u>	<u>65 000</u>	

Tableau 21

Opération de secours des Nations Unies à Dacca

Engagements de l'exercice terminé le 31 décembre 1972

Domaine d'activité	Allocations (Dollars)	Monnaie locale		Devises		Monnaie locale et devises	
		Décaissements (Dollars)	Engagements non réglés (Dollars)	Total (Dollars)	Décaissements (Dollars)	Engagements non réglés (Dollars)	Total (Dollars)
A. Dépenses d'administration							
Traitement des fonctionnaires recrutés sur le plan international	997 000	-	-	-	765 116	79 396	844 512
Traitement du personnel local	190 000	247 663	-	247 663	-	1 321	248 984
Dépenses communes de personnel	229 000	-	-	-	175 311	24 487	199 798
Frais de voyage et indemnité de subsistance	852 000	390 058	-	390 058	194 525	110 386	694 969
Location d'avions	40 000	-	-	-	37 611	2 103	39 714
Location et entretien des locaux	107 000	86 912	-	86 912	924	-	87 836
Entretien et utilisation du matériel de transport	102 000	130 992	-	130 992	558	271	131 821
Communications	100 000	5 653	-	5 653	55 050	25 757	86 460
Transport de marchandises et camionnage	141 000	14 570	-	14 570	45 500	46 774	106 844
Fournitures et services divers	115 000	33 903	-	33 903	37 197	25 471	96 571
Papeterie et fournitures de bureau	26 000	29 680	-	29 680	3 513	3 124	36 317
Matériel divers	451 000	36 963	-	36 963	188 358	12 472	237 793
TOTAL A	3 350 000	976 394	-	976 394	1 503 663	331 562	2 811 619

Tableau 21 (suite)

Domaine d'activité	Monnaie locale			Devises			Monnaie locale et devises		
	Allocations (Dollars)	Décais- sements (Dollars)	Engagements non réglés (Dollars)	Total (Dollars)	Décais- sements (Dollars)	Engagements non réglés (Dollars)	Total (Dollars)	Décais- sements (Dollars)	Engagements non réglés (Dollars)
B. Dépenses opérationnelles									
Traitements et salaires	-	-	-	-	36 783	52 216	88 999	36 783	52 216
Dépenses communes de personnel	-	-	-	-	-	4 650	4 650	-	4 650
Frais de voyage et indemnité de subsistance	-	-	-	-	5 997	12 262	18 259	5 997	12 262
Essence et lubrifiants	3 000 000	-	-	-	597 509	212 484	809 993	597 509	212 484
Entretien et utilisation du matériel de transport	2 000 000	-	-	-	147 826	513 929	661 755	147 826	513 929
Location d'avions	500 000	-	-	-	317 103	121 560	438 663	317 103	121 560
Location de bateaux	24 000 000	-	-	-	16 559 928	10 130 860	26 690 788	16 559 928	10 130 860
Communications	-	-	-	-	87	-	87	87	-
Transport de marchandises, camionnage et messageries	3 000 000	-	-	-	2 823 854	868 404	3 692 258	2 823 854	868 404
Fournitures et services divers	20 000 000	-	-	-	13 097 531	6 929 966	20 027 497	13 097 531	6 929 966
Matériel de transport	4 200 000	-	-	-	295 404	2 101 285	2 396 689	295 404	2 101 285
Matériel divers	1 800 000	-	-	-	555 242	1 117 927	1 673 169	555 242	1 117 927
TOTAL B	58 500 000	-	-	-	34 437 264	22 065 543	56 502 807	34 437 264	22 065 543
Total A et B	61 850 000 a/	976 394	-	976 394	35 940 927	22 397 105	58 338 032	36 917 321	22 397 105

a/ Ce montant représente l'ensemble des allocations pour la période allant du 4 juin 1971 au 31 décembre 1972.

Tableau 22

Fonds des Nations Unies pour l'assistance humanitaire au Pakistan

Etat des contributions annoncées non acquittées au 31 décembre 1972

<u>Etats Membres</u>	<u>Contributions annoncées pour</u>	<u>Contributions reçues en -</u>	<u>Solde à recevoir</u>
	<u>1972</u>	<u>1972</u>	
	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
Autriche	10 000	-	10 000
Belgique	45 254	45 254	-
Iran	50 000	50 000	-
Norvège	50 000	50 000	-
Suède	210 305	210 305	-
	<u>365 559</u>	<u>355 559</u>	<u>10 000</u>

Tableau 23

Fonds des Nations Unies pour l'assistance humanitaire au Pakistan

Engagements de l'exercice terminé le 31 décembre 1972

	<u>Allocations</u>	<u>Décaissements</u>	<u>Engagements non réglés</u>	<u>Total</u>
	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
	<u>12 000</u>			
Frais de voyage et indemnité de subsistance		<u>2 227</u>	<u>1 308</u>	<u>3 535</u>

Tableau 24 A

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

Etat récapitulatif des ressources et des dépenses pour l'exercice terminé le 31 décembre 1972

	Budget ordinaire de l'ONU	Fonds général d'affectation spéciale	Activités d'assistance technique	Frais généraux (ressources extra-budgétaires)	Frais généraux (FNUD)	Fonds d'affectation spéciale pour l'économie, les services de restaurant et le comptoir de journaux	Total
	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars
Solde au 1er janvier 1972	-	3 757 304	16 700 984	65 965	1 390 804	125 799	22 040 856
Ajustements	-	-	7 378 605 b/	-	(1 349 229) c/	(1 568) d/	6 027 808
Recettes	14 103 129	3 016 120	35 210 565 e/	65 065	1 816 247	1 218 349	55 429 472
	14 103 129	6 773 424	59 290 154	131 030	1 857 822	1 342 580	83 498 139
Dépenses :							
Personnel	12 648 160	-	-	52 717	1 699 812	-	14 400 689
Matériel et fournitures	110 217	-	-	-	-	-	110 217
Frais généraux et d'administration	-	-	-	-	-	-	-
Autres dépenses	1 344 752	2 081 716	21 682 976	-	-	1 213 089	26 322 532
	14 103 129	2 081 716	21 682 976	52 717	1 699 812	1 213 089	40 833 439
Total des dépenses	-	4 691 708	37 607 178	78 313	158 010	129 491	42 664 700
Solde au 31 décembre 1972	-	-	-	-	-	-	-
Ce solde se décompose comme suit :							
Encaisse et disponible en banque	2 757 938	2 757 938	2 295 904	-	-	124 628	5 178 470
Comptes bancaires porteurs d'intérêts	2 882 006	2 882 006	-	78 313	-	-	2 960 319
Contributions annoncées à recevoir	2 414 355	2 414 355	-	-	-	-	2 414 355
des gouvernements	-	-	1 319 657	-	-	1 163	1 320 820
Sommes à recevoir	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses payées d'avance et autres éléments d'actif	373 474	373 474	45 186 186	-	-	178 110	551 584
Allocations inutilisées	-	-	-	-	-	-	45 186 186
A recevoir du Fonds général de l'ONU	8 427 773	8 427 773	48 801 747	78 313	158 010	303 901	158 010
	-	-	-	-	-	-	57 769 744
A déduire :							
Sommes à payer	343 611	343 611	1 468 419	-	-	101 729	1 913 759
Engagements non réglés	620 038	620 038	471 978	-	-	-	1 092 016
Sommes dues à d'autres organisations	-	-	9 254 172	-	-	-	9 254 172
Provision pour primes de rapatriement, demandes d'indemnisation, etc.	-	-	-	-	-	51 536	51 536
Contributions et recettes comptabilisées d'avance	2 241 518	2 241 518	-	-	-	1 725	2 243 243
Dû au Fonds général de l'ONU	530 898	530 898	-	-	-	19 420	550 318
	3 736 065	3 736 065	11 194 569	-	-	174 410	15 105 044
	4 691 708	4 691 708	37 607 178	78 313	158 010	129 491	42 664 700

Voir page suivante les notes du tableau.

a/ Pour plus de détails, voir Etat VI.

b/ Ajustements : A ajouter : 7 440 116 dollars (engagements non réglés au 31 décembre 1971; à déduire : 61 511 dollars (recettes accessoires de 1971 reversées au PNUD).

c/ Ajustements : A ajouter : 365 400 dollars (allocations comptabilisées d'avance au titre de projets des Services industriels spéciaux (services consultatifs) en 1971); à déduire : 936 340 dollars (annulation d'allocations inutilisées au 31 décembre 1971); à déduire : 778 289 dollars (remboursement d'un excédent d'allocations pour frais généraux au 31 décembre 1971).

d/ Ajustements : A déduire : 1 568 dollars (recettes comptabilisées d'avance, incluses dans l'excédent au 31 décembre 1971.

e/ Y compris les allocations pour 1972 (35 131 382 dollars) et les recettes accessoires (79 183 dollars).

Tableau 24 B

Activités en matière de développement industriel

Actif, passif et solde des fonds inutilisés au 31 décembre 1972

	Fonds général d'affectation spéciale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel		Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour les services industriels spéciaux		Fonds d'affectation spéciale de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient pour le développement industriel		Fonds d'affectation spéciale de l'ONUDI pour les données sur la programmation industrielle (don de la Suède)		Total Dollars
	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	
I. <u>Etat de l'actif, du passif et du solde des fonds inutilisés</u>									
<u>Actif :</u>									
Encaisse et disponible en banque	2 757 338	28 948							2 786 886
Comptes bancaires porteurs d'intérêts	2 882 006	902 816					174		3 940 893
Lettres de crédit	-	-					-		-
Placements	-	-					-		-
Contributions annoncées à recevoir des gouvernements	2 414 355	146 718					-		2 414 355
Sommes à recevoir	-	-					-		146 718
Intérêts échus des placements	-	-					-		2 552
Sommes versées à des organisations chargées de l'exécution	-	-					-		-
Dépenses payées d'avance et autres éléments d'actif	373 474	-					-		373 474
A recevoir du Fonds général de l'ONU	-	653 998					-		653 998
Total	8 427 773	1 732 480					174		10 318 876
<u>Passif et réserves :</u>									
Sommes à payer	343 611	53					-		343 664
Engagements non réglés	620 038	-					-		628 605
Provision pour primes de rapatriement, demandes d'indemnisation, etc.	-	-					-		1 086
Contributions de recettes comptabilisées d'avance	2 241 518	-					-		2 241 518
Réserve pour allocations	-	-					-		-
Dû au Fonds général de l'ONU	530 898	-					-		530 898
Total	3 736 065	53					-		3 745 771
<u>Solde des fonds inutilisés :</u>									
Solde disponible au 1er janvier 1972	3 757 304	1 963 589					174		5 928 216
A ajouter : Ajustement	761 015	-					-		761 615
Excédent des recettes sur les dépenses (voir plus loin)	173 389	(231 162)					-		(116 726)
A déduire : Allocations au titre de programmes	-	-					-		-
Solde disponible au 31 décembre 1972	4 691 708	1 732 427					174		6 573 105
Total passif, réserves et fonds inutilisés	8 427 773	1 732 480					174		10 318 876

II. Etat des recettes et des dépenses

Recettes :

Contributions des gouvernements
Dons de sources privées
Subventions
Revenus des placements
Recettes accessoires, économies réalisées lors du
règlement d'engagements et ajustements

Total

A déduire : Dépenses

Personnel
Matériel et fournitures
Frais généraux d'administration
Autres dépenses

Total

Excédent des recettes sur les dépenses

Fonds général d'affectation spéciale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel	Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour les services industriels spéciaux	Fonds d'affectation spéciale de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient pour le développement industriel	Fonds d'affectation spéciale de l'ONUDI pour les données sur la programmation industrielle (don de la Suède)	Total Dollars
Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	
2 118 917	72 431	-	-	2 191 348
11 000	-	-	-	11 000
-	-	-	-	-
125 188	41 707	9 952	-	176 847
-	83 932	-	-	83 932
2 255 105	198 070	9 952	-	2 463 127
-	-	59 619	-	59 619
-	-	1 238	-	1 238
-	63 279	-	-	63 279
2 081 716	265 952	8 048	-	2 455 717
2 081 716	429 232	68 905	-	2 579 853
173 389	(231 162)	(58 953)	-	(116 726)
(a)	(b)	(c)	(d)	

Fonds général d'affectation spéciale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
Etat des contributions annoncées non acquittées
au 31 décembre 1972

	Contributions annoncées pour 1972 et les exercices antérieurs				Contributions reçues en 1972	Contributions annoncées non acquittées pour :				Total à recevoir pour 1972 et des exercices antérieurs	Contributions annoncées pour l'exercice suivant :		
	Contributions annoncées au 1er janvier 1972		Ajustements au titre d'exercices antérieurs	Total		1969	1970	1971	1972		Pour 1973	Contributions reçues pour 1973	Solde total à recevoir
	(Dollars)	(Dollars)											
Afghanistan	1 000	-	-	1 000	-	-	1 000	-	1 000	-	-	1 000	
Algérie (dinars)	30 000	-	-	30 000	-	-	-	-	10 000	10 000	-	20 000	
Arabie Saoudite	10 000	-	-	10 000	-	-	-	-	-	10 000	-	10 000	
Argentine	30 000	-	-	30 000	-	-	-	-	-	30 000	-	30 000	
Autriche	15 000	-	-	15 000	-	-	-	-	-	17 000	-	17 000	
Bahreïn	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4 000	-	4 000	
Bangladesh (takas)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 000	-	1 000	
Barbade	1 000	-	-	1 000	-	-	-	-	-	1 000	-	1 000	
Belgique	-	22 727	-	22 727	-	-	-	-	5 682	-	-	5 682	
Bhoutan	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 000	-	1 000	
Birmanie (kyats)	2 000	-	-	2 000	-	-	-	-	1 000	1 000	-	2 000	
Bolivie	3 025	-	-	3 025	-	-	-	-	3 025	-	-	3 025	
Bresil	25 000	-	-	25 000	-	-	10 000	-	15 000	15 000	-	40 000	
Bulgarie (leva)	12 500	-	(12 500)	-	-	-	-	-	-	16 216	13 517	2 699	
Burkina Faso (francs CFA)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2 000	-	2 000	
Burundi	13 000	-	-	13 000	-	2 000	-	-	5 000	-	-	10 000	
Chili	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Chine (yuan)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	176 445	-	176 445	
Cyprus (livres chypriotes)	1 000	-	44	1 044	-	-	-	-	-	2 611	-	2 611	
Colombie	4 000	-	-	4 000	-	-	-	-	4 000	-	-	4 000	
Congo	7 000	-	-	7 000	-	-	-	-	7 000	-	-	7 000	
Costa Rica	-	-	2 000	2 000	-	-	-	-	1 000	-	-	1 000	
Côte d'Ivoire (francs CFA)	5 396	-	604	6 000	-	-	-	-	-	6 000	-	6 000	
Cuba (pesos)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Egypte (livres égyptiennes)	109 246	-	-	109 246	-	-	-	-	-	21 739	21 739	-	
Fidji	1 000	-	-	1 000	-	-	-	-	-	109 246	109 246	-	
France (francs)	53 257	2 232	-	55 489	-	-	-	-	-	1 000	-	1 000	
Gabon (francs CFA)	8 993	1 007	-	10 000	-	-	-	-	-	55 489	-	55 489	
Gambie (dalasis)	495	(8)	-	487	-	-	-	-	6 148	5 200	-	11 348	
Ghana (cédis)	14 700	-	-	14 700	-	-	-	-	487	1 302	-	1 789	
Grèce (drachmes)	23 000	-	-	23 000	-	5 000	6 000	-	14 700	14 700	-	29 400	
Guyane (dollars guyanais)	1 000	-	-	1 000	-	-	-	-	6 000	6 000	-	29 400	
Haute-Volta (francs CFA)	10 000	-	-	10 000	-	-	-	-	-	3 000	-	3 000	
Hongrie (forints)	33 333	2 860	-	36 193	-	-	5 000	-	5 000	5 000	-	10 000	
Inde (roupies)	100 000	-	-	100 000	-	-	-	-	-	43 431	-	43 431	
Indonésie	50 000	-	-	50 000	-	-	-	-	-	50 000	-	50 000	
Irak	12 500	-	-	12 500	-	-	-	-	-	25 000	-	25 000	
Iran	100 000	30 000	-	130 000	-	-	-	-	-	12 500	-	12 500	
Israël (livres israéliennes)	35 000	-	-	35 000	-	5 000	5 000	-	5 000	65 000	-	65 000	
Italie	300 000	-	-	300 000	-	5 000	-	-	-	10 000	-	30 000	
Jamaïque	4 000	-	-	4 000	-	-	-	-	-	300 000	-	300 000	
Kenya (shillings)	4 000	-	-	4 000	-	-	-	-	-	4 000	-	4 000	
Koweït	30 000	-	-	30 000	-	-	-	-	-	4 006	-	4 006	
Lesotho	1 200	-	-	1 200	-	-	-	-	-	30 000	-	30 000	
Liban (livres libanaises)	1 000	-	-	1 000	-	-	-	-	1 200	1 500	-	2 700	
Liberia	4 747	-	-	4 747	-	-	-	-	-	1 000	-	1 000	
Malaisie	6 000	-	-	6 000	-	-	-	-	4 747	4 918	-	9 665	
Mali	2 703	297	-	3 000	-	-	-	-	3 000	3 000	-	6 000	
Malte (livres)	480	54	-	534	-	-	-	-	-	2 000	-	2 000	
Maroc (dirhams)	10 097	760	-	10 857	-	-	-	-	3 000	-	-	3 000	
Maurice	-	-	-	-	-	-	-	-	-	519	-	519	
Mauritanie	2 000	-	-	2 000	-	-	-	-	-	10 877	-	10 877	
Mexique	10 000	2 000	-	12 000	-	-	-	-	2 000	-	-	2 000	
Mongolie (tughrig)	1 500	-	-	1 500	-	-	-	-	-	-	-	-	
Nauru	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 500	-	1 500	
Niger (francs CFA)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	500	-	500	
Nigéria (francs CFA)	7 400	-	-	7 400	-	400	-	-	7 000	8 000	-	15 400	
Oman	-	-	-	-	-	-	-	-	-	10 000	-	10 000	
Ouganda	-	500	-	500	-	-	-	-	-	-	-	500	
Pakistan (roupies)	40 000	-	-	40 000	-	-	-	-	40 000	17 273	-	57 273	
Pérou	12 000	12 000	-	24 000	-	-	12 000	-	12 000	12 000	-	36 000	

I. Etat de l'actif, du passif et du solde des fonds inutilisés

Annexe I : État des recettes et des dépenses													
	(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(f)	(g)	(h)	(i)	(j)	(k)	(l)	(m)
Recettes :													
Contributions des gouvernements	29 689 246	819 646	1 900 000	1 830 132	237 465	350 287	-	69 844	75 000	-	10 457	-	15 522
Dons de sources privées	756	40 000	-	3 044	-	115 000	-	211	-	-	100	-	-
Subventions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	652	-	-	-
Revenus des placements	740 951	162 482	160 256	39 059	-	14 757	16 943	8 828	-	-	-	-	-
Recettes accessoires, économies réalisées lors du règlement d'engagements et ajustements	186 707	-	3 578	253	36 515	3 648	-	2 579	-	-	-	61	-
Total	30 617 660	1 022 128	2 063 834	1 872 488	273 980	483 692	16 943	81 462	75 000	652	10 557	3 061	15 522
A déduire :													
Dépenses Personnel	1 435 621	-	920 337	422 139	178 287	396 043	149 742	49 409	48 893	9 543	-	3 000	-
Matériel et fournitures	61 641	-	2 816	13 906	4 331	-	-	2 905	-	-	-	-	-
Frais généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
d'administration	4 915 271	21 621	1 725 739	392 314	128 640	115 426	1 035	18 447	-	-	10 041	-	-
Autres dépenses	6 412 533	21 621	2 648 892	828 359	311 258	511 469	50 777	70 761	48 893	9 543	10 041	3 000	-
Total	24 205 127	1 000 507	(585 058)	(1 044 129)	(37 278)	(27 777)	(133 834)	10 701	26 107	(8 891)	516	61	15 522
Excédent des recettes sur les dépenses													(n)
État des recettes et des dépenses													
Recettes :													
Contributions des gouvernements	29 689 246	819 646	1 900 000	1 830 132	237 465	350 287	-	69 844	75 000	-	10 457	-	15 522
Dons de sources privées	756	40 000	-	3 044	-	115 000	-	211	-	-	100	-	-
Subventions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	652	-	-	-
Revenus des placements	740 951	162 482	160 256	39 059	-	14 757	16 943	8 828	-	-	-	-	-
Recettes accessoires, économies réalisées lors du règlement d'engagements et ajustements	186 707	-	3 578	253	36 515	3 648	-	2 579	-	-	-	61	-
Total	30 617 660	1 022 128	2 063 834	1 872 488	273 980	483 692	16 943	81 462	75 000	652	10 557	3 061	15 522
A déduire :													
Dépenses Personnel	1 435 621	-	920 337	422 139	178 287	396 043	149 742	49 409	48 893	9 543	-	3 000	-
Matériel et fournitures	61 641	-	2 816	13 906	4 331	-	-	2 905	-	-	-	-	-
Frais généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
d'administration	4 915 271	21 621	1 725 739	392 314	128 640	115 426	1 035	18 447	-	-	10 041	-	-
Autres dépenses	6 412 533	21 621	2 648 892	828 359	311 258	511 469	50 777	70 761	48 893	9 543	10 041	3 000	-
Total	24 205 127	1 000 507	(585 058)	(1 044 129)	(37 278)	(27 777)	(133 834)	10 701	26 107	(8 891)	516	61	15 522
Excédent des recettes sur les dépenses													(n)
État des recettes et des dépenses													
Recettes :													
Contributions des gouvernements	29 689 246	819 646	1 900 000	1 830 132	237 465	350 287	-	69 844	75 000	-	10 457	-	15 522
Dons de sources privées	756	40 000	-	3 044	-	115 000	-	211	-	-	100	-	-
Subventions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	652	-	-	-
Revenus des placements	740 951	162 482	160 256	39 059	-	14 757	16 943	8 828	-	-	-	-	-
Recettes accessoires, économies réalisées lors du règlement d'engagements et ajustements	186 707	-	3 578	253	36 515	3 648	-	2 579	-	-	-	61	-
Total	30 617 660	1 022 128	2 063 834	1 872 488	273 980	483 692	16 943	81 462	75 000	652	10 557	3 061	15 522
A déduire :													
Dépenses Personnel	1 435 621	-	920 337	422 139	178 287	396 043	149 742	49 409	48 893	9 543	-	3 000	-
Matériel et fournitures	61 641	-	2 816	13 906	4 331	-	-	2 905	-	-	-	-	-
Frais généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
d'administration	4 915 271	21 621	1 725 739	392 314	128 640	115 426	1 035	18 447	-	-	10 041	-	-
Autres dépenses	6 412 533	21 621	2 648 892	828 359	311 258	511 469	50 777	70 761	48 893	9 543	10 041	3 000	-
Total	24 205 127	1 000 507	(585 058)	(1 044 129)	(37 278)	(27 777)	(133 834)	10 701	26 107	(8 891)	516	61	15 522
Excédent des recettes sur les dépenses													(n)
État des recettes et des dépenses													
Recettes :													
Contributions des gouvernements	29 689 246	819 646	1 900 000	1 830 132	237 465	350 287	-	69 844	75 000	-	10 457	-	15 522
Dons de sources privées	756	40 000	-	3 044	-	115 000	-	211	-	-	100	-	-
Subventions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	652	-	-	-
Revenus des placements	740 951	162 482	160 256	39 059	-	14 757	16 943	8 828	-	-	-	-	-
Recettes accessoires, économies réalisées lors du règlement d'engagements et ajustements	186 707	-	3 578	253	36 515	3 648	-	2 579	-	-	-	61	-
Total	30 617 660	1 022 128	2 063 834	1 872 488	273 980	483 692	16 943	81 462	75 000	652	10 557	3 061	15 522
A déduire :													
Dépenses Personnel	1 435 621	-	920 337	422 139	178 287	396 043	149 742	49 409	48 893	9 543	-	3 000	-
Matériel et fournitures	61 641	-	2 816	13 906	4 331	-	-	2 905	-	-	-	-	-
Frais généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
d'administration	4 915 271	21 621	1 725 739	392 314	128 640	115 426	1 035	18 447	-	-	10 041	-	-
Autres dépenses	6 412 533	21 621	2 648 892	828 359	311 258	511 469	50 777	70 761	48 893	9 543	10 041	3 000	-
Total	24 205 127	1 000 507	(585 058)	(1 044 129)	(37 278)	(27 777)	(133 834)	10 701	26 107	(8 891)	516	61	15 522
Excédent des recettes sur les dépenses													(n)
État des recettes et des dépenses													
Recettes :													
Contributions des gouvernements	29 689 246	819 646	1 900 000	1 830 132	237 465	350 287	-	69 844	75 000	-	10 457	-	15 522
Dons de sources privées	756	40 000	-	3 044	-	115 000	-	211	-	-	100	-	-
Subventions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	652	-	-	-
Revenus des placements	740 951	162 482	160 256	39 059	-	14 757	16 943	8 828	-	-	-	-	-
Recettes accessoires, économies réalisées lors du règlement d'engagements et ajustements	186 707	-	3 578	253	36 515	3 648	-	2 579	-	-	-	61	-
Total	30 617 660	1 022 128	2 063 834	1 872 488	273 980	483 692	16 943	81 462	75 000	652	10 557	3 061	15 522
A déduire :													
Dépenses Personnel	1 435 621	-	920 337	422 139	178 287	396 043	149 742	49 409	48 893	9 543	-	3 000	-
Matériel et fournitures	61 641	-	2 816	13 906	4 331	-	-	2 905	-	-	-	-	-
Frais généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
d'administration	4 915 271	21 621	1 725 739	392 314	128 640	115 426	1 035	18 447	-	-	10 041	-	-
Autres dépenses	6 412 533	21 621	2 648 892	828 359	311 258	511 469	50 777	70 761	48 893	9 543	10 041	3 000	-
Total	24 205 127	1 000 507	(585 058)	(1 044 129)	(37 278)	(27 777)	(133 834)	10 701	26 107	(8 891)	516	61	15 522
Excédent des recettes sur les dépenses													(n)
État des recettes et des dépenses													
Recettes :													
Contributions des gouvernements	29 689 246	819 646	1 900 000	1 830 132	237 465	350 287	-	69 844	75 000	-	10 457	-	15 522
Dons de sources privées	756	40 000	-	3 044	-	115 000	-	211	-	-	100	-	-
Subventions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	652	-	-	-
Revenus des placements	740 951	162 482	160 256	39 059	-	14 757	16 943	8 828	-	-	-	-	-
Recettes accessoires, économies réalisées lors du règlement d'engagements et ajustements	186 707	-	3 578	253	36 515	3 648	-	2 579	-	-	-	61	-
Total	30 617 660	1 022 128	2 063 834	1 872 488	273 980	483 692	16 943	81 462	75 000	652	10 557	3 061	15 522
A déduire :													
Dépenses Personnel	1 435 621	-	920 337	422 139	178 287	396 043	149 742	49 409	48 893	9 543	-	3 000	-
Matériel et fournitures	61 641	-	2 816	13 906	4 331	-	-	2 905	-	-	-	-	-
Frais généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
d'administration	4 915 271	21 621	1 725 739	392 314	128 640	115 426	1 035	18 447	-	-	10 041	-	-
Autres dépenses	6 412 533	21 621	2 648 892	828 359	311 258	511 469	50 777	70 761	48 893	9 543	10 041	3 000	-
Total	24 205 127	1 000 507	(585 058)	(1 044 129)	(37 278)	(27 777)	(133 834)	10 701	26 107	(8 891)	516	61	15 522
Excédent des recettes sur les dépenses													(n)
État des recettes et des dépenses													
Recettes :													
Contributions des gouvernements	29 689 246	819 646	1 900 000	1 830 132	237 465	350 287	-	69 844	75 000	-	10 457	-	15 522
Dons de sources privées	756	40 000	-	3 044	-	115 000	-	211	-	-	100	-	-
Subventions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	652	-	-	-
Revenus des placements													

Tableau 27

Activités économiques et sociales - A l'échelle mondiale

Etat récapitulatif des contributions annoncées non acquittées au 31 décembre 1972

Solde non acquitté au titre d'exercices antérieurs	Dollars	Contri- butions annoncées pour 1972 et ajus- tements	Dollars	Total à recevoir	Dollars	Contri- butions annoncées pour 1973	Dollars	Contributions annoncées non acquittées		
								A recevoir Dollars	A recevoir en 1973 Dollars	Total Dollars
Fonds pour les activités en matière de population										
Afghanistan	-	500	2 358 491	500	2 358 491	-	500	-	500	1 000
Allemagne (République fédérale d')	-	15 000	15 000	-	-	-	-	-	-	-
Arabie Saoudite	-	-	-	382 507	382 507	-	-	-	382 507	382 507
Australie	1 031	50	1 081	1 000	1 081	-	-	-	1 000	1 000
Barbade	-	-	-	11 364	-	-	-	-	11 364	11 364
Belgique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Botswana	140	(7)	133	-	133	-	-	-	-	-
Canada	2 000 000	2 000 000	4 000 000	-	2 000 000	-	2 000 000	-	-	2 000 000
Chypre	250	403	653	-	653	-	-	-	-	-
Côte d'Ivoire	-	-	-	10 000	-	-	-	-	10 000	10 000
Danemark	-	706 732	706 732	-	706 732	-	-	-	-	-
Egypte	-	229 991	229 991	-	229 991	-	114 996	-	-	114 996
Etats-Unis d'Amérique	12 290 025	13 649 221	25 939 246	-	25 939 246	-	14 979 196	-	-	14 979 196
Finlande	-	200 000	200 000	-	200 000	-	-	-	-	-
France	50 000	-	50 000	-	50 000	-	-	-	-	-
Ghana	-	3 906	3 906	-	3 906	-	-	-	-	-
Grèce	5 000	-	5 000	-	5 000	-	-	-	-	-
Guatemala	3 000	-	3 000	-	3 000	-	-	-	-	-
Honduras	500	-	500	-	500	-	500	-	-	500
Hongrie	3 333	3 906	7 239	3 619	7 239	-	-	3 619	-	3 619
Inde	250 000	245 740	495 740	-	495 740	-	245 740	-	-	245 740
Indonésie	75 000	-	75 000	-	75 000	-	-	-	-	-
Irak	-	-	-	10 000	-	-	-	-	10 000	10 000
Iran	253 000	-	253 000	-	253 000	-	3 000	-	-	3 000
Islande	1 000	-	1 000	1 500	1 000	-	-	1 500	-	1 500
Jamaïque	1 242	(78)	1 164	-	1 164	-	-	-	-	-
Japon	2 000 000	-	2 000 000	-	2 000 000	-	-	-	-	-
Jordanie	2 800	-	2 800	-	2 800	-	-	-	-	-
Kenya	-	15 006	15 006	-	15 006	-	-	-	-	-
Laos	-	1 667	1 667	-	1 667	-	1 667	-	-	1 667
Lesotho	500	-	500	500	-	-	-	-	-	-
Liban	5 000	-	5 000	-	5 000	-	-	-	-	-
Libéria	5 000	6 500	11 500	-	11 500	-	-	-	-	-
Madagascar	360	400	760	-	760	-	760	-	-	760
Malte	-	253	253	-	253	-	253	-	-	253
Maroc	-	4 030	4 030	4 000	4 030	-	-	4 000	-	4 000
Népal	-	2 000	2 000	-	2 000	-	-	-	-	-
Norvège	-	2 168 310	2 168 310	2 121 212	2 168 310	-	-	2 121 212	-	2 121 212
Nouvelle-Zélande	-	47 642	47 642	-	47 642	-	23 738	-	-	23 738

Tableau 27 (suite)

Fonds pour les activités en matière de population (suite)	Solde non acquitté au titre d'exercices antérieurs	Contri- butions annoncées pour 1972 et ajus- tements	Total à recevoir	Contri- butions annoncées pour 1973	Contri- butions reçues en 1972	Contributions annoncées non acquittées	
						A recevoir	
	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Total
Pakistan	375 368	-	375 368	250 000	125 368	250 000	500 000
Pays-Bas	-	2 736 025	2 736 025	-	2 236 025	500 000	500 000
Philippines	250 000	250 000	500 000	-	223 881	276 119	276 119
République de Corée	-	10 125	10 125	-	10 125	-	-
République Dominicaine	6 000	19 000	25 000	-	25 000	-	-
République du Viet-Nam	1 000	-	1 000	-	-	1 000	1 000
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ..	1 485 148	1 979 688	3 464 836	-	1 469 531	1 995 305	1 995 305
Sénégal	-	20 000	20 000	-	20 000	-	-
Singapour	10 000	-	10 000	-	10 000	-	-
Somalie	-	3 500	3 500	500	-	3 500	4 000
Souaziland	250	1 000	1 250	-	250	1 000	1 000
Sri Lanka	-	5 995	5 995	-	5 995	-	-
Suède	-	3 000 000	3 000 000	-	3 000 000	-	-
Suisse	151 899	-	151 899	-	-	151 899	151 899
Thaïlande	24 004	-	24 004	33 605	24 004	-	33 605
Togo	-	1 000	1 000	-	1 000	-	-
Trinité-et-Tobago	-	5 000	5 000	-	5 000	-	-
Tunisie	-	5 000	5 000	-	5 000	-	-
Yémen démocratique	-	250	250	-	-	250	250
Yougoslavie	3 000	3 000	6 000	-	3 000	3 000	3 000
Divers	10 000	(10 000)	-	-	-	-	-
Total	19 263 850	29 689 246	48 953 096	2 830 307	28 401 173	20 552 423	23 382 230

Fonds d'équipement des Nations Unies

Afghanistan	5 000	-	5 000	-	-	5 000	5 000
Algérie	-	20 000	20 000	20 000	-	20 000	40 000
Argentine	-	30 000	30 000	-	30 000	-	-
Birmanie	5 000	-	5 000	-	-	5 000	5 000
Bolivie	-	1 800	1 800	-	-	1 800	1 800
Botswana	2 520	(120)	2 400	-	2 400	-	-
Brésil	60 000	20 000	80 000	20 000	-	80 000	100 000
Cameroun	-	778	778	1 000	1 778	-	-
Chili	10 000	10 000	20 000	10 000	-	20 000	30 000
Chine	-	-	-	88 222	-	88 222	88 222
Chypre	-	783	783	783	-	783	1 566
Colombie	-	1 000	1 000	-	-	1 000	1 000
Costa Rica	2 334	-	2 334	-	584	1 750	1 750
Cuba	-	20 000	20 000	21 739	41 739	-	132 707
Egypte	131 996	40 000	171 996	40 000	79 289	40 000	11 931
Ethiopie	20 152	1 752	21 904	-	9 973	-	82 238
Ghana	58 812	23 426	82 238	-	-	27 000	30 000
Grèce	24 000	3 000	27 000	3 000	-	3 000	-

Fonds d'équipement des Nations Unies (suite)		Solde non acquitté au titre d'exercices antérieurs		Contributions annoncées pour 1972 et ajustements		Total à recevoir		Contributions annoncées pour 1973		Contributions reques en 1972		Contributions annoncées non acquittées	
		Dollars		Dollars		Dollars		Dollars		Dollars		A recevoir en 1973	Total
												Dollars	Dollars
Inde		650 000		-		650 000		-		-		650 000	650 000
Irak		-		20 000		20 000		20 000		-		20 000	20 000
Iran		-		10 000		10 000		10 000		10 000		10 000	10 000
Jamaïque		-		3 000		3 000		3 000		3 000		3 000	3 000
Laos		-		1 000		1 000		1 000		-		1 000	2 000
Libéria		10 000		10 000		20 000		10 000		20 000		10 000	10 000
Maroc		-		10 730		10 730		10 730		10 730		10 730	10 730
Maurice		-		1 994 a/		1 994 a/		1 994 a/		1 994 a/		1 994 a/	1 994 a/
Niger		21 583		30 417		52 000		14 000		-		52 000	66 000
Nigéria		7 001		7 000		14 001		7 601		7 000		7 601	14 602
Pakistan		500 000		200 000		700 000		86 546		-		700 000	786 546
Philippines		-		10 000		10 000		-		10 000		-	-
Qatar		-		15 000		15 000		-		-		15 000	15 000
République Dominicaine		15 000		5 000		20 000		-		20 000		-	1 000
République du Viet-Nam		-		1 000		1 000		1 000		1 000		1 000	1 000
République khmère		-		910		978		-		978		-	-
Soudan		10 000		-		10 000		-		10 000		-	-
Sri Lanka		20 000		20 000		40 000		-		20 000		20 000	20 000
Trinité-et-Tobago		2 474		2 608		5 082		-		2 608		-	2 474
Tunisie		-		1 500		1 500		1 500		1 500		1 500	1 500
Uruguay		5 000		-		5 000		-		-		-	5 000
Venezuela		30 000		-		30 000		-		30 000		-	-
Yémen démocratique		100		-		100		-		100		-	-
Yougoslavie		300 000		300 000		600 000		300 000		600 000		300 000	300 000
Zaïre		7 000		7 000		14 000		7 000		7 000		7 000	14 000
Total		1 897 972		819 646		2 717 618		669 021		921 671		1 818 684	2 464 966
Fonds d'affectation spéciale pour la planification et les projections relatives au développement													
Payi-Bas		-		900 000		900 000		615 000		900 000		-	615 000
Suède		-		1 000 000		1 000 000		-		1 000 000		-	-
Total		-		1 900 000		1 900 000		615 000		1 900 000		615 000	615 000

a/ Montant versé en 1971.

Tableau 27 (suite)

Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues	Solde non acquitté au titre d'exercices antérieurs	Contributions annoncées pour 1972 et ajustements	Total à recevoir	Contributions annoncées pour 1973	Contributions reçues en 1972	Contributions annoncées non acquittées	
						A recevoir en 1973	Total
	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars
Allemagne (République fédérale d')	301 204	9 278	310 482	-	310 482	-	-
Canada	-	400 000	400 000	-	400 000	-	-
Chypre	-	2 591	2 591	-	2 591	-	-
Danemark	-	50 000	50 000	-	50 000	-	-
Etats-Unis d'Amérique	-	1 000 000	1 000 000	-	1 000 000	-	-
France	100 000	-	100 000	-	100 000	-	-
Grèce	-	2 000	2 000	-	2 000	-	-
Iran	5 000	-	5 000	-	-	5 000	5 000
Italie	-	103 200	103 200	-	103 200	-	-
Maroc	-	2 068	2 068	-	2 068	-	-
Norvège	-	76 365	76 365	-	76 365	-	-
République du Viet-Nam	2 000	-	2 000	-	-	2 000	2 000
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ..	-	120 557	120 557	-	120 557	-	-
Suède	-	63 073	63 073	-	63 073	-	-
Total	408 204	1 000	2 237 336	-	2 230 336	7 000	7 000
Contributions annoncées en 1971 par la République du Viet-Nam pour 1972	(1 000)	-	-	-	-	-	-
Total	407 204	1 830 132	2 237 336	-	2 230 336	7 000	7 000
Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social							
Allemagne (République fédérale d')	-	31 298	31 298	-	31 298	-	-
Danemark	-	40 000	40 000	-	40 000	-	-
Finlande	-	9 990	9 990	-	9 990	-	-
France	-	39 093	39 093	-	39 093	-	-
Suède	-	104 063	104 063	-	104 063	-	-
Suisse	-	13 021	13 021	-	13 021	-	-
Total	-	237 465	237 465	-	237 465	-	-
Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la défense sociale							
Abu Dhabi	1 500	-	1 500	-	-	1 500	1 500
France	-	16 492	16 492	-	16 492	-	-
Grèce	5 000	-	5 000	-	-	5 000	5 000
Italie	-	253 843	253 843	-	253 843	-	-
Jamaïque	-	240	240	-	240	-	-
Maroc	-	4 182	4 182	-	4 182	-	-
Norvège	-	7 576	7 576	-	7 576	-	-
Pologne	2 497	-	2 497	-	-	2 497	2 497
Qatar	-	6 000	6 000	-	6 000	-	-

Solde non acquitté au titre d'exercices antérieurs	Dollars	Contri- butions annoncées pour 1972 et ajus- tements	Dollars	Total à recevoir	Dollars	Contri- butions annoncées pour 1973	Dollars	Contri- butions reçues en 1972	Dollars	Contributions annoncées non acquittées	
										A recevoir en 1973	Total
										Dollars	Dollars
République khmère	-	571	571	571	-	-	-	571	-	-	-
Suède	40 323	40 873	81 196	81 196	-	-	-	81 196	-	-	-
Suisse	-	6 510	6 510	6 510	6 579	6 579	6 579	6 510	6 579	6 579	6 579
Thaïlande	-	2 000	2 000	2 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	2 000
Tunisie	2 000	-	2 000	2 000	-	-	-	-	-	-	2 000
Yugoslavie	-	12 000	12 000	12 000	-	-	-	10 000	-	-	2 000
Total	51 320	350 287	401 607	401 607	7 579	7 579	7 579	387 610	13 997	7 579	21 576

Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies
pour la défense sociale (suite)

Total

Programme des Volontaires des Nations Unies

Allemagne (République fédérale d')	-	22 013	22 013	22 013	-	-	22 013	-	22 013	-	22 013
Canada	-	20 200	20 200	20 200	-	-	20 200	-	20 200	-	20 200
Chypre	-	261	261	261	-	-	261	-	261	-	261
Etats-Unis d'Amérique	150 000	-	150 000	150 000	-	-	150 000	150 000	-	-	-
Inde	10 000	-	10 000	10 000	-	-	10 000	-	10 000	-	10 000
Iran	-	20 000	20 000	20 000	-	-	20 000	20 000	-	-	-
Israël	-	1 000	1 000	1 000	-	-	1 000	1 000	-	-	-
Liban	1 000	-	1 000	1 000	-	-	1 000	1 000	-	-	-
Maroc	-	5 170	5 170	5 170	-	-	5 170	5 170	-	-	-
Pakistan	-	1 100	1 100	1 100	-	-	1 100	1 100	-	-	-
Togo	700	100	800	800	-	-	800	-	800	-	800
Turquie	2 500	-	2 500	2 500	-	-	2 500	2 500	-	-	-
Total	164 200	69 844	234 044	234 044	-	-	-	180 770	53 274	-	53 274

Comité pour l'élimination de la discrimination raciale

Algérie	-	638	638	638	-	-	638	-	638	-	638
Allemagne (République fédérale d')	-	5 243	5 243	5 243	-	-	5 243	-	5 243	-	-
Argentine	2 184	1 160	3 344	3 344	-	-	3 344	-	3 344	-	3 344
Autriche	-	954	954	954	-	-	954	-	954	-	954
Bolivie	873	605	1 478	1 478	-	-	1 478	-	1 478	-	1 478
Brésil	2 150	1 126	3 276	3 276	-	-	3 276	-	3 276	-	3 276
Bulgarie	-	700	700	700	-	-	700	-	700	-	700
Cameroun	873	605	1 478	1 478	-	-	1 478	1 478	-	-	-
Canada	-	2 690	2 690	2 690	-	-	2 690	2 690	-	-	-
Chili	-	714	714	714	-	-	714	-	714	-	714
Chypre	-	605	605	605	-	-	605	-	605	-	605
Costa Rica	1 457	605	2 062	2 062	-	-	2 062	1 230	-	-	832
Cuba	-	686	686	686	-	-	686	-	686	-	686
Danemark	-	1 002	1 002	1 002	-	-	1 002	1 002	-	-	-

Tableau 27 (suite)

	Solde non acquitté au titre d'exercices antérieurs		Contributions annoncées pour 1972 et ajustements		Total à recevoir		Contributions annoncées pour 1973		Contributions reçues en 1972		Contributions annoncées non acquittées	
	Dollars		Dollars		Dollars		Dollars		Dollars		A recevoir en 1973	
	Dollars		Dollars		Dollars		Dollars		Dollars		Dollars	Total Dollars
Egypte	885		700		1 585		-		1 585		-	2 062
Equateur	1 457		605		2 062		-		-		-	1 290
Espagne	-		1 290		1 290		-		-		-	4 694
Finlande	-		885		885		-		885		-	623
France	-		4 694		4 694		-		-		-	776
Ghana	1 491		625		2 116		-		1 493		-	1 453
Grèce	1 076		776		1 852		-		1 076		-	1 640
Hongrie	1 147		906		2 053		-		600		-	-
Inde	2 843		1 640		4 483		-		2 843		-	-
Irak	-		625		625		-		625		-	-
Iran	-		728		728		-		728		-	-
Islande	-		605		605		-		605		-	-
Jamaïque	873		605		1 478		-		-		-	1 478
Koweït	-		632		632		-		632		-	-
Lesotho	-		605		605		-		-		-	-
Liban	-		611		611		-		-		-	-
Madagascar	-		605		605		-		605		-	605
Malte	873		605		1 478		-		300		-	611
Maroc	923		638		1 561		-		1 561		-	1 178
Maurice	-		605		605		-		-		-	605
Mongolie	-		605		605		-		605		-	-
Népal	973		605		1 478		-		-		-	1 478
Niger	1 457		605		2 062		-		-		-	2 062
Nigéria	-		659		659		-		-		-	659
Norvège	1 190		872		2 062		-		1 515		-	547
Pakistan	-		810		810		-		810		-	-
Panama	1 457		605		2 062		-		-		-	2 062
Pays-Bas	-		1 386		1 386		-		1 386		-	-
Pérou	-		645		645		-		-		-	645
Philippines	-		789		789		-		789		-	-
Pologne	-		1 544		1 544		-		1 544		-	-
République arabe libyenne	873		625		1 498		-		1 498		-	-
République arabe syrienne	1 457		605		2 062		-		-		-	2 062
République centrafricaine	873		605		1 478		-		-		-	1 478
République socialiste soviétique de Biélorussie	-		920		920		-		119		-	801
République socialiste soviétique d'Ukraine	-		1 860		1 860		-		119		-	1 741
Roumanie	1 135		824		1 959		-		1 959		-	-
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	-		4 626		4 626		-		4 626		-	-
Saint-Siège	-		605		605		-		-		-	605
Sénégal	-		605		605		-		-		-	605
Sierra Leone	1 457		605		2 062		-		1 457		-	605
Soudan	1 457		605		2 062		-		-		-	2 062
Suède	-		1 435		1 435		-		1 435		-	-

Solde non acquitté au titre d'exercices antérieurs	Dollars	Contri- butions annoncées pour 1972 et ajus- tements	Dollars	Total à recevoir	Dollars	Contri- butions annoncées pour 1973	Dollars	Contributions annoncées non acquittées		
								A recevoir en 1973	A recevoir	Total
								Dollars	Dollars	Dollars
Tchécoslovaquie	-	1 194	1 194	1 194	-	-	-	-	-	-
Tonga	-	605	605	605	-	-	-	605	-	605
Tunisie	-	605	605	605	-	-	-	-	-	-
Union des Républiques socialistes soviétiques	-	10 308	10 308	10 308	-	-	-	10 189	-	10 189
Uruguay	1 498	625	2 123	2 123	-	-	-	2 123	-	2 123
Venezuela	1 791	858	2 649	2 649	-	-	-	274	-	274
Yougoslavie	1 750	837	2 587	2 587	-	-	-	2 587	-	2 587
Zambie	-	605	605	605	-	-	-	605	-	605
Total	36 373	75 000	111 373	111 373	-	-	-	64 037	-	64 037

- 143 -

Séminaire sur le droit international

Allemagne (République fédérale d')	-	1 500	1 500	1 500	-	-	-	-	-	-
Danemark	-	1 457	1 457	1 457	-	-	-	-	-	-
Finlande	-	1 500	1 500	1 500	-	-	-	-	-	-
Norvège	-	1 500	1 500	1 500	-	-	-	-	-	-
Pays-Bas	-	1 500	1 500	1 500	-	-	-	-	-	-
Suède	-	1 500	1 500	1 500	-	-	-	-	-	-
Suisse	-	1 500	1 500	1 500	-	-	-	-	-	-
Total	-	10 457	10 457	10 457	-	-	-	-	-	-

Programme d'assistance et d'échange des Nations Unies dans le domaine du droit international

Argentine	-	5 000	5 000	5 000	-	-	-	-	-	-
Chypre	-	264	264	264	-	-	-	-	-	-
Iran	-	2 000	2 000	2 000	-	-	-	-	-	-
Irak	-	2 000	2 000	2 000	-	-	-	-	-	-
Japon	-	2 000	2 000	2 000	-	-	-	-	-	-
Kenya	-	280	280	280	-	-	-	-	-	-
République khmère	-	978	978	978	-	-	-	-	-	-
Yougoslavie	-	3 000	3 000	3 000	-	-	-	-	-	-
Total	-	15 522	15 522	15 522	-	-	-	-	-	-
TOTAL GENERAL	21 820 919	34 997 599	56 818 518	56 818 518	4 121 907	34 332 342	22 509 415	4 098 668	26 608 083	
A ajouter : Contribution reçue de la Suède, incluse, jusqu'à nouvel avis, dans les recettes comptabilisées d'avance										
Total, contributions et recettes compa- bilisées d'avance					20 000					
					4 141 907					

Tableau 28

Activités économiques et sociales - A l'échelle régionale
Actif, passif et solde des fonds inutilisés au 31 décembre 1972

	Fonds d'affec- tation spéciale du Centre de documentation et de recherche de la CEPAL	Institut inter- national de docu- mentation en matière d'habi- tation, de construction et de planification (New Delhi)	Total
	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
I. Etat de l'actif, du passif et solde des fonds inutilisés			
<u>Actif :</u>			
En caisse et disponible en banque	-	-	-
Compte bancaire porteur d'intérêts	171 192	119	171 311
Lettres de crédit	-	-	-
Placements	-	-	-
Contributions annoncées à recevoir de gouvernements ...	300 000	-	300 000
Sommes à recevoir	-	-	-
Intérêts échus des placements	2 487	-	2 487
Sommes versées à des organisations chargées de l'exécution	-	-	-
Dépenses payées d'avance et autres éléments d'actif ...	-	-	-
A recevoir du Fonds général de l'ONU (Etat VII)	-	-	-
Total	<u>473 679</u>	<u>119</u>	<u>473 798</u>
<u>Passif et réserves :</u>			
Sommes à payer	-	-	-
Engagements non réglés	-	-	-
Provision pour primes de rapatriement, demandes d'indemnisation, etc.	-	-	-
Contributions et recettes comptabilisées d'avance	-	-	-
Réserve pour allocations	-	-	-
Dû au Fonds général de l'ONU (Etat VII)	-	-	-
Total	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<u>Solde des fonds inutilisés :</u>			
Solde disponible au 1er janvier 1972	490 949	119	491 068
<u>A ajouter :</u> Ajustement	-	-	-
Excédent des recettes sur les dépenses (voir plus loin)	(17 270)	-	(17 270)
<u>A déduire :</u> Allocations faites au titre de programmes .	-	-	-
Solde disponible au 31 décembre 1972	<u>473 679</u>	<u>119</u>	<u>473 798</u>
Total passif, réserves et fonds inutilisés	<u>473 679</u>	<u>119</u>	<u>473 798</u>
II. Etat des recettes et des dépenses			
<u>Recettes :</u>			
Contributions des gouvernements	-	-	-
Dons de sources privées	-	-	-
Subventions	-	-	-
Revenus des placements	8 940	-	8 940
Recettes accessoires, économies réalisées lors du règlement d'engagements et ajustements	-	-	-
Total	<u>8 940</u>	<u>-</u>	<u>8 940</u>
<u>A déduire : Dépenses</u>			
Personnel	-	-	-
Matériel et fournitures	-	-	-
Frais généraux d'administration	-	-	-
Divers	26 210	-	26 210
Total	<u>26 210</u>	<u>-</u>	<u>26 210</u>
<u>Excédent des recettes sur les dépenses</u>	<u>(17 270)</u>	<u>-</u>	<u>(17 270)</u>
	(a)	(b)	

Tableau 29

Activités économiques et sociales - A l'échelle nationale

Actif, passif et solde des fonds inutilisés au 31 décembre 1972

Activités économiques et sociales

Actif, passif et solde des fonds

	Fonds des Nations Unies pour le développement de l'Irian occidental	Programme relatif au Fonds d'affectation spéciale pour la République du Zaïre
	Dollars	Dollars
I. Etat de l'actif, du passif et solde des fonds inutilisés		
Actif :		
Encaisse et disponible en banque	436 799	156 779
Compte bancaire porteur d'intérêts	2 845 336	-
Lettres de crédit	6 498 423	-
Placements	-	861 007
Contributions annoncées à recevoir de gouvernements	142 734	136 160
Sommes à recevoir	84 757	314
Intérêts échus des placements	12 371	-
Sommes versées à des organisations chargées de l'exécution	3 297 723	-
Dépenses payées d'avance et autres éléments d'actif	1 227 832	-
A recevoir du Fonds général de l'ONU (état VII)	-	-
Total	14 545 975	1 154 260
Passif et réserves :		
Sommes à payer	7 758	313 352
Engagements non réglés	4 891	-
Provision pour primes de rapatriement, demandes d'indemnisation, etc.	-	-
Contributions et recettes comptabilisées d'avance	253 037	-
Réserve pour allocations	9 546 092	-
Dû au Fonds général de l'ONU (état VII)	697 063	4 214
Total	10 508 841	317 566
Solde des fonds inutilisés :		
Solde disponible au 1er janvier 1972	4 587 767	987 664
A ajouter : Ajustement	-	-
Excédent des recettes sur les dépenses (voir plus loin)	(160 053)	52 236
A déduire : Allocations faites au titre de programmes	390 580	203 206
Solde disponible au 31 décembre 1972	4 037 134	836 694
Total passif, réserves et fonds inutilisés	14 545 975	1 154 260
II. Etat des recettes et des dépenses		
Recettes :		
Contributions des gouvernements	20 000	-
Dons de sources privées	-	-
Subventions	-	-
Revenus des placements	92 553	32 672
Recettes accessoires, économies réalisées lors du règlement d'engagements et ajustements	201 525	19 564
Total	314 078	52 236
A déduire : Dépenses		
Personnel	337 564	-
Matériel et fournitures	5 000	-
Frais généraux d'administration	-	-
Divers	131 567	-
Total	474 131	-
Excédent des recettes sur les dépenses	(160 053)	52 236
	(a)	(b)

- A l'échelle nationale

inutilisés au 31 décembre 1972

Coût de l'appui administratif au Zaïre	Programme unique d'ensei- gnement et de formation des Nations Unies à l'intention des habitants de l'Afrique australe	Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud	Fonds des Nations Unies pour la Namibie	Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le programme concernant l'envoi de personnel d'exécution (OPEX) au Soudan	Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour les programmes opérationnels (Lesotho)	Total
Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars
-	-	-	-	-	-	593 578
-	145 868	142 058	56 503	101 846	80 167	3 371 778
-	-	-	-	-	-	6 498 423
-	-	-	-	-	-	861 007
-	13 250	19 330	8 875	218 002	100 000	638 351
-	-	-	-	-	-	85 071
-	158	1 537	-	1 746	1 116	16 928
-	1 534 261	-	-	105 334	176 550	5 113 868
-	-	-	-	-	-	1 227 832
-	3 780	1 171	-	1 599	1 405	7 955
-	1 697 317	164 096	65 378	428 527	359 238	18 414 791
-	-	-	1 961	-	11 491	334 562
-	-	-	440	-	-	5 331
-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	253 037
-	1 534 261	-	-	388 222	337 057	11 805 632
-	-	-	-	-	-	701 277
-	1 534 261	-	2 401	388 222	348 548	13 099 839
844 437	314 642	57 400	-	31 697	15 358	6 838 965
(358 126)	-	-	-	-	-	(358 126)
(486 311)	854 124	106 696	62 977	8 608	(4 668)	433 609
-	1 005 710	-	-	-	-	1 599 496
-	163 056	164 096	62 977	40 305	10 690	5 314 952
-	1 697 317	164 096	65 378	428 527	359 238	18 414 791
-	-	-	-	-	-	-
-	738 589	412 690	38 875	-	-	1 210 154
-	707	563	4 000	-	-	5 270
-	105 710	-	50 000	-	-	155 710
-	9 118	8 443	-	8 608	6 452	157 846
12 354	-	-	-	-	371	233 814
12 354	854 124	421 696	92 875	8 608	6 823	1 762 794
2 117	-	-	1 227	-	11 491	352 399
-	-	-	-	-	-	5 000
-	-	-	-	-	-	-
496 548	-	315 000	28 671	-	-	971 786
498 665	-	315 000	29 898	-	11 491	1 329 185
(486 311)	854 124	106 696	62 977	8 608	(4 668)	433 609
(c)	(d)	(e)	(f)	(g)	(h)	

Tableau 30

Activités économiques et sociales - A l'échelle nationale

Etat récapitulatif des contributions annoncées non acquittées au 31 décembre 1972

	Solde non acquitté au titre d'exercices antérieurs	Contributions annoncées pour 1972	Total à recevoir	Contributions reçues en 1972	Contributions annoncées non acquittées
	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars
<u>Fonds des Nations Unies pour le dévelop-</u> <u>pement de l'Irian occidental</u>					
Indonésie	319 481	20 000	339 481	196 747	142 734
<u>Programme relatif au Fonds d'affectation</u> <u>spéciale pour la République du Zaïre</u>					
Zaïre	286 160	-	286 160	150 000	136 160
<u>Coût de l'appui administratif</u> <u>au Zaïre</u>					
Zaïre	437 706	-	437 706	437 706	-
<u>Programme unique d'enseignement et de</u> <u>formation des Nations Unies à</u> <u>l'intention des habitants de</u> <u>l'Afrique australe</u>					
Allemagne (République fédérale d')	82 831	2 980	85 811	85 811	-
Australie	-	12 750	12 750	-	12 750
Barbade	500	-	500	500	-
Canada	-	50 000	50 000	50 000	-
Danemark	-	114 996	114 996	114 996	-
Finlande	-	50 000	50 000	50 000	-
France	-	100 000	100 000	100 000	-
Grèce	500	3 500	4 000	3 500	500
Inde	1 500	1 000	2 500	2 500	-
Indonésie	1 000	-	1 000	1 000	-
Iran	-	3 000	3 000	3 000	-
Irlande	-	6 000	6 000	6 000	-
Italie	-	13 486	13 486	13 486	-
Japon	-	20 000	20 000	20 000	-
Malaisie	-	1 000	1 000	1 000	-
Norvège	-	90 669	90 669	90 669	-
Pays-Bas	-	31 056	31 056	31 056	-
République-Unie de Tanzanie	-	2 801	2 801	2 801	-
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	-	121 655	121 655	121 655	-
Sierra Leone	120	670	790	790	-
Suède	-	88 495	88 495	88 495	-
Suisse	-	19 531	19 531	19 531	-
Yougoslavie	-	5 000	5 000	5 000	-
	86 451	738 589	825 040	811 790	13 250
<u>Fonds d'affectation spéciale des</u> <u>Nations Unies pour l'Afrique du Sud</u>					
Arabie Saoudite	-	2 607	2 607	2 607	-
Australie	-	6 375	6 375	-	6 375
Autriche	-	6 000	6 000	6 000	-
Belgique	-	22 761	22 761	22 761	-
Brésil	-	5 000	5 000	-	5 000
Bulgarie	-	1 000	1 000	1 000	-
Canada	-	10 000	10 000	10 000	-
Chine (République populaire de)	-	20 000	20 000	20 000	-
Chypre	-	259	259	259	-
Danemark	-	71 510	71 510	71 510	-
Finlande	-	50 000	50 000	50 000	-
Hongrie	-	2 000	2 000	2 000	-
Inde	1 000	1 000	2 000	2 000	-
Indonésie	-	1 000	1 000	1 000	-
Iran	-	2 000	2 000	2 000	-

Tableau 30 (suite)

	Solde non acquitté au titre d'exercices antérieurs	Contributions annoncées pour 1972	Total à recevoir	Contributions reçues en 1972	Contributions annoncées non acquittées
	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars
Irlande	-	3 250	3 250	3 250	-
Islande	-	500	500	-	500
Italie	-	2 500	2 500	2 500	-
Japon	-	10 000	10 000	10 000	-
Libéria	-	1 000	1 000	1 000	-
Malaisie	-	1 000	1 000	-	1 000
Maroc	-	4 007	4 007	4 007	-
Nigéria	-	8 400	8 400	8 400	-
Norvège	-	45 334	45 334	45 334	-
Nouvelle-Zélande	-	5 955	5 955	-	5 955
Pakistan	-	3 000	3 000	3 000	-
Pays-Bas	-	12 215	12 215	12 215	-
République du Viet-Nam	-	500	500	-	500
République khmère	-	2 000	2 000	2 000	-
Sierra Leone	120	796	916	916	-
Singapour	-	500	500	500	-
Suède	-	104 221	104 221	104 221	-
Tunisie	-	3 000	3 000	3 000	-
Turquie	1 000	-	1 000	1 000	-
Yougoslavie	-	3 000	3 000	3 000	-
	<u>2 120</u>	<u>412 690</u>	<u>414 810</u>	<u>395 480</u>	<u>19 330</u>
<u>Fonds des Nations Unies pour la Namibie</u>					
Australie	-	6 375	6 375	-	6 375
Cameroun	-	2 000	2 000	-	2 000
Finlande	-	15 000	15 000	15 000	-
Indonésie	-	2 000	2 000	2 000	-
Iran	-	2 000	2 000	2 000	-
Islande	-	500	500	500	-
Japon	-	10 000	10 000	10 000	-
République du Viet-Nam	-	500	500	-	500
Turquie	-	500	500	500	-
	<u>-</u>	<u>38 875</u>	<u>38 875</u>	<u>30 000</u>	<u>8 875</u>
<u>Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'envoi de personnel d'exécution (OPEX) au Swaziland</u>					
Suède	<u>413 038</u>	<u>-</u>	<u>413 038</u>	<u>195 036</u>	<u>218 002</u>
<u>Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour les programmes opérationnels (Lesotho)</u>					
Suède	<u>268 752</u>	<u>-</u>	<u>268 752</u>	<u>168 752</u>	<u>100 000</u>
TOTAL	<u>1 813 708</u>	<u>1 210 154</u>	<u>3 023 862</u>	<u>2 385 511</u>	<u>638 351</u>

Tableau 31

Frais généraux

Actif, passif et solde des fonds inutilisés au 31 décembre 1972

	Organisation des Nations Unies, Organisation des Nations Unies pour le développement indus- trial et Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement : frais généraux au titre d'activités du Programme des Nations Unies pour le développement	Organisation des Nations Unies et Organisation des Nations Unies pour le développement indus- trial : frais généraux au titre de projets financés à l'aide de fonds d'affectation spéciale	Total
	Dollars	Dollars	Dollars
I. Etat de l'actif, du passif et solde des fonds inutilisés			
Actif :			
Encaisse et disponible en banque	-	-	-
Compte bancaire porteur d'intérêts	-	1 211 650	1 211 650
Lettres de crédit	-	-	-
Placements	-	-	-
Contributions annoncées à recevoir de gouvernements	-	-	-
Sommes à recevoir	-	8 230	8 230
Intérêts échus des placements	-	-	-
Sommes versées à des organisations chargées de l'exécution	-	-	-
Dépenses payées d'avance et autres éléments d'actif	2 513 781	14 155	2 527 936
A recevoir du Fonds général de l'ONU (Etat VII)	2 513 781	1 234 035	3 747 816
Total			
Passif et réserves :			
Sommes à payer	70 351	12 068	82 419
Engagements non réglés	-	-	-
Provision pour primes de rapatriement, demandes d'indemnisation, etc.	-	-	-
Contributions et recettes comptabilisées d'avance	-	-	-
Réserve pour allocations	-	-	-
Dû au Fonds général de l'ONU (Etat VII)	70 351	12 068	82 419
Total			
Solde des fonds inutilisés :			
Solde disponible au 1er janvier 1972	6 459 351	830 045	7 289 396
A ajouter : Ajustement	(5 076 682)	13 933	(5 062 749)
Excédent des recettes sur les dépenses (voir plus loin)	1 060 761	377 989	1 438 750
A déduire : Allocations au titre de programmes	-	-	-
Solde disponible au 31 décembre 1972	2 443 430	1 221 967	3 665 397
Total, passif, réserves et fonds inutilisés	2 513 781	1 234 035	3 747 816
II. Etat des recettes et des dépenses			
Recettes :			
Contributions des gouvernements	-	-	-
Dons de sources privées	-	-	-
Subventions	-	13 042	13 042
Revenus des placements	-	-	-
Recettes accessoires, économies réalisées lors du règlement d'engagements et ajustements	6 690 745	1 469 008	8 159 753
Total	6 690 745	1 482 050	8 172 795
A déduire : Dépenses			
Personnel	5 622 018	1 085 851	6 707 869
Matériel et fournitures	7 938	757	8 695
Frais généraux d'administration	-	-	-
Divers	28	17 453	17 481
Total	5 629 984	1 104 061	6 734 045
Excédent des recettes sur les dépenses	1 060 761	377 989	1 438 750
	(a)	(b)	

Tableau 32

Frais généraux

Organisation des Nations Unies, Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement : frais généraux au titre de projets du Programme des Nations Unies pour le développement

Etat des fonds au 31 décembre 1972

	ONU Dollars	ONUDI Dollars	CNUCED Dollars	Total Dollars
Solde au 31 décembre 1971	5 018 594	1 390 804	49 953	6 459 351
<u>A ajouter</u> : Allocations différées au titre de projets des services industriels spéciaux (services consultatifs) en 1971	-	365 400	-	365 400
<u>A déduire</u> : Soldes d'allocations inutilisés au 31 décembre 1971 qui ont été annulés	(2 228 298)	(936 340)	(70 900)	(3 235 538)
Remboursement de sommes reçues pour frais généraux en sus des montants auxquels les organi- sations avaient droit au 31 décembre 1971	(1 504 751)	(778 289)	25 415	(2 257 625)
Solde ajouté au 1er janvier 1972	1 285 545	41 575	4 468	1 331 588
<u>A ajouter</u> : Allocations pour frais généraux auxquelles les organisations avaient droit pour 1972	4 567 755	1 816 247	292 574	6 676 576
Remboursement de dépenses d'exercices antérieurs	14 169	-	-	14 169
<u>A déduire</u> : Engagements de 1972	5 867 469	1 857 822	297 042	8 022 333
	Dépenses Dollars	Engagements non régliés au 31 décembre 1972 Dollars	Engagements non régliés au 31 décembre 1971 Dollars	
Traitements, dépenses communes de personnel et remboursement des impôts sur le revenu				
ONU	3 557 578	26 859	(29 192)	-
ONUDI	1 681 322	17 637	(3 072)	-
CNUCED	239 139	4 283	-	-
Frais de voyage du personnel en mission				
ONU	52 944	16 350	(15 056)	-
ONUDI	3 825	1 747	(1 647)	-
CNUCED	18 466	1 868	-	-
Matériel				
ONU	6 331	1 607	(2 114)	-
Fournitures et services divers				
CNUCED	28	-	-	-
Solde au 31 décembre 1972	5 559 633	70 351	(51 081)	5 578 903
	28	1 699 812	263 784	2 443 903
		158 010	33 258	2 443 430
Ce solde se décompose comme suit :				
A recevoir du Fonds général de l'ONU	2 296 978	177 394	39 409	2 513 781
A déduire : Engagements non réglés	44 816	19 384	6 151	70 351
	2 252 162	158 010	33 258	2 443 430

Tableau 33

Organisation des Nations Unies et Organisation des Nations Unies
pour le développement industriel : frais généraux au titre de
projets financés au moyen de fonds d'affectation spéciale

Etat des fonds au 31 décembre 1972

	<u>ONU</u> <u>Dollars</u>	<u>ONUDI</u> <u>Dollars</u>	<u>Total</u> <u>Dollars</u>
<u>Organisation des Nations Unies : frais généraux d'administration</u> <u>au titre de projets d'assistance technique financés par des</u> <u>fonds d'affectation spéciale</u>			
Solde au 1er janvier 1972	451 347	65 965	517 312
<u>A ajouter :</u>			
Frais généraux au titre de projets pour lesquels l'Organisation des Nations Unies est l'organisation chargée de l'exécution	393 694	65 065	458 759
Ajustement d'engagement d'exercices antérieurs	8 018	-	8 018
Remboursement de dépenses d'exercices antérieurs	5 087	-	5 087
Frais généraux au titre de projets auxquels l'Organisation des Nations Unies participe "en association avec les institutions spécialisées"	35 765	-	35 765
Revenu des placements	9 481	-	9 481
	<u>903 392</u>	<u>131 030</u>	<u>1 034 422</u>
<u>A déduire :</u>			
Dépenses	450 966	52 717	503 683
Engagements non réglés	9 420	-	9 420
	<u>460 386</u>	<u>52 717</u>	<u>513 103</u>
Solde au 31 décembre 1972	<u>443 006</u>	<u>78 313</u>	<u>521 319</u>
Ce solde se décompose comme suit :			
Compte bancaire porteur d'intérêts	446 443	78 313	524 756
Intérêts échus à recevoir	5 983	-	5 983
A recevoir du Fonds général de l'ONU	-	-	-
	<u>452 426</u>	<u>78 313</u>	<u>530 739</u>
A déduire : Réserve pour engagements non réglés	9 420	-	9 420
	<u>443 006</u>	<u>78 313</u>	<u>521 319</u>
<u>Frais généraux d'administration du Programme alimentaire mondial</u>			
Solde au 1er janvier 1972	(5 702)	-	(5 702)
<u>A ajouter :</u>			
Sommes allouées par l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture pour 1972	161 900	-	161 900
Remboursement de dépenses d'exercices antérieurs	260	-	260
Economies réalisées lors du règlement d'engagements d'exercices antérieurs	1 849	-	1 849
Revenu des placements	325	-	325
	<u>158 632</u>	<u>-</u>	<u>158 632</u>
<u>A déduire :</u>			
Dépenses	140 977	-	140 977
Engagements non réglés	788	-	788
	<u>141 765</u>	<u>-</u>	<u>141 765</u>
Solde au 31 décembre 1972	<u>16 867</u>	<u>-</u>	<u>16 867</u>

Tableau 33 (suite)

	ONU Dollars	ONUDI Dollars	Total Dollars
Ce solde se décompose comme suit :			
Compte bancaire porteur d'intérêts	17 450	-	17 450
Intérêts échus à recevoir	205	-	205
A recevoir du Fonds général de l'ONU	-	-	-
	17 655	-	17 655
A déduire : réserve pour engagements non réglés	788	-	788
	16 867	-	16 867
<u>Organisation des Nations Unies : frais généraux d'administration</u> <u>du Fonds des Nations Unies pour le développement de l'Irian</u> <u>occidental</u>			
Solde au 1er janvier 1972	453	-	453
<u>A ajouter :</u>			
Fonds alloués en 1972	211 200	-	211 200
Ajustement d'engagements d'exercices antérieurs	3 921	-	3 921
Remboursement de dépenses d'exercices antérieurs	1 088	-	1 088
	216 662	-	216 662
<u>A déduire :</u>			
Dépenses	209 395	-	209 395
Engagements non réglés	1 860	-	1 860
	211 255	-	211 255
Solde au 31 décembre 1972	5 407	-	5 407
Ce solde se décompose comme suit :			
A recevoir du Fonds général de l'ONU	7 267	-	7 267
	7 267	-	7 267
A déduire : Réserve pour engagements non réglés	1 860	-	1 860
	5 407	-	5 407
<u>Organisation des Nations Unies : frais généraux d'administration</u> <u>du Fonds d'affectation spéciale pour les services industriels</u> <u>spéciaux</u>			
Fonds alloués en 1972 (tableau 24 B)	63 279	-	63 279
Ajustement d'engagements d'exercices antérieurs	145	-	145
	63 424	-	63 424
<u>A déduire :</u>			
Dépenses	63 424	-	63 424
Engagements non réglés	-	-	-
	63 424	-	63 424
Solde au 31 décembre 1972	-	-	-
<u>Fonds pour les activités en matière de population</u>			
Solde au 1er janvier 1972	224 199	-	224 199
<u>A ajouter :</u>			
Fonds alloués en 1972	531 670	-	531 670
Revenu des placements	1 121	-	1 121
	756 990	-	756 990
<u>A déduire :</u>			
Dépenses	174 514	-	174 514
Engagements non réglés	-	-	-
	174 514	-	174 514
Solde au 31 décembre 1972	582 476	-	582 476

Tableau 33 (suite)

	<u>ONU</u> <u>Dollars</u>	<u>ONUDI</u> <u>Dollars</u>	<u>Total</u> <u>Dollars</u>
Ce solde se décompose comme suit :			
Compte bancaire porteur d'intérêts	574 881	-	574 881
Intérêts échus	707	-	707
A recevoir du Fonds général de l'ONU	<u>6 888</u>	<u>-</u>	<u>6 888</u>
	<u>582 476</u>	<u>-</u>	<u>582 476</u>
 <u>Fonds des programmes opérationnels pour le Lesotho et</u> <u>le Souaziland</u>			
Solde au 1er janvier 1972	93 783	-	93 783
 <u>A ajouter :</u>	<u>2 115</u>	<u>-</u>	<u>2 115</u>
Revenu des placements	<u>95 898</u>	<u>-</u>	<u>95 898</u>
Solde au 31 décembre 1972			
Ce solde se décompose comme suit :			
Compte bancaire porteur d'intérêts	94 563	-	94 563
Intérêts échus à recevoir	1 335	-	1 335
A recevoir du Fonds général de l'ONU	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
	<u>95 898</u>	<u>-</u>	<u>95 898</u>

Tableau 34

Autres fonds d'affectation spéciale

Actif, passif et solde des fonds inutilisés au 31 décembre 1972

Tableau

Autres fonds d'affectation
Actif, passif et solde des fonds

	Fonds de dotation de la bibliothèque	Biens mobiliers et immo- biliers légues à l'ONU	Musée phila- thélique de l'ONU	Fonds de réserve (assurance sur la vie des fonction- naires)	Fonds de stabilisation (Taux des primes d'assurance soins médicaux des fonction- naires)	Société d'assurance mutuelle du personnel (assurance maladie- accidents)	Caisse des pensions des employés à temps partiel de l'Of- fice des Nations Unies à Genève	Fonds d' affectation spéciale des Nations Unies pour le paiement d'indemnités de l'ONUDI	Activités com- merciales autonomes de l'ONUDI	Agence des Nations Unies pour le re- levement de la Corée - reliquat des éléments d'actif
	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)
I. Etat de l'actif, du passif et solde des fonds inutilisés										
Actif :										
Encaisse et disponible en banque	18 537	-	-	-	-	25 153	4 670	-	124 628	-
Compte bancaire porteur d'intérêts	-	195 136	-	130 848	-	-	-	67 918	-	70 616
Lettres de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Placements	520 230 ^{a/}	35 000	263 158	600 000	-	332 266	78 750	187 925	-	-
Contributions annoncées à recevoir de gouvernements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sommes à recevoir	-	6 268	-	617 018	100 830	11 819	475	-	1 163	-
Intérêts échus des placements	9 448	295	1 639	35 364	-	-	1 180	9 494	-	269
Sommes versées à des organisations chargées de l'exécution	-	-	-	-	-	-	-	-	-	25 230
Dépenses payées d'avance et autres éléments d'actif	-	230 715	57 462	-	-	-	-	-	178 110	-
A recevoir du Fonds général de l'ONU (Etat VII)	-	-	29 349	5 144	26 671	110 020	-	2 231	-	-
Total	548 215	467 414	351 608	1 388 374	127 501	479 258	85 075	267 568	303 901	96 115
Passif et réserves :										
Sommes à payer	-	5 000	-	617 018	100 830	30 064	-	-	101 729	-
Engagements non réglés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions pour primes de rapatriement, demandes d'indemnisation, etc.	-	-	-	-	-	-	-	-	51 536	-
Contributions et recettes comptabi- lisées d'avance	-	1 347	-	-	-	12 637	-	-	1 725	-
Réserve pour allocation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	43 007
Dû au Fonds général de l'ONU (Etat VII)	-	-	-	-	-	-	572	-	19 420	3 770
Total	-	6 347	-	617 018	100 830	42 701	572	-	174 410	46 777
Solde des fonds inutilisés :										
Solde disponible au 1er janvier 1972	590 930	397 163	331 285	715 366	51 327	291 663	81 781	223 573	125 799 (1 568)	20 888
A ajouter : Ajustement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	32 994
Excédent des recettes sur les dépenses (voir plus loin)	(42 715)	63 904	20 323	55 990	(24 656)	144 894	2 722	43 995	5 260	8 700
A déduire : Allocations faites au titre de programmes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	13 244
Solde disponible au 31 décembre 1972	548 215	461 067	351 608	771 356	26 671	436 557	84 503	267 568	129 491	49 338
Total passif, réserve et fonds inutilisés	548 215	467 414	351 608	1 388 374	127 501	479 258	85 075	267 568	303 901	96 115
II. Etat des recettes et des dépenses										
Recettes :										
Contributions des gouvernements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dons de sources privées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Subventions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Revenu des placements	25 289	8 539	-	55 990	-	15 041	3 383	14 744	-	4 445
Recettes accessoires, économies réalisées lors du règlement d'engagements et ajustements	-	60 367	24 771	-	5 331	1 032 980	17 184	60 700	1 218 349	4 255
Total	25 289	68 906	24 771	55 990	5 331	1 048 021	20 567	75 444	1 218 349	8 700
A déduire : Dépenses										
Personnel	-	-	4 411	-	-	11 963	-	-	-	-
Matériel et fournitures	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Frais généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
d'administration	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Divers	68 004	5 002	37	-	29 987	891 164	17 845	31 449	1 213 089	-
Total	68 004	5 002	4 448	-	29 987	903 127	17 845	31 449	1 213 089	-
Excédent des recettes sur les dépenses	(42 715)	63 904	20 323	55 990	(24 656)	144 894	2 722	43 995	5 260	8 700
	(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(f)	(g)	(h)	(i)	(j)

a/ Valeur en bourse : 559 860 dollars d'après l'état des valeurs et du numéraire daté du 29 décembre 1972 (Fiduciary Trust Company de New York).

tation spéciale

inutilisés au 31 décembre 1972

Fonds de l'Ecole internationale	URSS : Institut soviétique pour les relations internationales	Redevance cafeteria	Conférence commémorative Gilberto Amado	Projet "Océana Publications" (Bibliothèque)	Fonds Hamish Brown (bourses)	Médaille du Congrès mondial de la jeunesse	Congrès mondial de la jeunesse	Bureau inter-organisations pour les systèmes informatiques et activités connexes	Garage souterrain de l'ONU à Genève	Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe	Compte "Construction de l'Ecole internationale des Nations Unies"	Compte spécial (Ralph Bunch) du Secrétaire général pour des activités en rapport avec la paix et la sécurité	Total
(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)
-	-	-	-	-	-	-	21 517 89	-	-	-	29 050	-	223 555
-	-	-	-	-	2 703	71 526	-	-	-	-	-	-	538 836
236 842	-	-	-	-	7 967	-	-	-	-	90 000	514 285	-	2 866 423
-	-	-	-	-	-	-	4 130 402	-	-	-	-	-	4 130
1 438	-	-	-	-	380	-	-	-	-	-	5 186	-	737 975
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	64 693
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	25 230
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	821	-	-	467 108
105 119	76 182	26 430	1 300	1 612	108	-	-	60 924	-	9 369	-	12 005	466 464
343 399	76 182	26 430	1 300	1 612	11 158	71 526	26 138	60 924	-	100 190	548 521	12 005	5 394 414
-	-	-	-	1 073	-	-	-	-	-	-	409	-	856 123
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	541 587	-	541 587
-	-	13 158	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	64 694
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	15 709
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	43 007
-	-	-	-	-	-	-	-	-	501	-	6 525	-	30 788
-	-	13 158	-	1 073	-	-	-	-	501	-	548 521	-	1 551 908
94 957	193 759	20 431	-	1 630	10 411	80 562	36 713	-	-	-	2 572 744	-	5 840 982
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3 460 341	-	3 491 767
248 442	(117 577)	(7 159)	1 300	(1 091)	747	(9 036)	(10 575)	60 924	(501)	100 190	(6 033 085)	12 005	(5 476 999)
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	13 244
343 399	76 182	13 272	1 300	539	11 158	71 526	26 138	60 924	(501)	100 190	-	12 005	3 842 506
343 399	76 182	26 430	1 300	1 612	11 158	71 526	26 138	60 924	-	100 190	548 521	12 005	5 394 414
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	98 203	-	-	98 203
-	-	-	-	-	40	-	-	-	-	-	2 000 001	12 005	2 012 046
-	-	-	-	-	707	-	-	-	-	-	246 170	-	374 308
301 075	108 131	45 387	3 000	6 655	-	-	-	60 924	242	9 799	6 597	-	2 965 747
301 075	108 131	45 387	3 000	6 655	747	-	-	60 924	242	108 002	2 252 768	12 005	5 450 304
-	225 030	17 547	-	-	-	-	575	-	-	-	-	-	16 949
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	242 577
52 633	678	34 999	1 700	7 746	-	9 036	10 000	-	743	7 812	8 285 853	-	10 667 777
52 633	225 708	52 546	1 700	7 746	-	9 036	10 575	-	743	7 812	8 285 853	-	10 927 303
248 442	(117 577)	(7 159)	1 300	(1 091)	747	(9 036)	(10 575)	60 924	(501)	100 190	(6 033 085)	12 005	(5 476 999)
(k)	(l)	(m)	(n)	(o)	(p)	(q)	(r)	(s)	(t)	(u)	(v)	(w)	

Tableau 35

Fonds de dotation de la Bibliothèque
Etat des fonds au 31 décembre 1972

	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
Revenu accumulé :			
Solde au 1er janvier 1972			46 030
<u>A ajouter :</u>			
Intérêts nets échus et perçus pendant l'exercice			22 947
			68 977
<u>A déduire :</u>			
Dépenses engagées en 1972 pour l'achat de livres et de matériel de bibliothèque			19 000
Solde non dépensé au 31 décembre 1972			49 977
Capital du Fonds au 31 décembre 1971	544 900		
<u>A déduire :</u>			
Pertes nettes sur la vente de titres en portefeuille	46 662		498 238
Total du Fonds			<u>548 215</u>
Ce total se décompose comme suit :			
Portefeuille :			
Obligations au prix d'achat :	<u>Valeur nominale</u>	<u>Valeur en bourse</u>	<u>Prix d'achat</u>
Obligations de la South European Pipelin Co., 5 1/2 p. 100			
1er mars 1982	14 000	12 320	14 070
Obligations garanties et convertibles de la Ford International Capital, 6 p. 100, 15 mars 1986	35 000	40 950	42 525
Obligations secondaires garanties et convertibles de Honeywell Capital N. V., 6 p. 100, 15 novembre 1986	40 000	47 200	45 363
Obligations garanties de la Transocean Gulf Oil Co., 7 1/2 p. 100			
1er janvier 1987	50 000	50 000	50 000
Obligations garanties de la Shell International Finance N. V., 7 1/2 p. 100, 15 janvier 1987	50 000	50 500	50 000
	<u>189 000</u>	<u>200 970</u>	<u>201 958</u>
	<u>Valeur en bourse</u>	<u>Prix d'achat</u>	<u>Prix d'achat</u>
Actions au prix d'achat :			
Carolina Power and Light Co., 1 200 actions sans valeur nominale	36 000	32 850	
Columbia Gas System Inc., 1 300 actions d'une valeur nominale de 10 dollars	40 300	40 936	
International Business Machines, 120 actions d'une valeur nominale de 5 dollars	48 240	28 745	
International Telephone and Telegraph Corp., 300 actions privilégiées, série K, convertibles, d'une valeur nominale de 4 dollars	29 400	30 004	
May Department Stores Co., 800 actions d'une valeur nominale de 2,50 dollars	40 000	41 434	
Minnesota Mining and Manufacturing Co., 400 actions sans valeur nominale	34 400	26 644	
Royal Dutch Petroleum Co., 1 100 actions d'une valeur nominale de 20 florins	44 000	38 509	
Travelers Corp. 1 100 actions d'une valeur nominale de 2,50 dollars	42 900	38 369	
Warner Lambert Co., 450 actions d'une valeur nominale de un dollar ...	43 650	40 781	318 272
	<u>358 890</u>		<u>520 230</u>
Disponible en banque			18 537
Intérêts échus à recevoir			9 448
			<u>548 215</u>
Etat des ouvertures de crédits :			
Crédits ouverts par l'Assemblée générale aux termes de sa résolution 2899 A (XXVI)			19 000
<u>A déduire :</u>			
Engagements de 1972			19 000
			<u>-</u>

Note : Ce Fonds a été transféré de la SDN à l'ONU et il est géré selon des règles visant à assurer l'utilisation exclusive des revenus aux fins pour lesquelles le Fonds a été initialement constitué, à savoir pour l'entretien d'une bibliothèque au Palais des Nations.

Tableau 36

Ecole internationale des Nations Unies
Compte "construction" : état récapitulatif indiquant la source et l'utilisation
des fonds pendant la période allant du 30 décembre 1965 au 31 décembre 1972

	<u>Dollars</u>		
I. Fonds provenant de :			
Fondation Ford			11 801 875
Frères Rockefeller			1 128 361
Revenu des placements, etc.			2 910 680
Total			<u>15 840 916</u>
	Etudes de faisabilité et coût des locaux provisoire	39ème rue	25ème rue
	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
II. Utilisation des fonds pour :			
Etudes du site et dépenses correspondantes	93 904	-	-
Amélioration des locaux loués	886 209	-	-
Subventions pour loyers	1 381 132	-	-
Frais de déménagement	<u>10 559</u>	-	30 000
Total, dépenses non capitalisées ..	<u>2 371 804</u>	-	30 000
Construction :			
Aménagement du site	-	-	2 412 940
Marché principal	-	-	8 818 449
Honoraires, dépenses d'adminis- tration, etc.	112 450	83 937	1 511 357
Divers	-	-	-
Total, construction	112 450	83 937	12 742 746
Mobilier et fournitures accessoires .	-	-	499 979
Total, construction, mobilier et fournitures accessoires	<u>112 450</u>	<u>83 937</u>	<u>13 242 725</u>
Total	<u>2 484 254</u>	<u>83 937</u>	<u>15 840 916</u>

ANNEXE

Notes explicatives sur les contributions mises en recouvrement qui demeurent à recevoir

1. Le montant des contributions mises en recouvrement qui demeurent à recevoir a été calculé sur la base du règlement financier et des règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies et des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale. En ce qui concerne les montants indiqués comme non acquittés par certains Etats Membres, les gouvernements intéressés ont demandé que soit signalée la position adoptée par leurs délégations lors de sessions successives de l'Assemblée générale, et en particulier ce qui suit :

- i) Dans la mesure où les montants en question ont trait à des dépenses imputées sur le Compte spécial de la Force d'urgence des Nations Unies ou sur le Compte ad hoc pour l'Opération des Nations Unies au Congo, ces dépenses, de l'avis de ces Etats, ont été imputées illégalement sur lesdits comptes et ces Etats ne s'estiment pas tenus d'y participer aux termes des dispositions de l'Article 17 de la Charte;
- ii) Ces Etats ont adopté une position de principe analogue pour les exercices 1963 à 1972 en ce qui concerne leur part estimative de certaines dépenses qui ont été inscrites au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies, par exemple les dépenses relatives aux obligations émises par l'ONU, à la Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée, au Cimetière où sont ensevelis les morts des Nations Unies en Corée, et, avant 1968, à l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve en Palestine et au Service mobile de l'ONU;
- iii) Dans la mesure où les montants respectifs dus au titre du budget ordinaire ont trait à leur part en dollars des crédits ouverts pour l'assistance technique au titre V des budgets de 1963-1972, la Bulgarie, la République socialiste soviétique de Biélorussie, la République socialiste soviétique d'Ukraine et l'Union des Républiques socialistes soviétiques ont explicitement offert d'en verser l'équivalent en monnaie locale. La Bulgarie, la République socialiste soviétique de Biélorussie, la République socialiste soviétique d'Ukraine et l'Union des Républiques socialistes soviétiques ont fait savoir que lesdits montants représentant respectivement l'équivalent de 73 319 dollars, 347 735 dollars, 1 314 493 dollars et 9 952 667 dollars, ont été versés au compte de l'ONU. En ce qui concerne la République socialiste soviétique d'Ukraine, l'équivalent en roubles de 880 000 dollars a été accepté pour le règlement des dépenses imputées sur le titre V du budget ordinaire.

2. Etant donné la position de principe adoptée par des Etats Membres en ce qui concerne le financement de certaines dépenses inscrites au budget ordinaire, notamment les dépenses relatives aux obligations émises par l'ONU, on estime à un total cumulatif de 37,4 millions de dollars les sommes que 16 Etats Membres avaient déduites de leurs contributions au 31 décembre 1972. Ce total, qui représente les sommes de 3,7 millions de dollars pour 1972 et 33,7 millions de dollars pour des exercices antérieurs, comprend un montant de 10,9 millions de dollars que des Etats Membres ont offert de payer dans des monnaies nationales non convertibles. Il convient de noter que ce montant estimatif de 37,4 millions de dollars, correspondant aux sommes que des Etats Membres, pour des raisons de principe, ont déduites

de leurs contributions ou ont offert de payer dans des monnaies nationales non convertibles, est compris dans le montant des contributions mises en recouvrement non acquittées au 31 décembre 1972 qui, comme l'indique l'état III, se chiffrent à un total de 48,1 millions de dollars.

3. Les contributions mises en recouvrement à recevoir qui sont indiquées dans l'état III ne comprennent pas, toutefois, un montant de 16 613 395 dollars représentant des contributions mises en recouvrement auprès de la Chine qui a été inscrit à un compte spécial en application de la résolution 3049 C (XXVII) de l'Assemblée générale, en date du 19 décembre 1972.

4. En ce qui concerne le Compte spécial de la Force d'urgence des Nations Unies (FONU) et le Compte ad hoc pour l'Opération des Nations Unies au Congo (ONUC), les contributions mises en recouvrement non acquittées au 31 décembre 1972 qui sont comptabilisées dans les états IV et V, se chiffrent à un total de 44 242 137 dollars a/, pour la FONU, et à un total de 75 404 823 dollars a/, pour l'ONUC. Etant donné la position de principe adoptée par quelques Etats Membres et vu que certains Etats Membres n'ont fait aucun versement et d'autres seulement des versements partiels à ces deux comptes, l'essentiel des soldes non acquittés devra peut-être, ainsi qu'il ressort du tableau ci-après, être considéré comme non recouvrable.

	FUNU		ONUC	
	<u>Montant</u> <u>Dollars</u>	<u>Nombre de</u> <u>Membres</u>	<u>Montant</u> <u>Dollars</u>	<u>Nombre de</u> <u>Membres</u>
a) Membres qui ont indiqué qu'ils ne verseraient pas de contributions...	38 586 735	13	70 214 696	13
b) Membres qui n'ont fait aucun versement.....	1 681 878	9	4 251 726	19
c) Membres qui n'ont pas acquitté pour la FUNU la contribution supplémentaire de 25 p. 100 qui leur a été demandée pour constituer une réserve <u>b/</u>	1 038 842	4	-	-
d) Membres qui n'ont pas acquitté les montants correspondant à la différence entre la contribution mise en recouvrement et la contribution calculée d'après les prévisions de dépenses révisées pour 1967 <u>c/</u>	1 486 880	2	-	-
e) Autres arriérés.....	1 447 802	34	938 401	22
TOTAL	<u>44 242 137</u> <u>a/</u>	<u>62</u>	<u>75 404 823</u> <u>a/</u>	<u>54</u>

a/ En application de la résolution 3049 C (XXVII) de l'Assemblée générale, en date du 19 décembre 1972, les contributions mises en recouvrement et non acquittées indiquées ci-dessous, qui figuraient précédemment dans lesdits états, ont été inscrites à un compte spécial :

FUNU	5 274 570 dollars
ONUC	6 687 206 dollars

b/ Pour les exercices 1965, 1966 et 1967, l'Assemblée générale a demandé aux pays développés de verser au titre de la FUNU une contribution supplémentaire de 25 p. 100 pour constituer une réserve.

c/ Par sa résolution 2304 A (XXII), l'Assemblée générale a pris note des prévisions de dépenses révisées de la FUNU pour l'exercice 1967 présentées par le Secrétaire général, à savoir 11 396 000 dollars. Les soldes non acquittés représentent la différence entre la contribution mise en recouvrement pour 1967, calculée sur la base d'un chiffre de dépenses de 14 millions de dollars, et la contribution calculée par les Etats Membres eux-mêmes sur la base des prévisions de dépenses révisées du Secrétaire général.

IV. RAPPORT DU COMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

1. Le Comité des commissaires aux comptes, que l'Assemblée générale a créé par sa résolution 74 (I), est tenu de procéder à la vérification des comptes de l'Organisation des Nations Unies, y compris de tous ses fonds d'affectation spéciale et comptes spéciaux, conformément à l'article XII du règlement financier et à l'annexe à ce règlement, intitulée "Mandat additionnel régissant la vérification des comptes de l'Organisation des Nations Unies".

2. En application de ces dispositions, le Comité présente ci-après à l'Assemblée générale son rapport sur l'examen de ces comptes, ainsi que son opinion sur les états financiers, conformément au paragraphe 5 de l'annexe.

Etats financiers présentés pour l'exercice terminé le 31 décembre 1972

3. Le Secrétaire général a soumis, pour attestation et vérification, les sept états financiers ci-après, accompagnés de 36 tableaux explicatifs et d'une annexe :

- A. Fonds général, Fonds de roulement et comptes spéciaux de l'Organisation des Nations Unies
 - I. Etat des ouvertures de crédits, des dépenses engagées et soldes inutilisés des ouvertures de crédits de l'exercice 1972 (complété par les tableaux 1 et 2);
 - II. Fonds général - Recettes, dépenses engagées et excédent budgétaire de l'exercice terminé le 31 décembre 1972 (complété par les tableaux 3 à 5);
 - III. Fonds général, Fonds de roulement et comptes spéciaux de l'Organisation des Nations Unies - Etat de l'actif et du passif au 31 décembre 1972 (complété par les tableaux 5 à 11);
- B. Compte spécial de la Force d'urgence des Nations Unies
 - IV. Etat des fonds au 31 décembre 1972 (complété par le tableau 12);
- C. Compte ad hoc pour l'Opération des Nations Unies au Congo
 - V. Etat des fonds au 31 décembre 1972 (complété par le tableau 13);
- D. Organisation des Nations Unies, Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement - Opérations d'assistance technique dont le coût est imputé sur le programme ordinaire de l'ONU, le Programme des Nations Unies pour le développement et des fonds d'affectation spéciale extra-budgétaires
 - VI. Etat des fonds au 31 décembre 1972 (complété par les tableaux 14 à 17);

E. Fonds d'affectation spéciale et autres comptes spéciaux

VII. Etat récapitulatif de l'actif et du passif, des recettes, des dépenses engagées et des soldes disponibles au 31 décembre 1972 (complété par les tableaux 18 à 36);

F. Annexe - Notes explicatives sur les contributions mises en recouvrement qui demeurent à recevoir.

Etendue de la vérification

4. L'étendue de la vérification effectuée par le Comité des commissaires aux comptes est régie par le règlement financier, qui prévoit que :

"La vérification des comptes est effectuée conformément aux normes usuelles généralement acceptées en la matière et, sous réserve de toutes directives spéciales de l'Assemblée générale, conformément au mandat additionnel joint en annexe au présent règlement.

Le Comité des commissaires aux comptes a la faculté de formuler des observations sur l'efficacité des procédures financières, sur le système comptable, sur les contrôles financiers intérieurs et, en général, sur l'administration et la gestion de l'Organisation.

Le Comité des commissaires aux comptes est complètement indépendant et seul responsable de la conduite de la vérification.

Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires peut demander au Comité des commissaires aux comptes de faire certaines vérifications spécifiques et de présenter des rapports distincts sur leurs résultats."

5. Le paragraphe 1 de l'annexe susmentionnée exige que :

"Le Comité des commissaires aux comptes vérifie conjointement et séparément les comptes de l'Organisation des Nations Unies, y compris tous les fonds d'affectation spéciale et comptes spéciaux, comme il le juge nécessaire pour s'assurer :

a) Que les états financiers sont conformes aux livres et écritures de l'Organisation;

b) Que les opérations financières dont les états rendent compte ont été conformes aux règles et règlements, aux dispositions budgétaires et aux autres directives applicables;

c) Que les valeurs et le numéraire déposés en banque ou en caisse ont été soit vérifiés grâce à des certificats directement reçus des dépositaires de l'Organisation, soit effectivement comptés;

d) Que les contrôles intérieurs, y compris la vérification intérieure des comptes, sont adéquats eu égard à la mesure dans laquelle on s'y fie;

e) Que tous les éléments de l'actif et du passif ainsi que tous les excédents et déficits ont été comptabilisés selon des procédures qu'il juge satisfaisantes."

6. Le Comité a effectué ses vérifications conformément aux dispositions qui précèdent. Il a notamment effectué un examen général des procédures comptables et procédé aux vérifications par sondage des écritures comptables, systèmes de contrôle intérieur et autres pièces justificatives qu'il a jugées nécessaires en l'occurrence.

7. Le Comité a examiné les comptes et états financiers à New York, à Genève, à Vienne, à La Haye, à Santiago et à Mexico. Il a eu communication de tous les renseignements dont il a eu besoin, et il tient à exprimer ses remerciements pour le concours et l'aide qui lui ont été prêtés au cours de son examen.

8. Pendant qu'ils procédaient aux vérifications, les membres du Comité des commissaires aux comptes ont maintenu une liaison constante avec le Corps commun d'inspection, le Service de vérification intérieure des comptes, le Service de gestion administrative et le Groupe de vérificateurs extérieurs des comptes de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées afin d'éviter les doubles emplois et les chevauchements dans ces travaux.

Communication des rapports de vérification des comptes au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

9. Le Comité a communiqué des exemplaires du présent rapport au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires. Le Comité tient à remercier le Comité consultatif de l'intérêt qu'il a porté à ses travaux et du concours qu'il lui a prêté.

Applications des recommandations faites par le Comité en 1971

10. Dans sa résolution 2912 (XXVII), par laquelle elle a accepté le rapport financier et les comptes de l'ONU pour l'exercice terminé le 31 décembre 1971 et le rapport y relatif du Comité des commissaires aux comptes, l'Assemblée générale s'est associée aux observations formulées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/8810) et a prié le Secrétaire général, compte tenu des débats qui s'étaient déroulés à la Cinquième Commission, de prendre les mesures correctives qui s'imposeraient eu égard aux observations faites par le Comité des commissaires aux comptes.

11. Les mesures correctives que le Secrétaire général a prises ou qu'il envisage de prendre sont présentées dans leurs grandes lignes dans son rapport financier pour l'exercice terminé le 31 décembre 1972 (par. 71 à 137) 1/.

12. Le Comité des commissaires aux comptes tient à remercier le Secrétaire général d'avoir rendu compte comme il l'a fait de l'application des recommandations

1/ Voir plus haut, chap. premier.

antérieures du Comité; les détails de son rapport ont été communiqués au Comité le 30 mars 1973. Du fait que ce rapport a été publié plus tôt que d'habitude, chacun des membres du Comité a pu en examiner la teneur tout en s'acquittant des tâches particulières qui lui étaient assignées.

13. A sa vingt-septième session ordinaire, qui s'est tenue du 6 au 26 juin 1973, le Comité a pris note des observations formulées par le Secrétaire général dans les paragraphes ayant trait aux diverses questions importantes qui avaient été portées à l'attention du Comité consultatif et de l'Assemblée générale l'année dernière.

14. Les vérifications des comptes de l'exercice 1972 ont révélé que des mesures correctives avaient été prises au sujet d'un grand nombre des questions sur lesquelles le Comité avait appelé l'attention après avoir vérifié les comptes de 1971; le cas échéant, de nouvelles observations concernant le rapport du Secrétaire général ont été formulées dans le présent rapport.

15. Le Comité a noté avec satisfaction que, comme suite à la suggestion qu'il avait faite, des changements ont été apportés à la présentation des états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 1972, de manière à donner un tableau complet de la situation financière (recettes et dépenses) de certains des services relevant de l'Organisation des Nations Unies qui sont les plus aisément identifiables. Un état financier distinct (Etat VII), complété par des tableaux explicatifs, est présenté pour la première fois en 1972, pour regrouper dans une catégorie distincte les données financières (recettes, dépenses, actif et passif en fin d'exercice) relatives aux fonds d'affectation spéciale et autres comptes spéciaux de nature fiduciaire dont la constitution a été approuvée par l'Assemblée générale. Les données financières présentées dans l'état VII ont été classées par grande catégorie d'activités ou d'objectifs : maintien de la paix, opérations de secours, développement industriel, activités économiques et sociales, etc.

Siège de l'Organisation des Nations Unies

16. Situation financière de l'Organisation des Nations Unies. Le Comité a pris acte des conclusions que le Comité spécial chargé d'examiner la situation financière de l'Organisation des Nations Unies a formulées dans le rapport qu'il a présenté à l'Assemblée générale à sa vingt-septième session ^{2/} au sujet du déficit à court terme au 31 décembre 1972. Le Comité a en outre pris acte du déficit qui ressort du tableau 4 du rapport financier du Secrétaire général joint aux états financiers.

17. Le Comité tient à déclarer qu'il approuve sans réserve les mesures que l'Assemblée générale a prises dans sa résolution 3049 (XXVII), par laquelle elle a instamment prié les Etats Membres et le Secrétaire général de continuer à explorer toutes les possibilités pour trouver une solution d'ensemble aux difficultés financières de l'Organisation des Nations Unies.

18. Vérification des comptes bancaires. L'alinéa c) du paragraphe 1 de l'annexe au règlement financier, dans laquelle figure le mandat additionnel régissant la vérification des comptes, prévoit que le Comité doit s'assurer que les valeurs et le numéraire déposés en banque ou en caisse ont été soit vérifiés grâce à des certificats directement reçus des dépositaires de l'Organisation, soit effectivement comptés.

^{2/} Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-septième session, Supplément No 29 (A/8729).

19. Le Comité a de nouveau eu des difficultés cette année à recevoir de certains dépositaires la confirmation du montant des soldes en dépôt, bien que dans certains cas le Trésorier leur ait adressé, au nom du Comité, trois demandes consécutives à cet effet. A l'issue de ses opérations détaillées de vérification, en mai 1973, le Comité n'avait pas reçu de confirmation directe de 38 banques, en ce qui concerne les comptes ci-après :

	<u>Nombre de comptes</u>	<u>Soldes comptables</u> (En dollars)
Siège de l'Organisation des Nations Unies	4	392 936
Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies, missions spéciales et dépenses spéciales	8	1 587 382
Bureau de la coopération technique de l'Organisation des Nations Unies	26	744 319

Tous les détails relatifs aux comptes susmentionnés ont été donnés au Trésorier pour qu'il demande aux dépositaires de bien vouloir communiquer dès que possible au Comité les renseignements manquants.

20. Le Comité a noté que l'on s'était préoccupé de renforcer les contrôles financiers intérieurs en ce qui concerne les comptes bancaires. Au cours de ses opérations de vérification en 1972, le Comité a constaté que plusieurs comptes bancaires n'avaient pas été apurés mensuellement, comme le prévoit la règle de gestion financière 111.11. En conséquence, le Comité a de nouveau appelé l'attention de l'Administration sur les recommandations qu'il lui avait adressées antérieurement, notamment sur une suggestion tendant à ce que le Service de vérification intérieure des comptes soit prié de revoir à intervalles réguliers l'apurement de tous les comptes bancaires et de suivre de près les comptes non apurés afin de régulariser leur position.

21. Contrôles financiers. Dans son rapport de l'an dernier, le Comité avait recommandé de mettre à jour toutes les instructions financières et comptables et de les regrouper dans un manuel de comptabilité 3/. Le Secrétaire général reconnaît la nécessité d'un tel manuel et a informé le Comité que des mesures seront prises en 1974 pour appliquer cette importante recommandation.

22. Recouvrement de sommes à recevoir de deux délégations. Le Comité a noté qu'un montant total de 571 437 dollars, représentant des sommes à recevoir de deux délégations, semblait irrécouvrable. En effet, les sommes à recevoir de ces délégations correspondent à des factures remontant à 1967 dans le cas d'un Etat Membre et à une demande d'indemnisation pour la destruction d'un avion par l'armée de l'air d'un autre Etat Membre en 1965.

3/ Ibid., Supplément No 7 (A/8707), par. 19.

23. Fonds de roulement. Dans son rapport de l'an dernier, le Comité avait constaté que, du fait des difficultés financières auxquelles l'Organisation des Nations Unies se heurtait faute de liquidités, les avances faites au Fonds général par prélèvement sur le Fonds de roulement pour exécuter le budget n'étaient pas remboursées promptement, comme le règlement financier l'exigeait 4/. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 1972, le montant des avances faites au Fonds général par prélèvement sur le Fonds de roulement qui n'avaient pas été remboursées s'élevait à 39,5 millions de dollars. Dans ces conditions, le Fonds de roulement, qui est censé servir de fonds d'urgence, ne peut plus fonctionner comme tel tant que son capital n'a pas été effectivement reconstitué et sensiblement accru.

24. Activités productrices de recettes. Le Comité a également fait d'importantes recommandations à l'Administration en ce qui concerne les activités productrices de recettes; à son avis, ces recommandations devraient contribuer au renforcement des contrôles intérieurs actuels ainsi qu'à l'accroissement des recettes provenant de certaines de ces activités.

Fonds d'affectation spéciale, missions spéciales et dépenses spéciales

25. Terminologie et définitions. Le Comité a noté l'intérêt que le Secrétaire général prend à la définition des fonds d'affectation spéciale, comptes spéciaux, comptes de réserve et autres termes du même ordre. Lorsqu'il a répondu aux recommandations du Corps commun d'inspection (A/8840), le Secrétaire général a approuvé la recommandation du Corps commun tendant à ce que le Comité consultatif pour les questions administratives examine la question de la définition des fonds d'affectation spéciale et, en même temps, il a proposé des définitions pour les fonds d'affectation spéciale, les comptes spéciaux et les fonds de réserve, en déclarant qu'il était possible d'éliminer de façon satisfaisante toute ambiguïté dans la signification de ces termes financiers. Lorsqu'il a examiné le rapport du Corps commun d'inspection et les observations y relatives du Secrétaire général, le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a prié le Secrétaire général de renforcer, selon qu'il conviendrait, le contrôle qu'il exerce sur les recettes et les dépenses relatives aux contributions volontaires de façon que toutes les propositions continuent à être examinées de façon adéquate et que la décentralisation des pouvoirs résultant de l'établissement du budget par programme n'entraîne pas de relâchement du contrôle exercé sur la comptabilité des départements. En outre, le Comité consultatif a invité le Comité des commissaires aux comptes à accorder une attention accrue aux fonds d'affectation spéciale lors des vérifications qu'il effectuerait à l'avenir et a prié le Secrétaire général de veiller à ce que le Service de vérification intérieure des comptes prête toute l'attention voulue aux contributions volontaires.

26. Les résultats de l'étude que le Comité consultatif pour les questions administratives doit faire ne seront pas connus avant la fin de 1973, mais le Comité des commissaires aux comptes a appris que le Bureau des services financiers établissait actuellement une instruction administrative pour régir le contrôle des fonds d'affectation spéciale. En outre, les comptes et états financiers de l'exercice 1972 témoignent du grand soin que le Secrétaire général a pris de rendre pleinement compte des opérations en se souciant de l'uniformité des définitions et des données.

4/ Ibid., par. 30.

Le Comité reconnaît l'importance que présenteront les résultats de l'étude du Comité consultatif pour ce qui est de préciser les définitions et d'établir des classifications appropriées.

27. Etats et tableaux financiers. Dans son rapport de 1971, le Comité avait appelé l'attention sur le manque de critères et le manque de concordance dans la présentation des états financiers 5/ et avait recommandé, en conséquence, que les tableaux relatifs aux fonds d'affectation spéciale soient conçus différemment de manière à rendre mieux compte des opérations et de la situation financière 6/. Pour donner suite à ces recommandations, le Bureau des services financiers a adopté une nouvelle présentation pour les états financiers afin d'assurer l'uniformité des données divulguées en même temps que l'application cohérente des principes comptables relatifs aux fonds d'affectation spéciale. L'état VII récapitule désormais, sous cette nouvelle présentation, tous les fonds d'affectation spéciale et comptes spéciaux constitués par le Secrétaire général conformément au règlement financier et aux règles de gestion financière de l'ONU, pour chaque catégorie d'activités appropriée. Dans les tableaux qui complètent l'état VII, les mêmes données financières sont fournies, sous la nouvelle présentation, pour chaque fonds d'affectation spéciale ou compte spécial. En conséquence, la présentation d'ensemble est désormais plus uniforme et plus complète.

28. Le Comité a examiné avec l'Administration la présentation et la teneur de ces nouveaux états financiers et a formulé plusieurs suggestions en vue d'améliorations futures dont il sera tenu compte en 1973; seront également prises en considération les conclusions auxquelles aboutira le Comité consultatif pour les questions administratives ainsi que l'effet de l'application de la budgétisation par programme.

29. En 1971, le Comité avait indiqué que les états relatifs à certains fonds d'affectation spéciale ne faisaient pas apparaître le montant réel du solde inutilisé, principalement parce que les dépenses effectives des organisations chargées de l'exécution n'apparaissaient pas dans les comptes. Pour donner suite aux recommandations du Comité, il a été décidé que les sommes allouées aux organisations ne seraient plus comptabilisées comme dépenses engagées mais seraient imputées directement sur le solde des fonds inutilisés, ou déduites de ce solde. En outre, les procédures comptables adoptées au cours de 1972 permettent de faire apparaître les dépenses effectives dont les organisations rendent compte dans l'état des recettes et des dépenses relatif à la partie du programme qu'elles ont exécutée pendant l'année en cours. En conséquence, le solde des fonds inutilisés (66,7 millions de dollars) représente désormais le solde effectif des ressources disponibles qui peuvent être utilisées pour de futurs programmes dans le cadre des opérations des fonds d'affectation spéciale et comptes spéciaux.

30. Une fois ces nouvelles procédures comptables adoptées, toutes les organisations n'ont pas présenté les états de leurs dépenses en temps voulu pour que ceux-ci puissent être inclus dans les comptes de fin d'exercice de 1972. En conséquence, les dépenses de l'année en cours, ou le degré de réalisation des programmes, sont en fait sous-estimées à raison du montant des dépenses dont les organisations

5/ Ibid., par. 37.

6/ Ibid., par. 36.

chargées de l'exécution n'ont pas encore rendu compte. L'Administration a approuvé les observations et plans du Comité visant à améliorer et rendre officiel le système par lequel les organisations rendent compte de leurs dépenses, de façon que lesdites dépenses soient comptabilisées en temps voulu.

31. En 1972, les sommes allouées aux organisations au titre des programmes (pour un total de 25,5 millions de dollars) ont été déduites du solde des fonds disponibles. De ce fait, le total des sommes allouées aux organisations pour l'exécution des programmes s'est élevé à 55,5 millions de dollars; sur cette somme, les organisations ont demandé et reçu des avances s'élevant à 28,4 millions de dollars. Comme ces avances sont demandées par les organisations pour couvrir leurs dépenses courantes, le solde total de 28,4 millions de dollars sera comptabilisé comme dépenses en 1973 et les années ultérieures, à mesure que les programmes seront exécutés, dans les limites des montants approuvés et conformément aux objectifs pour lesquels lesdites sommes sont allouées aux organisations.

32. Dans un certain nombre des tableaux qui complètent l'état VII, on donne des détails supplémentaires afin de faire apparaître toutes les données nécessaires et, dans certains cas, de répondre aux vœux des donateurs. La Division de la comptabilité a reconnu qu'il fallait encore améliorer ces tableaux afin de présenter des données complètes et utiles permettant de rendre pleinement compte des opérations et d'évaluer les résultats financiers des divers fonds d'affectation spéciale.

33. Placements. Le Comité n'a pas reçu confirmation de l'un des dépositaires en ce qui concerne un montant total de 300 000 dollars. Toutes les précisions nécessaires à ce sujet ont été données au Trésorier, une fois les opérations de vérification terminées, pour qu'il puisse demander au dépositaire de bien vouloir communiquer dès que possible les renseignements manquants.

34. Certaines valeurs achetées avec des fonds d'affectation spéciale et détenues par un dépositaire étranger sont mêlées à d'autres valeurs appartenant à d'autres organismes des Nations Unies dans le portefeuille du dépositaire. Les valeurs achetées avec d'autres fonds d'affectation spéciale et déposées à la caisse de l'ONU sont également mêlées aux valeurs d'autres organismes des Nations Unies. Etant donné les problèmes qui se posent lorsqu'il s'agit de déterminer à quel organisme ou à quel fonds appartiennent telles ou telles valeurs, le Comité a recommandé en 1971 de tenir à jour des documents comptables auxiliaires appropriés qui permettent d'identifier les valeurs déposées pour chaque compte. Bien que des fiches auxiliaires du grand livre des placements soient tenues depuis 1972, le Comité a trouvé que ces fiches étaient dans certains cas incomplètes et ne contenaient pas les renseignements précis qui sont nécessaires pour identifier les valeurs et les comptes correspondants. En conséquence, le Comité a suggéré d'autres améliorations pour l'établissement des documents comptables appropriés.

35. Le Comité a appelé l'attention sur la règle de gestion financière 109.2, qui prévoit que "toutes les valeurs sont déposées soit dans des banques dûment désignées, soit dans les coffres d'un établissement financier agréé désigné par le Contrôleur". Etant donné la valeur non négligeable des placements dont la Trésorerie a actuellement la responsabilité, le Comité a recommandé que le Bureau

des services financiers réexamine les aspects pratiques liés au dépôt des valeurs, compte tenu des dispositions de la règle 109.2.

36. Contributions des gouvernements. Dans son rapport de 1971, le Comité des commissaires aux comptes avait constaté que les gouvernements n'indiquaient pas toujours la date à laquelle ils verseraient les contributions annoncées ^{7/}. Le Secrétaire général a informé le Comité qu'il avait tenu compte de cette observation dans l'établissement des formules qui sont envoyées aux gouvernements pour leur demander de confirmer le montant des contributions annoncées par eux. Le Comité considère toujours que cette précision est essentielle et il approuve la mesure prise par le Secrétaire général; il espère que tous les gouvernements donneront le renseignement qui leur est ainsi demandé, de manière à aider directement l'Administration à planifier plus efficacement l'utilisation des ressources disponibles.

37. Contributions annoncées à recevoir de gouvernements. Le Comité a pris acte de l'accueil favorable réservé par des gouvernements en 1972 aux efforts incessants du Bureau des services financiers en vue du recouvrement de contributions annoncées mais non versées. Au 31 décembre 1972, les contributions annoncées mais non versées atteignaient 40,4 millions de dollars, dont 5,3 millions étaient dus depuis plus d'un an; à titre de comparaison, le montant des contributions dues depuis plus d'un an au 31 décembre 1971 était de 7,2 millions de dollars. Bien que la situation se soit améliorée, le Comité tient à appeler de nouveau l'attention sur la nécessité de continuer à activer les opérations de recouvrement des montants non versés de manière à assurer la solidité de la situation financière de chaque fonds d'affectation spéciale ou compte spécial pour permettre l'exécution efficace des programmes dans les délais voulus.

38. Contributions et recettes comptabilisées d'avance. Dans les comptes et états financiers de 1972, il a été tenu compte de la recommandation du Comité visant à comptabiliser comme recettes comptabilisées d'avance les contributions annoncées à l'avance en 1972, dont le total a atteint 6,9 millions de dollars en fin d'exercice. Au cours de la vérification par sondage à laquelle il a procédé, le Comité a constaté que des contributions annoncées à l'avance en 1972 n'avaient pas été ainsi comptabilisées et ces omissions ont été immédiatement portées à l'attention de la Division de la comptabilité, qui a inscrit les montants correspondants dans les comptes de 1972. Compte tenu des résultats de la vérification par sondage ainsi que des observations formulées antérieurement par le Comité au sujet des contributions de gouvernements, le Comité a appris que la Division de la comptabilité se proposait de revoir le système et les procédures appliqués par le Groupe des contributions (Trésorerie) et la Division de la comptabilité en ce qui concerne la réception, la comptabilisation et le recouvrement des contributions annoncées.

39. Application des recommandations. Le rapport du Corps commun d'inspection sur les fonds d'affectation spéciale de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que les observations ultérieures du Secrétaire général, du Comité consultatif pour les questions administratives et du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, concernent certaines questions de principe touchant les

^{7/} Ibid., par. 39.

fonds d'affectation spéciale, alors que la vérification par sondage à laquelle le Comité a procédé ne porte que sur les comptes et les aspects financiers. Le Comité suggère donc que ses observations et ses recommandations soient considérées en même temps que celles du Corps commun d'inspection et que l'Administration examine et applique ces recommandations selon qu'il conviendra.

Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre

40. Mode de financement non satisfaisant. Depuis que l'Organisation des Nations Unies a commencé à assurer son rôle de maintien de la paix à Chypre le 24 mars 1964, conformément à la résolution 186 (1964) du Conseil de sécurité adoptée le 4 mars 1964, le mode de financement s'est révélé non satisfaisant du fait que le Secrétaire général n'est pas habilité à utiliser des fonds autres que des contributions volontaires, lesquelles se sont révélées insuffisantes pour couvrir le coût de la Force. Pendant la période allant du 27 mars 1964 au 31 décembre 1972, les dépenses relatives à la Force ont représenté au total 152,8 millions de dollars, non compris les dépenses supplémentaires (dont le montant estimatif dépassait 45 millions de dollars au 31 décembre 1972) qui sont à la charge des gouvernements qui fournissent des contingents et qui ont toutes été couvertes par lesdits gouvernements. Au cours de cette période de huit ans, le Secrétaire général a reçu des contributions volontaires de 50 Etats Membres et de quatre gouvernements d'Etats non membres pour un montant total de 128,6 millions de dollars, y compris les recettes accessoires. En conséquence, le déficit de trésorerie, qui se chiffrait à 24,2 millions de dollars au 31 décembre 1972, devra être couvert à l'aide de nouvelles contributions volontaires. On compte que les contributions annoncées mais non versées, d'un montant de 10,3 millions de dollars, comptabilisées dans les comptes au 31 décembre 1972, seront acquittées en temps utile.

41. Pendant l'exercice 1972, 21 gouvernements seulement ont versé au total 19 308 183 dollars au titre des contributions annoncées en 1972 et les années précédentes. Les dépenses engagées et comptabilisées au cours de l'exercice se sont élevées au total à 4 106 127 dollars, ce qui a porté à 11 796 840 dollars le montant des engagements non réglés au 31 décembre 1972, non compris des engagements de 15 934 000 dollars qui n'ont pas été comptabilisés dans les livres faute des fonds nécessaires. A cette date, le Compte spécial de la Force avait une encaisse de 4 956 554 dollars seulement.

42. Le 5 février 1973, le Secrétaire général a lancé un nouvel appel en vue d'obtenir le versement de contributions volontaires d'un montant plus élevé, ce qui est absolument indispensable si la Force doit être maintenue à Chypre sur une base financière viable.

43. Contribution du Gouvernement chypriote. En 1972, les négociations ont été poursuivies avec le Gouvernement chypriote concernant la responsabilité qui lui incombe, en vertu de l'Accord sur le statut de la Force conclu avec l'Organisation des Nations Unies, de fournir les installations nécessaires pour le logement de la Force à Chypre. Au cours de ces négociations, le Gouvernement chypriote a été invité, notamment, a) à verser une contribution globale de près de 200 000 livres chypriotes (environ 520 000 dollars) au lieu de rembourser les frais de location de tentes que la Force a dû engager pendant huit ans du fait que le gouvernement ne lui

a pas fourni des installations suffisantes pour assurer le logement de ses contingents et dont le montant total s'élève à 700 000 dollars; b) d'examiner la possibilité de verser régulièrement une contribution substantielle en espèces à l'occasion de chaque renouvellement du mandat de la Force. Après mûre réflexion, la Force est parvenue à la conclusion qu'une contribution se chiffrant au minimum à 250 000 livres chypriotes (environ 650 000 dollars) permettrait d'aligner dans des proportions plus raisonnables la contribution du gouvernement sur celle des autres nations participant au financement de la Force.

44. En août 1972, le Gouvernement chypriote a informé le Secrétaire général qu'il avait approuvé le versement à la Force d'une contribution de 500 000 dollars, dont la moitié a été affectée immédiatement à l'amélioration des installations de la Force. Le solde, soit 250 000 dollars, qui doit être versé au début de 1973, représenterait une contribution en espèces à l'Organisation des Nations Unies pour le financement de la Force.

45. Le Comité a été informé que les négociations se poursuivaient au sujet des frais de location de tentes dont le remboursement est réclamé par l'Organisation des Nations Unies, cette question n'ayant pas encore été pleinement résolue.

Office des Nations Unies à Genève

46. Comptes et états financiers. Le Comité se félicite des mesures supplémentaires prises en 1972 à l'Office de Genève en vue de fournir à intervalles réguliers des états financiers au Directeur général et à ses collaborateurs immédiats, reconnaissant qu'il est nécessaire d'améliorer encore la nature et la qualité des renseignements intéressant la gestion afin d'être mieux en mesure d'évaluer les contrôles financiers intérieurs et les résultats des opérations.

47. En raison de l'augmentation du nombre des services opérationnels actuellement mis en place à Genève et de l'accroissement prévu du nombre des conférences par suite de la mise en service du nouveau bâtiment, les ressources financières et le volume de travail de l'Office continueront d'augmenter, bien qu'il soit vraisemblable que les activités n'en seront pas modifiées en substance. Vu l'augmentation des services de secrétariat assurés par l'Office, aucun effort ne devrait être épargné pour fournir aux responsables de la gestion les moyens de contrôler les dépenses et de rationaliser les pratiques et les procédures existantes.

48. De l'avis du Comité, il est donc extrêmement souhaitable que les états financiers actuellement établis sous forme schématique indiquent et fassent clairement ressortir le coût effectif des activités, des services et des départements par rapport aux coûts correspondants pour les périodes antérieures. Tant que ces objectifs n'auront pas été pleinement atteints, il sera difficile aux responsables de la gestion d'évaluer les contrôles financiers intérieurs et les résultats des opérations lorsqu'ils devront rendre compte de l'utilisation de toutes les ressources allouées à l'Office de Genève.

49. Contrôles financiers intérieurs et comptes. Le Comité a noté les mesures prises en 1972 pour améliorer les contrôles intérieurs en corrigeant certains des défauts qu'avaient fait apparaître les vérifications effectuées pendant les exercices antérieurs. Les vérifications par sondage effectuées en 1972 ont révélé d'autres

lacunes qui ont été portées à l'attention des responsables de la gestion qui ont convenu de prendre des mesures correctives. Se fondant sur les vérifications en question, le Comité demeure d'avis que les erreurs et omissions pourraient être considérablement réduites ou corrigées si l'on recourait à des procédures analytiques appropriées qui permettraient d'établir des états et des rapports financiers complets revêtant une signification véritable.

50. Manuel de procédures financières et comptables. Bien que des instructions financières et comptables aient été publiées, selon que de besoin, aux fins des contrôles financiers et administratifs intérieurs, le Comité a noté qu'il n'avait pas été établi de manuel à jour récapitulant toutes les procédures comptables. Outre qu'il donnerait une définition précise de l'ensemble des documents et des délégations de pouvoirs, y compris les procédures indispensables de contrôle comptable et intérieur, un tel manuel fournirait un modèle permettant de mener des opérations efficaces et à moindre frais, et il servirait en outre de cadre de référence et de guide à l'intention des fonctionnaires actuels et futurs de la Division des finances et des diverses divisions opérationnelles. Le Comité estime, et les responsables de la gestion ont souscrit à cette vue, que l'établissement d'un manuel de ce type est à l'heure actuelle indispensable, eu égard à l'augmentation des services de secrétariat assurés par l'Office et à la nécessité de renforcer l'efficacité des opérations. Le Comité a été informé qu'il sera vraisemblablement procédé à l'établissement de ce manuel à l'occasion de l'établissement d'un manuel analogue à l'intention des services du Siège (New York).

51. Pratique consistant à porter certaines recettes au crédit des comptes de dépenses. Des recettes obtenues au titre de services fournis, pour un montant total de 130 000 dollars, ont été portées au crédit des comptes de dépenses imputées sur le budget ordinaire de l'Office de Genève. De l'avis du Comité, la pratique consistant à porter certaines recettes au crédit des comptes des dépenses n'est pas conforme aux dispositions et à l'esprit du règlement financier et des règles de gestion financière. En outre, cette pratique a pour effet de diminuer la portée de l'ensemble des contrôles financiers qu'exerce l'Assemblée générale, tout d'abord lorsqu'elle approuve les ouvertures de crédits pour l'exercice et, ultérieurement, lorsqu'elle évalue l'exécution du budget qui est récapitulée dans les comptes et les états financiers de fin d'exercice.

52. Le Comité recommande qu'à l'avenir toutes ces recettes soient en premier lieu inscrites dans le projet de budget annuel soumis à l'Assemblée générale pour approbation et, ultérieurement, comptabilisées dans les comptes de recettes, conformément au règlement financier et aux règles de gestion financière de l'Organisation.

53. Contrôle intérieur des avis d'allocation de crédits. Il est indispensable au bon fonctionnement du système de contrôle intérieur et de contrôle financier appliqué par l'Office de Genève que les avis d'allocation de crédits émanant du Siège soient reçus, puis comptabilisés dans les délais voulus. Lorsqu'il s'agit d'opérations extra-budgétaires, il est impératif que ces autorisations soient reçues et comptabilisées afin d'indiquer le montant autorisé des dépenses pour chaque fonds.

54. A cet égard, le Comité a noté que les comptes de fin d'exercice comprenaient quatre comptes distincts faisant apparaître des dépenses qui dépassaient de 207 000 dollars le montant autorisé. Cette omission a été clarifiée à l'occasion de la vérification des comptes et il a été suggéré de prévoir des contrôles supplémentaires afin de renforcer et de faciliter le contrôle de l'utilisation de toutes les ressources.

55. Inventaires. Le règlement financier et les règles de gestion financière disposent qu'il doit être procédé à l'inventaire du matériel et des autres biens durables aussi souvent qu'il est jugé nécessaire pour assurer un contrôle satisfaisant. Le Comité a noté que le dernier inventaire complet opéré à l'Office de Genève remontait à 1963, date à laquelle la valeur des biens inventoriés se chiffrait à environ 3,2 millions de dollars (12,2 millions de francs suisses). Depuis lors, la valeur desdits biens a été portée à 6,1 millions de dollars (23 millions de francs suisses) au 31 décembre 1972.

56. De l'avis du Comité, les inventaires partiels auxquels il a été procédé durant les trois dernières années ne sont pas suffisants pour assurer un contrôle satisfaisant, en particulier si l'on tient compte du fait que les achats de matériel et d'installations en 1971 et en 1973 ont représenté au total 1,9 million de dollars (7,1 millions de francs suisses). Le Comité recommande donc de procéder à un inventaire complet et détaillé afin d'assurer un contrôle satisfaisant et de vérifier l'exactitude des documents comptables auxiliaires.

57. Nécessité de rendre compte à l'Assemblée générale de la valeur des biens inventoriés. Le rapport financier annuel que le Secrétaire général soumet à l'Assemblée générale indique, pour le Siège seulement, le coût effectif du matériel durable qui n'est pas comptabilisé dans les comptes comme un élément d'actif. Par souci d'assurer l'uniformité et la rigoureuse exactitude des comptes, le Comité recommande qu'on indique de la même façon à l'avenir le coût du matériel durable de l'Office de Genève afin de rendre compte de la valeur totale de cet élément d'actif qui n'apparaît pas dans les comptes.

58. Programme d'amélioration des locaux et de gros travaux d'entretien. En 1972, le Comité des marchés a approuvé 24 contrats représentant au total 763 000 dollars. Sur ce nombre, deux contrats connexes, représentant 221 000 dollars, ont été approuvés à posteriori.

59. De l'avis du Comité, la pratique consistant à approuver les contrats à posteriori est contestable du point de vue de la planification des dépenses et du contrôle d'ensemble exercé par les services de gestion responsables. Le Comité des marchés demande parfois des éclaircissements sur certains points, mais une fois que ces éclaircissements lui ont été fournis lors d'une deuxième réunion, il donne invariablement son "approbation". En conséquence, le Comité des commissaires aux comptes a jugé, et les responsables de la gestion ont convenu, qu'il était indispensable que le Comité des marchés participe à l'examen des soumissions avant la passation des marchés, même dans des circonstances exceptionnelles.

60. Agrandissement des salles et installations de conférences du Palais des Nations. Par sa résolution 2891 (XXVI), l'Assemblée générale a autorisé le Secrétaire général à poursuivre le projet de construction dans les limites du total du nouveau coût

estimatif révisé de 31 186 000 dollars et a décidé que le remboursement du prêt de 61 millions de francs suisses serait amorti en une période de dix ans commençant en 1975. En conséquence, les crédits nécessaires pour le paiement des intérêts se chiffrent maintenant à 3,9 millions de dollars. L'Assemblée a également décidé de modifier le calendrier des annuités à inscrire au budget pour faire face au paiement des intérêts et à l'augmentation (560 000 dollars) de la somme en dollars des Etats-Unis nécessaire pour rembourser le prêt suisse.

61. Par suite des dévaluations du dollar des Etats-Unis par rapport au franc suisse intervenues respectivement en 1972 et au début de 1973, une somme d'environ 2,9 millions de dollars, en sus du montant de 751 400 dollars demandé par le Secrétaire général et pris en note par l'Assemblée générale en 1972, sera nécessaire pour faire face aux engagements courants et aux arriérés de dépenses et pour rembourser le prêt suisse et les intérêts y afférents. Compte tenu des effets de la dévaluation, les dépenses relatives au programme accuseront une augmentation de 39,3 millions de dollars.

62. Au 31 décembre 1972, des dépenses d'environ 29,5 millions de dollars, soit 81 p. 100 du coût du programme approuvé (estimé à 36,4 millions de dollars), avaient été faites ou engagées. Les avances sur le prêt du Gouvernement suisse et le don consenti par ce gouvernement s'élevaient à 13,4 millions de dollars et à 980 000 dollars, respectivement, et les sommes prises en charge par l'Organisation et financées au moyen des crédits ouverts au budget se chiffraient à 8 millions de dollars.

63. Lorsqu'il a fait des vérifications par sondage des opérations et des documents comptables de 1972, le Comité a constaté une certaine amélioration des contrôles et des procédures administratives applicables aux comptes relatifs au programme d'agrandissement des locaux. Le Comité a toutefois noté plusieurs défauts qui continuaient de nuire à l'efficacité des contrôles : le fait, par exemple, de ne pas comptabiliser les engagements et les dépenses relatifs aux travaux achevés, le fait d'approuver un marché à posteriori, le fait de ne pas comptabiliser immédiatement les sommes supplémentaires réclamées par les entrepreneurs du fait de hausses de prix une fois les travaux de construction achevés ou en contrepartie de services d'administration. Lorsque les sommes ainsi réclamées sont contestées ou font l'objet de négociations, les dépenses imprévues qu'il faudra éventuellement engager devraient être portées à l'attention des responsables de la gestion. Ces observations ont été examinées avec les responsables de la gestion, compte tenu des recommandations faites antérieurement par le Comité, en vue de renforcer l'efficacité des contrôles administratifs et comptables intérieurs.

64. A propos de ses recommandations antérieures concernant le grand livre des marchés qui a été ouvert et qui est tenu comme livre comptable auxiliaire, le Comité a appris que les apurements des comptes et ajustements monétaires nécessaires seraient opérés en 1973 de façon que les comptes auxiliaires définitifs du programme coïncident avec les comptes et les états financiers de l'Organisation.

65. Perte au change - dévaluation du dollar des Etats-Unis. La perte au change de 168 510 dollars subie en 1972 est imputable principalement à la dévaluation du dollar des Etats-Unis par rapport au franc suisse, si bien que le taux de change réel a été fréquemment inférieur au taux fixé pour les opérations de l'ONU. En outre, l'ONU a appliqué un taux de change de 3,80 francs suisses pour la

comptabilisation des éléments d'actif et de passif portés au bilan du Fonds général au 31 décembre 1972, alors que le taux de change réel était inférieur à 3,76 francs suisses. De nouvelles dévaluations étant intervenues après le 31 décembre 1972, l'ONU a continué d'abaisser le taux de change fixé pour ses opérations, qui est passé à 3,41 francs suisses le 1er mars 1973 et à 3,23 francs suisses le 1er avril 1973. Les incidences de ces dévaluations ne seront donc reflétées que dans les comptes de l'exercice 1973, en tant que pertes au change, et dans les crédits additionnels qui seront demandés pour couvrir les dépenses de l'Office de Genève.

66. En ce qui concerne l'agrandissement des salles et installations de conférences du Palais des Nations, il faudra ouvrir un crédit d'environ 2,9 millions de dollars pour faire face aux engagements courants et aux arriérés de dépenses et pour rembourser le prêt suisse qui doit être amorti entre 1975 et 1984, du fait de la nouvelle dévaluation du dollar des Etats-Unis dont le taux de change par rapport au franc suisse est passé de 3,80 au 31 décembre 1972 à 3,23 au 1er avril 1973. Des crédits additionnels, d'un montant nettement moins élevé, seront également nécessaires en 1973 pour le programme de gros travaux d'entretien de l'Office de Genève.

Opérations d'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies
dont le coût est imputé sur le programme ordinaire de l'ONU, le
Programme des Nations Unies pour le développement et des fonds d'affectation spéciale extra-budgétaires

67. Comptes et états financiers. En 1971, le Comité a noté que les états financiers qui indiquaient les résultats des opérations des programmes exécutés par l'Organisation des Nations Unies comprenaient également les états financiers relatifs aux programmes de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED). Etant donné l'expansion considérable des programmes et l'augmentation prévue pour les années à venir, par souci de clarté et aux fins de la divulgation de toutes les opérations, le Comité avait estimé que les comptes et les états seraient plus significatifs et plus utiles si des états financiers complets étaient établis séparément pour chacune des organisations de ce type qui est responsable de ses programmes respectifs et doit en rendre compte. Ces états financiers distincts devraient rendre compte à la fois des ressources disponibles pour l'exécution des programmes et des dépenses connexes relatives aux services d'appui.

68. Le Secrétaire général a tenu compte des recommandations du Comité concernant la nécessité de rendre compte plus complètement des ressources disponibles pour l'exécution des programmes. L'état VI fait désormais apparaître l'actif et le passif, ainsi que les recettes et les dépenses, selon l'origine des fonds, pour les opérations d'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies, de l'ONUDI et de la CNUCED, respectivement.

69. Les dépenses considérables au titre des services d'appui qui doivent être engagées pour l'exécution des programmes opérationnels de ces organisations sont couvertes par des crédits ouverts à divers chapitres du budget ordinaire et au moyen de fonds extra-budgétaires, principalement de fonds reçus du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et, dans une moindre mesure, de fonds d'affectation spéciale, au titre des frais généraux. Les dépenses d'appui de la CNUCED et de l'ONUDI qui sont imputées sur le budget ordinaire sont indiquées séparément dans l'état I, sous les titres VI et VII, respectivement, mais les dépenses d'appui de l'Organisation des Nations Unies ne sont pas identifiables dans cet état financier, car elles sont regroupées avec d'autres dépenses de l'ONU. En outre, le tableau I donne des détails supplémentaires, par objet de dépense, en ce qui concerne les dépenses d'appui de la CNUCED et de l'ONUDI, mais les dépenses de l'Organisation des Nations Unies n'y apparaissent pas.

70. En ce qui concerne les fonds d'origine extra-budgétaire qui servent à financer les dépenses d'appui, une récapitulation complète en est faite à présent dans l'état VII relatif aux fonds d'affectation spéciale et aux comptes spéciaux, des renseignements complémentaires étant donnés dans les tableaux 31 à 33 pour l'Organisation des Nations Unies, l'ONUDI et la CNUCED, selon qu'il convient.

71. De l'avis du Comité, les états financiers établis actuellement pour les activités de coopération technique de l'Organisation des Nations Unies ne présentent

donc pas les renseignements disponibles d'une façon qui aide à interpréter utilement et en connaissance de cause l'ensemble des résultats financiers des opérations. En outre, le fait de ne pas établir en temps utile des états financiers intérimaires détaillés à des fins de gestion empêche l'Administration d'intervenir rapidement, car son action est souvent retardée ou paralysée si elle ne dispose pas immédiatement de données financières à jour.

72. Le Comité recommande donc d'établir des états financiers distincts et complets pour les activités de coopération technique exécutées par l'Organisation des Nations Unies afin de rendre compte des réalisations, des ressources fournies et de la bonne utilisation des fonds. A cet égard, le Comité a appris qu'il serait possible d'améliorer davantage les modalités de présentation de l'ensemble des opérations au cours des années à venir, du fait de l'application, à compter de 1974, du système de budget-programme.

73. Adoption des procédures de programmation par pays. Les anciens éléments Fonds spécial et Assistance technique du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ont été fusionnés le 1er janvier 1972. En outre, on a cessé d'appliquer le principe du financement intégral, et des chiffres indicatifs de planification (CIP) ont été établis pour chaque pays et pour chaque région dans les limites du montant des ressources disponibles du PNUD. Des projets ont été élaborés et approuvés par les gouvernements, les institutions et le PNUD, en fonction des chiffres indicatifs de planification attribués aux divers pays.

74. L'abandon à compter du 1er janvier 1972 des arrangements relatifs au financement intégral a eu pour conséquence directe que les allocations autorisées à l'avance pour l'exécution de projets, qui pouvaient auparavant être utilisées après la clôture de l'exercice en cours, ont été restituées (22,63 millions de dollars) le 1er janvier 1972 à la masse des ressources du programme.

75. En outre, des allocations autorisées à l'avance (3,7 millions de dollars) pour frais généraux qui avaient été faites en 1971 et au cours d'exercices antérieurs dans le cadre des arrangements relatifs au financement intégral ont été annulées par le PNUD. Ce montant représente l'excédent des allocations pour frais généraux par rapport aux décaissements autorisés, soit 3,7 millions de dollars, tel qu'il a été recalculé rétroactivement compte tenu des dépenses cumulatives au titre des projets anciennement du type Fonds spécial au 31 décembre 1971. Cet excédent se décomposait comme suit : 2,2 millions de dollars d'allocations autorisées à l'avance, 1,5 million de dollars représentant la différence entre les allocations autorisées sur la base des prévisions de dépenses et les allocations autorisées sur la base des dépenses effectives au 31 décembre 1971.

76. En 1972, l'Organisation des Nations Unies, agissant en tant qu'organisation chargée de l'exécution pour le compte du PNUD, a obtenu le remboursement au titre des frais généraux d'une somme totale de 5,96 millions de dollars, soit 13 p. 100 des dépenses relatives aux projets (qui se chiffraient à 45,87 millions de dollars). En 1973, le remboursement des frais généraux des organisations continuera d'être calculé au taux de 13 p. 100 des dépenses relatives à l'exécution

des projets. Le Directeur du PNUD recommande au Conseil d'administration de maintenir les arrangements existants, à titre expérimental, pour l'exercice 1974. Si les résultats du système d'évaluation des coûts qui seront portés à la connaissance du Conseil d'administration en juin 1974 sont suffisamment probants pour fournir une nouvelle base solide pour calculer les frais généraux des organisations, de nouveaux arrangements pourraient alors être appliqués, avec effet rétroactif au 1er janvier 1974.

77. Révision des budgets établis par projet. En adoptant les procédures de programmation par pays, le PNUD a demandé aux organisations d'adopter le nouveau mode d'établissement des budgets par projet et a notamment fixé des critères pour la révision de ces budgets et pour l'échelonnement des activités visant à combler les lacunes qui se sont accumulées dans la réalisation des programmes jusqu'au 31 décembre 1971. L'application de ces nouvelles procédures concernant l'établissement des budgets, la comptabilité et les rapports a été retardée de sorte que c'est avec des délais considérables que le PNUD a fait connaître à l'Organisation des Nations Unies le montant approuvé et autorisé des programmes, qu'il s'agisse du total ou du montant par projet.

78. D'après les comptes et états financiers, le total des fonds disponibles s'élève à 136,7 millions de dollars, alors que les budgets par projet établis par le PNUD sur ordinateur se chiffrent au total à 136,9 millions de dollars. La différence de 0,2 million de dollars est imputable principalement au fait que les budgets par projet n'ont pas encore été ajustés en fonction des dépenses effectives de l'exercice 1971. Le Comité recommande donc vivement qu'on s'occupe en priorité de faire concorder ces comptes et de réviser les budgets établis par projet.

79. Des documents relatifs à la soumission des projets sont établis par le Bureau de la coopération technique de l'ONU afin d'assurer le contrôle, sur le plan financier, des autorisations d'engagement de dépenses au titre des projets financés par le PNUD et des autres programmes. Dans le cas des projets financés par le PNUD, ces autorisations devraient représenter la confirmation des budgets par projet établis par le PNUD, lesquels fixent le volume autorisé du programme, ventilé par projet. En fin d'exercice, le Bureau de la coopération technique n'avait pas encore ajusté ses documents relatifs à la soumission des projets pour les faire concorder avec les budgets par projet établis par le PNUD sur ordinateur et se chiffrant au total à 136,9 millions de dollars. En conséquence, le Comité recommande, et l'Administration convient, qu'il est indispensable de procéder sans délai aux apurements des comptes entre le Bureau de la coopération technique et le PNUD tout au long de l'année pour que le Bureau de la coopération technique puisse appliquer un système plus efficace de contrôle financier intérieur.

80. Lacunes dans la réalisation des programmes. Le montant de l'assistance financière de toutes provenances fournie par l'Organisation des Nations Unies en 1972 au titre de ses programmes de coopération technique s'est élevé au total à 64,9 millions de dollars, dont 47,2 millions de dollars ont été fournis pour de grands et de petits projets financés au moyen des ressources du PNUD. Le montant de l'assistance ainsi fournie au titre de l'élément PNUD a été inférieur

d'environ 37 p. 100 aux objectifs fixés, bien que l'Organisation ait eu la possibilité d'établir un nouveau calendrier d'exécution pour les objectifs non réalisés qui s'étaient accumulés à la fin de l'exercice 1971. Si elle continue à se heurter à des insuffisances l'obligeant à modifier son calendrier d'exécution des programmes pour les années à venir, l'Organisation des Nations Unies aura du mal à exécuter un volume plus important de nouveaux programmes, à moins que ses procédures d'exécution ne soient améliorées et rendues plus efficaces.

81. Les lacunes enregistrées dans la réalisation des programmes semblent être imputables principalement aux prévisions qui dénotent un excès d'optimisme ou qui dépassent la capacité d'exécution du Bureau de la coopération technique, à quoi vient s'ajouter le fait que les plans relatifs aux projets ne sont pas réalistes. Les retards qui interviennent dans le recrutement du personnel des projets et les livraisons de matériel pour l'exécution des projets contribuent à aggraver le problème et sont directement liés au fait que les prévisions sont établies avec trop d'optimisme. Les apports extérieurs et intérieurs pris en considération pour la planification et l'exécution des projets ne semblent pas être coordonnés et échelonnés comme ils devraient l'être pour empêcher dans toute la mesure du possible que des retards ne se produisent ultérieurement. Dans certains cas, les retards constatés dans la réalisation des programmes ont pour conséquence néfaste d'augmenter le coût des projets sans contribuer pour autant de façon tangible à l'exécution de ces projets.

82. Le Comité a été informé des mesures prises et envisagées par le Secrétaire général pour réduire la portée des problèmes soulevés par les retards, notamment la réorganisation du Bureau de la coopération technique de l'ONU qui a pris effet en février 1973. En outre, on a mis en place des équipes chargées d'établir la liaison entre le Service de recrutement pour l'assistance technique de l'ONU et le Service des achats et des transports de l'ONU, vu que l'efficacité avec laquelle le programme de coopération technique de l'ONU est exécuté dépend dans une large mesure de la coopération entre ces deux services. L'Administration estime que cette collaboration plus étroite contribuera fortement à une meilleure exécution des projets et à l'amélioration de la réalisation effective des programmes.

83. Il est encore trop tôt pour évaluer les effets de la réorganisation et des autres mesures prises en 1972, mais le Secrétaire général estime que les mesures en question permettront d'améliorer l'efficacité des opérations et de fournir aux gouvernements des services plus utiles. A cet égard, et se référant à ses recommandations antérieures concernant l'établissement d'états financiers distincts et complets, le Comité estime que l'établissement de tels états financiers est hautement souhaitable afin d'aider l'Administration à contrôler l'efficacité des opérations et à identifier les domaines critiques dans lesquels il faudrait prendre des mesures pour assurer la réalisation des programmes dans les délais requis.

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

84. Comptes et états financiers. Le Comité note avec satisfaction les mesures que le Secrétaire général a prises pour donner suite aux recommandations présentées par le Comité en 1971, qui tendaient à faire établir des états financiers détaillés

et utilisables. Vu la nécessité d'inclure dans les comptes des données financières distinctes pour certaines des unités administratives les plus nettement identifiables, comme l'ONUDI, les comptes de l'exercice 1972 qui sont présentés à l'Assemblée générale contiennent de nombreuses données supplémentaires sur les ressources dont l'ONUDI dispose pour exécuter son programme. Le Comité estime que ces changements représentent un progrès important sur la voie de l'élaboration et de l'adoption des principes primordiaux à suivre pour rendre compte intégralement de toutes les opérations dans des états financiers détaillés et utilisables.

85. Depuis la création de l'ONUDI dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies, il est d'usage d'incorporer et de récapituler ses opérations financières dans les comptes de l'Organisation des Nations Unies, en tant qu'organisation chargée de l'exécution de projets du Programme des Nations Unies pour le développement, de même que ceux de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Par souci de clarté et pour assurer la divulgation de toutes les données, le Comité a recommandé que des états financiers complets et distincts soient établis pour chacun de ces organismes, avec le souci de rendre compte de leurs réalisations, des fonds dont ils sont comptables et de la bonne utilisation desdits fonds.

86. Dans ses derniers rapports, le Comité a souligné l'importance du rôle que peuvent jouer de tels états pour faciliter le contrôle financier intérieur exercé par l'Administration et pour rendre compte de l'utilisation de tous les fonds dont l'ONUDI est comptable, et notamment pour calculer exactement le coût des programmes d'assistance technique et autres programmes de l'organisation. Reconnaissant l'importance de ces recommandations, les services financiers de l'ONUDI ont encore développé et détaillé les données financières soumises au Directeur exécutif et au personnel de direction qui comprennent une série d'états et de tableaux financiers complets pour l'exercice terminé le 31 décembre 1972. Ce système d'états financiers périodiques doit permettre principalement de comparer les activités planifiées aux résultats obtenus, de façon à faire apparaître les retards dans l'exécution du programme, à en déterminer et à en analyser les causes et à prendre les mesures nécessaires pour y remédier. Ces états présenteraient une utilité et un intérêt particuliers pour le Comité permanent du Conseil du développement industriel qui sera tenu d'évaluer les résultats des activités de l'ONUDI afin d'assurer l'utilisation la plus appropriée des fonds. A cette fin, le Directeur exécutif a porté la recommandation du Comité à l'attention du Comité permanent, en décembre 1972.

87. En conséquence, le Comité continue à recommander que les états financiers établis par l'ONUDI à l'intention du Directeur exécutif et du personnel de direction servent de base pour établir des états financiers récapitulatifs et un rapport à l'Assemblée générale qui soient plus utiles et plus complets. Le Comité des commissaires aux comptes estime qu'une présentation complète et récapitulative non seulement aurait plus de sens mais encore aiderait beaucoup les lecteurs et les utilisateurs des états financiers à comprendre les aspects multiples du programme de l'ONUDI et la façon dont il est géré. L'augmentation croissante des activités des organismes des Nations Unies en matière d'assistance technique fait ressortir l'intérêt qu'il y a à mesurer le coût et l'efficacité des opérations en tenant des comptes exacts et en les récapitulant dans des états financiers utilisables, établis en temps voulu. Le Comité estime que c'est

là une responsabilité qui incombe directement à chaque organisation chargée de l'exécution de projets et il appuie les efforts que poursuit le Directeur exécutif pour établir ces états et pour renforcer les procédures de contrôle et d'examen en vue de l'exécution efficace des programmes.

88. Le Comité a appris que l'adoption du système de budgétisation par programme, à partir de 1974, aura pour conséquence directe de permettre d'améliorer encore, au cours des années à venir, le rapport soumis à l'Assemblée générale sur les opérations de l'ONUDI. De l'avis du Comité, ces améliorations devraient répondre à la nécessité de bien rendre compte des réalisations, des fonds dont l'ONUDI est comptable et de la bonne utilisation desdits fonds, ainsi qu'à la nécessité de calculer exactement le coût des programmes d'assistance technique et autres programmes de l'Organisation.

89. Adoption des procédures de programmation par pays. Les anciens éléments "Fonds spécial" et "Assistance technique" du Programme des Nations Unies pour le développement ont été fusionnés le 1er janvier 1972. En outre, le principe du financement intégral a été abandonné et les chiffres indicatifs de planification (CIP) pour les divers pays et régions ont été calculés en fonction du montant des ressources dont le PNUD dispose. Les projets ont été élaborés et approuvés par les gouvernements, les institutions spécialisées et le PNUD dans le cadre des chiffres indicatifs de planification des pays.

90. Du fait que la pratique du financement intégral des projets financés par le PNUD a été abandonnée à partir du 1er janvier 1972, le montant des allocations autorisées en prévision de l'exécution de projets que l'ONUDI avait reçues antérieurement pour les utiliser au-delà de l'exercice en cours a fait retour à la masse des ressources du Programme au 1er janvier 1972 (7,44 millions de dollars).

91. En outre, le PNUD a annulé des allocations autorisées à l'avance (1,7 million de dollars) pour frais généraux que l'ONUDI avait reçues en 1971 et au cours des exercices précédents en vertu des arrangements relatifs au financement intégral. Ce montant représente l'excédent (1,7 million de dollars) des allocations au titre des frais généraux par rapport au montant auquel l'ONUDI avait droit, tel qu'il a été recalculé rétroactivement sur la base des dépenses cumulatives engagées pour des projets de l'ancien élément Fonds spécial, au 31 décembre 1971. Cet excédent comprenait des allocations autorisées à l'avance (936 000 dollars) et la différence (778 000 dollars) entre les allocations calculées sur la base des objectifs de dépenses et les allocations calculées en fonction des dépenses effectivement engagées au 31 décembre 1971.

92. En 1972, en vertu des nouveaux arrangements avec le PNUD, l'ONUDI a obtenu pour faire face à ses frais généraux un montant de 2,2 millions de dollars correspondant à 13 p. 100 des dépenses qu'elle avait engagées au titre de projets (17 millions de dollars). En 1973, les sommes auxquelles les organisations auront droit pour leurs frais généraux continueront à être calculées sur la base de 13 p. 100 du montant des dépenses engagées pour l'exécution de projets. Le Directeur du Programme recommande au Conseil d'administration de maintenir les arrangements actuels, sous certaines conditions, pour l'exercice 1974. Si les résultats du système de mesure des coûts qui doivent être portés à la connaissance

du Conseil d'administration d'ici juin 1974 fournissent une base assez solide pour redéfinir la politique à suivre en ce qui concerne les frais généraux des organisations, de nouveaux arrangements pourraient alors être appliqués rétroactivement à partir du 1er janvier 1974.

93. Révision des budgets établis par projet. En adoptant les procédures de programmation par pays, le PNUD a demandé aux organisations d'adopter le nouveau mode d'établissement des budgets par projets et a, entre autres, fixé des critères pour la révision desdits budgets et l'échelonnement des activités visant à combler les lacunes qui se sont accumulées dans la réalisation des programmes jusqu'au 31 décembre 1971. L'application de ces nouvelles procédures concernant l'établissement des budgets, la comptabilité et les rapports a été retardée de sorte que c'est à une date très tardive que l'ONUDI a reçu du PNUD le montant approuvé et autorisé du programme qu'il s'agisse du total ou du montant par projets.

94. D'après les comptes et états financiers, le total des fonds disponibles s'élève à 50,3 millions de dollars, alors que les budgets par projet établis par le PNUD sur ordinateur se chiffrent à 51 millions de dollars. La différence de 676 000 dollars tient principalement au fait que les budgets par projet n'ont pas encore été ajustés pour tenir compte des dépenses effectives de l'exercice 1971. Le Comité recommande donc vivement qu'on s'occupe en priorité de faire concorder ces comptes et de réviser les budgets par projets.

95. Pour exercer son contrôle financier sur les projets financés par le PNUD et sur ses autres programmes, l'ONUDI avait instauré en 1972 son propre système d'autorisations pour les engagements de dépenses (Documents relatifs aux allocations pour les projets). A la fin de l'année, l'ONUDI avait établi de telles autorisations de dépenses pour un montant total de 50,2 millions de dollars, alors que les budgets par projets établis sur ordinateur par le PNUD, et qui servent aussi à confirmer les approbations de projets, se chiffraient à 51 millions de dollars, soit une différence de 800 000 dollars. L'étude des pièces justificatives a révélé qu'il y avait des erreurs et des omissions dans les écritures de l'ONUDI comme dans celles du PNUD. Le Comité recommande donc d'assurer promptement la concordance entre les comptes de l'ONUDI et ceux du PNUD, car c'est là une condition essentielle pour que l'ONUDI puisse exercer un contrôle financier intérieur efficace; l'Administration souscrit à cette recommandation.

96. Lacunes dans la réalisation des programmes. Le Comité a noté les nouvelles mesures que l'ONUDI a prises en 1972 pour améliorer l'exécution effective de ses programmes opérationnels. Ces mesures sont conçues pour remédier à des défauts externes et internes; elles comprennent l'ajustement des objectifs pour les ramener à des chiffres réalistes, l'amélioration du système appliqué pour traduire les objectifs financiers en éléments concrets d'exécution, et l'échelonnement de l'exécution effective des activités de trois mois en trois mois pour permettre à l'Administration de suivre de plus près l'exécution des programmes de manière à prendre à temps les mesures correctives nécessaires.

97. Néanmoins, l'ONUDI a continué à accumuler des retards importants par rapport aux objectifs prévus pour l'exécution de son programme de 1972. Ces retards sembleraient indiquer que la planification est trop optimiste ou qu'elle va au-delà des moyens dont l'ONUDI dispose pour exécuter un programme plus important,

dont la valeur est passée de 16,8 millions de dollars en 1971 à 21,7 millions de dollars en 1972. Les lacunes d'une année donnée ont pour effet de prolonger la durée des projets puisque les objectifs qui n'ont pas été atteints doivent être inscrits de nouveau aux programmes aux fins de leur réalisation les années suivantes. Il y a eu des lacunes dans la réalisation des programmes en 1972, bien que les objectifs qui n'avaient pas été atteints à la fin de 1971 aient été réinscrits aux programmes pour 1972 et les années suivantes selon un nouveau calendrier. En conséquence, l'aptitude de l'ONUDI à exécuter un volume plus important de programmes sera réduite, à moins que ses procédures d'exécution ne soient améliorées et rendues plus efficaces.

98. Les retards dans l'exécution du programme ont aussi pour effet, dans certains cas, d'augmenter le coût des projets sans que cela contribue de façon tangible à leur exécution. Ces augmentations peuvent être dues à l'effet des tendances inflationnistes récentes sur les coûts, ainsi qu'à des retards dans l'apport de moyens externes et internes faute de coordination.

99. Les rapports financiers et autres rapports établis sur ordinateur que l'Administration reçoit actuellement devraient l'aider à évaluer le degré de réalisation des programmes, par projet. A cet égard, il semblerait que le système automatisé d'informations en matière de gestion pour l'exécution des projets doive être encore développé pour que l'on puisse tirer tout le parti possible des informations ainsi obtenues.

100. Le Comité recommande donc que l'ONUDI prenne de nouvelles mesures pour accroître l'efficacité de ses procédures d'exécution sur la base des rapports existants et d'états financiers complets établis en temps utile, en vue de mettre au point avec le PNUD et les gouvernements bénéficiaires des solutions orientées vers l'action pour résoudre les problèmes que posent les lacunes dans la réalisation des programmes.

101. Manuel des procédures financières et comptables. Des instructions en matière de finances et de comptabilité ont été publiées à mesure que cela était jugé nécessaire aux fins des contrôles financiers et administratifs internes, mais le Comité a noté qu'il n'avait pas été établi de manuel récapitulant toutes les procédures de comptabilité. Outre qu'il permettrait d'identifier dans chaque cas toute la série des documents nécessaires et des pouvoirs qui sont délégués, y compris en matière de comptabilité et de contrôle intérieur, ce manuel offrirait un plan organisationnel à suivre pour que les opérations soient efficaces et économiques et servirait aussi d'ouvrage de référence et de guide aux anciens et aux nouveaux fonctionnaires des services financiers et des diverses sections opérationnelles. Il faudrait aussi tenir compte des changements qui interviendront nécessairement dans les procédures de comptabilité, parallèlement à l'institution du nouveau système de budgétisation par programme qui sera mis sur pied à l'ONU à partir de 1974. Le Comité estime - et l'Administration pense de même - que l'établissement d'un tel manuel est extrêmement souhaitable au stade actuel, vu l'accroissement du volume des activités et la nécessité d'assurer l'efficacité des opérations. Dans la mesure du possible, ce manuel devrait être établi en même temps qu'un manuel analogue pour le Siège de l'ONU.

102. Etats financiers. Dans ses derniers rapports, le Comité des commissaires aux comptes a recommandé l'établissement à intervalles réguliers d'états financiers adéquats, indiquant l'utilisation des fonds dont la CNUCED est comptable ainsi que le résultat des opérations, afin de mettre en relief le coût effectif des départements, activités et services, par rapport aux coûts correspondants pour les périodes antérieures. Le Comité a noté que des difficultés d'ordre pratique qui font obstacle à l'application de cette recommandation subsistent encore entre le Siège et l'Office des Nations Unies à Genève.

103. En ce qui concerne les états financiers, le Secrétaire général a reconnu dans le rapport qu'il a présenté cette année sur la suite donnée aux recommandations du Comité qu'il était essentiel que la direction de la CNUCED reçoive des états à jour des allocations et des dépenses pour pouvoir contrôler le budget de l'organisation. Le Secrétaire général a indiqué en outre que la CNUCED elle-même ne souhaitait pas avoir d'états financiers distincts indiquant, par exemple, les sommes à recevoir et les sommes à payer, et que le Secrétaire général ne pensait pas non plus que de tels états seraient d'une grande utilité pour la direction.

104. De l'avis du Comité, il deviendra plus important à l'avenir d'avoir des rapports financiers adéquats pour contrôler les opérations de la CNUCED du fait que le budget-programme sera établi sur la base des services.

105. En ce qui concerne les difficultés d'ordre pratique entre le Siège de l'ONU et l'Office des Nations Unies à Genève, la question de l'établissement en temps voulu d'un état des allocations récapitulant les dépenses engagées par la CNUCED tant à son siège de Genève qu'à son Bureau de liaison de New York a été réglée au moyen d'un arrangement en vertu duquel :

a) La Division de la comptabilité du Siège comptabilise les dépenses du Bureau de liaison de la CNUCED à New York de manière détaillée, par bureau et par objet de dépense, alors que, pour l'Office de Genève, les dépenses sont comptabilisées globalement et inscrites à un compte d'attente.

b) La CNUCED à Genève établit un état récapitulatif des allocations, en ajoutant à la main à son état détaillé des allocations les données qu'elle reçoit de New York.

106. Le système qui est appliqué actuellement ne permet pas d'atteindre entièrement l'objectif visant à fournir en temps voulu aux services administratifs de la CNUCED un état récapitulatif de toutes les allocations : il permet simplement à la CNUCED, à Genève, de retrouver tous les mois, dans l'état des allocations de New York, les dépenses engagées par le Bureau de liaison de New York, car ce sont là les seules dépenses qui sont comptabilisées de manière détaillée.

107. Le Comité a appris que l'application d'un plan visant à lier le Centre de calcul de New York au Centre international de calcul de Genève permettrait d'éliminer les retards et les travaux trop longs qu'implique le regroupement

à la main des données provenant de New York et de Genève. Le Comité recommande que la priorité nécessaire soit accordée à cette question lorsque les arrangements visant à lier le Centre de calcul de New York au Centre international de calcul de Genève seront pris.

108. Centre du commerce international. Dans ses rapports de 1970 et de 1971, le Comité avait recommandé à la CNUCED de conclure un accord écrit avec le GATT au sujet des arrangements détaillés touchant l'administration du Centre. Conformément à cette recommandation, le Directeur général du GATT et le Secrétaire général de la CNUCED ont revu les arrangements administratifs et financiers concernant le Centre. Ils y ont apporté certaines modifications, avec effet au 1er mars 1973; d'autres modifications sont encore à l'étude.

109. La caractéristique principale du nouvel arrangement est que l'administration du Centre a été transférée du GATT à l'ONU. En outre, le Centre s'est vu confier de nouvelles responsabilités sur le plan administratif, dont il s'acquittera désormais en se conformant au règlement financier et aux règles de gestion financière de l'ONU ainsi qu'au Règlement du personnel de l'ONU. La méthode de gestion des fonds extra-budgétaires, qui sont estimés à 4,7 millions de dollars environ pour 1973, était encore à l'étude. La vérification extérieure des comptes du Centre qui était auparavant effectuée par le Vérificateur extérieur des comptes du GATT, le sera désormais par le Comité des commissaires aux comptes de l'ONU.

110. Troisième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Par sa résolution 2820 (XXVI) du 16 décembre 1971, l'Assemblée générale avait accepté l'invitation du Gouvernement chilien et la troisième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement s'est tenue à Santiago du 13 avril au 21 mai 1972.

111. A cet égard, un accord et un aide-mémoire d'accord ont été signés le 15 décembre 1971 par le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, au nom de l'ONU, et les représentants du Gouvernement chilien. Ces accords portaient, entre autres, sur la méthode selon laquelle les dépenses supplémentaires qu'entraînerait la tenue de la Conférence à Santiago seraient couvertes par le Gouvernement chilien, conformément à la résolution 2609 (XXIV) de l'Assemblée générale, du 16 décembre 1969.

112. Quel que soit leur mode de paiement ou leur source de financement, toutes les dépenses ont été inscrites individuellement dans les comptes de la Conférence établis sur l'ordinateur de la CNUCED. On a établi des programmes qui non seulement permettaient d'obtenir sur des imprimés les données normales du journal et du grand livre mais aussi permettaient de comptabiliser les dépenses que la Conférence aurait entraînées si elle avait eu lieu à Genève, afin d'en déterminer la proportion, par objet de dépenses.

113. Pour examiner les procédures spéciales de comptabilité utilisées pour rendre compte des opérations financières de la troisième session de la CNUCED, le Comité a fait les vérifications par sondage des documents comptables et des contrôles intérieurs qui lui paraissaient nécessaires en l'occurrence. Il a aussi étudié en particulier l'étendue de la vérification effectuée par le Service de vérification intérieure des comptes de l'ONU.

114. Le Comité a conclu que les opérations financières de la troisième session de la CNUCED avaient été conformes au règlement financier et aux règles de gestion financière de l'ONU ainsi qu'aux directives énoncées dans l'Accord et l'Aide-mémoire d'accord signés par l'ONU et le Gouvernement chilien.

COMMISSIONS ECONOMIQUES REGIONALES

Commission économique pour l'Amérique latine

115. Système comptable. En 1970, le Comité a recommandé à la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL) d'étudier la possibilité d'adopter un système de traitement électronique de l'information pour accélérer les travaux de comptabilité. La Commission a maintenant appliqué en partie cette recommandation et un bureau local de services s'occupe de l'établissement des comptes mensuels de la CEPAL. Le Comité a examiné le nouveau système d'établissement des comptes.

116. Si d'importants progrès ont été réalisés dans l'établissement des états mensuels, le Comité a constaté que ce système ne fournit à la Section des finances qu'une comptabilité des opérations de caisse. Rien n'est prévu pour comptabiliser les engagements qui sont enregistrés à la main et qui n'apparaissent pas dans les états mensuels des comptes soumis au Siège à New York. Ces engagements n'apparaissent qu'en fin d'exercice. Ce système cause des difficultés à la Division du budget au Siège et entraîne régulièrement des retards dans l'envoi des états mensuels à la Division de la comptabilité à New York.

117. Le Comité appelle l'attention sur les retards qui interviennent dans l'établissement des états mensuels et a demandé à l'Administration de faire le nécessaire pour améliorer la situation.

118. Indépendamment de la nécessité d'améliorer divers aspects du programme de mécanisation de la comptabilité, le Comité estime et la CEPAL pense de même, que le Bureau de l'administration et des finances de la CEPAL devrait absolument fournir un appui plus soutenu à la Section des finances et superviser ses travaux de plus près.

119. Marchés et achats. Une vérification par sondage des marchés et des achats a révélé les faits suivants :

a) Il n'a pas été fait appel à la concurrence dans le cas de deux marchés différents dont l'un concernait deux projets connexes pour la mise au point et la programmation d'un modèle économétrique et l'autre le programme de mécanisation de la comptabilité de la CEPAL. En outre, les arrangements pris ne sont pas clairs et il n'y a pas de contrats écrits.

b) Un marché pour la construction d'un parc de stationnement sur le côté nord du bâtiment de la CEPAL a été attribué en septembre 1971 sans appels à soumissions. Le Comité des marchés local a indiqué qu'il n'avait pas été fait d'appels à soumissions à cause de la "construction imminente du Centre de documentation et de recherche". Lorsque les commissaires aux comptes se sont rendus au siège de la CEPAL à Santiago (Chili) en février 1973, soit un an et demi plus tard, lesdits travaux de construction n'avaient pas encore commencé.

c) Le Comité des marchés de la CEPAL a approuvé l'achat d'une nouvelle automobile pour le Bureau régional de Mexico sans avoir fait d'appels d'offres.

120. Le Comité a appelé l'attention de l'Administration sur les cas susmentionnés d'infractions au règlement financier et aux règles de gestion financière et recommande la stricte application des règles et articles du règlement relatifs aux marchés et aux achats.

121. Transformation et amélioration des locaux. Il était clair, dès le début, que le bâtiment actuel de la CEPAL qui a été occupé en 1966 avait de nombreux défauts parce qu'on avait renoncé à faire faire certains travaux de construction, d'installation et de finition pour économiser, à l'époque, sur le coût total du bâtiment. Le programme d'amélioration et de transformation des locaux est maintenant entièrement achevé, l'ensemble du bâtiment a été mis en service et les bureaux répondent aux normes requises. Le coût du programme, y compris les projets supplémentaires pour 1971 et 1972, avait été estimé à 1 328 500 dollars. Toutefois, des économies d'un montant de 400 000 dollars ont pu être réalisées et le coût effectif s'est chiffré à 928 500 dollars.

Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient

122. Système comptable. La Section des finances de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient (CEAEO) comptabilise et contrôle des engagements et des dépenses imputées sur un budget annuel d'environ 8 millions de dollars. Tous les documents comptables et les comptes sont établis à la main, sauf les états de paie, qui sont presque entièrement établis sur ordinateur. L'établissement des comptes mensuels, avec le système actuel, est relativement long et onéreux par rapport au temps qu'il faudrait et à l'argent qu'il faudrait dépenser pour obtenir des imprimés d'un ordinateur convenablement programmé. Etablir les documents comptables et tenir les livres à la main, dans le cas d'opérations de l'ampleur de celles de la CEAEO, est une méthode périmée par rapport aux pratiques modernes. L'Administration prend des mesures pour mettre en oeuvre un programme d'automatisation de la comptabilité. Le Comité estime que le programme d'automatisation de la comptabilité de la CEAEO pourrait être mis au point de la même manière que celui de la CEPAL et il recommande qu'en vue de faire des économies, des mesures soient prises pour exécuter ce programme dans les meilleurs délais possibles.

Force d'urgence des Nations Unies

123. L'état IV 8/ indique l'état des fonds du Compte spécial de la Force d'urgence des Nations Unies (FUNU) au 31 décembre 1972.

124. Contributions mises en recouvrement non acquittées (44 242 137 dollars). Sur un montant de 49 516 707 dollars dû par des Etats Membres au titre des contributions mises en recouvrement auprès d'eux, un montant de 5 274 570 dollars a été transféré dans le courant de l'exercice 1972 à un Compte spécial pour des contributions mises en recouvrement non acquittées, conformément à la résolution 3049 C (XXVII), ce qui laisse un solde non acquitté de 44 242 137 dollars. On trouvera dans le tableau 12 la ventilation de ce solde.

8/ Voir plus haut, chap. III.

125. Les contributions non acquittées (44 242 137 dollars) comprennent un montant de 38 586 735 dollars dû par des Etats Membres qui n'ont pas voulu contribuer au Compte spécial de la FUNU parce que, à leur sens, les contributions mises en recouvrement pour alimenter ce compte étaient illégales. Outre les Etats Membres qui ont adopté cette position de principe, d'autres Etats Membres n'ont fait aucun versement. Ainsi, la majeure partie des contributions non acquittées devra sans doute être considérée comme non recouvrable.

126. Les contributions non acquittées s'établissent comme suit :

	<u>Dollars</u>
a) Dû par des Etats Membres qui n'ont pas voulu verser de contributions au Compte spécial de la FUNU	38 586 735
b) Dû par des Etats Membres qui n'ont jamais rien versé au Compte de la FUNU	1 681 878
c) Sommes non acquittées représentant la contribution supplémentaire de 25 p. 100 mise en recouvrement pour constituer une réserve	1 038 842
d) Soldes non acquittés correspondant à la différence entre la contribution mise en recouvrement pour 1967 et la contribution calculée par certains gouvernements eux-mêmes sur la base des prévisions de dépenses révisées présentées par le Secrétaire général pour 1967 et visées dans la résolution 2304 (XXII) de l'Assemblée générale	1 471 395
e) Contributions dues par d'autres Etats Membres	1 463 287
	<u>44 242 137</u>

127. Excédent des dépenses approuvées sur les contributions mises en recouvrement. La situation quant au montant des dépenses approuvées pour lesquelles il n'a pas été mis de contributions en recouvrement n'a subi aucun changement au cours de l'exercice 1972. L'excédent des dépenses approuvées sur les contributions mises en recouvrement et les contributions volontaires portées en recettes pour la période allant du 1er juillet 1963 au 31 décembre 1964 s'élève toujours à 876 351 dollars, comme il était indiqué au paragraphe 93 du rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les comptes de l'exercice terminé le 31 décembre 1970 9/.

128. Pertes résultant des hostilités de 1967. Les pertes en matériel, fournitures et approvisionnements subies par la FUNU du fait des hostilités de 1967 n'ont pas encore été toutes évaluées.

129. Clôture des comptes. Au 31 décembre 1972, les comptes relatifs au Compte spécial de la FUNU n'avaient toujours pas été clôturés. Comme il est indiqué au paragraphe 96 du rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les comptes de

9/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-sixième session, Supplément No 7 (A/8407), chap. II.

l'exercice terminé le 31 décembre 1970, cette situation est due principalement au fait que certains Etats Membres n'ont pas versé les contributions mises en recouvrement auprès d'eux en ce qui concerne la Force, et que, de ce fait, l'ONU ne peut régler le passif de la Force, y compris les sommes à payer à d'autres gouvernements (22 943 194 dollars, comme il est indiqué dans l'état IV).

Compte ad hoc pour l'Opération des Nations Unies au Congo

130. Le Compte ad hoc pour l'Opération des Nations Unies au Congo (ONUC) concerne la phase militaire des opérations des Nations Unies au Congo. L'ONUC a cessé d'être une unité administrative distincte le 12 décembre 1964, lorsque le poste du Chef de l'administration a été supprimé et qu'une équipe de liquidation a été constituée et s'est vu confier la tâche de liquider l'opération. Un petit groupe des demandes de remboursement a été créé le 1er avril 1965 pour régler le reste des sommes dues pour prix des installations (logement), services et approvisionnements fournis pour l'Opération des Nations Unies au Congo. Ce groupe n'avait pu régler toutes les demandes de remboursement au 24 juin 1967, date à laquelle ses fonctions ont été transférées à la Direction de l'appui des Nations Unies au Congo et où le Compte a été intégré aux activités du Bureau du Programme des Nations Unies pour le développement à Kinshasa.

131. Comme le Compte n'était guère actif et que la responsabilité des décisions à prendre sur tous les problèmes relatifs au règlement des demandes de remboursement, etc., incombait au Siège de l'ONU, toutes les opérations de comptabilité ont été transférées au Siège, au 1er janvier 1971.

132. L'état V 10/ indique l'état des fonds du Compte ad hoc pour l'Opération des Nations Unies au Congo au 31 décembre 1972.

133. Sommes à payer aux gouvernements (11 937 544 dollars). Le solde de ce compte représente le montant des dépenses relatives aux opérations de maintien de la paix au Congo qui est à rembourser aux gouvernements participants. Ce montant correspond à des demandes de remboursement qui ont été acceptées par l'ONU mais non réglées, à des demandes qui n'ont pas encore été acceptées par l'ONU et au montant estimatif des dépenses remboursables pour lesquelles l'ONU n'a pas encore reçu de demandes de remboursement.

134. Situation financière de l'Opération des Nations Unies au Congo. Le Compte de l'Opération des Nations Unies au Congo se solde par un excédent de 33 472 973 dollars. Il n'y a pas eu de changement important dans l'état de ces fonds au cours de l'exercice 1972. L'actif est constitué principalement par des contributions mises en recouvrement non acquittées d'un montant total de 75 404 823 dollars. Ce montant comprend 70 214 696 dollars que certains Etats Membres n'ont pas voulu payer parce qu'ils considèrent que les dépenses engagées pour les opérations au Congo sont illégales aux termes de l'Article 17 de la Charte des Nations Unies. Faute de fonds, l'ONU ne peut régler le passif de l'ONUC ni rembourser le montant dû au Compte spécial "Produit de la vente des obligations de l'ONU". De ce fait, le solde excédentaire ne reflète pas la situation réelle.

10/ Voir plus haut, chap. III.

Rapports sur la vérification d'autres comptes

135. Conformément aux directives de l'Assemblée générale selon lesquelles le Comité des commissaires aux comptes vérifie les comptes de certains autres organismes et présente des rapports distincts à leur sujet, le Comité a communiqué à l'Assemblée générale des rapports sur les autres opérations de vérification qu'il a faites et qui sont indiquées ci-après :

Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies 11/

Fonds des Nations Unies pour l'enfance 12/

Opération Cartes de vœux du FISE 13/

Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche 14/

Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient 15/

Contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés 16/

Programme des Nations Unies pour le développement 17/

136. Aux termes de la règle 114.5 de l'article XIV du règlement financier et des règles de gestion financière du Programme des Nations Unies pour le développement (DP/2/Rev.1), le Comité des commissaires aux comptes est par ailleurs tenu de vérifier l'état récapitulatif des comptes du Programme des Nations Unies pour le développement en fin d'exercice et de faire rapport à ce sujet. Ces opérations ont été effectuées le 11 décembre 1972 en ce qui concerne l'exercice 1971.

11/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-huitième session, Supplément No 9 (A/9009).

12/ Ibid., Supplément No 7 B (A/9007/Add.2), première partie.

13/ Ibid., Supplément No 7 B (A/9007/Add.2), deuxième partie.

14/ Ibid., Supplément No 7 D (A/9007/Add.4).

15/ Ibid., Supplément No 7 C (A/9007/Add.3).

16/ Ibid., Supplément No 7 E (A/9007/Add.5).

17/ Ibid., Supplément No 7 A (A/9007/Add.1).

Remerciements

137. Le Comité des commissaires aux comptes tient à remercier le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, le Directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève, le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, le Directeur exécutif de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, le Greffier de la Cour internationale de Justice, les secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales, ainsi que leurs collaborateurs et les membres de leur personnel, de l'aide et du concours qu'ils lui ont apportés.

Le Contrôleur général des comptes de Colombie,

(Signé) J. E. ESCALLON O.

L'Auditeur général par intérim du Canada,

(Signé) G. R. LONG

Le Vérificateur général des comptes du Pakistan,

(Signé) A. I. OSMANY

Le 22 juin 1973

HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre librairie ou adressez-vous à: Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.
